



HAL
open science

Gouvernance territoriale et politiques d'aménagement : cas du périurbain au Chili, 1960-2015

Gérardo Ubilla Bravo

► **To cite this version:**

Gérardo Ubilla Bravo. Gouvernance territoriale et politiques d'aménagement : cas du périurbain au Chili, 1960-2015. Géographie. Université Paul Valéry - Montpellier III, 2020. Français. NNT : 2020MON30011 . tel-03094889

HAL Id: tel-03094889

<https://theses.hal.science/tel-03094889v1>

Submitted on 4 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE

Pour obtenir le grade de
Docteur

Délivré par l'**Université Paul Valéry – Montpellier III**
en association avec Montpellier SupAgro

Préparée au sein de l'école doctorale ED 60 Territoires,
Temps, Sociétés et Développement
et de l'unité de recherche UMR 951 INNOVATION de
l'INRAE

Spécialité : **Géographie et aménagement de
l'espace**

Présentée par **Gerardo Francisco UBILLA BRAVO**

**Gouvernance territoriale et politiques
d'aménagement. Cas du périurbain au
Chili, 1960-2015**

Soutenue le 4 septembre 2020 devant le jury composé de :

Mme Lucette LAURENS, Professeure des universités en géographie, Université Paul-Valéry, Montpellier III	Directrice
M Eduardo CHIA, Directeur de Recherche, INRAE Montpellier	Co-directeur
M Christophe Robin BRYANT, Professeur titulaire associé en géographie, Université de Montréal et Adjunct Professor, School of Environmental Design and Rural Development, University of Guelph, Canada	Rapporteur
Mme Salma LOUDIYI, Maître de Conférences en géographie, Lempdes	Rapporteur
Mme Monique POULOT, Professeure des universités en géographie, Université Paris Nanterre Défense	Présidente
M Jorge NEGRETE, Professeur titulaire, Pontificia Universidad Católica de Valparaíso, Chili	Examineur



THÈSE

Pour obtenir le grade de
Docteur

Délivré par l'**Université Paul Valéry – Montpellier III**
en association avec Montpellier SupAgro

Préparée au sein de l'école doctorale ED 60 Territoires,
Temps, Sociétés et Développement
et de l'unité de recherche UMR 951 INNOVATION de
l'INRAE

Spécialité : **Géographie et aménagement de
l'espace**

Présentée par **Gerardo Francisco UBILLA BRAVO**

**Gouvernance territoriale et politiques
d'aménagement. Cas du périurbain au
Chili, 1960-2015**

En association avec :

Soutenue le 4 septembre 2020 devant le jury composé de :

Mme Lucette LAURENS, Professeure des universités en géographie, Université Paul-Valéry, Montpellier III	Directrice
M Eduardo CHIA, Directeur de Recherche, INRAE Montpellier	Co-directeur
M Christophe Robin BRYANT, Professeur titulaire associé en géographie, Université de Montréal et Adjunct Professor, School of Environmental Design and Rural Development, University of Guelph, Canada	Rapporteur
Mme Salma LOUDIYI, Maître de Conférences en géographie, VetAgroSup Lempdes	Rapporteur
Mme Monique POULOT, Professeure des universités en géographie, Université Paris Nanterre Défense	Présidente
M Jorge NEGRETE, Professeur titulaire, Pontificia Universidad Católica de Valparaíso, Chili	Examineur



Sommaire

Sommaire	ii
Dédicace / Dedicatoria	iv
Remerciements & Agradecimientos	v
Résumé	vii
Abstract	ix
Resumen	xi
Introduction générale de la thèse	1
1ERE PARTIE. CADRE CONCEPTUEL ET THÉORIQUE SUR L'ESPACE ET LA GOUVERNANCE TERRITORIALE	23
Chapitre 1. Cadre conceptuel et théorique : de l'espace géographique aux espaces hybrides	25
Chapitre 2. Cadre conceptuel de la gouvernance territoriale	55
2EME PARTIE : POLITIQUES D'AMENAGEMENT DANS LE PERIURBAIN	81
Chapitre 3. Vers un modèle de périurbanisation au Chili. Le cas de trois villes de taille intermédiaire subrégionale	83
Chapitre 4. Construction du périurbain à travers les instruments de régulation urbaine : cas des villes de taille intermédiaire au Chili	109
Chapitre 5. Rurbanisation, suburbanisation et reconcentration foncière : l'impact spatial des instruments ruraux dans les aires périurbaines au Chili	137
3EME PARTIE : RELATIONS ET APPRENTISSAGES DES ACTEURS LOCAUX DANS LE PERIURBAIN	161
Chapitre 6. Relations de pouvoir entre les acteurs du périurbain autour du <i>Plan Regulator Comunal</i>	163
Chapitre 7. Apprentissage collectif des acteurs du périurbain. Enjeux autour du <i>Plan Regulator Comunal</i>	189
Chapitre 8. Conclusion générale de la thèse	207
Références bibliographiques	223
Liste des sigles et d'abréviations	283
Liste des figures	285
Liste des tableaux et des encadrés	291

ANNEXES	295
Annexe. Guide d’entretien de la première phase du travail de terrain – en espagnol.....	296
Annexe. Guide d’entretien de la deuxième phase du travail de terrain – en espagnol	301
Annexe. Exemple de fiches et cartes liées à la régulation et aux normes de l’occupation du sol du <i>Plan Regulador Comunal de Melipilla</i> – en espagnol	304
Annexe. Exemple de photos liées aux aires périurbaines.....	313
TABLE DES MATIERES	317

Dedicace / Dedicatoria

*A mi madre, Ana María Bravo
Formadora de mi vida y carácter*

*A mi núcleo familiar
Mi red de amor que me sostiene*

*A mi Bárbara
Que me acompaña en esta aventura que es la vida*

*A mi tía Nana, mi madrina
Tu sobrino siempre te tiene en el corazón*

A las personas que persiguen o mantienen la paz y la justicia social y ambiental

A las personas que basan su forma de vida en la amabilidad, la sinceridad y el cariño

Remerciements & Agradecimientos

Remerciements au monde francophone

Tout d'abord un grand merci à Mme Lucette Laurens. J'apprécie infiniment toute votre aide académique et personnel, votre patience, gentillesse, confiance et générosité. Toutes ces années passées sous votre direction ont été vraiment un réel plaisir. Merci beaucoup pour toujours.

Merci beaucoup à M Eduardo Chia, grâce à votre critique toujours constructive la qualité de mon travail a amélioré. J'apprécie tous les conseils, et tous les moments où nous avons parlé de la thèse, soit au Chili (autour d'un café) ou en France.

Un grand merci Camille Clément pour tes encouragements. Je me rappelle toujours que tu m'as beaucoup aidé au cours de la première année de thèse. A partir de ce moment j'ai mieux compris la démarche de réaliser une thèse française. Merci Jean-Loup Teston pour ton amitié et ton soutien durant mon séjour de trois ans (2014-2017) en France.

Merci aux membres du comité de suivi de thèse, Hélène Rey-Valette, Geneviève Cortes, Pascal Chevalier et Camille Clément. Tous m'ont apporté des bonnes idées et tous ont posé des bonnes questions toujours visaient à aller plus loin dans mes réflexions autour de ma thèse.

Je remercie également aux membres de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE), le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), l'Unité Mixte de Recherche (UMR) Innovation et l'Institut Montpellier SupAgro. Particulièrement, Merci beaucoup Sophie Burgel pour tout ton soutien et aide.

Je remercie aux acteurs qui interviennent et qui habitent le périurbain, tous eux ont aidé à construire cette thèse.

Agradecimientos a mi mundo hispanófono

Agradezco el constante apoyo incondicional, el soporte, el amor y la entrega de mi núcleo familiar: a mi madre Ana María, a mi hermano Sebastián y mi hermana Daniela. Mi mundo sin ustedes no sería el mismo. Ustedes son mi red de amor. Muchas gracias por darme ánimo y fuerzas para continuar en todas mis aventuras. También agradezco la alegría que me brinda mi núcleo familiar extendido: Panchito, Rosita, Francisco y Valentina. Gracias mi Pepita, mi Bárbara, mi amor. Desde que te conocí veo que en tus ojos florece mi felicidad. Mi compañera de ideas y de ideales. Quiero seguir recorriendo el mundo físico-percibido e intelectual-emocional contigo.

A todas las personas que alguna vez fueron mis estudiantes de la carrera de Ingeniería en Recursos Naturales Renovables de la Universidad de Chile. La aventura de la docencia comenzó en 2008 y tuve una pausa entre 2014-2017 por el desarrollo de mi tesis doctoral en Francia. Desde mi retorno a Antumapu he continuado esta aventura que espero se extienda toda mi vida. Me siento y soy parte de ese territorio. Sigo con mis agradecimientos a los académicos de Antumapu que me han apoyado en este proceso. De manera particular agradezco a Juan Manuel Uribe quien durante varios años (más de una década) me ha dado consejo, ánimo y apoyo en el mundo de la academia. Muchas gracias.

Finalmente, agradezco a algunas personas que admiro y que siempre recuerdo con cariño, a ellas y ellos los considero mis maestros de la vida. A Vladimir Hermosilla Rumié, una persona alegre quien hizo un puente a los geógrafos para que nos vinculáramos a Antumapu (Universidad de Chile). A María Pía Rossetti, mi maestra en el ámbito profesional, con ella aprendí el rigor y la pulcritud de un trabajo bien realizado, además ella me enseñó en la praxis el Ordenamiento Territorial, tema que he desarrollado en mi docencia universitaria por más de una década. A René Saa Vidal, quien me inspira a ser un buen profesional, de manera amable, humilde y sencilla. A Margarita Riffo Rosas, mi maestra en pregrado, quien me inspiró el cariño a la geografía, la lectura crítica y el rigor del pensamiento deductivo. A esta lista agrego ahora (después de haber realizado esta tesis) a dos personas más. A Lucette Laurens cuya sabiduría y generosidad superan los límites que yo conocía, a ella le estaré eternamente agradecido por cada uno de sus consejos y sus gestos. También incorporo acá a Eduardo Chia, a quien fui conociéndolo poco a poco y que hoy destaco su preocupación y su creatividad, una herramienta muy útil para hacer ciencia.

Résumé

Gouvernance territoriale et politiques d'aménagement. Cas du périurbain au Chili, 1960-2015

La question centrale de cette thèse est : comment les acteurs de la gouvernance territoriale au travers des politiques d'aménagement urbaines et rurales et par leurs interactions institutionnelles ont construit le périurbain des villes de taille intermédiaire subrégionale au Chili entre 1960 et 2015 ? Afin de répondre à cette question nous avons été confrontés à deux obstacles au départ. Le premier correspond au manque de conceptualisation du périurbain, lequel n'est pas officiellement défini dans la nomenclature du Chili. Le deuxième obstacle est le manque d'études scientifiques concernant la gouvernance territoriale au Chili.

La stratégie utilisée pour aborder la question de recherche a été de la décortiquer à l'aide de grilles d'analyse que nous avons construites. Nous avons commencé par une lecture théorique grâce à un état de l'art de la littérature sur les concepts fondamentaux de la géographie afin d'approfondir le concept du périurbain (chapitre 1) et celui de la gouvernance territoriale (chapitre 2). Nous avons ensuite continué par la recherche d'indicateurs spatiaux afin de mettre en évidence le phénomène de la périurbanisation dans les villes de taille intermédiaire au Chili (chapitre 3). Puis nous avons abordé la construction politique du périurbain conduite par différents acteurs de la gouvernance territoriale en utilisant deux axes temporels de recherche. Un premier regard portant sur le long terme est focalisé sur les impacts des politiques d'aménagement urbaines (chapitre 4) et rurales (chapitre 5) gérées par les acteurs nationaux. Cette approche permet d'analyser les décisions qui ont construit le périurbain depuis les années 1960 au Chili. Un deuxième regard centré sur le court terme est la période la plus récente (2013-2015) où on analyse les relations de pouvoir (chapitre 6) et l'apprentissage collectif (chapitre 7) au sein du système d'acteurs du périurbain. Ce système inclue les acteurs qui interviennent aux échelles nationale et régionale et les acteurs de l'échelle locale qui habitent ces espaces. Les relations observées ici sont celles qui se développent dans les aires périurbaines des villes de taille intermédiaire subrégionale voire qui les structurent.

La conclusion de cette thèse revient sur ces deux axes temporels ou périodes (de 1960 à 2013 et de 2013 à 2015) de la recherche. Premièrement, les acteurs aux niveaux national et régional construisent les espaces périurbains en fonction des décisions qu'ils

prennent et qu'ils imposent au niveau local durant la période 1960-2013. Ces relations sont de type centralisé, *top-down* ou de *gravité* du pouvoir. Pour cela, ils utilisaient des instruments d'aménagement urbains et ruraux (chapitres 4 et 5). Deuxièmement, la situation change lors de la période 2013-2015, grâce aux normes de participation citoyenne obligatoire (Loi No 20.417 ; Loi No 20.500). Ainsi les acteurs du niveau local exercent une pression sur les acteurs des niveaux national et régional par de relations plus décentralisées, de type *bottom-up* ou de *capillarité* du pouvoir et en utilisant les mêmes instruments d'aménagement (chapitres 6 et 7). En croisant ces deux approches de la gouvernance, nous avons constaté une *circularité* de pouvoir qui combine une *gravité* du pouvoir due à une relation traditionnelle de type *top-down* et une *capillarité* du pouvoir liée à une nouvelle relation de type *bottom-up* dans la construction du périurbain dans les villes de taille intermédiaire au Chili.

Mots clés : apprentissage collectif, Chili, gouvernance territoriale, instrument, participation, périurbain, *Plan Regulador Comunal*, politique d'aménagement, relation de pouvoir, villes de taille intermédiaire.

Abstract

Territorial governance and planning policies. Peri-urban case in Chile, 1960-2015

The central question of this PhD thesis is: How the actors of territorial governance have built the suburban areas of the cities of intermediate subregional size in Chile between 1960 and 2015? This question was addressed through the analysis of urban and rural planning and regulation policies, as well as through their institutional interactions. In order to answer this question, we faced two obstacles at the beginning of the construction of this thesis. The first has corresponded to the absence of the concept of periurban, which is not officially defined in the norms or instruments of the Chilean State. The second obstacle has been the rare production of scientific studies on territorial governance in Chile.

The strategy used to address the research question has been to separate it down into several components, supporting us in the construction and development of new analysis tools. We begin this thesis with a theoretical reading on the fundamental concepts of geography (geographic space, region, territory, urban, rural) in order to delve into one of the key concepts of the thesis: the peri-urban (chapter 1). Then we continue this reading with the second key concept that corresponds to territorial governance (chapter 2). Both readings were conducted using a scientific literature' state of several decades. Next, we continue by analyzing three types of spatial indicators: sociodemographic, socioeconomic, and land use, to demonstrate the phenomenon of periurbanization in intermediate-sized cities in Chile (chapter 3). Then we approach the peri-urban political construction led by different actors of territorial governance using two of temporal research components. The first corresponds to the long-term broad view (1960-2013) that is focused on the territorial impacts of urban regulation instruments (chapter 4) and rural transformation instruments (chapter 5) led by actors at the national level. This approach allows us to analyze the decisions that have built the peri-urban since the 1960s in Chile. The second corresponds to the recent short-term view (2013-2015) that focuses on the analysis of power relations (chapter 6) and collective learning (chapter 7) of the peri-urban actor system. This system includes the actors that intervene from the national and regional scales, as well as the actors of the local scale that inhabit these spaces. The relationships observed in this thesis are those that currently structure and build the peri-urban areas of cities of intermediate subregional size.

The conclusion of this PhD thesis (chapter 8) go back to these two temporal

components or research's periods (1960-2013 and 2013-2015). In the first place, we conclude that the actors at the national and regional levels construct peri-urban spaces in a centralized and concentrated manner based on their decisions that they make and impose on the local level during the period 1960-2013. These relationships can be called as centralized, top-down model, or power gravity. For this, the actors at the national and regional levels used instruments of urban regulation and rural transformation (chapters 4 and 5). In the second place, we conclude that the situation changes during the 2013-2015 period, due to the new mandatory citizen participation regulations (Law No. 20,417; Law No. 20,500). In this way, the actors at the local level exert pressure on the actors at the national and regional levels through decentralized relations, bottom-up model or power capillarity using the same instruments of urban regulation (chapters 6 and 7). Crossing these two conclusions of territorial governance, we have verified and reveal a circularity of power. This combines a gravity of power related to a traditional top-down relationship and a capillarity of power linked to a new bottom-up relationship in the peri-urban construction in intermediate-sized cities in Chile.

Key words: collective learning, Chile, instrument, intermediate-sized cities, peri-urban area, participation, *Plan Regulador Comunal*, planning policies, power relations, territorial governance.

Resumen

Gobernanza territorial y políticas de ordenamiento. Caso del periurbano en Chile, 1960-2015

La pregunta central de esta tesis doctoral es: ¿Cómo los actores de la gobernanza territorial han construido el periurbano de las ciudades de tamaño intermedio subregional en Chile entre 1960 y 2015? Esta pregunta se abordó mediante el análisis de las políticas de planificación y regulación urbana y rural, así como a través de sus interacciones institucionales. Con el propósito de responder a esta pregunta, nos enfrentamos a dos obstáculos en el inicio de la construcción de esta tesis. El primero correspondió a la ausencia del concepto de periurbano, el que no se encuentra definido de manera oficial en las normas o instrumentos del Estado de Chile. El segundo obstáculo ha sido la escasa producción de estudios científicos sobre la gobernanza territorial en Chile.

La estrategia utilizada para abordar la pregunta de investigación ha sido descomponerla en varios componentes, apoyándonos en la construcción y el desarrollo de nuevas herramientas de análisis. Comenzamos esta tesis con una lectura teórica sobre los conceptos fundamentales de la geografía (espacio geográfico, región, territorio, espacio urbano y rural) con el fin de profundizar en uno de los conceptos claves de la tesis: el periurbano (capítulo 1). Luego continuamos esta lectura con el segundo concepto clave que corresponde a la gobernanza territorial (capítulo 2). Ambas lecturas fueron realizadas mediante un estado de la literatura científica de varias décadas. Enseguida continuamos con el análisis de tres tipos de indicadores espaciales: sociodemográficos, socioeconómicos y de uso del suelo, para evidenciar el fenómeno de la periurbanización en las ciudades de tamaño intermedio en Chile (capítulo 3). Después abordamos la construcción política del periurbano dirigida por diferentes actores de la gobernanza territorial utilizando dos componentes temporales de investigación. El primero corresponde a la mirada amplia de largo plazo (1960-2013) que está enfocado en los impactos territoriales de los instrumentos de regulación urbana (capítulo 4) y en los instrumentos de transformación rural (capítulo 5) dirigidos por actores del nivel nacional. Esta aproximación permite analizar las decisiones que han construido el periurbano desde la década de 1960 en Chile. El segundo corresponde a la mirada reciente de corto plazo (2013-2015) que se centra en el análisis de las relaciones de poder (capítulo 6) y el aprendizaje colectivo (capítulo 7) del sistema de actores del periurbano. Este sistema incluye a los actores que intervienen desde las escalas nacional y regional, así como a los actores de la escala local que habitan estos espacios. Las relaciones observadas en esta

tesis son las que actualmente estructuran y construyen las áreas periurbanas de las ciudades de tamaño intermedio subregional.

La conclusión de esta tesis doctoral (capítulo 8) retoma estos dos componentes temporales o periodos (1960-2013 y 2013-2015) de la investigación. En primer lugar concluimos que los actores de los niveles nacional y regional construyen de forma centralizada y concentrada los espacios periurbanos en función de sus decisiones que toman e imponen al nivel local durante el periodo 1960-2013. Estas relaciones pueden ser llamadas como centralizadas, modelo *top-down* o de *gravedad* del poder. Para esto, los actores de los niveles nacional y regional utilizaban instrumentos de regulación urbana y de transformación rural (capítulos 4 y 5). En segundo lugar concluimos que la situación cambia durante el periodo 2013-2015, debido a las nuevas normas de participación ciudadana obligatoria (Ley No 20.417; Ley No 20.500). De este modo, los actores del nivel local ejercen una presión sobre los actores de los niveles nacional y regional mediante relaciones descentralizadas, modelo *bottom-up* o de *capilaridad* del poder utilizando los mismos instrumentos de regulación urbana (capítulos 6 y 7). Cruzando estas dos conclusiones de gobernanza territorial, hemos constatado y puesto en evidencia una *circularidad* de poder. Esta combina una *gravedad* de poder relacionada a una relación tradicional de tipo *top-down* y una *capilaridad* de poder vinculada a una nueva relación de tipo *bottom-up* en la construcción del periurbano en las ciudades de tamaño intermedio en Chile.

Palabras clave: aprendizaje colectivo, Chile, ciudades de tamaño intermedio, gobernanza territorial, instrumento, participación, periurbano, Plan Regulador Comunal, política de ordenamiento, relación de poder.

* * *

Introduction générale de la thèse

1. Bref contexte des processus spatiaux au Chili

Depuis le coup d'État de 1973, le Chili a expérimenté des changements économiques, politiques, sociaux et environnementaux importants (Moulian, 2002). Ces changements ont été développés à travers plusieurs processus (Connell & Dados, 2014) : la libération des marchés de ressources naturelles (Grenier, 1980; Hurtado-Beca, 1980), la privatisation de l'éducation supérieure (Espinoza, 2005; Longo, 2001) et celle de la santé (Labra, 2002; E. Miranda, 1990), ainsi que les impacts sur les écosystèmes (Altieri & Rojas, 1999). Ces processus ont augmenté l'asymétrie de la concentration de la richesse (Agostini & Brown, 2007; PNUD Chile, 2017a; Fazio, 1997; López, Figueroa & Gutiérrez, 2013) et du pouvoir entre les différents acteurs de la société (Pizarro, 2005; PNUD Chile, 2017b). L'État a cessé ainsi d'être le principal décideur (Thwaites Rey, 2010).

L'un des effets des politiques publiques de la dictature civilo-militaire (Magasich, 2013) a été la libération du marché foncier par le Ministère de Logement et l'Urbanisme (MINVU Chile, 1979). Cette politique est à l'origine de la forte augmentation du taux de l'urbanisation, tant autour des grandes villes que des villes de taille intermédiaire. Du point de vue de la recherche scientifique, quelques études ont été réalisées sur la croissance urbaine des grandes villes chiliennes¹. Il existe aussi quelques recherches concernant la gouvernance des aires métropolitaines². Cependant, aucune étude n'examine de manière plus précise le phénomène de la gouvernance territoriale dans les aires périurbaines au-delà des aires métropolitaines.

Compte tenu de ce contexte, cette recherche vise à comprendre la construction politique des aires périurbaines. Comprendre ces phénomènes représente un défi scientifique en raison de leur complexité, et il nécessite une approche intégrée. Donc, nous nous posons par la suite quelques questions qui ont orienté la question centrale de la thèse.

¹ Nous trouverons le détail des études existantes (état de la littérature) dans le titre « *définition du terrain d'étude* ».

² Au Chili, une aire métropolitaine est : « *La majeure aire urbaine qui a un pays ; elle concentre plus d'un million d'habitants qui correspond à un pourcentage élevé de la population totale nationale* » (INE Chile, 2005). D'après Giménez & Zamorano (2013) ces aires-là sont au nombre de trois : *Santiago, Concepción* et *Valparaíso*.

2. Les questions permettant de structurer le contexte de la recherche³

Nous proposons trois questions pour structurer le contexte de notre recherche. Elles guident notre réflexion afin d'arriver à la question centrale de cette recherche : (i) Pourquoi analyser la gouvernance territoriale ? (ii) Pourquoi analyser les aires périurbaines ? (iii) Pourquoi analyser la gouvernance territoriale des aires périurbaines au Chili ?

2.1. Pourquoi analyser la gouvernance territoriale ?

Vers la fin du XXe siècle, les changements sociaux deviennent complexes, dynamiques et divers (Kooiman, 1993). L'une des conséquences est la diminution d'influence de l'Etat et la perte du monopole production de connaissances et de ressources pour transformer l'espace comme autrefois (Natera Peral, 2004). La gouvernance naît du changement de la relation entre l'Etat et la société (Martínez & Espejel, 2015) en développant une redistribution du pouvoir depuis l'Etat envers les acteurs sociaux (Pulgar, 2010). En Amérique Latine se sont développés trois processus qui ont promu le changement de relation entre l'Etat et la société : la privatisation des services publics, les nouvelles offres de politiques publiques et la décentralisation (Zurbriggen, 2011). Grâce notamment à la décentralisation il y a eu une irruption des citoyens dans le processus de formulation de politiques publiques (Rhodes-Purdy, 2017). La gouvernance est la recherche d'un équilibre des relations entre l'Etat, la société et le marché (RAE, 2014). Cela implique un dialogue auprès d'acteurs ayant une autonomie variable. Ce dialogue repose sur la construction d'accords (Diez, 2014) dans la prise de décisions publiques (Centelles Portella, 2006). La gouvernance territoriale est aussi une nouvelle manière de connaître les relations entre l'Etat et la société (Natera Peral, 2004), une nouvelle méthode afin de comprendre les interactions actuelles entre les différents acteurs sur le territoire (Rey-Valette et al., 2014; Rhodes, 1996).

Du point de vue conceptuel, nous adoptons la notion de **gouvernance territoriale** élaborée dans le projet Gouv.Innov⁴ : « *processus dynamique de coordination entre des acteurs publics et privés aux identités multiples et aux ressources asymétriques autour d'enjeux territorialisés (i) visant la construction collective d'objectifs et d'actions en (ii) mettant en œuvre des dispositifs multiples qui reposent sur des apprentissages collectifs et participent des innovations institutionnelles et organisationnelles au sein des*

³ Il existe deux versions précédentes (Ubilla-Bravo, 2016a, 2016b) de cette grille de questions qui font partie de l'évolution de la réflexion de l'auteur de cette thèse.

⁴ Gouvernance des territoires et développement rural : une analyse des innovations organisationnelles.

territoires » (Rey-Valette et al., 2011, p. 39). Nous considérons cette définition de la gouvernance territoriale comme la base de notre recherche. Nous approfondirons ultérieurement tous les concepts clés dans les chapitres 1 et 2⁵.

En reprenant la question proposée au départ : pourquoi analyser la gouvernance territoriale ? Nous proposons de la traiter sous trois angles. Tout d'abord, nous considérons que la gouvernance territoriale est un thème toujours d'actualité, tant du point de vue de son rôle dans les différentes sociétés que de la recherche scientifique⁶. En deuxième lieu, comme indiqué précédemment, la gouvernance territoriale est à la fois un concept et une approche pour mieux comprendre la dynamique entre acteurs qui co-construisent le territoire, une notion clé pour la discipline de la géographie (Dahlman, 2009). Nous nous intéressons à comprendre la construction et les effets des décisions sur le territoire. La gouvernance est un concept et une approche qui nous aiderait à mieux connaître les phénomènes concernant les interactions entre les différents acteurs. En troisième lieu, ce qui nous intéresse aussi c'est de contribuer à la connaissance scientifique de la gouvernance territoriale au Chili où nous avons trouvé des vides à ce sujet⁷. Alors nous nous proposons de combler cet écart de connaissance.

En guise d'illustration, la Figure 1 nous aide à imaginer la dynamique de la gouvernance territoriale à travers les relations verticales (voir Figure 1a) et horizontales (voir Figure 1b) entre les acteurs. L'image *Drawing Hands* (Escher, 1948 cité par Locher, 2000) nous aide à nous poser la question : quelle main dessine quelle main ? Cette illustration permet de faire une analogie entre les interactions où les liens verticaux des acteurs du niveau national avec ceux du niveau local se basent sur les modèles *top-down* (centralisés) opposés à ceux *bottom-up* (décentralisés) (voir Figure 1a). Nous considérons qu'il existe aujourd'hui une relation symbiotique d'interdépendance entre les différents acteurs, quel que soit leur origine.

L'image de l'ouvrage du projet Gouv.Innov (Rey-Valette et al., 2011) (Figure 1b), nous permet d'imaginer le jeu de rôle des différents acteurs et leurs interactions horizontales. Nous nous demandons ainsi : Quels sont les intérêts que portent ces acteurs ? Quels types de rapport existent-ils entre eux ? Quelle est la dynamique de pouvoir entre eux ? Qui pilote le projet territorial ? Quels types de projets veulent-ils

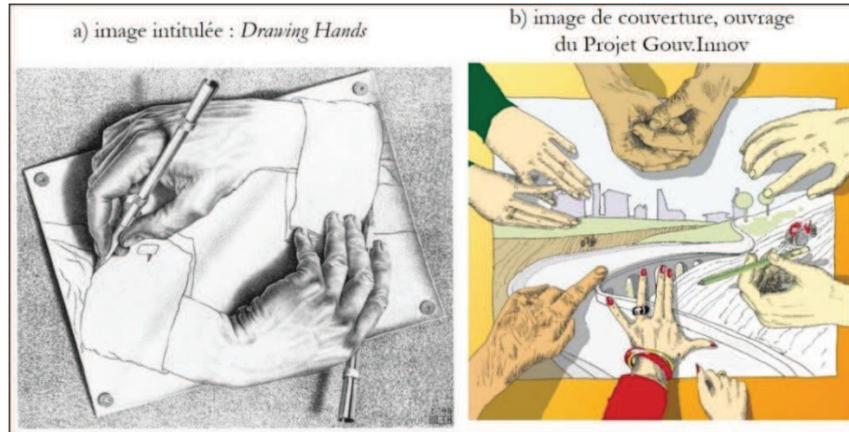
⁵ Nous décrirons le détail de chaque chapitre de la thèse dans le sous-titre 5 de cette introduction générale : « *Plan de lecture de la thèse* ».

⁶ Sur le site google scholar, nous avons trouvé plus de 1 000 publications scientifiques concernant la gouvernance territoriale en se basant sur les littératures anglophone, francophone, hispanophone et lusophone.

⁷ Nous décrirons le détail des études trouvées dans le titre 4 de cette introduction générale : « *Définition du terrain d'étude* ».

développer et où ?

Figure 1. Deux images pour faire une analogie de la dynamique de gouvernance territoriale



Source : a) Escher, 1948 cité par Locher, 2000 ; b) Rey-Valette et al., 2011.

2.2. Pourquoi analyser les aires périurbaines ?

Une aire périurbaine est l'expression spatiale du phénomène de la périurbanisation, celle qui renvoie au processus d'étalement autour des villes grandes et moyennes. Ce processus s'est développé à partir des années 1940 aux États-Unis et 1960 en Europe occidentale (Calenge & Jean, 1997) et de la décennie 1980 au Chili (Armijo, 2000). En reprenant la question de départ, il existe deux arguments qui nous aident à la réflexion. Premièrement, le travail de Vanier (2000, 2002, 2003) fait ressortir que l'espace périurbain doit être considéré comme « *le tiers espace* » en raison de la complexité que présentent ces aires. Cette complexité représente un enjeu tant pour la géographie (comme la discipline de l'espace), que pour les politiques d'aménagement. Deuxièmement, Bryant (1995, 2006) précède et complète les idées de Vanier (2000, 2002, 2003) en indiquant que les aires périurbaines sont multifonctionnelles, ce qui renforce l'idée de complexité pour gérer ces espaces.

Afin d'encadrer la recherche, nous prendrons les concepts d'aire périurbaine (ou périurbain) et de périurbanisation puisque cela nous permet d'utiliser une approche des interactions ville-campagne en considérant les relations de proximité entre acteurs et leurs décisions (approche de la gouvernance territoriale). Nous analyserons aussi la rurbanisation et la suburbanisation du point de vue du concept dans le chapitre 1 et ensuite du point de vue du phénomène dans le chapitre 5 comme un processus d'impact des politiques d'aménagements ruraux. Nous considérons les processus de rurbanisation et la suburbanisation car ils font partie de la périurbanisation, ce que nous démontrons en chapitre 3.

2.3. Pourquoi analyser la gouvernance territoriale des aires périurbaines au Chili ?

Nous considérons qu'il y a au moins trois arguments qui justifient l'intérêt que nous portons à l'analyse de la gouvernance territoriale des aires périurbaines au Chili. Premièrement, la complexité des aires périurbaines tant du point de vue démographique que social entraîne une difficulté à rendre compatible les différents intérêts et objectifs des acteurs qui y habitent. Les aires périurbaines sont des espaces complexes en raison des intérêts de multiples acteurs et dynamiques qui surpassent la manière traditionnelle de coordination politique de privilégier les limites politico-administratives. Dans le même sens, Laurens (2003, p. 280) souligne que « *l'enjeu actuel est focalisé sur les modes politiques de gestion de cet espace autour de deux questions cruciales, quelle est la bonne échelle et comment établir des partenariats* ».

Deuxièmement, au Chili, les aires périurbaines ont été étudiées du point de vue démographique et physique, mais ces recherches n'ont pas étudié leur dimension politique par rapport à l'interaction de leurs habitants⁸. Nous soulignons aussi qu'il n'existe pas de définition officielle du périurbain ou de la périurbanisation de la part de l'État du Chili.

Troisièmement, si on trouve des recherches concernant l'incidence du pouvoir sur le territoire au Chili (Torres Salinas & García Carmona, 2009; Zunino, 2002), les études sur la gouvernance sont récentes et travaillent sur les aires métropolitaines (Delamaza & Thayer, 2016; Heinrichs, Nuissl, & Rodríguez Seeger, 2009; Rodríguez Leiva, Flores Medrano & Bottai Espinoza, 2017; Zunino, 2004)⁹. Nous avons trouvé alors un vide de connaissance scientifique en géographie au Chili concernant la gouvernance territoriale dans les aires périurbaines et plus précisément des villes de taille intermédiaire subrégionale.

⁸ Nous trouverons le détail des études existantes (état de la littérature) dans le sous-titre 4 « *définition du terrain d'étude* ».

⁹ Nous avons trouvé d'autres articles dans une revue chilienne concernant la gouvernance (Figueroa & Chia, 2016) mais son but était de type introductif.

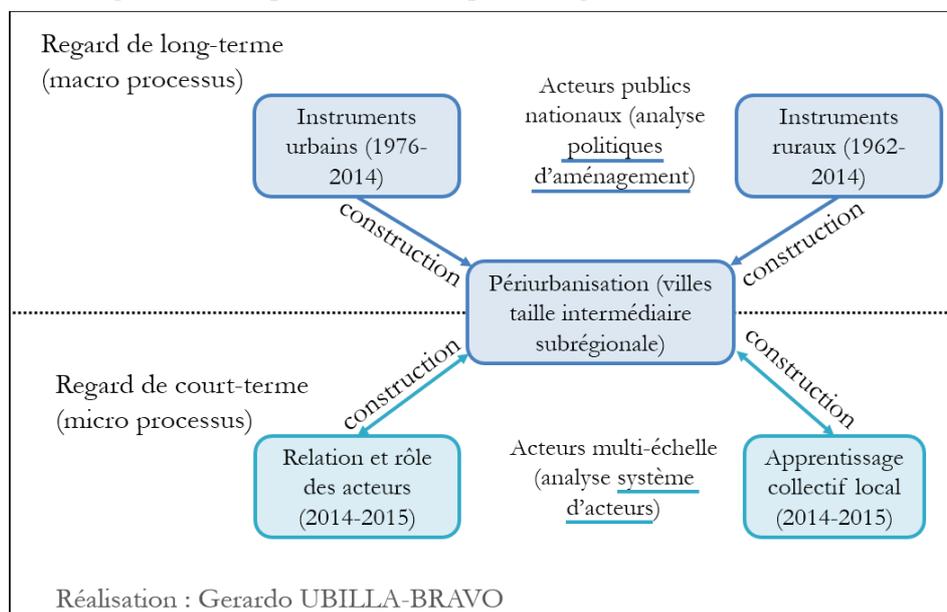
3. Cadre de recherche

3.1. Question centrale de la recherche

En considérant les trois questions et les arguments précédemment présentés, notre question centrale de la thèse est : comment les acteurs de la gouvernance territoriale au travers des politiques d'aménagement urbaines et rurales et par leurs interactions institutionnelles ont construit le périurbain des villes de taille intermédiaire subrégionale au Chili entre 1960 et 2015 ?

La stratégie utilisée pour aborder la question de la thèse est de la décortiquer en différentes composantes d'analyse. Nous montrons dans la Figure 2 les deux regards retenus. Un premier regard s'intéresse au long terme (macro-processus) comprenant les incidences des **politiques d'aménagement** urbaines et rurales gérées par les acteurs nationaux et ce afin d'analyser les macro processus qui ont construits le périurbain depuis les années 1960. Un deuxième regard (micro-processus) centré sur le court terme s'intéresse aux relations et aux apprentissages du **système d'acteurs** du périurbain. Ce système renvoie à ceux qui interviennent (multi-échelle) et à ceux qui habitent (échelle locale) dans les aires périurbaines des villes de taille intermédiaire subrégionale. A l'interface de ces deux regards se trouve la périurbanisation des villes de taille intermédiaire qui a été construite grâce aux macro et micro processus. Il est à noter que l'analyse visera à dépasser la vision dichotomique entre l'urbain et le rural qui existe actuellement au Chili (Ubilla Bravo, 2015), ainsi qu'à proposer des grilles d'analyse.

Figure 2. Composantes de la question générale de la recherche



En guise de synthèse, notre objectif est de répondre à quatre questions contenues dans le projet de cette thèse dont le détail se trouve au Tableau 1.

Tableau 1. Questions et réponses pour aborder la recherche

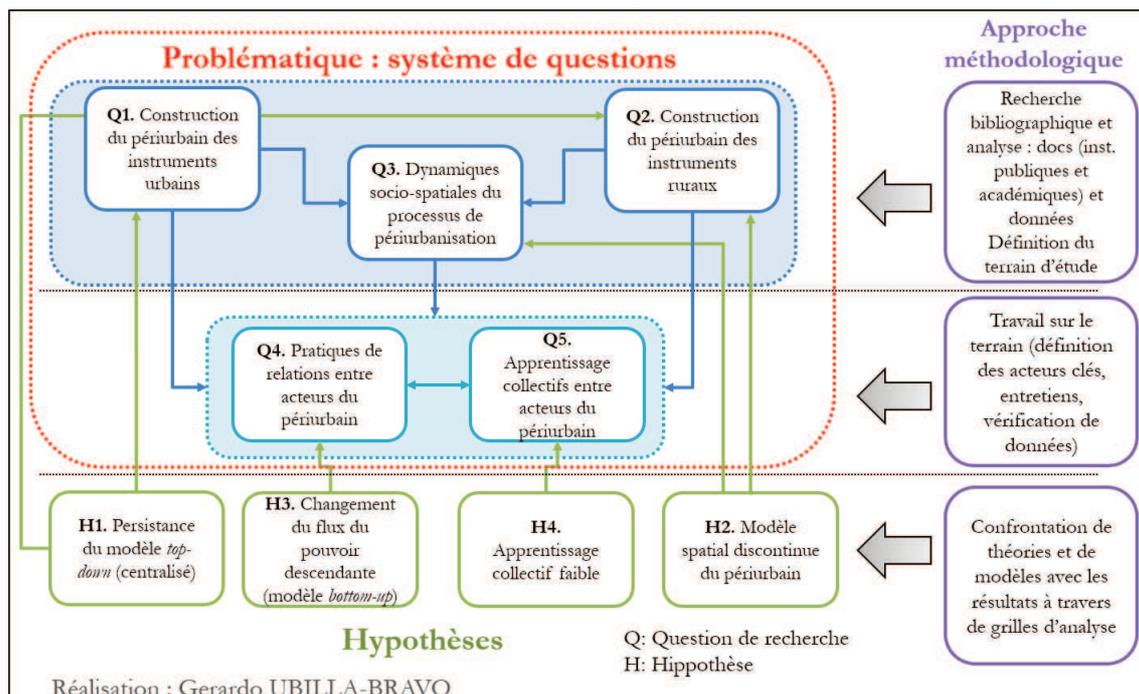
Question	Délimitation de la question	Délimitation de la question dans cette thèse
Quoi ?	Objet d'analyse	Construction politique du périurbain de la part des différents acteurs.
Qui ?	Sujet d'analyse	Politiques d'aménagement et système d'acteurs construisant le périurbain.
Où ?	Délimitation spatiale, terrain d'étude	Aire périurbaine de villes de taille intermédiaire subrégionale au Chili, plus précisément les cas de <i>Buin</i> , <i>Melipilla</i> et <i>Talagante</i> . Elles sont toutes localisées dans la Région Métropolitaine de <i>Santiago</i> .
Quand ?	Délimitation temporelle	Long terme : période allant de 1962 à 2014 (politiques d'aménagement). Court terme : période de 2013 à 2015 (système d'acteurs).

Réalisation : Gerardo UBILLA-BRAVO.

3.2. Système de questions de recherche et hypothèses

En continuant la présentation de la stratégie de recherche, nous posons le système de la démarche générale de la thèse qui est constitué par les questions de recherche, les hypothèses et l'approche méthodologique générale (voir Figure 3). Les questions de recherche constituent la problématique des composantes indiquées dans la Figure 2.

Figure 3. Schéma général de la démarche de la recherche : problématique, hypothèses et méthodologie



La problématique repose sur deux groupes (sous-systèmes) de questions de recherche (**Q**) : (i) celles qui vont questionner les politiques d'aménagement et (ii) celles qui vont permettre d'interroger le système d'acteurs (cf. Figure 2 et Figure 3). Les questions de recherche qui guideront les différents chapitres de cette thèse sont :

- **Q1.** Comment l'espace local périurbain s'est construit à travers les instruments de régulation urbaine de niveaux national, régional et local ?
- **Q2.** Comment l'espace local périurbain dans les aires périurbaines des villes de taille intermédiaire s'est construit à travers les instruments ruraux développés à partir de la réforme agraire ?
- **Q3.** Les dynamiques socioéconomiques et d'utilisation du sol permettent-elles de repérer le processus de la périurbanisation autour des villes de taille intermédiaire subrégionale ?
- **Q4.** Quelles sont les relations et les rôles au sein du système d'acteurs de l'aire périurbaine de *Melipilla*, mises en œuvre autour du dernier *Plan Regulador Comunal* ?
- **Q5.** Comment les acteurs locaux apprennent-ils et construisent-ils un langage commun technique, de coordination et des accords dans le territoire périurbain de *Melipilla* ?

Nous proposons ainsi quatre **hypothèses** liées aux questions de recherche (voir Figure 3), que nous décrivons par la suite :

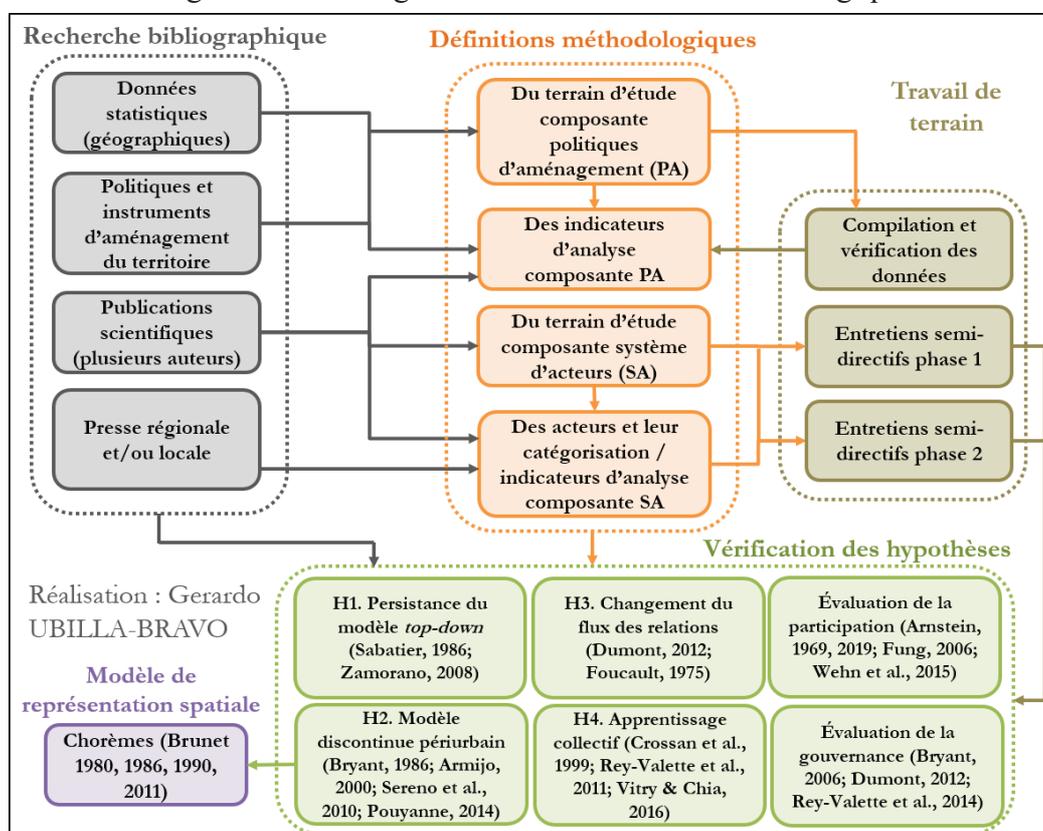
- **H1. Persistance du modèle *top-down*.** Bien qu'il existe des instruments de régulation urbaine locale grâce au processus de décentralisation, les niveaux supérieurs (national et régional) imposent leurs décisions aux territoires périurbains. Cette hypothèse est liée aux questions 1 et 2.
- **H2. Modèle spatial discontinu du périurbain.** Le modèle spatial des aires périurbaines des villes de taille intermédiaire subrégionale au Chili est de type discontinu. Les espaces bâtis se présentent de manière étalée. Cette hypothèse est liée aux questions 2 et 3.
- **H3. Changement du flux des relations de pouvoir descendant.** Certains acteurs locaux développent différentes stratégies afin d'imposer leurs intérêts et objectifs. Ceci entraîne un changement du flux des relations de pouvoir descendant (*top-down*) qui doit être articulé avec une capillarité du pouvoir (*bottom-up*). Cette hypothèse est liée à la question 4.
- **H4. Apprentissage collectif faible.** Les acteurs locaux qui ont participé à la modification du *Plan Regulador Comunal* de *Melipilla* (2013-2015) ont un niveau d'apprentissage collectif en raison de la cohésion de leurs membres. Ainsi dans un

contexte où il y a un faible degré de cohésion sociale, le niveau d'apprentissage sera lui aussi faible. Cette hypothèse est liée à la question 5.

3.3. Méthodologie générale de la recherche

L'**approche méthodologique générale** de la recherche par étapes utilise et mobilise des techniques **quantitatives** et **qualitatives**. Elle est quantitative parce que nous utilisons des données d'échelle cardinale et des mesures de tendance centrale. Elle vise à réaliser une analyse de statistiques descriptives¹⁰ des phénomènes spatiaux produits par les politiques d'aménagement. Cette recherche est aussi qualitative car nous utilisons la méthode de l'analyse de contenu à partir d'entretiens afin de réviser et évaluer les relations de pouvoir et l'apprentissage pour le système d'acteurs. Nous décrivons ces méthodes par la suite. La méthode générale de la recherche est constituée de **quatre grandes étapes** (voir la synthèse dans la Figure 4) : (i) la recherche bibliographique, (ii) les définitions méthodologiques, (iii) le travail de terrain et (iv) l'évaluation et la vérification des hypothèses. Il est à noter que ces quatre étapes fonctionnent de manière circulaire avec des feed-back. Nous décrivons ces quatre étapes par la suite de ce sous-chapitre.

Figure 4. Schéma général de la démarche méthodologique



¹⁰ Statistique descriptive : « traitement des données qui décrivent un phénomène » (Beguin, 2004, p. 267).

La **première étape** correspond à la démarche de la **recherche bibliographique** nécessaire pour réaliser l'état de la littérature, explorer tous les documents aidant aux définitions méthodologiques et répondre aux questions de recherche. Nous avons retenu les éléments suivants :

- La documentation scientifique vient des domaines de la géographie, de la sociologie, des sciences de gestion et de la science politique. Les sources considérées sont celles des sites Web, en particulier les suivants présentés par langue :
 - en français : Cairn, Revues.org-Open Edition, Persée, Erudit et I-Revues ;
 - en espagnol et portugais : Scielo, DOAJ, Redalyc et Dialnet ;
 - en anglais : Sage, ScienceDirect, link.Springer, Taylor&Francis, Wiley, Cambridge, Oxford, Project Muse, JStor et Elgaronline (indexés sur : Scopus, Web of Science et CrossRef).
- Les données statistiques dont la source principale est l'Institut National de Statistiques du Chili (*Instituto Nacional de Estadísticas INE Chile*).
- La documentation légale et de planification territoriale (littérature grise¹¹) provenant des Ministères, institutions, régions, communes.
- La documentation de la presse correspondant aux articles de journaux et périodiques régionaux et locaux.

Nous considérons quatre éléments dans l'étape 2 de la **définition méthodologique**. Deux éléments correspondent à la définition du terrain d'étude quant à ses composantes politiques d'aménagement et système d'acteurs (cf. Figure 2). Cette définition a été développée grâce à la révision bibliographique de documents statistiques, normatifs et scientifiques. Le détail de la démarche de cette définition se trouve dans le sous-titre n° 4 « *Définition du terrain d'étude* » venant par la suite de ce sous-titre.

Le troisième élément correspond à l'analyse des variations des indicateurs clés de la composante politiques d'aménagement qui permet de mettre en évidence le processus de périurbanisation autour des villes de taille intermédiaire. Dans le Tableau 2 se trouvent les huit indicateurs sélectionnés ainsi que la date ou la période de validité des données, leurs catégories et la source. Notre analyse reposera sur l'utilisation de la statistique descriptive avec une approche quantitative.

¹¹ Nous considérons que la littérature grise est aussi importante que la littérature scientifique afin de bien comprendre toutes les approches de la réalité géographique. Nous nous rattachons et nous suggérons de réviser le concept proposé par l'éditeur de la *revista universitaria* (2011).

Tableau 2. Indicateurs d'analyse des effets socio-territoriaux pour déterminer le périurbain des villes de taille intermédiaire au Chili

Indicateurs	Année ou période	Catégorie de la dynamique	Source des données
Variation de population urbaine	1982-2032	Sociodémographique	INE Chile
Variation de population rurale	1982-2032	Sociodémographique	INE Chile
Variation de logement	1982-2012	Sociodémographique	INE Chile
Variation de la structure de la population active rurale	1992-2002	Socioéconomique	INE Chile
Variation de la mobilité de la population active (selon le secteur de l'économie)	2002-2012	Socioéconomique	INE Chile
Variation des aires urbaines	1976-2012	Occupation du sol	GORE RMS
Proportion entre les aires urbaines et suburbaines	2012	Occupation du sol	GORE RMS
Proportion d'utilisation et de la couverture du sol	2012	Occupation du sol	GORE RMS

Réalisation : Gerardo UBILLA-BRAVO.

Nous examinons ensuite les instruments urbains et ruraux qui ont eu un impact sur l'espace périurbain (voir Tableau 3). Pour cela nous utilisons l'analyse historique ou contextuelle de Mucchielli (2009) afin de déterminer les influences entre les instruments urbains et les impacts des instruments ruraux sur le périurbain.

Tableau 3. Instruments urbains et ruraux à mobiliser pour l'analyse des politiques d'aménagement

Nom instrument urbain	Date	Nom instrument rural	Date
<i>Ley General de Urbanismo y de Construcciones (LGUC)</i>	1976	<i>Reforma agraria</i>	1962
<i>Ordenanza General de la ley de Urbanismo y Construcciones (OGUC)</i>	1992	<i>Reforma agraria</i>	1967
<i>Política Nacional de Desarrollo Urbano (PNDU)</i>	1979 et 1985	<i>Política Nacional de Desarrollo Urbano (PNDU)</i>	1979
<i>Plan Regional de Desarrollo Urbano (PRDU)</i>	2005	<i>Establece Normas sobre División de Predios Rústicos</i>	1980
<i>Plan Regulador Intercomunal (PRI)</i>	1979	<i>Deroga la Ley N° 15.020 y el Decreto con Fuerza de Ley N°</i>	1984

Nom instrument urbain	Date	Nom instrument rural	Date
		<i>R.R.A. 26, de 1963, y establece sanciones que señala</i>	
<i>Plan Regulador Metropolitano de Santiago (PRMS)</i>	1994-2012	<i>Reglamenta sistema de subsidio habitacional para la atención del sector rural</i>	1986
<i>Plan Regulador Comunal (PRC) de Melipilla</i>	1988-2010	<i>Establece normas sobre el Servicio Agrícola y Ganadero, deroga la Ley N° 16.640 y otras disposiciones</i>	1989
<i>Plan Regulador Comunal (PRC) de Talagante</i>	1985-2011	<i>Política Agroalimentaria y Forestal de Chile (PAGF)</i>	2006
<i>Límite Urbano (LU) de Buin</i>	1972-1999	<i>Política Nacional de Desarrollo Rural (PNDR)</i>	2014

Réalisation : Gerardo UBILLA-BRAVO.

La définition méthodologique des acteurs et leur catégorisation constituent le quatrième élément. Nous considérons l'intérêt de l'utilisation de l'approche qualitative. *A priori* notre catégorisation des acteurs repose sur les recherches de Bryant (1995) ; Dumont (2012) ; Wehn, Rusca, Evers & Lanfranchi (2015). Nous proposons ainsi quatre catégories adaptées à la situation du Chili comprenant l'appartenance aux secteurs public ou privé, ainsi que leur échelle géographique d'intervention (voir Tableau 4).

Nous interprétons les données qualitatives en utilisant les arguments des interviewés grâce à la technique d'analyse de contenu (López Noguero, 2002). Nous identifions ensuite les relations entre les acteurs à l'aide des données qualitatives et nous proposons des catégories par codage *a posteriori* (Morange & Schmoll, 2016) afin d'examiner les interactions entre les acteurs en prenant compte leurs objectifs. Nous utilisons ensuite une grille d'analyse de la gouvernance. Ainsi comme le propose Dumont (2012), nous examinons : (i) les relations entre les différents acteurs du territoire qu'elles soient publiques, privées ou sociales, (ii) les relations de pouvoir entre le niveau local et les services publics supérieurs, (iii) la capacité des acteurs à travailler ensemble et (iv) l'existence d'un réseau. Bryant (1995) propose d'identifier les acteurs clé, leurs actions, leur organisation et d'analyser leur contexte. Nous considérons aussi la grille d'évaluation de la participation des acteurs en prenant les références d'Arnstein (1969) et de Wehn et al. (2015).

Le **travail de terrain** constitue la troisième étape de la démarche méthodologique et il concerne le recueil et la vérification des données statistiques et l'application des deux

phases d'entretiens. Tout d'abord nous avons recueilli et vérifié les données statistiques à l'*Instituto Nacional de Estadísticas* du Chili à *Santiago* afin de nourrir l'analyse spatiale de la périurbanisation et de vérifier le terrain d'étude.

La première phase de terrain implique l'élaboration d'enquêtes pour l'analyse de la gouvernance territoriale, elles ont été menées auprès des acteurs du périurbain. Nous considérons la méthodologie proposée par Dumont (2012) ; Rey-Valette et al. (2011, 2014) (précédemment indiquées) pour comprendre la dynamique des relations entre les acteurs et leurs rôles respectifs. La collecte de ces données a été menée entre juillet et septembre 2016, où on a interviewé 23 acteurs de la gouvernance territoriale du périurbain comme cela a été proposé par Bryant (1995). La plupart des acteurs interviewés ont participé au projet de la dernière modification du PRC de *Melipilla* durant la période d'octobre 2013 à décembre 2015.

La deuxième phase de terrain a aussi impliqué l'élaboration d'enquêtes afin d'analyser l'apprentissage collectif autour de la construction d'un langage commun technique, de coordination et des accords entre les acteurs du périurbain selon les propositions de Crossan, Lane & White (1999) ; Nonaka & Takeuchi (1995) et Lovera Aguilar (2009). La période des entretiens a fonctionné d'août 2017 à janvier 2018. Nous avons rencontré 12 acteurs qui ont participé à la dernière modification du *Plan Regulator Comunal* de *Melipilla* durant la période d'octobre 2013 à décembre 2015.

Tableau 4. Catégories d'acteurs selon leur échelle et leur espace géographique d'intervention et la période du travail du terrain

Nom de la catégorie	Échelle	Espace géographique d'intervention	Période d'entretiens
Catégorie 1 : acteurs des ministères	Nationale	Chili	Premier travail du terrain (2016)
Catégorie 2 : acteurs des services publics régionaux	Régionale	Région Métropolitaine de <i>Santiago</i>	Premier travail du terrain (2016)
Catégorie 3 : acteurs de la mairie	Locale	Commune de <i>Melipilla</i>	Premier et deuxième travail du terrain (2016-2018)
Catégorie 4 : habitants et entrepreneurs	Locale	Aire périurbaine de la ville de <i>Melipilla</i>	Premier et deuxième travail du terrain (2016-2018)

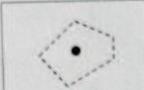
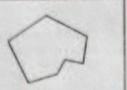
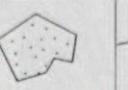
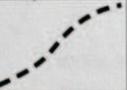
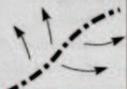
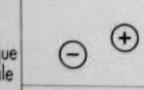
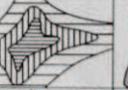
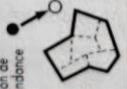
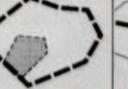
Réalisation : Gerardo UBILLA-BRAVO.

La dernière étape de la démarche méthodologique de cette thèse est consacrée à la **vérification des hypothèses** de recherche déjà nommées au sous-titre 3.2 « *Système de*

questions de recherche et hypothèses ». La construction de ces hypothèses a été faite grâce à la révision de la littérature scientifique, aux définitions méthodologiques et au travail du terrain réunis. Nous avons déjà indiqué les principaux indicateurs à analyser dans les définitions méthodologiques. Les vérifications de chaque hypothèse sont développées aux chapitres 3, 4, 5, 6 et 7. A l'issue de ces différents chapitres, nous ferons une conclusion générale qui croisera la contribution des différentes hypothèses afin de répondre à la question de la thèse.

Pour illustrer les phénomènes spatiaux identifiés dans l'analyse des résultats, nous utilisons la modélisation par les chorèmes de l'espace géographique (voir Figure 5) proposés par Brunet (1980, 1986, 1990, 2011). Dans le cadre de la géographie et de l'aménagement du territoire, cette technique est utile tant pour montrer une situation actuelle (diagnostic) que pour représenter le futur à travers un scénario, du type projection ou prospectif.

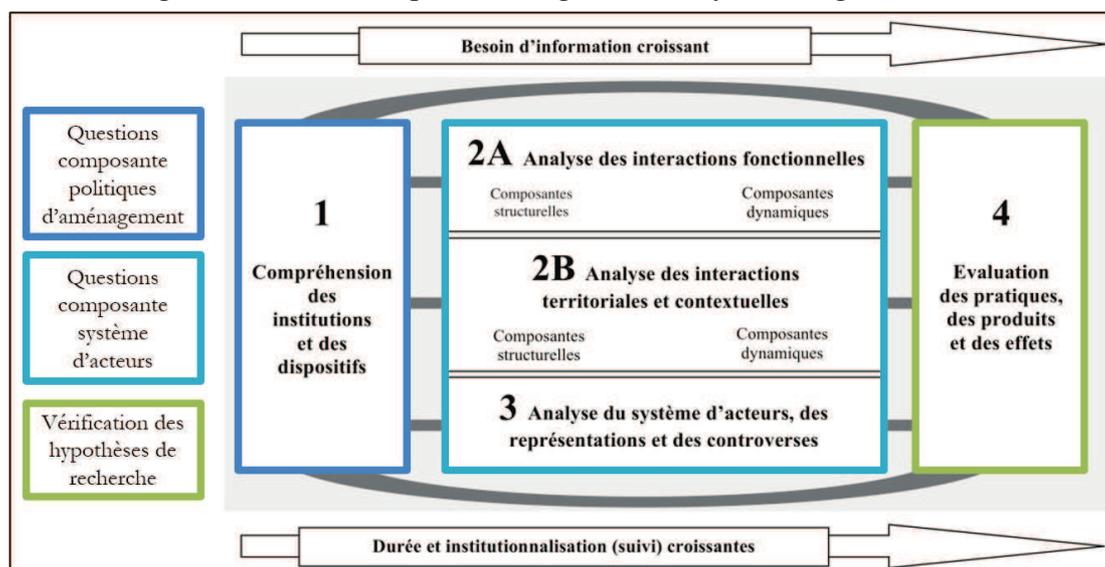
Figure 5. La table des chorèmes

B	Point	Ligne	Aire	Réseau
Maillage	 chef-lieu	 limite administrative	 État, région...	 centres, limites et polygones
Quadrillage	 tête de réseau carrefour	 voies de communication	 aire de desserte irrigation, drainage	 graphe
Gravitation	 points attirés satellites	 lignes d'isotropie orbites	 auréoles bandes	 liaisons préférentielles
Contact	 point de passage, d'entrée, etc.	 rupture, interface	 aires en contact	 base tête de pont
Tropisme	 centre d'attraction	 ligne de partage	 surfaces de tendance	 dissymétrie
Dynamique territoriale	 évolutions ponctuelles	 axes de propagation	 aires d'extension ou de régression	 tissu du changement
Hierarchie	 semis urbain	 relation de dépendance limites administratives	 sous-ensemble	 réseau maillé

Source : Brunet, cité par Merenne-Schoumaker, 2002, p. 113.

Par ailleurs, nous remarquons un rapport entre la structure générale de la méthode de cette recherche et le travail développé par Rey-Valette et al. (2014). Les questions de la composante 1 « *politiques d'aménagement* » de cette thèse ont le même but que la première étape proposée par Rey-Valette et al. (2014) à savoir la « *compréhension des institutions et des dispositifs* ». Ensuite, les questions de la composante 2 « *système d'acteurs* » de cette thèse visent à l'analyse des interactions entre des acteurs correspondant aux étapes 2 et 3 de Rey-Valette et al. (2014). Finalement, les hypothèses de cette recherche visent aussi une évaluation des pratiques, des produits et des effets comme cela est indiqué dans l'étape 4 de Rey-Valette et al. (2014) (voir Figure 6).

Figure 6. Schéma simplifié de la grille d'analyse de la gouvernance



Source : Figure modifié de Rey-Valette et al., 2014, p. 69.

4. Définition du terrain d'étude

Comme cela a été indiqué dans l'introduction, au Chili il n'y a pas d'étude concernant le phénomène de la périurbanisation en tant que telle autour des villes de taille intermédiaire subrégionale et encore moins une analyse académique de la gouvernance territoriale pour ces territoires. En général, les recherches concernent la croissance urbaine des grandes villes (les capitales régionales) et la gouvernance des aires métropolitaines. Le Tableau 5 montre toutes les publications en prenant en compte deux axes : (i) la croissance urbaine et démographique et (ii) la gouvernance métropolitaine. La Figure 7 montre la localisation géographique des recherches menées selon chaque axe.

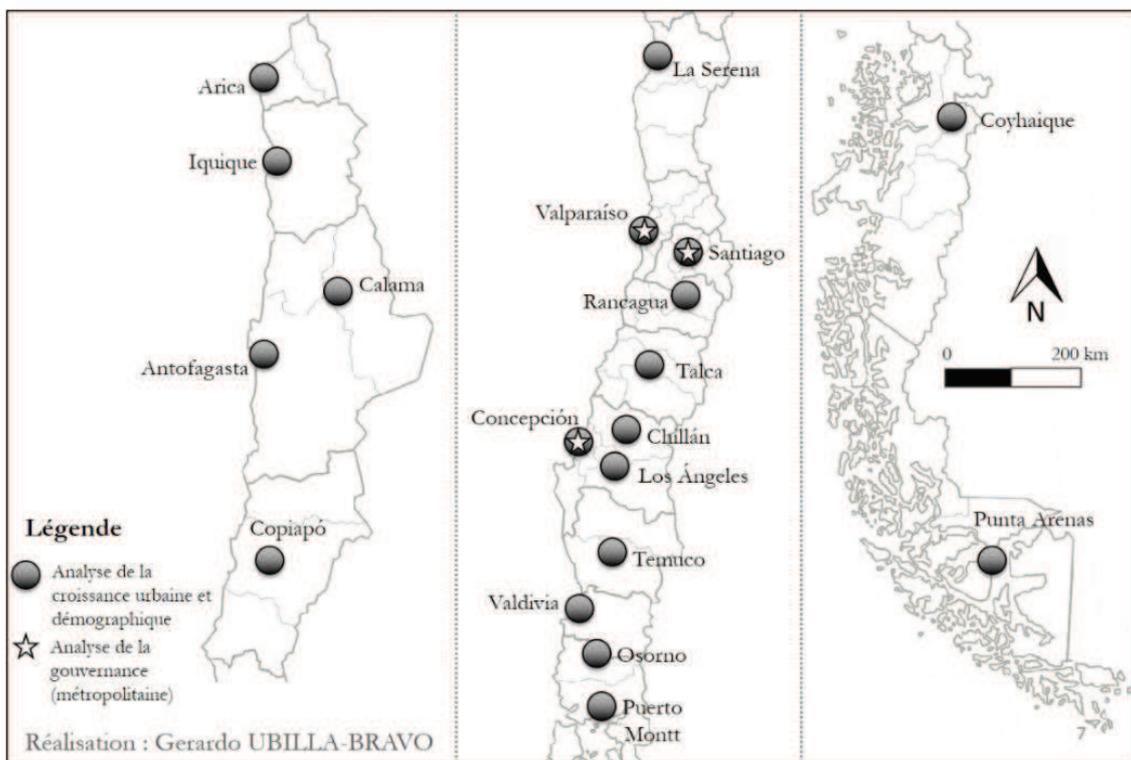
Tableau 5. État de la littérature sur les grandes villes au Chili, approche temporelle

Année	Publications croissance urbaine et démographique		Publications gouvernance métropolitaine	
	N°	Auteurs	N°	Auteurs
1967	1	(Hernandez & Guerrero)	0	-
1968	1	(Herrera Jurado)	0	-
1977	1	(Santiago)	0	-
1978	1	(Borsdorf)	0	-
1980	1	(Salinas Messina)	0	-
1984	1	(Reyes Coca)	0	-
1989	1	(Bodini Cruz-Carrera)	0	-
1990	1	(Veliz Cantuarias)	0	-
1996	1	(Collin-Delavaud)	0	-
1997	2	(Martínez Pizarro ; C. Miranda)	0	-
1999	1	(de Mattos)	0	-
2001	1	(Herrera)		
2002	2	(Vidal Rojas ; de Mattos)	0	-
2003	1	(Azócar et al.)	0	-
2004	1	(Fadda, Jirón & Allen)	1	(Zunino)
2006	2	(Henríquez et al. ; Petermann)	0	-
2007	1	(Pérez Bustamante & Salinas Varela)	0	-
2008	1	(Ferrando)	0	-
2009	4	(Borsdorf, Sánchez & Marchant ; Hidalgo, de Mattos & Arenas Vásquez ; Sandoval Verdugo ; Ubilla Bravo et al.)	1	(Heinrichs et al.)
2010	3	(Azócar et al. ; Escolano Utrilla & Ortiz Véliz ; Salazar)	0	-
2011	1	(Salinas Varela & Pérez Bustamante)	0	-
2012	1	(Cursach, Rau, Tobar & Ojeda)	0	-
2013	2	(Rojas, Muñiz & Pino ;	0	-

Année	Publications croissance urbaine et démographique		Publications gouvernance métropolitaine	
	N°	Auteurs	N°	Auteurs
		Ubilla Bravo)		
2014	2	(de Mattos, Fuentes & Link ; Arizaga)	1	(Hölzl & Nuissl)
2015	2	(Cabello Quiñones ; Rojas Böttner, Maturana Miranda & Morales S)	1	(Hernández Bonivento)
2016	1	(Orellana McBride et al.)	1	(Delamaza & Thayer)
2017	2	(Garreton ; de la Barrera & Henríquez)	1	(Rodríguez Leiva et al.)
2018	1	(Maturana Miranda, Rojas Böttner & Salas Cortez)	1	(Ubilla-Bravo)
2019	2	(Maturana et al. ; Torrent)	1	(Marshall)

Réalisation : Gerardo UBILLA-BRAVO.

Figure 7. État de la littérature scientifique sur les grandes villes au Chili, approche spatiale



Les terrains d'étude retenus dans cette thèse correspondent aux aires périurbaines autour des villes de taille intermédiaire subrégionale au Chili. Nous considérons donc dans cette recherche un groupe de critères de sélection du terrain d'étude selon chaque

composante d'analyse. Nous présenterons par la suite le détail des critères en prenant en compte l'échelle temporelle et l'échelle géographique.

4.1. Critères de sélection de la composante politiques d'aménagement

Du point de vue **temporel**, la recherche comprend deux axes selon le type d'instruments. Entre 1976 et 2014, les instruments urbains ont fait suite à la publication du *Decreto* No 458 et ce jusqu'à la publication de la dernière *Política Nacional de Desarrollo Urbano* (*Decreto* No 78, 2014). Entre 1962 à 2014, les instruments ruraux ont été marqués au départ par la publication de la première Réforme Agraire et ont existé jusqu'à la publication de la dernière *Política Nacional de Desarrollo Rural* (Gobierno de Chile, 2014).

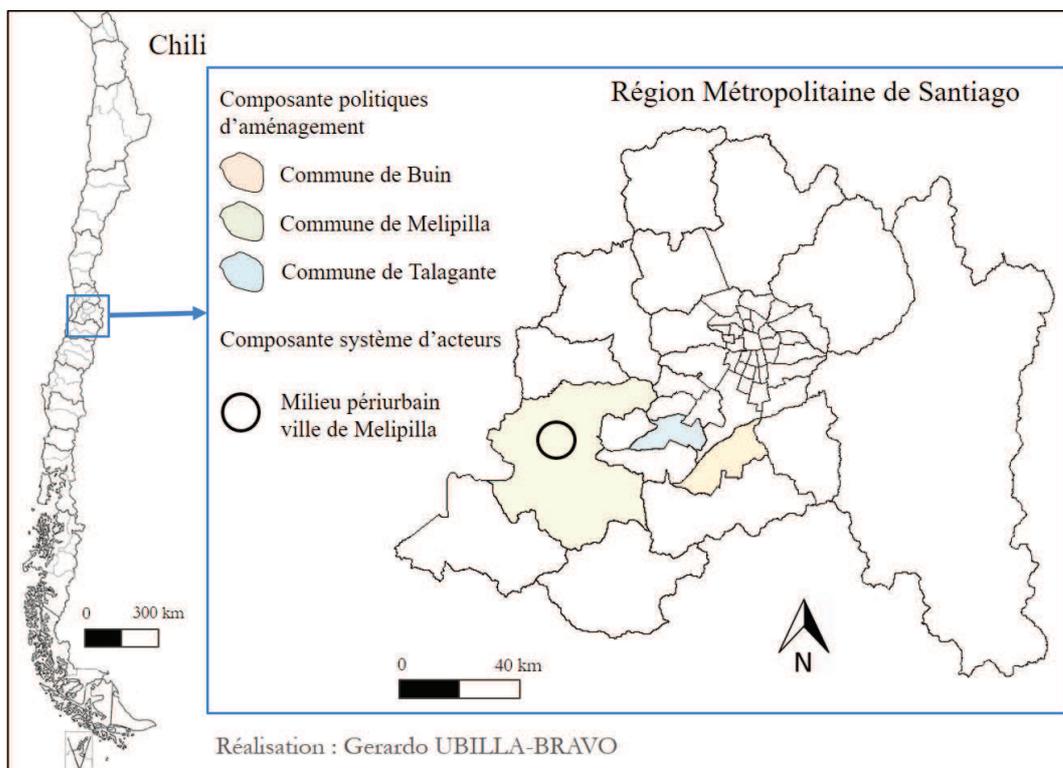
Nous abordons trois échelles **géographiques** de travail (voir Figure 8) : le Chili (niveau national), la Région Métropolitaine de *Santiago* (niveau régional) et *Buín*, *Melipilla* et *Talagante* (niveau communal). Nous envisageons trois critères pour la sélection de ces trois communes : (i) la reconnaissance en tant que centre subrégional, (ii) la concurrence pour l'utilisation de la ressource sol et (iii) la centralité fonctionnelle des villes de niveau régional. Le premier critère doit permettre de sélectionner des villes qui sont reconnues en tant que centre subrégional dans la Région Métropolitaine de *Santiago*. Ainsi, l'existence d'un projet d'aménagement du territoire a été retenue comme un critère pertinent par Contreras Alonso et al. (2005). Ceci coïncide avec les villes dont la taille démographique dépasse les 40 000 habitants (INE Chile, 2005 ; Ubilla Bravo et al., 2009). Le deuxième critère est la concurrence pour l'utilisation de la ressource sol (Ubilla Bravo et al., 2012). Nous avons retenu les dispositions incluses dans le *Plan Regulador Metropolitano de Santiago* (PRMS), qui définit les usages du sol. Grâce à cet instrument, la plupart des aires suburbaines sont situées au sud et au sud-ouest de la ville de *Santiago*. Le troisième critère concerne l'utilisation de l'indice de Davies (1966, 1967) qui mesure la centralité fonctionnelle des villes selon la quantité et la variété des services qu'offre chaque ville (Ubilla Bravo, 2012). Cette condition permet de déterminer les centres urbains de caractère nodal parmi les centres régionaux sur une valeur indicielle de 1 000.

4.2. Critères de sélection de la composante système d'acteurs du périurbain

Afin de bien comprendre le phénomène des relations de pouvoir du système d'acteurs dans le périurbain, nous choisissons la situation créée par l'application de l'instrument *Plan Regulador Comunal* (PRC) parce que celui-ci permet aux acteurs de modifier l'espace périurbain local au Chili. Parmi les trois communes précédemment indiquées, nous choisissons la commune de *Melipilla* (voir Figure 8). Nous prenons ce

cas d'étude car la dernière modification du PRC a été récente puisqu'elle a eu lieu entre novembre 2013 et décembre 2015. Par contre, la modification du PRC de *Buin* a été finalisée en 1999 et celle de *Talagante* en 2011. Nous en avons profité pour prendre contact avec des acteurs qui ont participé à ce processus récent, en considérant que cette thèse a commencé en octobre 2015. L'approbation et la publication en 2011 de la Loi n° 20 500 concernant la participation dans la gestion publique est un autre critère à prendre en compte car elle a permis l'inclusion obligatoire des habitants aux projets de modification des instruments tels que le PRC.

Figure 8. Terrain d'étude multi-échelle selon les deux composantes d'analyse de la thèse



5. Plan de lecture de la thèse

Le Tableau 6 présente la structure de la thèse. Elle comporte trois parties et neuf chapitres dont deux sont l'introduction générale et la conclusion générale. Nous soulignons que cette recherche vise à comprendre la construction politique du périurbain de la part des différents acteurs en croisant deux regards, de long terme et de court terme. Afin d'aboutir à une recherche capable d'expliquer ce phénomène, nous considérons trois stratégies correspondant aux trois parties de la thèse.

Premièrement, il s'agit de cadrer et de définir les concepts clés tout comme les théories permettant leur compréhension. Deuxièmement, il s'agit d'expliquer les dynamiques d'influence entre les politiques d'aménagement et leur impact sur l'espace géographique périurbain puis de mettre en évidence le phénomène de la périurbanisation autour des villes de taille intermédiaire au Chili. Troisièmement, il s'agit d'expliquer les relations des acteurs et leur apprentissage collectif lors de la construction du périurbain à partir d'une expérience locale. Les éléments guidant chaque chapitre se trouvent dans le Tableau 6.

Tableau 6. Structure générale de la thèse : chapitres et leurs éléments guidant sa lecture

Partie	Titre du chapitre	Éléments qui guident la lecture
-	Introduction générale de la recherche	Question centrale de la thèse, système de questions de recherche, hypothèses, approche méthodologique générale, définition du terrain d'étude
1ère partie. Cadre conceptuel et théorique sur l'espace et la gouvernance territoriale	Chapitre 1. Cadre conceptuel et théorique : de l'espace géographique aux espaces hybrides	Concepts : espace géographique, région, territoire, espace urbain, espace rural, espaces hybrides (rurbain, suburbain et périurbain) et leurs processus
	Chapitre 2. Cadre conceptuel de la gouvernance territoriale	Concepts : acteur, pouvoir, institution, instrument, gouvernance territoriale, apprentissage collectif
2ème partie : Politiques d'aménagement dans le périurbain	Chapitre 3. Vers un modèle de périurbanisation au Chili. Le cas de trois villes de taille intermédiaire subrégionale	Question de recherche 3 et hypothèse 2
	Chapitre 4. Construction du périurbain à travers les instruments de régulation urbaine : cas des villes de taille intermédiaire au Chili	Question de recherche 1 et hypothèse 1
	Chapitre 5. Rurbanisation,	Question de recherche 2 et

Partie	Titre du chapitre	Éléments qui guident la lecture
	suburbanisation et reconcentration foncière : l'impact spatial des instruments ruraux dans les aires périurbaines au Chili	hypothèse 1 et 2
3ème partie : Relations et apprentissages des acteurs locaux dans le périurbain	Chapitre 6. Relations de pouvoir entre les acteurs du périurbain autour du <i>Plan Regulador Comunal</i>	Question de recherche 4 et hypothèse 3
	Chapitre 7. Apprentissage collectif des acteurs du périurbain. Enjeux autour du <i>Plan Regulador Comunal</i>	Question de recherche 5 et hypothèse 4
-	Conclusion générale de la recherche	Retour sur la question centrale de recherche, les contributions, limites et les nouvelles perspectives de recherche

Réalisation : Gerardo UBILLA BRAVO.

* * *

1ERE PARTIE. CADRE CONCEPTUEL ET THÉORIQUE SUR L'ESPACE ET LA GOUVERNANCE TERRITORIALE

Chapitre 1. Cadre conceptuel et théorique : de l'espace géographique aux espaces hybrides

1. Introduction et plan de lecture du cadre conceptuel

Le présent cadre conceptuel¹² et théorique¹³ s'insère dans le domaine disciplinaire de la géographie humaine. Ma proposition c'est de parcourir plusieurs concepts en commençant par l'espace géographique (cœur de la géographie) vers les espaces hybrides où se trouve la notion de périurbain qui caractérise mon terrain d'étude de cette thèse.

Ma stratégie afin de comprendre tout le système conceptuel et théorique est de le regarder comme un modèle¹⁴ organisé autour de **trois catégories** : les concepts fondamentaux, les espaces géographiques traditionnels et les espaces géographiques hybrides. Le Tableau 7 montre les trois catégories avec les quatorze concepts à décortiquer dans cette grille d'analyse.

Tableau 7. Lecture du cadre conceptuel et théorique : « de l'espace géographique aux espaces hybrides »

Complexification des concepts ↓	Catégorie	Concept (état et processus)
	Concepts fondamentaux	
		Région
		Territoire et territorialité
Espaces géographiques traditionnels		Espace urbain et urbanisation
		Espace rural et déurbanisation
Espaces géographiques hybrides		Espace périurbain et périurbanisation
		Espace suburbain et suburbanisation
		Espace rurbain et rururbanisation

Réalisation : Gerardo UBILLA-BRAVO.

L'objectif consiste donc à présenter une structure¹⁵ de concepts aidant à mieux comprendre tous les éléments et les processus dans l'espace géographique, depuis la perspective systémique.

¹² Concept : « représentation mentale, abstraite. Le concept, reconstruction analytique du monde, prend son sens dans le cadre d'une problématique » (Dauphiné, 2004, p. 12).

¹³ Théorie : « ensemble cohérent d'énoncés explicatifs généraux, dérivés d'axiomes, ayant généralement subi avec succès des confrontations avec la réalité » (Beguin, 2004b, p. 266).

¹⁴ Modèle : « représentation schématique d'une théorie ou une réalité ; un modèle peut être descriptif, explicatif, ou normatif » (Beguin, 2004b, p. 270).

¹⁵ Structure : « ensemble des proportions, relations et localisations des éléments et sous-ensembles d'un système » (Beguin, 2004b, p. 271).

2. Concepts fondamentaux de la géographie

Dans la discipline de la géographie moderne, depuis le XIXe siècle trois concepts clés ont été considérés en tant qu'objet d'étude : l'espace géographique, la région et le territoire. Nous considérons ces trois notions car elles sont présentes de façon explicite ou sous-jacente dans toute étude en géographie. Ces concepts nous aideront aussi à mieux comprendre les notions ultérieures de ce cadre conceptuel. C'est pour cela que nous commençons par les définir en considérant que cette thèse contribue à la discipline de la géographie.

2.1. Espace géographique

Avant de développer la notion d'espace géographique, nous définissons l'**espace** comme une « *portion du plan délimitée au moins par une ligne. En géographie, [il s'agit de] l'étendue limitée de surface terrestre* » (Dauphiné, 2004, p. 52). L'espace est une extension ou une aire de la surface terrestre (Haggett, 1994a). Pour Di Méo il s'agit de « *concevoir l'espace comme un tout homogène, formé d'instances interreliées, interdépendantes, matérielles et idéelles, au sein desquelles s'échafaudent les rapports sociaux, les attitudes, les comportements, les idées et les représentations propres aux acteurs sociaux* » (1990, p. 373). L'espace est aussi une aire physique où se situent les êtres vivants, les objets et les phénomènes qui s'y développent (Sánchez Ayala, 2012a), l'ensemble du système d'objets naturels et artificiels combiné avec le système d'actions (Santos, 2008). Morrill (2015) propose que les éléments du monde naturel et social se trouvent dans l'espace.

L'**espace géographique** est l'un des objets d'étude de la géographie (Trinca Figuera, 2015). Il est « *l'ensemble des lieux situés à la surface de la terre. L'étude de l'espace, de son aménagement et de son organisation par les sociétés humaines, constitue le propos central de la géographie* » (Charvet & Sivignon, 2011, p. 326). Sivignon (2011b) pose la discussion autour de l'utilisation du concept d'**espace** et son devenir dans la notion de **milieu**. De cette manière il reprend le terme initial et son adaptation à la géographie : « *l'espace qui entoure immédiatement les cellules ou les êtres vivants et avec lequel les êtres vivants réalisent des échanges constants de matière et d'énergie qui les rendent plus ou moins dépendants à son égard* » (Le Grand Larousse Encyclopédique cité par Sivignon, 2011b, pp. 35–36) [...] « *Un géographe pourrait reprendre cette définition en substituant aux cellules et êtres vivants les sociétés humaines et en ajoutant aux échanges de matière et d'énergie les échanges d'information de toute nature* » (Sivignon, 2011b, p. 36) [...] « *on appelle milieu géographique le milieu conçu au sens large, soit*

l'ensemble de ses composantes physiques, économiques et sociales » (Sivignon, 2011b, p. 36) [...] et par rapport à l'environnement il reconnaît qu'il n'y pas de distinction entre les deux.

La discipline géographique a traité depuis différentes approches le concept d'espace (Sánchez Ayala, 2012a). D'après J.-E. Sánchez (1992) l'espace géographique est un support des relations humaines, il est à la fois utilisé et approprié par les êtres humains. Dauphiné remarque que l'espace géographique est un « *espace formel construit par le géographe à partir de certains caractères de l'espace terrestre* » (2004, p. 52). L'espace géographique est utile pour formaliser les analyses de l'**espace terrestre**. Pour Dauphiné (2004, p. 53) l'espace terrestre est « *réel et concret, donné, produit, vécu et perçu* » tandis que pour d'autres auteurs il se définit comme le « *support de la vie¹⁶ et de l'activité. [L'] obstacle à la vie de relations. [La] base de l'activité symbolique* » (Raffestin & Barampama, 2004, p. 63). D'ailleurs, Dauphiné (2004) souligne le rôle des sociétés humaines dans la transformation de l'espace comme un **espace produit**. L'espace doit être considéré de même comme un **produit social** (De Koninck, 2004). Il y a plusieurs façons de saisir l'espace produit par les sociétés. L'espace géographique est donc une construction sociale (Carter, 2011; J. E. Sánchez, 1979). En géographie, les travaux ont débouché sur deux concepts, espace vécu et espace social. Di Méo & Buléon (2005) indiquent que l'espace social peut être regardé depuis une double perspective : l'approche du monde vécu et l'espace en tant que production sociale. L'**espace vécu** se rattache à l'expérience et à la perception¹⁷ des sujets dans l'espace terrestre (Consinschi & Racine, 2004), qui est défini comme « *un espace construit par une multitude de liens affectifs¹⁸, spirituels et symboliques entre des hommes et des lieux* » (Frémont cité par Debarbieux, 2004, p. 202). Cette construction dépend de l'âge, des lieux et des conditions sociales (Sivignon, 2011a). Une autre conceptualisation a débouché sur l'**espace social** : « *en tant que lieu d'agglomération et de combinaisons des éléments de la production et de la reproduction du capital* » (Pfertzel, 1981, p. 70). D'autre part, Santos conçoit la notion comme « *un fait social [...] où c'est possible de décrire ses particularités par rapport à son rôle dans la société [...] avec la vision de l'espace comme une construction sociale* » (Santos cité par Zusman, 2002, p. 210).

¹⁶ Le **lieu** est l'**espace de vie** des acteurs géographiques : les hommes (Bailly & Scariati, 2004).

¹⁷ La **perception** et la **représentation** « *consistent soit à évoquer des objets en leur absence, soit à compléter la connaissance perceptive en référant à d'autres objets non actuellement perçus* » (Piaget & Inhelder cité par Debarbieux, 2004, p. 207).

¹⁸ L'affection des hommes par rapport aux lieux peut être nommée aussi comme **topophilia** : elle « *concerne la description des lieux que les gens affectionnent et auxquels ils se sentent attachés* » (Tuan cité par Bailly & Scariati, 2004, p. 216).

2.2. Région

Nous abordons la notion de région en considérant trois points : (i) les différentes définitions de la région en géographie, (ii) le classement ou les catégories de région et (iii) la mise en question du concept.

La **région** est un autre des concepts clés de **l'étude de la géographie** (Girard, 2004; James, 1952; Kayser cité par Rochette, 1965), car la géographie se préoccupe de sa délimitation, sa caractérisation et sa classification (Claval & Juillard cité par Nonn, 2004 ; (Palacios, 1983). **En géographie**, nous trouvons plusieurs **définitions** de la région. Pour James (1952) la région est une aire de la surface terrestre en fonction de critères d'homogénéité. Elle est une subdivision de l'espace géographique à différentes échelles (internationale, nationale ou locale) (Santos, 2008). La région est utile pour définir une aire limitée dans l'espace à partir de caractéristiques particulières, par exemple la densité de population, l'agglomération d'activités économiques et l'utilisation du sol agricole (Haggett, 1994a). Elle est aussi comprise comme l'espace « *inscrit dans un cadre naturel donné et répondant à trois caractéristiques essentielles : les liens existant entre ses habitants, son organisation autour d'un centre doté d'une certaine autonomie et son intégration fonctionnelle dans une économie globale* » (Kayser cité par Rochette, 1965, p. 496). Pour Ferras (2004) la région a une existence juridico-politico-administrative et elle possède une relation triangulaire entre les concepts de territoire, société et milieu. La **région géographique** est une « *découpe du territoire dont l'échelle [...] est perpétuellement remise en cause par les transformations qu'enregistre l'espace et les changements d'échelle constants qui en découlent* » (Ferras, 2004, p. 251). La région a aussi été traitée comme un système spatial ouvert qui contient des éléments géographiques, d'énergie exogène et endogène, des ressources qui permettent leur fonctionnement (Brunet cité par Nonn, 2004).

En ce qui concerne les **catégories de région**, elle est un **concept utile afin d'établir des catégories spatiales** (Ramírez Velázquez, 2015). Par exemple, Nonn (2004) propose une catégorisation : la région naturelle¹⁹, la région historique, la région géographique, la région d'aménagement, la région fonctionnelle et l'espace polarisé. Agnew (2013) aussi présente quatre manières d'utilisation de la notion de région dans les sciences sociales : macro-régions ; régions fonctionnelles ; aires de similarité géographique et régions d'identité subrégionale. Juillard (cité par Nonn, 2004) a apporté

¹⁹ Cf. le concept de zone naturelle : « *une unité territoriale dont les caractéristiques distinctes, physique, économique et culturelle sont le résultat de processus sociaux non planifiés* » (Burgess cité par Consinschi & Racine, 2004, p. 128).

à l'analyse régionale, l'approche de la démarche comparative pour trouver ou identifier des domaines ou des modèles de région pour le cas de l'Europe occidentale. Il est ainsi parvenu à déterminer trois familles : « *type rhénan (ou axial), type parisien (hypercentré), et type périphérique (moins structuré, à distances des axes et des centres)* » (Juillard cité par Nonn, 2004, p. 80). Au Chili, les régions sont des aires homogènes de division politico-administrative (DFL No 1-18.715, 1989)²⁰.

Du point de vue de la **pensée critique**, nous trouvons certains auteurs qui **mettent en question le concept de la région**. Jonas (2015) indique que la région n'est pas uniquement une aire délimitée mais elle est aussi un arrangement des relations de pouvoir et des processus socioéconomiques. La région est constituée de façon relationnelle (Varró & Lagendijk, 2013). Elle est un « *processus de construction sociale de longue durée* » (Pasquier, 2011, p. 423). La région est un concept utilisé par les gouvernements pour l'organisation, la planification et la gestion du territoire (López Levi & Ramírez, 2012). Cette notion constitue des types d'espaces concernant la mobilisation sociale (Coraggio, 1994), la modernisation de l'État et la gouvernance (Pasquier, 2011). Finalement, Montañez Gómez & Delgado Mahecha (1998) proposent que les régions sont des systèmes territoriaux ouverts en interactions avec d'autres régions en construisant leur identité culturelle, politique, sociale et économique.

2.3. Territoire et territorialité

Tout comme les concepts d'espace géographique et de région, le **territoire** est une notion polysémique²¹ qui s'appuie sur les deux concepts précédemment mentionnés. Comme le dit Haggett (1994c) le mot de territoire a plusieurs définitions. Nous commençons avec la contribution de Lévy (1994) qui définit le territoire comme « *un type particulier d'espace caractérisé par l'exhaustivité (à l'intérieur du territoire tout point se trouve dans le territoire) et la contiguïté (tout point du territoire est entouré de points du territoire sauf s'il se trouve sur les frontières du territoire)* » (1994, p. 76). Nous observons alors dans cette définition de territoire que les concepts d'espace géographique et de région y sont intégrés, car le territoire est un espace et la région délimite le territoire. Pour l'analyse conceptuelle des paragraphes suivants, nous proposons de le mobiliser en **quatre familles** ou dimensions (Ubilla Bravo, 2015, 2016, 2018) (voir Figure 9) :

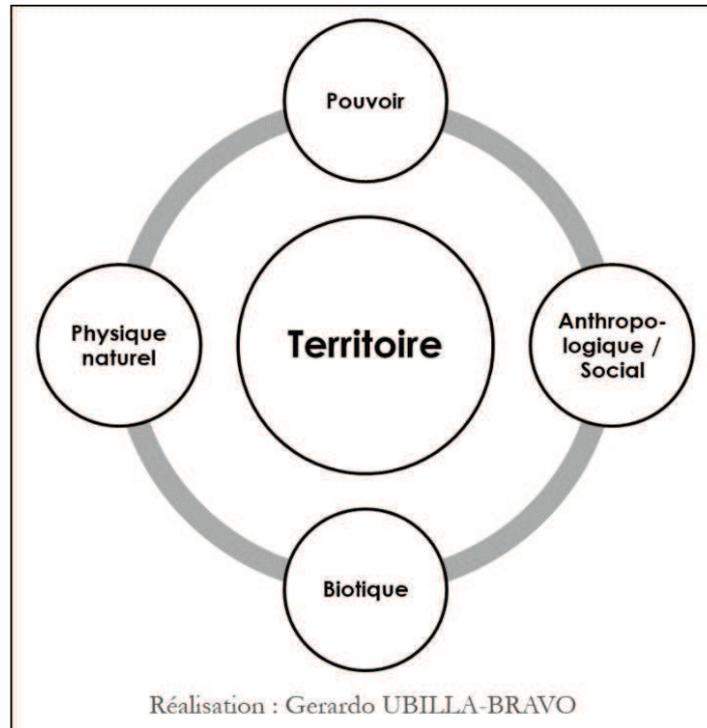
- (i) par rapport au pouvoir,

²⁰ L'un des critères pour définir une région au Chili repose sur les activités économiques de cet espace (cf. (CORFO Chile, 2013)).

²¹ « *Le terme de polysémie a été introduit par M. Bréal, [...] pour caractériser la capacité de mots à 'prendre un sens nouveau' qui coexiste avec l'ancien [...] L'idée importante, est qu'il s'agit d'un même mot qui a plusieurs sens, contrairement à l'homonymie, qui caractérise des mots radicalement distincts dont la forme est 'accidentellement la même'* » (Bréal cité par Victorri & Fuchs, 1996, p. 11-12).

- (ii) l'approche anthropologique-sociale,
- (iii) le regard biotique et
- (iv) le regard physique-naturel.

Figure 9. Approches pour aborder le concept de territoire : quatre catégories pour préciser sa compréhension



Source : traduction de l'espagnol Ubilla-Bravo, 2016, p. 5.

La première famille d'analyse concerne le rapport entre **pouvoir** et **territoire**. Tout d'abord nous commençons par définir le pouvoir. Du point de vue conceptuel, le **pouvoir** est « *le rapport symétrique ou dissymétrique qui s'instaure entre deux acteurs en relation* » (Raffestin & Barampama, 2004, p. 63), ce qui peut amener à le voir comme un processus relationnel (J.-E. Sánchez, 1981). Les relations de pouvoir ont aussi une composante spatiale (Sánchez Ayala, 2012b), le pouvoir a une incidence sur l'espace (J. E. Sánchez, 1979). Le territoire est l'espace délimité impliquant le pouvoir à l'aide de normes et de règles (Sánchez Ayala, 2012b). Le rapport entre pouvoir et territoire permet une autre réflexion autour de la compréhension des forces des couples d'opposition dans l'espace : « *équilibre-déséquilibre, stabilité-instabilité, agrégation-dispersion, haut-bas, centralisation-décentralisation* » (Raffestin & Barampama, 2004, p. 64), il est aussi considéré comme un rapport **transcalaire**²².

²² Transcalaire : « *qui se perçoit et se vit sur plusieurs échelles à la fois* » (Raffestin & Barampama, 2004, p. 66).

Le **territoire** est un « *produit à partir de l'espace par les réseaux, circuits et flux projetés par les groupes sociaux* » (Raffestin & Barampama, 2004, p. 63). La définition précédente coïncide avec celle-ci « *portion de l'espace terrestre appropriée par un groupe humain et sur laquelle celui-ci exerce un certain pouvoir à travers une série de normes, de règles, sinon de règlements* » (Hinneuwinkel, 2005). Pour Foucault « *c'est sans doute une notion géographique, mais c'est d'abord une notion juridico-politique : ce qui est contrôlé par un certain type de pouvoir* »²³ (Ronai, 1976). Le territoire est donc un espace dominé par une acception juridique normée et unifiée (Faure, 2014). Gold (1980) apporte une autre vision de la notion : « *c'est l'espace autour d'un individu ou un groupe d'individus lesquels le considèrent comme leur propriété* »²⁴. L'une des définitions la plus complète du territoire par rapport au pouvoir remarque que : « *c'est une étendue terrestre délimitée incluant un rapport de pouvoir ou [de] domination d'un individu ou un groupe social. Il contient les limites de souveraineté, propriété, appartenance, discipline, vigilance et juridiction, et il transmet l'idée d'être fermé* »²⁵ (Geiger, 1996). Le territoire du point de vue politique a une relation avec l'État. Par exemple Haggett (1994c) indique que le territoire est une aire appartenant à un État souverain. Il est une « *portion d'espace contrôlée par une société donnée. Le territoire national est l'étendue contrôlée par le pouvoir de l'État correspondant* » (Charvet & Sivignon, 2011). Le territoire contribue à la construction de l'État et celui-ci exerce son pouvoir à travers des institutions grâce au territoire (Sánchez Ayala, 2012b). Nous faisons ressortir que le territoire et la politique sont connectés à travers l'appropriation ou la possession de l'espace (Carter, 2011). De même, la géographie politique est amenée à examiner la manière de délimiter et d'administrer un territoire²⁶ (Sivignon, 2011c).

Par rapport à l'**approche anthropologique-sociale** (voir Figure 9), le territoire est la « *portion de la surface terrestre appropriée par un groupe social pour assurer sa reproduction et la satisfaction de ses besoins vitaux* » (Le Berre cité par Dauphiné, 2004, p. 62). L'auteur remarque que le processus d'appropriation permet au groupe dominant de le gérer, de le ménager et de le défendre. Cette approche est le dérivé du concept d'espace social. Le territoire est une construction sociale ainsi que l'arène de relations sociales (Montañez Gómez & Delgado Mahecha, 1998). En considérant la dimension

²³ Traduction de l'auteur. Texte original en espagnol : « *es sin duda una noción geográfica, pero es en primer lugar una noción jurídico-política: lo que es controlado por cierto tipo de poder* ».

²⁴ Traduction de l'auteur. Texte original en espagnol : « *el espacio alrededor de un individuo o grupo de individuos, quien (es) lo consideran como su propiedad* ».

²⁵ Traduction de l'auteur. Texte original en espagnol : « *una extensión terrestre delimitada que incluye una relación de poder o posesión por parte de un individuo o un grupo social. Contiene límites de soberanía, propiedad, apropiación, disciplina, vigilancia y jurisdicción, y transmite la idea de cerramiento* ».

²⁶ On peut souligner que le concept d'État : « *est une construction politique qui suppose un gouvernement commun, une population et un territoire* » (Sivignon, 2011c, p. 104).

symbolique, Di Méo, Castaingts & Ducournau proposent de considérer « *le territoire en tant que symbole identitaire d'un groupe social* » (1993, p. 473).

Le regard biotique (troisième famille voir Figure 9) indique que la notion n'est pas exclusivement utilisée pour les êtres humains, elle peut l'être aussi pour faire référence à la végétation : « *c'est l'espace géographique attribué à un être, une communauté, à une entité de n'importe quelle nature, [...] c'est l'espace de vie d'un animal, l'aire d'apparition d'une espèce végétale* »²⁷ (Zoido, 1998, p. 20). Pour Haggett (1994c) le territoire n'est pas seulement celui des humains. Si on parle des territoires des animaux, l'éthologie nous aide à comprendre les comportements des animaux dans l'environnement naturel. Les espèces animales utilisent ce territoire pour se nourrir ou faire leurs parades nuptiales. Le même auteur ajoute que les territoires aident à réguler la densité de population et l'équilibre biologique de l'écosystème et ils assurent aux membres les plus forts leur reproduction et survie (Haggett, 1994c).

La dernière typologie des familles conceptuelles, soit **l'approche physique–naturelle** (voir Figure 9) est « *la référence géographique à la surface terrestre, avec toutes ses rugosités et ses spécificités, qui inclut ses éléments minéraux, le sol, [...] le climat, la topographie* »²⁸ (Coraggio, 1994, p. 46-47). On peut souligner la ressemblance avec le concept d'espace terrestre révisé plus haut.

Après avoir précisé la notion de territoire, nous allons définir le terme de **territorialité** qui se rattache à celui de territoire. Avant de le définir, nous utilisons trois notions proposées par Claval (2004) : l'architecture sociale, l'iconographie et l'identité, car elles aident à mieux comprendre la territorialité. L'**architecture sociale** est « *[l']ensemble des réseaux de relations codifiées et des organisations qui en ont la charge ; l'architecture sociale montre comment l'espace social est structuré, et souligne les fondements politiques, économiques, et idéologiques*²⁹ *du fonctionnement des groupes* » (2004, p. 101). L'**iconographie** est « *[l']image et [le] symbole d'un territoire qui en assurent l'unité quelles que soient ses dimensions* » (2004, p. 107). L'**identité** est un « *caractère permanent et fondamental de quelqu'un, ou d'un groupe* » (2004, p. 100). En considérant ces trois notions Claval (2004) définit la **territorialité** comme le « *sentiment d'appartenir à un espace auquel on s'identifie symboliquement* » (2004, p.

²⁷ Traduction de l'auteur. Texte original en espagnol : « *es el espacio geográfico adscrito a un ser, a una comunidad, a un ente de cualquier naturaleza, [...] es el espacio de vida de un animal, el área de aparición de una especie vegetal* ».

²⁸ Traduction de l'auteur. Texte original en espagnol : « *la usual referencia geográfica a la superficie terrestre, con todas sus rugosidades y especificidades, incluidos sus elementos minerales, suelos, [...] clima, topografía, etc* ».

²⁹ Idéologie : « *système d'idées, philosophie du monde et de la vie* » (Claval, 2004, p. 103).

100). D'autres auteurs contribuent aussi à le définir. La territorialité est le sentiment d'appartenance ou d'identité avec un territoire (Manero Miguel, 2015). Elle est l'identité territoriale, une ressource pour la priorisation de l'action publique et les politiques publiques (Faure, 2010). Le territoire est le milieu où les habitants construisent et partagent leur identité (Márquez, 2003). D'après Itçaina (2011) la territorialité a trois dimensions : (i) cognitive (connaissance du territoire) ; (ii) affective (attachement et solidarité territoriale) et (iii) instrumentale (base pour l'action collective). Allmendinger, Chilla & Sielker (2014) ajoutent une quatrième dimension de type temporel. Selon Storey (2015) on peut appliquer le concept de territorialité dans toutes les échelles géographiques depuis l'échelle internationale jusqu'à l'échelle locale. Du point de vue politique, Cavazza (2002) observe un rapport conflictuel entre l'identité territoriale et les échelles géographiques locale et nationale. Le même auteur propose que la relation entre le territoire et l'identité nationale dépend aussi de la capacité de l'État à répondre aux demandes sociales (Cavazza, 2002). La territorialité est aussi considérée comme l'expression spatiale du pouvoir (Storey, 2015), elle est un comportement qui utilise le territoire comme un instrument afin d'assurer ses activités (Taylor, 1994). Elle est une stratégie politique où certains individus affectent et influent en contrôlant une aire géographique (Sack, 1986) pour maintenir pouvoir, culture et société (Taylor, 1994). Lajarge (2012) a établi une tentative de définition englobante de la territorialité où elle *« est une modalité d'action par laquelle les individus composent collectivement un bien commun et l'éprouvent, par les relations qu'ils entretiennent ensemble avec l'extériorité, dans des modes de connaissances et de valorisation de l'espace qui leur sont propres et qu'ils partagent »*.

Dans le sous-titre 5.1 de ce cadre conceptuel et théorique, à savoir *« L'utilisation des concepts pour cette thèse : les concepts fondamentaux de la géographie »* nous remarquerons les points importants des notions espace géographique, région et territoire à retenir et à utiliser au sein de cette thèse. Après avoir révisé ces notions, nous continuerons par la suite avec **deux types de découpages** du concept espace géographique. Nous commençons par les **espaces traditionnels**, à savoir l'espace urbain et l'espace rural correspondant au sous-titre 3 de ce cadre conceptuel. Ensuite nous continuons avec les **espaces hybrides** comprenant l'espace suburbain, périurbain et rural qui font partie du sous-titre 4.

3. Les espaces traditionnels et leur processus

Après avoir révisé les concepts fondamentaux de la géographie, que nous mobiliserons dans cette thèse, nous présentons par la suite les définitions du premier découpage, les espaces traditionnels et de leurs processus : l'urbain et l'urbanisation, le rural et la déruralisation.

3.1. L'espace urbain et l'urbanisation

Afin d'organiser la lecture de ce sous-titre, le plan est le suivant : (i) définition de l'espace urbain, (ii) définitions des concepts liés à l'urbain : ville, primatie urbaine, écologie urbaine, urbanité, (iii) définition de l'urbanisation, (iv) mesures de l'urbanisation, (v) causes et facteurs de l'urbanisation et (vi) conséquences de l'urbanisation. Pour cette présentation et cette analyse, nous nous rattachons aux idées de Consinschi & Racine (2004).

Nous commençons tout d'abord par la structure urbaine en considérant la **définition de l'espace urbain**. Commencer à le définir présente un défi parce que le concept change selon l'époque (Guilbe López, 2012). Il faut considérer les arrangements spatiaux afin de comprendre que cet espace dépend aussi des caractéristiques de chaque pays (Guilbe López, 2012; Mela, 2014). Certains auteurs considèrent l'espace urbain comme un espace géographique caractérisé par une aire construite par l'être humain (Montoya, 2015), de type continue (Mela, 2014), bien connu comme l'espace bâti (Lois González & Rio Fernandes, 2015). L'espace urbain est une mosaïque de logements, d'industries, d'entreprises et de bâtiments gouvernementaux (Montoya, 2015). C'est un espace caractérisé par une agglomération de populations où leurs activités économiques ne dépendent pas de l'agriculture (Guilbe López, 2012). L'espace urbain est aussi un produit des processus culturels créés par ses habitants (Montoya, 2015). Certains auteurs proposent quelques critères pour définir l'espace urbain : (i) un seuil de population selon le nombre d'habitants (Guilbe López, 2012), (ii) une densité de population rapportée au m² (Guilbe López, 2012; Mela, 2014) et (iii) les activités économiques que prédominent sont les industries et les services (Lois González & Rio Fernandes, 2015).

Concernant les **définitions des concepts liés** à l'espace urbain, la **ville** peut être comprise à la fois comme un territoire, une unité de vie collective, c'est le milieu, le cadre

physique et les nœuds³⁰ de relations entre les acteurs sociaux (Grafmeyer, 2005). D'ailleurs, Berry (1964) a proposé de voir la ville comme un espace à l'intérieur d'un système de villes ou d'un réseau urbain³¹, depuis une perspective géographique en confrontant le regard de l'architecture et des urbanistes par rapport à l'échelle. Pour une meilleure compréhension du phénomène urbain, nous faisons ressortir la notion de **primatie**³², afin de connaître le degré de dépendance d'un système de villes par rapport à leur centre principal. Parmi les mesures permettant de connaître le développement de la primatie, nous trouvons la loi de rang-taille qui est une « *relation empirique, de forme lognormale, entre les tailles des villes d'un système urbain et leurs rangs par rapport aux tailles des autres villes du système* » (Consinschi & Racine, 2004, p. 133). Anderson, Kanaroglou & Miller (1996) recommandent d'utiliser ce modèle de distribution spatiale (primatie) des activités humaines pour une période donnée.

L'**écologie urbaine** s'intéresse à la distribution de la population et de l'usage de sol urbain à l'intérieur des villes. Celle-ci a été initiée par l'école de Chicago dans les années 1920 en s'inspirant de l'écologie humaine. Cette approche permet d'aborder la ville comme un **organisme**, c'est-à-dire un « *ensemble organisé. [Le] concept [est] lié à la perspective organiciste qui met en parallèle l'organisation physiologique d'un corps vivant et celle qui permet le fonctionnement du corps social ; elle est reprise aujourd'hui par les fonctionnalistes* »³³ (Consinschi & Racine, 2004, p. 124). L'écologie urbaine est parvenue à une connaissance claire des structures spatiales par rapport à la population qui, grâce à la technique de l'analyse factorielle a permis d'enrichir la vision sur la complexité sociale de la ville (Bailly, 1973). Murdie (1969) identifie dans les aires urbaines l'espace physique et l'espace social, ce dernier se divisant en trois catégories de statuts : l'économique, le familial et l'ethnique. Ces catégories peuvent être comparées au terme de mosaïque urbaine qui repose sur « *la différenciation de la ville [qui] en vient à ressembler à une mosaïque de mondes sociaux où chaque élément reflète le caractère et la fonction de ses habitants* » (Wirth cité par Consinschi & Racine, 2004, p. 137). Les travaux de recherche sur l'écologie urbaine permettent ainsi de voir la ville comme un organisme vivant. Dans ce contexte, on peut établir le lien entre l'**espace urbain** (de type

³⁰ Nœuds : « *points de jonction dans un réseau ; les nœuds sont des regroupements permanents ou quasi permanents d'activités sociales, économiques ou politiques* » (Consinschi & Racine, 2004, p. 128).

³¹ Réseau urbain : « *la répartition spatiale des villes intégrées dans un maillage hiérarchisé ou complémentaire qui assure l'encadrement d'un espace national ou régional* » (Consinschi & Racine, 2004, p. 125).

³² Primatie : « *cas déviant de Loi rang-taille lorsqu'un système urbain est dominé par une ou quelques villes de grande taille* » (Consinschi & Racine, 2004, p. 133).

³³ Un terme dérivé d'organisme par rapport à la ville est le **tissu urbain** : « *concept qui compare la masse construite de la ville à un organisme végétal ou animal, composé de tissus divers ayant chacun leur structure, mais entretenant entre eux des relations, pratiquant des échanges qui assurent la vie de l'ensemble* » (Consinschi & Racine, 2004, p. 126).

physique) et le concept d'**identité** (de type anthropique) (Claval, 2004).

Selon Consinschi et Racine, l'**urbanité** est la « *qualité d'une organisation urbaine illustrant l'identité d'une ville, sa mémoire, ses conflits, ses changements* » [...] « *L'urbanité tend à mettre en relation l'homme et la ville à travers une culture et le génie du lieu* » (2004, p. 140). Cette définition nous ramène à la notion de territorialité antérieurement analysée. Dans le contexte d'un programme de recherche sur les processus d'identification socio-spatiale des métropoles des Amériques, Monnet & Capron indiquent que « *l'urbanité renvoie aux relations que les êtres humains doivent entretenir entre eux quand ils habitent une ville* » (2000, p. 9). Elles s'interrogent de même sur la dialectique entre l'urbanité comme condition (les relations d'identification) et l'urbain (l'ensemble socio-spatial) (Monnet & Capron, 2000).

En tant que **processus** du phénomène urbain, « *l'urbanisation du monde est de manière évidente, une tendance lourde, particulièrement structurante* » (Véron, 2006, p. 4). Le processus d'**urbanisation** est une transformation où les espaces naturels et/ou agricoles deviennent urbains, il est l'effet de la croissance des villes sur l'espace géographique (Vinuesa Angulo & Vidal Domínguez, 1999a). Nous exposons par la suite trois idées centrales. En premier lieu, elle provoque l'augmentation de l'espace urbain (ou étalement urbain) (Vinuesa Angulo & Vidal Domínguez, 1999b) à cause de la transformation de l'espace rural (Schmid, 2008). En deuxième lieu, elle est un processus d'augmentation et de concentration de la population dans les aires urbaines (Champion, 1999; Martínez Pizarro, 1997; Tisdale, 1942). En troisième lieu, l'urbanisation sert de base pour l'organisation du territoire (Vinuesa Angulo & Vidal Domínguez, 1999b).

L'urbanisation est un processus complexe de caractéristiques multi-dimensionnelles (Schmid et al., 2018). L'**urbanisation est mesurée** à travers divers taux. La courbe d'urbanisation qui exprime l'évolution de la croissance démographique pour une aire urbaine (Haggett, 1994b). Le degré d'urbanisation correspond à la partie de la population habitant dans les aires urbaines d'un pays (Berry, 2008; Guilbe López, 2012). Vinuesa Angulo & Vidal Domínguez (1999a) parlent du niveau d'urbanisation comme la partie de la population habitant dans les villes d'un pays. Il est à noter que l'urbanisation peut être appliquée à différentes échelles géographiques, au niveau de la région ou de lotissements (Vinuesa Angulo & Vidal Domínguez, 1999a).

Concernant les **causes et facteurs de l'urbanisation**, Ferrer Regales (1992) indique que l'urbanisation est une conséquence des changements économiques et sociaux à partir de la révolution industrielle. Dans la même direction, Champion (1999) remarque trois sources au processus d'urbanisation : (i) la migration de populations rurales vers les

viles, (ii) le taux de natalité dépasse le taux de mortalité dans les aires urbaines et (iii) la reclassification des aires rurales en aires urbaines. Le processus d'urbanisation se développe ainsi grâce à deux forces : (i) centripètes (attraction de populations de la campagne vers la périphérie des villes) et (ii) centrifuges (d'expansion du sol urbain du centre vers la périphérie) (Vinuesa Angulo & Vidal Domínguez, 1999b). Haggett (1994b) reconnaît quatre facteurs de pression de l'urbanisation : (i) un taux élevé de natalité rurale ; (ii) l'amélioration de la technologie agricole qui réduit le besoin en travailleurs agricoles ; (iii) le changement de consommation de produits dépend des revenus des foyers et (iv) les prix bas et peu stables des produits agricoles. Le même auteur fait ressortir trois facteurs d'attraction de l'urbanisation : (i) l'économie d'agglomération ; (ii) l'effet multiplicateur d'emplois urbains et (iii) la diminution du temps de trajet (Haggett, 1994b). Finalement, Vinuesa Angulo & Vidal Domínguez (1999a) proposent trois facteurs déclencheurs de l'urbanisation : (i) l'existence de pôles d'attraction économiques ou d'économies d'agglomération ; (ii) la consolidation d'une aire d'influence urbaine où *hinterland* et (iii) l'expansion et la diffusion des transports et des communications (Vinuesa Angulo & Vidal Domínguez, 1999a).

Finalement nous présentons les **conséquences de l'urbanisation**. D'après Vinuesa Angulo & Vidal Domínguez (1999a) celles-ci sont : (i) l'augmentation de la population habitant dans les villes ; (ii) l'augmentation du nombre de villes ; (iii) l'expansion et l'augmentation de l'espace urbanisé ; (iv) la croissance des secteurs secondaire et tertiaire de l'économie ; (v) la modification du mode de vie de la population urbaine et (vi) la réorganisation du système d'établissements humains d'une région. Une autre conséquence du processus de l'urbanisation est la consolidation de la caractéristique de lieu central des villes (Vinuesa Angulo & Vidal Domínguez, 1999b). Certains auteurs font ressortir des conséquences par rapport à l'environnement. Par exemple Berry (2008) dit que l'urbanisation entraîne des effets sur l'air et le climat local telles qu'une humidité basse, l'augmentation de la température superficielle et de la poussière. Alfonso Piña (2014) contribue en concluant sur l'augmentation de l'écoulement des flux, de la pollution atmosphérique et de la magnitude de risques naturels. Ce même auteur la caractérise comme un processus détériorant l'environnement et conduisant à une augmentation d'inégalité sociale (Alfonso Piña, 2014). Du point de vue biotique, l'urbanisation est considérée comme un facteur de pression sur la perte de biodiversité et l'homogénéisation biologique (Pauchard, Aguayo, Peña & Urrutia, 2006). Dans le même sens Zinger & Del Pozo (1990, p. 95) indiquent que « *la fragmentation et la perte constante et irréversible des terrains agricoles et de production concernant le bétail et les changements dans la biodiversité, transforment les conditions de drainage, la fertilité des sols et la composition des pacages, ce qui implique une diminution de la qualité des sols, et par conséquent définit la **localisation** des aires des conflits socio-*

environnementaux »³⁴. Tous ces éléments représentent un enjeu pour la manière de reproduire l'urbanisation au cours du XXI^e siècle.

3.2. L'espace rural et la déruralisation

Le plan de ce sous-titre est le suivant : (i) définition de l'espace rural, (ii) critères pour définir l'espace rural, (iii) regard critique sur le rural, (iii) définition de la ruralité, (iv) les éléments méthodologiques pour aborder la ruralité, (v) définition de la déruralisation.

Au-delà de l'espace urbain se trouve l'**espace rural** qui est l'objet d'étude de la géographie rurale (Delgado Viñas, 2015). Cet espace était considéré autrefois comme un espace agraire (García Ramón, Tulla i Pujol & Valdovinos Perdices, 1995). Néanmoins, Halfacree (2006) remarque qu'il n'existe pas de définition unique concernant le rural, c'est difficile de trouver une seule définition (García Ramón et al., 1995a). Hoggart, Black & Buller (1999) soutiennent les idées précédentes en indiquant qu'il n'y a pas de consensus sur la notion de rural, mais la définition dépendra du cadre géographique d'analyse et du pays (Guibert & Jean, 2011; Paniagua Mazorra & Hoggart, 2002). Bien qu'on reconnaisse ces idées, nous considérons certaines définitions de l'espace rural. Il est à noter que la définition de l'espace rural est différente selon les pays et les époques, et la plupart utilise le critère démographique pour déterminer le seuil³⁵ (Chapuis, 2004). Pour Plet, il est compris comme une « *organisation spatiale multifonctionnelle en espaces de faible densité relative de population, dont les paysages sont marqués par l'agriculture* » (2003, p. 86). Beaucire & Poulot soulignent aussi ses fonctions « *tantôt considéré[es] comme un espace pour la sécurité alimentaire, tantôt comme un espace de récréation ou de résidence, voire comme un espace de nature* » (2011, p. 302). García Ramón et al. (1995a) et Guibert & Jean (2011) reconnaissent qu'il est actuellement de type multifonctionnel car il existe plusieurs activités composant l'espace rural comme le tourisme et l'agro-industrie. Pourtier indique « [qu']il se caractérise aussi par son degré d'intégration économique et sociale dans un espace chaque jour davantage réticulaire, et par la force des sentiments identitaires et d'appropriation que les habitants nourrissent à son égard » (Pourtier cité par Rieutort, 2011, p. 33).

³⁴ Traduction de l'auteur. Texte original en espagnol : « *la fragmentación y pérdida constante e irreversible de valiosas tierras agrícolas y de producción ganadera, los cambios en la biodiversidad, transforman las condiciones de drenaje, la fertilidad del suelo y la composición de los pastizales, lo que implica una disminución de la calidad de los suelos y define la localización de áreas de conflictos ambientales* ».

³⁵ Nous réviserons la situation au Chili dans le chapitre 5 « *Rurbanisation, suburbanisation et reconcentration foncière : l'impact spatial des instruments ruraux dans les aires périurbaines au Chili* ».

L'**espace rural** est aussi défini selon certains **critères**. Kayser signale les suivants : « (i) *une densité des habitants et des constructions relativement faible, faisant apparaître une prépondérance des paysages [ayant] une couverture végétale, (ii) un usage économique à dominance agro-sylvo-pastorale, (iii) un mode de vie de ses habitants caractérisé par leur appartenance à des collectivités de taille limitée et par leur rapport particulier à l'espace, et (iv) une identité et une représentation spécifiques... » (Kayser cité par Chapuis, 1997, p. 26). Quelques approches modernes ont été proposées pour analyser l'espace rural dont (i) l'approche quantitative à l'aide de critères démographiques ; (ii) l'approche qualitative à travers la mesure de la perception et (iii) l'approche des flux en mesurant la mobilité spatiale (Paniagua Mazonra & Hoggart, 2002). K. H. Halfacree (1993) propose aussi des composantes pour définir de façon descriptive les espaces ruraux : activité agricole, administrative, taille et densité de population, espace bâti et relation fonctionnelle. Par rapport à l'habitat rural, Chapuis remarque qu'il est considéré comme dispersé ou groupé selon la distribution et la distance entre les bâtiments d'habitation ou d'exploitation. L'auteur fait aussi une classification des formes des villages : « *celle-ci peut être nucléaire (en tas), quadrillée, en ligne, en étoile, amorphe (sans forme précise) » (Chapuis, 2004, p. 150).**

Cependant, le **débat sur l'espace rural** est ancien et il a différentes nuances. Nous observons des postures discutant la connotation négative où le rural est la négation de l'urbain, mais également sur l'image de l'occupation du sol (Cailly, 2011). D'ailleurs, Chapuis (2004) et Plet (2003) font une critique de l'évolution de l'analyse de la géographie rurale, ils envisagent qu'avant il n'y avait pas de champ global de connaissance, sinon une « *succession diachronique de thématiques dominantes : l'habitat, les paysages agraires, les structures agraires, les types d'agriculture, les systèmes de production agricole, les relations entre villes et campagnes » (Plet, 2003, p. 85). Chapuis (1997) souligne de même certains éléments à envisager, d'une part, il existe une ambiguïté sur l'utilisation du terme par les différentes personnes traitant de thèmes liés à la campagne (journalistes, élus et agriculteurs), lesquels généralement confondent l'espace rural avec l'espace agricole (Blanc, 1997) et le monde rural³⁶ avec le monde agricole³⁷. Toutefois, l'auteur remarque que l'agricole est une partie ou un sous-système du rural. Dans ce contexte-là, Chapuis (2004) embrasse l'idée de concevoir « *la géographie rurale comme la géographie totale de l'espace rural » (2004, p. 155) pour dépasser les difficultés des approches conceptuelles et utiliser la géographie de la perception comme méthodologie pour comprendre l'espace perçu. De même, d'autres auteurs proposent de voir cet espace comme un lieu de conflits (Chapuis, 2004) suite à la**

³⁶ Monde rural : « *ensemble des habitants de la campagne » (Chapuis, 2004, p. 155).*

³⁷ Monde agricole : « *ensemble des agriculteurs » (Chapuis, 2004, p. 155).*

concurrence pour l'espace des différents usages du sol agricole et non agricole (Melot & Torre, 2013; Sinclair, 1967; Torre et al., 2006) et de voisinage (Caron & Torre, 2005; Kirat, 2005), et leur localisation³⁸ par rapport aux lieux de marché (Chisholm, 2007). Concernant les débats actuels, Charvet remarque la référence fréquente à la « *préservation de l'environnement, [au] développement des nouvelles activités dans les espaces ruraux et [à la] sécurité alimentaire* » (2011, p. 189). Pour Paniagua Mazorra & Hoggart (2002) il est important de distinguer les espaces ruraux afin de développer les politiques publiques.

Autre concept lié à l'espace rural est la **ruralité**. Elle est un concept polysémique en ce qui concerne la vie des campagnes (Revaud, 2011). Les significations de la ruralité sont différentes en fonction des représentations que la population lui donne. L'espace rural est le référentiel géographique de la ruralité (K. H. Halfacree, 1993). D'après Moulis (1997), la ruralité peut être comprise comme l'appartenance au territoire rural et l'identité des habitants, il reprend l'idée « [d']une notion qualitative caractérisée par le mode spécifique de rapports que les ruraux entretiennent avec leur environnement, avec leur société et avec leur localité » (Kayser cité par Moulis, 1997, p. 49). Rieutort remarque que « la ruralité désigne l'ensemble de représentations collectives et de caractères concourant à une forme d'identité et de fonctionnements des espaces ruraux » (2011, p. 33) et il ajoute que « la ruralité n'est pas une 'donné[e]' mais une construction sociale du monde, reposant sur des perceptions et des pratiques évolutives à identifier et à interpréter » (2011, p. 34). De la même façon, Cloke (2006) repère que la ruralité appartient à l'ensemble d'imaginaires populaires et de pratiques du quotidien dans le rural et elle est un système de signification culturelle concernant l'espace rural.

Du point de vue **méthodologique** on peut considérer les **principaux éléments** suivants pour aborder la **ruralité** : « (a) les caractéristiques présentant l'économie rurale, (b) l'hétérogénéité spatiale, (c) la diversité institutionnelle et politique, (d) la différenciation des opportunités et les potentialités, (e) les différences écologiques et (f) le lien entre les villes »³⁹ (Romero, 2012, p. 24). Quant à la ruralité des dernières années en Amérique Latine, les principales caractéristiques sont : « (a) l'emphase sur la dimension territoriale, (b) les diverses fonctions d'une activité agricole et d'élevage, (c) chaque territoire a une identité unique, (d) la revalorisation de la complémentarité entre les activités agricoles et d'élevage et le développement d'autres activités économiques

³⁸ Localisation : « lieu occupé dans l'espace géographique ; action d'occuper un lieu » (Beguin, 2004a, p. 165). Cf. Bost (2011)

³⁹ Traduction de l'auteur. Texte original en espagnol : « (a) las características que presenta la economía rural, (b) la heterogeneidad espacial, (c) la diversidad institucional y política, (d) la diferenciación de oportunidades y las potencialidades, (e) las diferencias ecológicas, y (f) el enlace entre las ciudades ».

rurales non agricoles, (e) la priorité de la compétitivité des territoires et (f) l'interaction entre les différents centres urbains ruraux »⁴⁰ (Romero, 2012, p. 27-28).

Du point de vue critique, Moulis (1997) remarque la situation de la ruralité par rapport aux aires périurbaines et la complexité à cause de sa transformation physique : « à une certaine identité agricole traditionnelle s'est substituée dans les régions périurbaines un sentiment de 'ruralité' qui assure une certaine cohésion sociale au monde agricole moderne en mutation » (1997, p. 48). Canales (2005) se pose la question du devenir de la ruralité en reconnaissant qu'elle est en mouvement, elle est aussi une construction sociale (Cloke, 2006). D'ailleurs, il existe d'autres réflexions concernant la pluralité de la ruralité. Revaud (2011) se demande si la ruralité deviendra plurielle. Vanier (2008) invite à comprendre que le rural d'aujourd'hui se caractérise par une variété de mondes ruraux. Cimadevilla (2009) fait la même réflexion en reconnaissant l'existence de ruralités au pluriel.

Le phénomène socio-spatial de la **déruralisation** s'est développé au cours des dernières décennies. Elle implique « en démographie, [la] désertification des régions rurales, [la] disparition progressive des agriculteurs d'une région » (Encyclopædia Universalis France, s. d.). Clout (1977) soutient l'idée précédente en indiquant qu'elle correspond à la dépopulation des aires rurales. La diminution de la population rurale (Chapuis, 1997), est due à l'exode rural où la population qui habitait dans la campagne va vivre en ville (Sarasa, 2004). La déruralisation est aussi le processus de perte d'identité par rapport au territoire rural, il est la modification ou la perte du quotidien rural (Sánchez-Sánchez & Belmonte-Serrato, 2016). Armijo (2000) ajoute l'idée de désarticulation du lien ou de l'ancrage entre les habitants et l'espace rural. Afin de comprendre le processus de déruralisation, les clés sont : (i) la tendance de la population à vivre en villes, (ii) la croissance de l'urbanisation, (iii) la diminution de la population dédiée à l'agriculture, (iv) la diminution du sol agricole et (v) la diversification des entreprises (Sarasa, 2004). Le degré de la déruralisation peut être mesuré à l'aide de trois indicateurs : (i) la structure de la population rurale, (ii) le nombre de la population totale et de la population rurale et (iii) la densité de population (Sánchez-Sánchez & Belmonte-Serrato, 2016).

Le processus d'urbanisation et celui de la déruralisation ici présentés ont aidé à

⁴⁰ Traduction de l'auteur. Texte original en espagnol : “(a) el énfasis en la dimensión territorial, (b) las diversas funciones de una actividad agropecuaria, (c) cada territorio (tiene) una identidad única, (d) la revalorización de la complementariedad existente entre las actividades agropecuarias y el desarrollo de otras actividades económicas rurales no agrícolas, (e) la priorización de la competitividad de los territorios, (f) la interacción entre los diferentes centros urbanos rurales”.

provoquer d'autres processus et d'expressions spatiales en restructurant les espaces traditionnels (urbain et rural). Cette évolution a configuré des nouveaux espaces hybrides qui dépassent les clivages urbain et rural (Guibert & Jean, 2011). Nous abordons ces nouveaux espaces par la suite.

4. Les espaces hybrides et leurs processus

Après avoir révisé les espaces traditionnels, nous présentons les définitions des espaces hybrides et leurs processus : le suburbain et la suburbanisation, le périurbain et la périurbanisation, le rurbain et la rurbanisation. Nous avons choisi cet ordre en considérant la chronologie de la survenue des phénomènes à partir de la révision de la littérature. En se fondant sur Champion (2001), Ekers, Hamel & Keil (2012), Clapson & Hutchison (2010), on établit une chronologie des phénomènes de la croissance urbaine débouchant sur l'apparition d'espaces hybrides. Ces étapes sont : (i) l'urbanisation (déjà traitée dans le sous-titre précédent), (ii) la suburbanisation, (iii) la périurbanisation et (iv) la rurbanisation. Du point de vue de la rédaction, dans chaque sous-titre nous commençons par le processus et ensuite nous décrivons l'espace hybride respectif. Pour finir cette introduction, nous annonçons que dans le sous-titre 5.3 « *Une proposition visuelle sur les interactions des concepts* » où nous distinguons ces trois espaces hybrides et leurs processus.

4.1. L'espace suburbain et la suburbanisation

La **suburbanisation** est un phénomène complexe (Boiteux-Orain & Huriot, 2002) dont l'échelle est globale (Phelps & Wu, 2011; Sýkora & Stanilov, 2014), mais la plupart des études se sont développées en Amérique du Nord, Europe occidentale et Australie (Harris, 2010). Le développement de la suburbanisation a commencé grâce au transport par voie ferrée aux États-Unis au début du XXe siècle (Teaford, 2011), mais l'essor de ce phénomène se développe après la seconde guerre mondiale (Pieretti, 2014).

D'après Ekers, Hamel & Keil (2012) la suburbanisation est une nouvelle forme d'expansion urbaine sur les aires rurales. Elle est le produit de la combinaison du mouvement de population urbaine qui densifie les communes contiguës à une ville (Aydalot & Garnier, 1985) et de l'excédent de la croissance économique influencé par le capitalisme (Stanilov & Sýkora, 2014b). Logan (2000) indique qu'elle est l'un des types d'expansion urbaine, de reconfiguration territoriale et de décentralisation de la population. Celle-ci implique une redistribution de la population à cause de l'exode démographique des grandes villes vers les alentours (Champion, 2001) et la

décentralisation résidentielle et commerciale (Stanilov & Sýkora, 2014a) de la population urbaine locale (Champion, 1999). Pieretti (2014) l'a défini comme une croissance et une réorganisation spatiale de la population des villes contemporaines. C'est le résultat de mouvements de la population et de relocalisation des activités urbaines (de Mattos, 2001) dans les établissements humains de faible densité. Boiteux-Orain & Huriot (2002) affirment que la suburbanisation décentralise les activités, elle réorganise l'espace en de nouvelles concentrations et elle recompose l'espace en fonction de différenciations socio-spatiales. Lang & Knox (2009) signalent que le processus émerge généralement au sein des espaces métropolitains.

Hirt (2007) propose deux causes qui reposent sur les dynamiques actuelles de la suburbanisation : (i) les acteurs privés construisent les aires suburbaines en raison du rôle passif de l'État qui manque de ressources et (ii) l'État promeut la suburbanisation par l'investissement dans les infrastructures et l'utilisation d'instruments de planification du territoire. Logan & Molotch (2007) indiquent aussi deux causes ou forces motrices actuelles de la suburbanisation : le marché foncier et le libre choix des consommateurs. D'autres facteurs provoquant ce phénomène sont l'augmentation d'achat de voitures individuelles (Sýkora & Stanilov, 2014), la décomposition fonctionnelle des espaces centraux des villes (Aydalot & Garnier, 1985), la déconcentration continue de la population urbaine (Wu & Phelps, 2011) et l'amélioration du transport (Teaford, 2011).

Le processus de suburbanisation a des conséquences sur la perte d'espace rural. Par exemple, Mills (1983) recommande d'utiliser des instruments de politique publique afin de protéger l'agriculture en empêchant la suburbanisation sur les espaces ruraux. Stanilov & Sýkora (2014b) suggèrent d'analyser les différentes politiques conduites par les échelles politiques et administratives supérieures qui influent sur le processus de suburbanisation.

L'effet territorial ou l'expression spatiale de la suburbanisation se concentrent dans l'**aire suburbaine** (Sýkora & Stanilov, 2014). Cette aire est produite par la suburbanisation correspondant à l'essor d'un établissement humain en dehors de la ville traditionnelle (Pieretti, 2014). Quelques-unes des principales caractéristiques du suburbain sont une faible densité de population par rapport aux villes (Alfonso Piña, 2014), leur localisation en dehors de la limite urbaine (Harris, 2015), un espace bâti discontinu et fragmenté (Sýkora & Stanilov, 2014), de type résidentiel (Guilbe López, 2012), et où les frontières sont diffuses (de Mattos, 2001).

4.2. L'espace périurbain et la périurbanisation

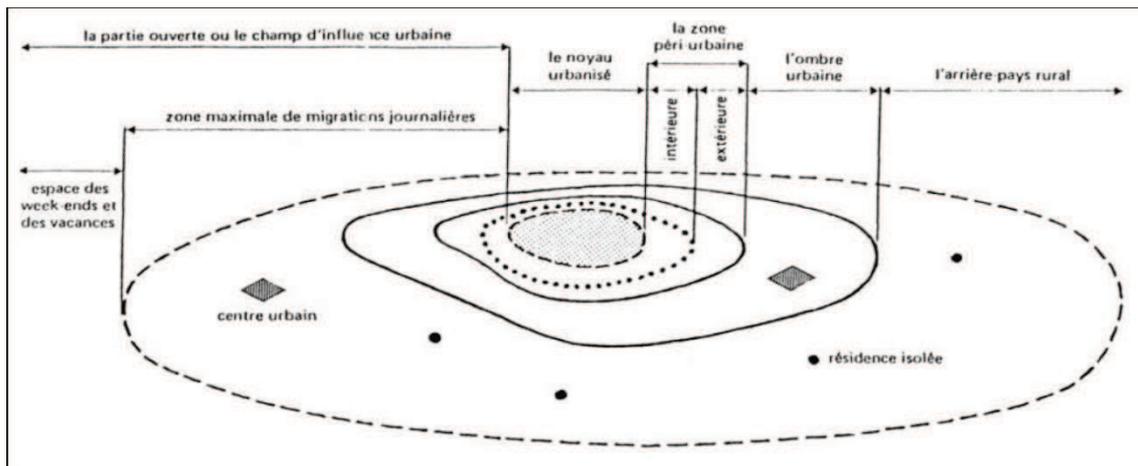
La **périurbanisation** est un processus de transition et de transformation d'un agencement socio-spatial rural vers un arrangement urbain (Abramson, 2016). Ce processus de mutation implique la disparition de l'espace rural traditionnel et il contribue à la formation de nouveaux espaces dans la périphérie des villes avec des caractéristiques urbaines et rurales entremêlées (Ávila Sánchez, 2009). Pour Chapuis, elle est due à « *la croissance, autour des villes, de la population et de l'espace bâti par [l']installation des citadins qui continuent, le plus souvent, à travailler en ville* » (2004, p. 156). Le même auteur propose quatre facteurs de la périurbanisation. Les deux premiers sont de type économique : (i) l'élévation du niveau de vie de la population entraîne l'achat d'une maison et de voiture(s) et (ii) la valeur du marché foncier est moins chère qu'en ville. Les deux derniers facteurs sont de type socioculturel : (i) la dégradation de l'image positive de la ville, elle est considérée polluée, bruyante, inhumaine et (ii) la valorisation de la campagne comme symbole de calme, nature, sécurité et d'identité (Chapuis, 1997).

L'**aire périurbaine** est l'expression spatiale du phénomène de la périurbanisation, qui renvoie au processus d'étalement urbain autour des villes grandes et moyennes. Ce processus s'est développé à partir des années 1940 aux États-Unis et 1960 en Europe occidentale (Calenge & Jean, 1997). En général, différents auteurs considèrent que le concept est complexe et que le phénomène a impliqué des bouleversements tant sociaux que spatiaux en raison de la vitesse de son évolution (Doyon, 2009). Le travail de Vanier (2000, 2002, 2003) fait ressortir que l'**espace périurbain** doit être considéré comme « *le tiers espace* » en raison de la complexité que présentent ces aires. Cette complexité représente un enjeu tant pour la discipline géographique que pour les politiques d'aménagement. Bryant (1995, 2006) précède et complète les idées de Vanier (2000, 2002, 2003) en indiquant que les aires périurbaines sont multifonctionnelles (Ravetz, Fertner & Nielsen, 2013), ce qui renforce l'idée de complexité pour gérer ces espaces. Le périurbain est aussi une aire hétérogène et très dynamique (Zulaica, 2010) où les divers acteurs réalisent plusieurs activités en développant une tension à cause de la proximité des différentes fonctions de l'occupation du sol (Ávila Sánchez, 2001; Lorda, 2008). Les frontières entre l'urbain et le rural ne sont pas claires actuellement (Vanier, 2005) et le périurbain est alors compris comme un espace de transition entre les aires urbaines et rurales (Sereno, Santamaría & Santarelli, 2010). Cette aire contiguë à la zone urbaine (Ubilla Bravo, 2015b) contribue aussi à fournir des services écosystémiques aux villes (Ubilla Bravo & Villegas Salgado, 2017).

Afin de bien comprendre les contributions du périurbain, Prost (1991), cité par

Valette (2006) remarque que le périurbain ne peut pas s'analyser en ne portant qu'un regard réducteur qui oppose campagne et ville ou qui déqualifie et/ou requalifie les espaces ruraux. Vingt ans avant cette remarque, Bryant (1986) avait défini quatre aires de type concentrique, selon l'influence des zones urbaines : une couronne périurbaine intérieure et une autre extérieure, l'ombre urbaine et l'arrière-pays rural (voir Figure 10). En conséquence, cet espace-là ne ressemble pas aux structures classiques des aires urbaines et rurales.

Figure 10. La structure typique de la ville régionale



Source : Bryant, 1986, p. 28.

Du point de vue historique, le périurbain en **Amérique Latine** est un produit de la relocalisation de populations selon la migration campagne-ville et du marché foncier illégal (Ávila Sánchez, 2001). Les voies routières ont été un facteur qui a impulsé la croissance et la configuration spatiale du périurbain en Amérique Latine (Ávila Sánchez, 2001). Le processus de transformation de l'espace périurbain s'est développé grâce à l'intervention de plusieurs acteurs en Amérique Latine (Ávila Sánchez, 2009). La complexité des zones périurbaines est traitée par Allen (2003), où elle remarque les nouveaux problèmes et le besoin des autres approches pour comprendre les divers phénomènes qui se développent. L'auteur dénomme ces aires-là comme l'interface périurbaine (IPU), et elle a créé des catégories afin de distinguer les différents approches ou cadres de recherche : « (i) les aires périurbaines comme périphérie des villes, (ii) les aires périurbaines comme périphérie socio-économique, (iii) la IPU comme l'interaction des flux ruraux et urbains et (iv) la IPU comme la mosaïque écologique, socio-économique et institutionnelle » (Allen, 2003, p. 2-3). Six ans après, Ávila Sánchez (2009) met en évidence le manque de vision intégrale des recherches sur la périurbanisation en Amérique Latine.

4.3. L'espace rurbain et la rurbanisation

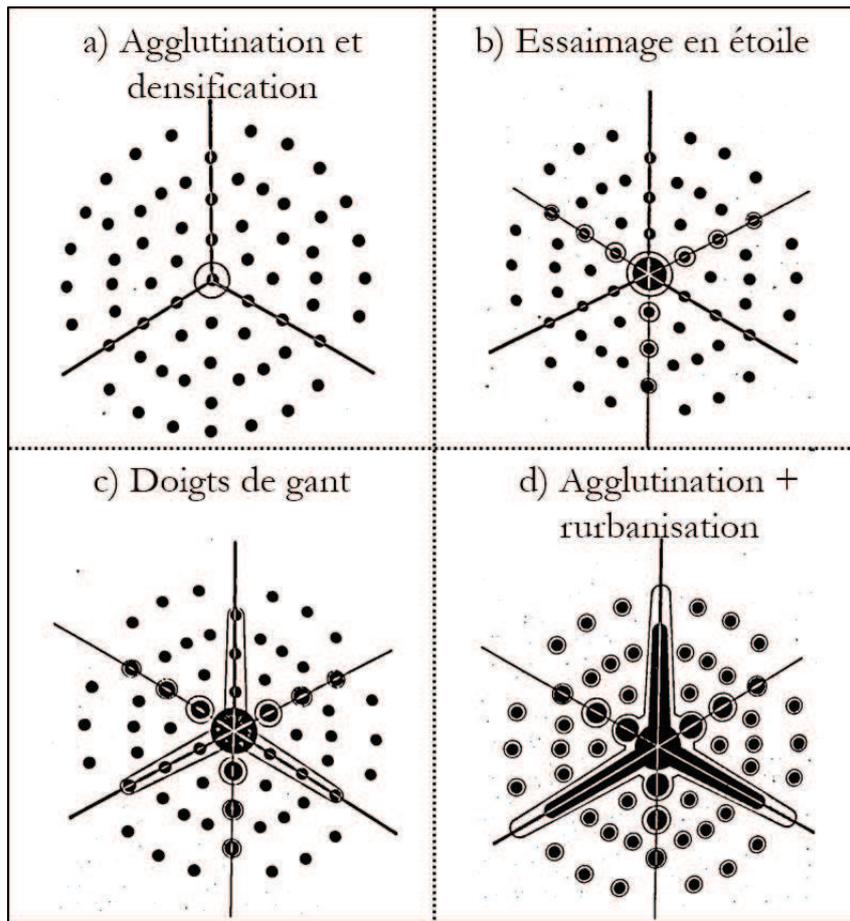
L'une des publications qui a eu un impact sur la description de la **rurbanisation**⁴¹. est le travail de Bauer & Roux (1976) qui mettent la notion en discussion grâce à leur ouvrage « *La rurbanisation ou la ville éparpillée* » en constatant le phénomène et l'ouvrant au grand public. Pour Thomsin, elle est « *la continuation des processus anciens de distribution de la population, comme la future croissance des zones métropolitaines et, par conséquent, comme l'illustration d'un état avancé du processus de l'urbanisation* » (Thomsin cité par Eggerick & Capron, 2001, pp. 123–124). Berger et al. (1980) considèrent que le concept de rurbanisation est le « *déversement résidentiel de population de la ville-centre dans l'espace rural périphérique ou comme l'ensemble des processus qui affectent l'espace rural périurbain et traduisent le desserrement des fonctions urbaines* » (Berger et al., 1980, p. 303). Ce processus est aussi celui de l'étalement de l'urbanisation (Steinberg, 1991b) et le résultat de la déconcentration de la population urbaine (García Ramón, Tulla i Pujol, & Valdovinos Perdices, 1995b).

Du point de vue socioéconomique, elle implique une transformation de la population rurale qui devient urbaine par abandon des activités agricoles (Aydalot & Garnier, 1985), une diversification des activités économiques de la population rurale (Sobrino, 2003) et l'occupation des aires rurales dans les alentours des aires métropolitaines (Rodríguez & González, 2006) par l'apport résidentiel d'une population nouvelle (Steinberg, 1991d). Comme l'a indiqué Thomsin (2001a), la rurbanisation se développe au-delà des alentours des villes. Elle est un processus de continuation de l'urbanisation (Thomsin, 2000) vers la faible densité des campagnes (Thomsin, 2001b).

Bauer & Roux (1976) proposent un modèle des étapes du processus de la rurbanisation en France (voir Figure 11). Ces auteurs considèrent quatre étapes consécutives : (i) l'agglutination et densification des petits établissements humains de l'espace rural, (ii) l'essaimage de la population en étoile autour des axes des voies routières, (iii) le développement en doigts de gants qui signifie que l'expansion de la continuité de l'espace bâti sur les axes des voies routières et (iv) l'agglutination et rurbanisation des établissements humains de l'espace autour de la ville élargie. Mendras (1977) reconnaît la valeur du travail de Bauer & Roux (1976) qui envisage aussi les mesures pour les politiques territoriales des collectivités locales à cette époque-là.

⁴¹ Dans la littérature académique française on utilise le terme rurbanisation. Par contre, tant en espagnol qu'en anglais on utilise deux mots qui sont équivalents : « *rururbanización* » ou « *rurbanización* » (espagnol) ; « *rururbanization* » ou « *rurbanization* » (anglais).

Figure 11. Etapes du processus de la rurbanisation



Source : adaptation d'UBILLA-BRAVO à partir de Bauer & Roux, 1976, pp. 16–17.

L'expression spatiale de la rurbanisation est le **rurbain** (Steinberg, 1991b). Du point de vue spatial, le rurbain est un hybride urbain-rural, un mélange du rural profond avec le rural actuel (Steinberg, 1991a) où l'espace agricole devient interstitiel (Steinberg, 1991c). Bauer & Roux (1976) le définissent comme l'extension disséminée des petites villes dans les espaces ruraux qui les entourent. Le rurbain peut comprendre de grandes aires qui n'ont pas forcément une relation avec la limite de la division politico-administrative ni de proximité avec une ville. D'après Sereno, Santamaría & Santarelli (2010) et Sereno & Santarelli (2012) le rurbain est aussi la limite extérieure du périurbain. Il est un continuum, un niveau intermédiaire entre les espaces urbains et ruraux (Delgado Viñas, 2015). Le paysage peut être un indicateur pour définir le rurbain (Sereno et al., 2010) où il existe une prédominance du paysage rural mais avec certaines caractéristiques de population urbaine (Sereno & Santarelli, 2012). À notre avis le rurbain est un espace dont la limite est difficile à déterminer dans l'espace géographique (Ubilla Bravo, 2015b).

5. Réflexions finales : utilisation des concepts et proposition sur les relations

Nous constatons avant tout que les quatorze concepts révisés tout au long de ce chapitre sont **polysémiques**. Nous reconnaissons donc différentes approches des auteurs ici cités. Nous abordons ce dernier sous-titre en considérant l'utilisation des principaux éléments conceptuels pour la thèse (i) des concepts fondamentaux de la géographie et (ii) des espaces traditionnels et hybrides. La réflexion conduite à partir de ces deux points permet d'aller vers la troisième partie qui est consacrée à une synthèse spatiale sur les relations qu'entretiennent tous les concepts mobilisés.

5.1. L'utilisation des concepts fondamentaux de la géographie pour cette thèse

Dans ce sous-titre nous reprenons les trois concepts fondamentaux de la géographie, à savoir : l'**espace géographique**, la **région** et le **territoire**. Nous y mettons en relief les principaux éléments de chacun que nous pourrions utiliser en les liant avec les autres chapitres de cette thèse.

Dans le cas de l'**espace géographique**, nous avons trouvé une diversité de déclinaisons telles que l'espace terrestre, vécu, social et produit. Nous nous rattachons particulièrement à l'espace en tant que construction sociale (Carter, 2011; J. E. Sánchez, 1979) et à l'espace produit (Dauphiné, 2004), ce qui implique la transformation des sociétés humaines. Pour ces notions, nous utiliserons ultérieurement des grilles de lecture de la gouvernance territoriale (cf. chapitre 2) afin de comprendre la dynamique des acteurs.

Nous prendrons le concept de **région** car il est utile pour définir une aire spatiale en considérant certaines caractéristiques telle la condition d'homogénéité (Haggett, 1994a), pour découper le territoire (Ferras, 2004) et afin d'établir des catégories spatiales (Ramírez Velázquez, 2015). Nous avons utilisé cette notion pour définir notre terrain d'étude, un espace de construction historique, multifonctionnelle et de type périphérique (Nonn, 2004) que nous avons déjà décrit dans le sous-titre 4 de l'introduction générale de la thèse. Il est à noter que notre utilisation du concept de région va au-delà de la définition donnée par l'État Chilien qui n'implique uniquement qu'une division politico-administrative (DFL No 1-18.715, 1989).

Nous avons mis en relief quatre familles ou catégories du concept de **territoire**

(Ubilla-Bravo, 2016) (cf. Figure 9) en reconnaissant la quantité et la diversité des définitions (Ubilla-Bravo, 2018). Dans cette thèse, nous nous rattachons au regard politique du territoire (Carter, 2011) et plus particulièrement au rapport du territoire au pouvoir. Nous considérons que les relations humaines ont à la fois des liens asymétriques (Raffestin & Barampama, 2004) et qu'elles sont des processus relationnels (J.-E. Sánchez, 1981) produisant un territoire contrôlé par certaines forces. Ces arguments sont considérés comme importants pour notre analyse de la gouvernance territoriale où le territoire est reconnu comme un espace de pouvoir délimité par des normes et des règles (Sánchez Ayala, 2012b). La notion de **territorialité** nous aide à tenir compte que le territoire est un espace d'appartenance et d'identité (Claval, 2004; Manero Miguel, 2015; Márquez, 2003). Dans ce sens, Cavazza (2002) contribue à mettre en évidence les rapports conflictuels des acteurs des différentes échelles géographiques par rapport à la territorialité, et nous prendrons en compte cet argument dans les chapitres 4, 5 et 6.

5.2. L'utilisation des concepts liés aux espaces traditionnels et hybrides pour cette thèse

Dans ce sous-titre nous commençons avec un bref rappel du contexte de l'utilisation du concept du périurbain et de son intérêt dans la thèse. Ensuite nous reprenons les concepts des espaces traditionnels : urbain et rural, ainsi que des espaces hybrides : périurbain, suburbain et rurbain. Nous poursuivons le même objectif que celui du sous-titre précédent, à savoir remarquer les principaux éléments à utiliser en liant cette analyse avec les autres chapitres de la thèse.

Comme indiqué dans le titre de la thèse⁴² le **périurbain** est l'espace à analyser au sein de cette recherche. Dans l'introduction générale de la thèse nous avons **justifié ce choix** en montrant la complexité de ces aires. Avant de définir le périurbain, il fallait reconnaître le parcours de ces différents espaces et les concepts permettant de les étudier. C'est pour cela qu'on a commencé par l'étude des deux espaces traditionnels étudiés en géographie : l'urbain et le rural. Ces espaces sont reconnus depuis plusieurs siècles même si la définition a pu varier selon l'époque (Guilbe López, 2012) et les caractéristiques des pays (Guibert & Jean, 2011; Guilbe López, 2012; Mela, 2014).

Nous considérons les **espaces urbains** comme des aires construites (ou bâties) par l'être humain, de type continu (Lois González & Rio Fernandes, 2015; Mela, 2014; Montoya, 2015) dont les activités économiques ne sont pas agricoles (Guilbe López, 2012). L'espace urbain se reproduit grâce au processus d'**urbanisation** ce qui implique

⁴² « Gouvernance territoriale et politiques d'aménagement. Cas du périurbain au Chili, 1960-2015 ».

un élargissement de cet espace (Vinuesa Angulo & Vidal Domínguez, 1999b) et une augmentation de la concentration de population dans les aires urbaines (Champion, 1999; Martínez Pizarro, 1997; Tisdale, 1942) à cause de la perte démographique de l'espace rural (Schmid, 2008).

En ce qui concerne l'**espace rural**, si on ne trouve pas de définition unique (García Ramón, Tulla i Pujol & Valdovinos Perdices, 1995; Guibert & Jean, 2011; Halfacree, 2006; Hoggart, Black & Buller, 1999), nous nous rattachons à l'idée d'un espace de faible densité de population dont les paysages sont de manière prédominante agricoles (Plet, 2003) et l'habitat est plutôt dispersé (Chapuis, 2004). Nous tiendrons compte de la différence entre l'espace rural et l'espace agricole car l'agricole ne correspond qu'à une partie de la population et de l'activité économique (Blanc, 1997). A cause du processus d'urbanisation nous reconnaissons un processus de **déruralisation**. Celui-ci correspond à la dépopulation de l'espace rural (Chapuis, 1997; Clout, 1977) grâce à l'exode rural (Sarasa, 2004). La déruralisation est aussi la perte d'identité du rural, la perte d'ancrage des habitants dans leur territoire (Armijo, 2000; Sánchez-Sánchez & Belmonte-Serrato, 2016). Les concepts d'urbanisation et de déruralisation ont participé à la reconfiguration des espaces traditionnels (urbain et rural) et à leur évolution vers des espaces hybrides qui ne sont ni urbain, ni rural.

Ces espaces hybrides correspondent au périurbain, au suburbain et au rurbain. Le **périurbain** est l'espace hybride à considérer afin d'encadrer la recherche comme indiqué dans l'introduction générale. Nous nous rattachons aux idées montrant qu'il est un espace complexe, un tiers espace (Vanier, 2000, 2003) et qu'il est un espace multifonctionnel (Bryant, 1995, 2006) toujours contiguë à une aire urbaine (Ubilla Bravo, 2015b). La **périurbanisation** est un processus d'étalement urbain autour des villes grandes et moyennes, une transformation socio-spatiale des aires rurales et des aires urbaines (Abramson, 2016), une croissance de l'espace bâti autour des villes (Chapuis, 2004). Nous mobilisons la contribution de Bryant (1986) sur les aires concentriques comme modèle du périurbain, afin de l'utiliser dans le chapitre 3. Nous utilisons ainsi les critères d'Allen (2003) afin d'identifier le périurbain au Chili. Nous nous appuyons sur les concepts d'aire périurbaine (ou périurbain) et de périurbanisation puisque cela nous permet d'utiliser une approche des interactions ville-campagne en considérant les relations de proximité entre les acteurs et leurs décisions (approche de la gouvernance territoriale qui nous traitons par la suite dans le chapitre 2).

Les autres espaces hybrides, le **suburbain** et le **rurbain**, aussi complexes que le périurbain sont utiles pour bien comprendre les impacts des instruments ruraux au Chili tout au long des dernières décennies. Nous analyserons ces espaces et leurs processus

dans le chapitre 5 de cette thèse.

5.3. Une synthèse spatiale sur les relations des concepts mobilisées

Après avoir pris une posture par rapport à l'utilisation des concepts, la Figure 12 invite le lecteur à regarder l'interaction entre eux. Elle est une référence visuelle pour distinguer les rapports spatiaux dans le cas de l'interface urbain-rural. Elle permet d'apprécier la complexité des espaces et leurs processus. Tout d'abord on distingue la présence du concept de l'espace géographique qui couvre toutes les autres notions en raison de sa capacité à contenir tout le système territorial. Nous y utilisons le concept de région en tant que découpage de cet espace géographique.

Ensuite nous apercevons les deux espaces traditionnels. L'espace urbain est au milieu et l'espace rural se trouve vers la périphérie de la Figure 12. Les deux sont des espaces continus. Au contraire, les espaces hybrides sont situés différemment sur l'espace géographique :

- L'espace périurbain entoure l'aire urbaine (limite intérieure) et à l'extérieur se situe l'aire rurale, comme un anneau concentrique (cf. Figure 10 en Bryant, 1986) ;
- L'espace suburbain est un établissement humain en dehors de la ville traditionnelle, il représente l'étalement urbain bâti discontinu et fragmenté (Sýkora & Stanilov, 2014) vers l'extérieur. Sa population était à l'origine urbaine et de type résidentiel (Guilbe López, 2012), et ses frontières sont diffuses (de Mattos, 2001) ;
- L'espace rurbain est aussi un établissement humain en dehors de la ville traditionnelle. Il est situé sur des aires périurbaines et rurales et il devient interstitiel (Steinberg, 1991c). La différence avec le suburbain est le fait que sa population était à l'origine rurale (Sereno & Santarelli, 2012). À notre avis le rurbain est un espace dont la limite est difficile à déterminer dans l'espace géographique (Ubilla Bravo, 2015b).

Les flèches de la Figure 12 représentent les processus dynamiques développant ces espaces :

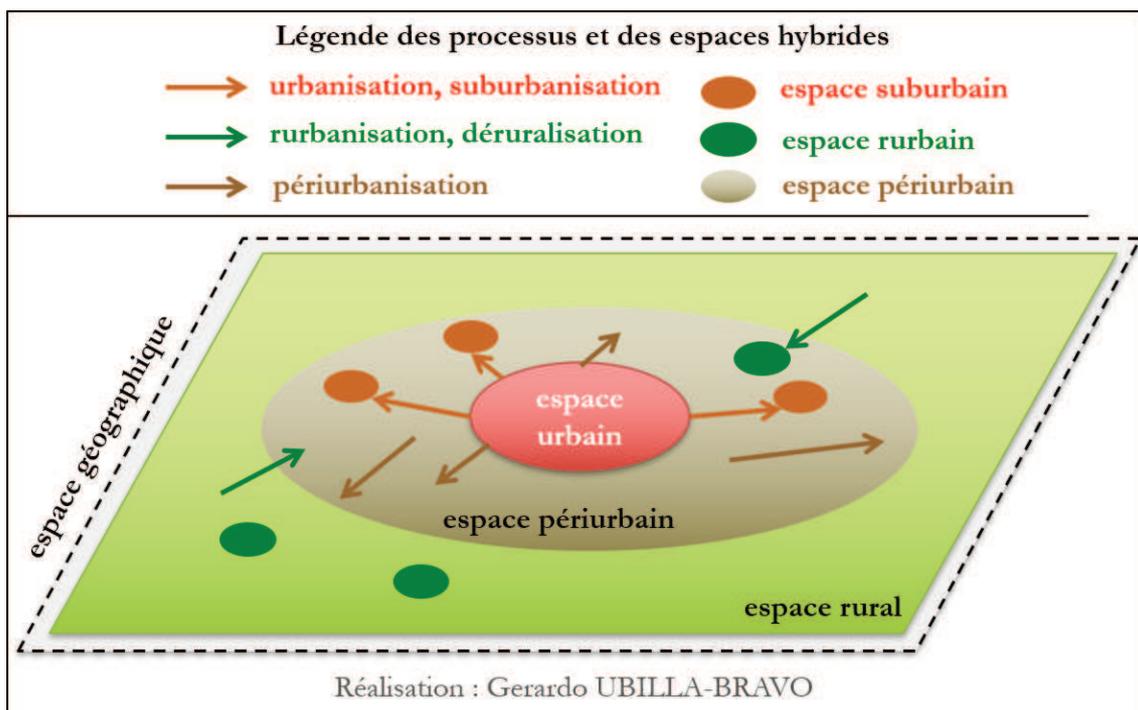
- Suburbanisation : ce processus implique une redistribution à cause de l'exode de la population des espaces urbains vers les alentours. Elle résulte de la combinaison de la migration de la population urbaine vers les aires périurbaines (contiguës à une ville) et rurales. La suburbanisation réorganise l'espace en de nouvelles concentrations ;
- Périurbanisation : ce processus de croissance démographique et d'étalement de l'espace périurbain autour des villes grandes et moyennes est une transformation qui

produit un espace ni urbain, ni rural, mi-urbain, mi-rural⁴³ ;

- Rurbanisation : ce processus est celui de la relocalisation de la population rurale et de migration de la population urbaine ayant de bas revenus vers les espaces rural et périurbain ;
- Déruralisation : ce processus de dépopulation de l'espace rural est dû à l'exode démographique. La déruralisation correspond aussi à la perte d'identité de l'espace rural et d'ancrage entre les habitants et leur territoire.

Le concept de territoire ne se trouve pas dans la Figure 12, il faut remarquer que cette notion peut être appliquée à tous les espaces traditionnels et hybrides. Comme cela a été indiqué précédemment nous nous attachons au regard politique du territoire dans cette thèse car il participe à la construction de plusieurs décisions. Ces arguments sont considérés dans la grille de lecture (cf. chapitre 2) et la grille d'analyse (cf. chapitres 4, 5 et 6) de la gouvernance territoriale.

Figure 12. Diagramme des interactions entre les concepts pour illustrer les phénomènes des espaces traditionnels et hybrides



Il est à noter que ce cadre conceptuel et théorique est la base pour les grilles d'analyse que nous mobilisons dans les chapitres contenant des résultats de cette thèse : la mise en évidence du périurbain comme phénomène spatial au Chili (cf. chapitre 3), le

⁴³ Ce jeu de mots ressemble à la définition du périurbain de Vanier (2003, p. 89) « *mi-ville, mi-campagne, ni ville, ni campagne* ».

périurbain comme produit des décisions qui utilisent des instruments urbains (cf. chapitre 4), la suburbanisation et la rurbanisation comme produit des décisions qui utilisent des instruments ruraux (cf. chapitre 5).

* * *

Chapitre 2. Cadre conceptuel de la gouvernance territoriale

1. Introduction et plan de lecture du cadre conceptuel

Le présent cadre conceptuel considère la gouvernance territoriale comme l'objet principal de recherche. La démarche de la lecture est structurée en quatre étapes explicitées dans les sous-titres. La première partie a pour but de décortiquer la définition de la gouvernance territoriale. Afin d'arriver à cette cible nous envisageons six concepts qui aident à construire et à comprendre la gouvernance territoriale. Le Tableau 8 montre le détail des concepts et la trajectoire à parcourir.

Tableau 8. Lecture du cadre conceptuel du sous-titre 2 : « *concepts construisant la gouvernance territoriale* »

	Catégorie	Concept
Démarche conceptuelle ↓	Concepts liés à la gouvernance territoriale	Acteur / agent
		Système d'action
		Pouvoir
		Institution
		Instrument
	Synthèse conceptuel	Gouvernance territoriale

Réalisation : Gerardo UBILLA-BRAVO.

La troisième partie comprend les caractéristiques du concept et l'état de la littérature concernant la gouvernance territoriale en reposant sur les publications hispanophones les plus proches géographiquement de la recherche de cette thèse, à savoir le Chili en Amérique Latine. La dernière partie de ce chapitre est consacrée à la contribution de l'apprentissage dans le processus de gouvernance territoriale. Nous développons une grille d'analyse pour étudier deux situations d'apprentissage : le processus d'intégration et la construction du langage. Il est à noter que nous parlons toujours de gouvernance « *territoriale* », car la gouvernance à analyser au sein de cette recherche s'insère dans l'espace géographique, où les différents acteurs construisent leur territoire et plus précisément leur espace périurbain (cf. chapitre 1).

2. Concepts construisant la gouvernance territoriale

Comme indiqué précédemment le première sous-titre est consacré à la construction du concept de gouvernance territoriale. Pour cela, nous définissons chacun des concepts : (i) acteur / agent, (ii) système d'action, (iii) pouvoir, (iv) institution et (v) instrument. Ensuite nous développons une synthèse de tous ces concepts qui construisent la gouvernance territoriale.

2.1. Acteur / agent et système d'action

Les acteurs sont le premier élément à considérer dans la gouvernance territoriale. Du point de vue conceptuel, les **acteurs** sont des individus qui ont une subjectivité, une intention et une capacité d'action autonome (Lussault, 2003a). Ceux-ci agissent individuellement et / ou collectivement (Grossman, 2014) et ils peuvent appartenir à des organisations publiques ou privées (Díaz del Olmo, 2015). L'une des caractéristiques centrales des acteurs est leur participation au processus de prise de décision (Grossman, 2014; Reed, 2008). Lorsque les actions de ces acteurs interviennent sur le territoire, on les appelle des acteurs spatiaux (Baud, Bourgeat & Bras, 2013) ou territoriaux (Gumuchian, Grasset, Lajarge & Roux, 2003). Di Méo & Buléon (2005) identifient trois catégories d'acteurs territoriaux. Ils peuvent être endogènes, exogènes au territoire et de transition. Ils indiquent également que les acteurs se présentent et agissent dans une situation donnée (système d'action) et qu'ils ont toujours du pouvoir (Di Méo & Buléon, 2005). Crozier & Friedberg (2014) définissent le **système d'action** comme étant un groupe humain structuré qui (i) coordonne les actions de ses participants à travers des mécanismes et des règles, et (ii) régule la stabilité de ces actions et les relations entre les acteurs. Le système où ces acteurs interagissent peut être formel et / ou informel (Holmes, Miller, Hitt, & Salmador, 2013). Dans cette recherche, nous nous concentrons sur le type de relations dans un environnement formel, où les notions de pouvoir et d'institution sont primordiales afin de comprendre la gouvernance.

En ce qui concerne l'utilisation du concept d'acteur, nous réfléchissons également à la question suivante : pourquoi est-il préférable d'utiliser le concept d'acteur plutôt que celui d'agent ? Selon Giddens (2006), les **agents** sont des personnes ou des organisations qui se développent dans le cadre de structures sociales et qui répondent aux possibilités que ces structures leurs offrent. D'après Bourdieu (2000) et Touraine (2002) l'agent développe des pratiques en fonction des structures, mais le concept d'acteur étend les limites d'action des personnes et des organisations au-delà des structures (Fernández, 2003). Par conséquent, le concept d'acteur s'applique mieux à la présente recherche

puisque les acteurs changent la tendance des structures, comme le montrent les trois dernières relations de pouvoir que nous analysons dans le chapitre 6 : l'auto-exclusion, l'opposition et le rejet.

2.2. Pouvoir

D'un point de vue philosophique, Painter (2015) commence sa réflexion en se demandant qu'est-ce que le **pouvoir**. De cette façon, il se demande si c'est une idée, une substance, une chose, une relation, une qualité (Painter, 2015). Si on ne l'utilise pas, existe-t-il ? Et si le pouvoir implique seulement une force négative ou est-ce aussi positif ? (Painter, 2015). Dans le cadre de la présente recherche, nous considérons que le pouvoir est une relation entre deux ou plusieurs acteurs en interaction, qui peuvent être symétriques ou asymétriques comme l'indiquent Raffestin & Barampama (2004). En outre, il existe d'autres approches où le pouvoir est mis en avant comme processus relationnel (Sánchez, 1981, 1992) dans lequel une personne ou un groupe impose un ordre et un autre groupe de personnes doit y obéir (Weber, 2002). Quant à la dynamique du pouvoir, celle-ci fonctionne grâce à une organisation réticulaire ou de réseau (Ávila, 2006), et pas de façon individuelle (Foucault, 1979). Gallaher (2009) affirme que le pouvoir se présente sous la forme d'une hiérarchie. L'intérêt du concept de pouvoir pour la géographie se centre sur sa manifestation spatiale, ce qui répond à la question de savoir pourquoi sa localisation. De cette manière, les relations de pouvoir ont une expression spatiale car c'est là qu'elles se matérialisent (Sánchez, 1992).

Michel Foucault est un auteur qui a développé une approche et une vision large du pouvoir (Ávila-Fuenmayor, 2007). Foucault (1988) affirme que le pouvoir n'est pas seulement une relation, mais un mode d'action, de domination des uns sur les autres. L'un des axes développés que nous considérons dans ce travail sont deux catégories de pouvoir. Premièrement, le multi-pouvoir considère que : (i) le pouvoir n'a pas un seul type ou catégorie, il n'est pas global, (ii) dans la société, il existe de multiples relations d'autorité situées entre différents acteurs et (iii) le pouvoir n'est pas exclusif du gouvernement ou de l'État (Foucault, 1999). Ces arguments sont mis en relief par Ávila Fuenmayor & Ávila Montaña (2010). La seconde catégorie que nous considérons est le sub-pouvoir où on reconnaît un ensemble de petits pouvoirs et d'institutions situées à un niveau inférieur (Foucault, 1992). Il est à noter que l'analyse du pouvoir dépendra du contexte social et historique (Foucault, 1979). Une grille pour analyser le pouvoir repose sur deux types de relations : (i) l'oppression contractuelle légale (légitimité) et (ii) la domination-répression de type social (soumission) (Ávila-Fuenmayor, 2007). Dans le cadre de cette recherche nous utilisons le deuxième en considérant que le niveau national impose des décisions au niveau régional et au niveau local.

2.3. Institution

Une façon de contrôler et de diriger le pouvoir se réalise à travers les **institutions**. Nous commençons en les définissant et en remarquant leur importance pour cette recherche et ensuite nous ajoutons certains arguments par rapport à la théorie institutionnelle et aux interactions entre des acteurs et des institutions.

North (1991) indique que les institutions ont été créées par des êtres humains pour créer de l'ordre, établir des structures (politiques, économiques et sociales) et réduire l'incertitude. Voss (2015) complète ces idées en indiquant que les institutions conduisent à une routine régulière et stable entre les interactions humaines. Lussault (2003b) souligne deux caractéristiques des institutions, à savoir la légitimité et la rigidité. Ces deux éléments sont importants à retenir car les acteurs obéissent et agissent en faisant confiance aux institutions. Il est à noter que le concept d'institution est central pour cette thèse car nous analysons un instrument qui a été défini et financé par l'institution publique, à savoir le *Ministerio de Vivienda y Urbanismo* (Ministère du Logement et d'Urbanisme du Chili).

Dans la théorie institutionnelle, les institutions sont un système de règles et / ou de normes socialement construites qui produisent des routines (Jepesson, 2010). Cette théorie a mis l'accent sur les effets de l'institutionnalisation et le comportement homogène des organisations à travers ces routines (DiMaggio & Powell, 2000). Cependant, dans les années 1980, commence à se produire un changement dans l'approche des recherches, où on observe une transformation endogène des environnements institutionnels (DiMaggio, 1988 ; Fligstein, 1997). Dans le même sens, certains auteurs (Anderson & Hill, 2004 ; Battilana, Leca & Boxenbaum, 2009) suggèrent que certains acteurs agissent pour favoriser leurs propres intérêts et pour le réaliser, ils créent et / ou ils modifient des règles déjà établies par les institutions. Les instruments ont une relation directe avec les institutions.

2.4. Instrument

Dans cette thèse, nous portons un regard particulier aux relations de pouvoir des acteurs institutionnels, sociaux et privés sur la base d'un **instrument**⁴⁴. Nous nous intéressons aux instruments pour l'analyse de la gouvernance territoriale car ils permettent d'étudier l'action collective des acteurs (Aggeri & Labatut, 2010). De cette façon, nous définissons l'instrument comme un objet abstrait structurant (i) le

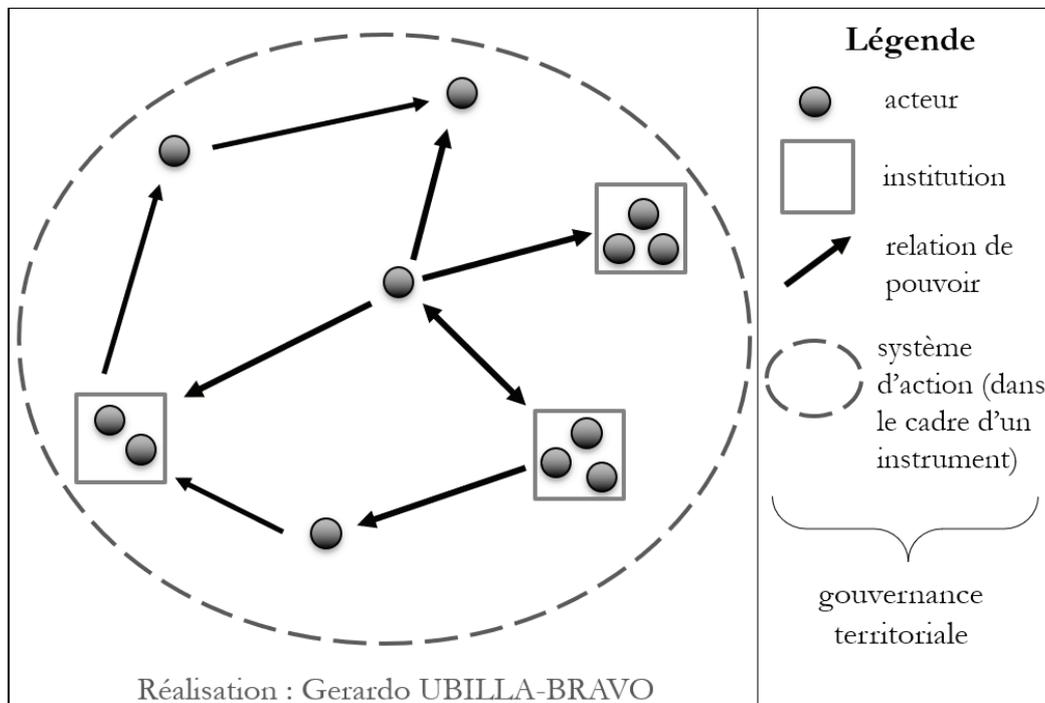
⁴⁴ Le principal instrument à analyser au sein de cette thèse s'appelle : « *Plan Regulador Comunal* ». L'analyse se centre dans le chapitre 6 (relation de pouvoir) et le chapitre 7 (apprentissage collectif).

comportement dans des situations (Berry, 1983) et (ii) les relations entre acteurs (Dupuis, 2015). Il est aussi un support dans la mobilisation des actions d'une institution (Berry, 1983). D'après Berry (1983), les fonctions d'un instrument sont les suivantes : réduire la complexité et les incertitudes, réguler les relations sociales et maintenir la cohérence d'un système. Pour Lascoumes & Le Galès (2014), les instruments sont destinés à résoudre les problèmes de société, ils construisent l'espace sociopolitique de l'action publique et ils organisent les relations entre les acteurs politiques et le reste de la société. Nous soulignons également que l'utilisation et les effets des instruments ne sont pas neutres (Lascoumes & Le Galès, 2005, 2014) car ils dépendent des critères utilisés et de l'éthique des groupes politiques et techniques. Les instruments sont donc au service du pouvoir (Berry, 1983) et ils permettent de mener le processus décisionnel associé à des objectifs prédéfinis.

2.5. Synthèse conceptuelle : la gouvernance territoriale

La dernière notion que nous décrivons dans cette démarche conceptuelle est la **gouvernance territoriale**, notion centrale pour cette thèse. Dans la Figure 13, nous illustrons où se situent tous les concepts précédemment repérés et comment ils sont liés dans l'ensemble de la gouvernance territoriale. Il est à noter que dans cette recherche, le périurbain est l'espace géographique où se déroule cette gouvernance territoriale.

Figure 13. Schéma des concepts constituant la gouvernance territoriale*



* Note de la figure : certains acteurs n'appartiennent pas forcément à une ou plusieurs institutions et ils agissent de façon particulière.

Nous comprendrons la gouvernance territoriale comme un « *processus dynamique de coordination entre des acteurs publics et privés aux identités multiples et aux ressources asymétriques autour d'enjeux territorialisés* » (Rey-Valette et al., 2011, p. 39). Il convient de noter que cette notion est pertinente pour notre recherche car elle inclut tous les concepts décrits ci-dessus comme cela est observé dans la Figure 13. Nous nous rattachons aux idées de Rey-Valette et al. (2014) qui soulignent que cette notion est un cadre d'analyse permettant de mieux comprendre les interactions (**système d'action**) et les relations de **pouvoir** entre les **acteurs** publics (**institutionnels**) et privés dans l'utilisation d'un **instrument**. L'étude de la gouvernance territoriale présente un défi encore plus grand si on l'examine dans des zones connaissant des changements rapides telles que les aires périurbaines (Laurens, 2003; Loudiyi, 2008).

Il faut donc continuer à comprendre les caractéristiques de la gouvernance territoriale et l'état de la recherche particulièrement dans la littérature hispanophone en raison de la localisation de la recherche de cette thèse au Chili.

3. État de la littérature hispanophone sur la gouvernance territoriale

Ce titre est divisé en trois parties. Premièrement, la grille d'analyse aide le lecteur à comprendre le choix des publications analysées. Cela sert à développer les deux points suivants, à savoir les caractéristiques et l'état de la recherche. Deuxièmement, nous décortiquons les concepts de gouvernance territoriale établis par des auteurs hispanophones en compilant les caractéristiques de cette notion. Enfin nous développons un résumé de chaque publication en rendant compte de l'état de la littérature scientifique concernant la gouvernance territoriale.

3.1. Grille d'analyse des publications hispanophones sur la gouvernance territoriale

La grille d'analyse pour l'identification des caractéristiques de la gouvernance territoriale consiste à définir des critères de sélection, basés sur une révision bibliographique. De cette façon, les critères sont les suivants :

- (i) la **langue** et la **portée territoriale**. Nous considérons dans le cadre de ce travail, la langue espagnole (hispanophone) en Amérique latine et en Espagne⁴⁵ ;

⁴⁵ Cf. le chapitre « *Introduction générale de la thèse* » où nous soulignons la grande quantité de publications sur ce sujet.

- (ii) le **type de document**. Le choix correspond aux articles de revues scientifiques, chapitres d’ouvrage, communications et rapports de recherche ;
- (iii) la **rigueur des revues**. Nous avons choisi pour cela trois sites Web qui indexent la littérature scientifique : www.scielo.org, www.redalyc.org et <https://dialnet.unirioja.es>. Les articles sont révisés par des pairs évaluateurs ;
- (iv) la **révision des documents** qui mentionnent le mot « *gobernanza territorial* » (en espagnol) dans le titre et / ou le résumé et / ou les mots-clés ;
- (v) l’application du **faux positif**. Chaque document répondant au critère « (iv) » est évalué et sera écarté si son contenu n’est pas lié à une analyse de cas ou de révision conceptuelle de la gouvernance territoriale.

3.2. Caractéristiques du concept de gouvernance territoriale : un panorama hispanophone

Dans ce sous-titre nous rendons compte des caractéristiques de la gouvernance territoriale identifiées dans des publications hispanophones. Nous commençons par montrer les onze caractéristiques en s’appuyant sur le Tableau 9. Ensuite nous prenons en compte le nombre ou la fréquence statistique des auteurs liés aux concepts (voir la Figure 14). Enfin, dans le Tableau 10 nous apercevons le détail de chaque catégorie de caractéristiques d’après l’auteur correspondant.

Grâce à la grille mentionnée dans le sous-titre 3.1 et à ses cinq critères, nous avons choisi 44 publications hispanophones qui analysent et révisent le concept de la gouvernance territoriale. Elles nous aident à identifier les onze caractéristiques de ce concept à partir d’une analyse bibliométrique sur la lecture détaillée des définitions de la gouvernance de chacun de ces 44 publications. Il faut remarquer que les approches conceptuelles provenant d’autres auteurs externes à cette liste ne sont pas considérées.

Nous observons dans le Tableau 9, les onze caractéristiques qui ont émergées des définitions des publications hispanophones identifiées par une lettre⁴⁶ aidant à la lecture du Tableau 10.

Tableau 9. Caractéristiques de la gouvernance territoriale d’après les publications scientifiques hispanophones identifiées

Lettre	Caractéristiques (originales en espagnol)	Caractéristiques (traduction en français)
A	participativa / colectiva	participatif / collectif

⁴⁶ Voir la première colonne du Tableau 9.

Lettre	Caractéristiques (originales en espagnol)	Caractéristiques (traduction en français)
B	nueva forma o sistema o enfoque / cambio	nouvelle forme ou système ou approche / changement
C	acuerdos / consenso / visión común	accords / consensus / vision commune
D	multi escala o nivel	multi échelle ou niveau
E	cooperación / coordinación / diálogo / colaboración / compartir	coopération / coordination / dialogue / collaboration / partage
F	polisémico	polysémique
G	proceso	processus
H	organización / institución	organisation / institution
I	resolución conflicto o problema	conflit ou résolution de problème
J	democracia o democrática	démocratie ou démocratique
K	toma de decisión	prise de décision

Réalisation : Gerardo UBILLA-BRAVO.

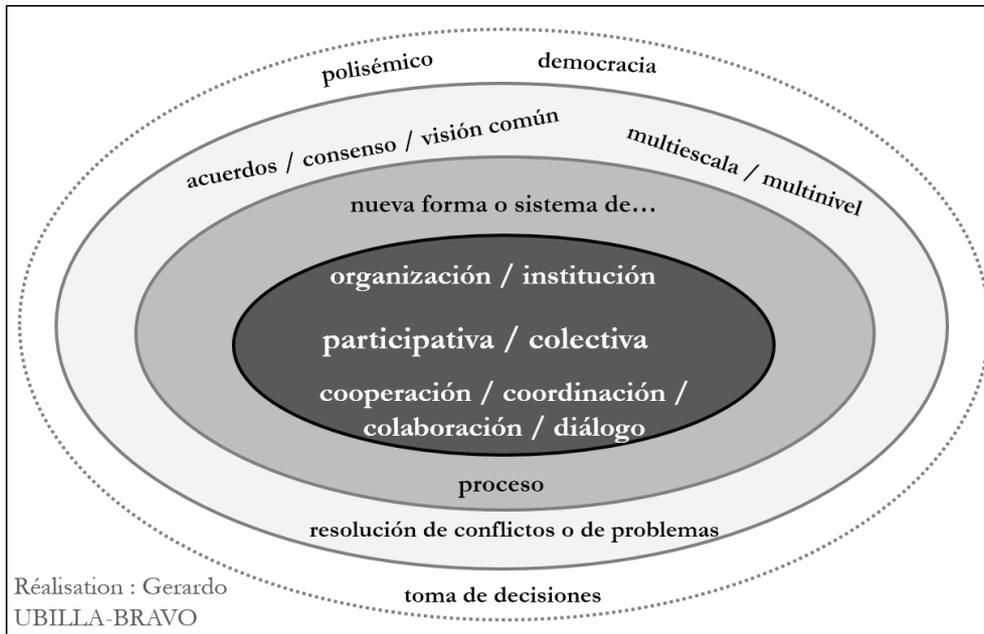
A partir de l'analyse bibliométrique sur la lecture détaillée des définitions de la gouvernance de chacune de ces 44 publications, nous définissons quatre niveaux qui hiérarchisent les onze caractéristiques du concept de gouvernance territoriale dans la littérature scientifique hispanophone. Nous délimitons chaque niveau en prenant en compte le nombre ou la fréquence statistique des auteurs liés aux concepts. Le premier niveau comprend vingt auteurs ou plus, le second entre treize et dix-neuf auteurs, le troisième entre huit et douze auteurs et le dernier a moins de sept auteurs. Le détail du total se trouve à la fin du Tableau 10.

La Figure 14 montre un schéma d'anneaux concentriques, réalisé à partir de la synthèse de ces caractéristiques. On y trouve les onze caractéristiques de la gouvernance territoriale divisées en quatre niveaux :

- Dans le premier niveau (anneau au centre de l'image), nous observons que la plupart des auteurs utilisent les mots « *participativa / colectiva* », « *organización / institución* » ainsi que « *cooperación / coordinación / colaboración / diálogo* », pour les associer à la gouvernance territoriale.
- Le deuxième niveau comporte les termes de « *nueva forma o sistema de [gobierno]* » et de « *proceso* ».
- Ensuite dans le troisième niveau trois caractéristiques ressortent « *multiescala / multinivel* », « *acuerdos / consenso / visión común* », et « *resolución de conflictos o de problemas* ».
- Dans le dernier niveau (vers la périphérie) nous apercevons les caractéristiques de

« *democracia* », « *polisémico* » et « *toma de decisiones* ».

Figure 14. Principales caractéristiques de la gouvernance territoriale (en espagnol) en reposant sur la base des publications scientifiques hispanophones



Le Tableau 9 contient des lettres et des caractéristiques qui servent de légende et sont un moyen de comprendre les colonnes du Tableau 10 où nous apercevons le détail de chaque catégorie de caractéristiques d’après l’auteur correspondant. Nous remarquons que trois groupes d’auteurs (Romero & Farinós Dasí, 2011 ; Rosas-Ferrusca, Calderón-Maya & Campos-Alanís, 2012 ; Salas-Bourgoin, 2019) ont mobilisé la plus grande quantité de caractéristiques avec un total de huit. Les quatre groupes suivants d’auteurs (Arias Arbeláez & Vargas, 2010 ; Jorquera Beas, 2011 ; Natera Peral, 2004 ; Torres Salcido & Ramos Chávez, 2008) contribuent avec sept caractéristiques.

Tableau 10. Caractéristiques de la gouvernance territoriale d’après les auteurs de publications scientifiques hispanophones*

Auteur	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K
(Abad, 2010)	X	X		X	X		X	X			
(Abad Aragón, 2014)	X		X	X	X		X				
(Aguilar Villanueva, 2007)	X	X					X	X	X		
(Arias Arbeláez & Vargas, 2010)	X		X		X	X	X	X	X		
(Beltrán Mora et al., 2011)			X		X			X			
(Benitez Morales, Campos Urribarri & Vidal Gandul, 2015)											
(Casellas, Pujol, Martín & Pallarès-Blanch, 2013)	X										

Auteur	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K
(CE, 2001)	X						X				
(Cerdá Bertomeu, 2018)											
(Cervantes Robles, Zayas Berreras & Arámbula, 2018)	X										
(Chia, Rey-Valette et al., 2016)	X						X	X			
(Chia, Vitry & Negrete, 2016)											
(Conejero Paz, 2005)		X			X			X		X	
(Cruz, 2008)		X			X			X			
(Dallabrida, 2003)	X				X		X	X			
(Delamaza & Thayer, 2016)	X							X			
(Diez, 2014)					X						
(Echebarría, 2004)											
(Farinós Dasí, 2008)	X	X		X		X	X	X			
(Farinós Dasí, 2015)							X		X		
(Farinós Dasí & Romero, 2008)		X									
(Fernández Tabales, Mercado Alonso, Villar Lama, Estévez & Victoria, 2015)	X									X	
(Figuroa & Chia, 2016)	X				X				X		X
(Freitas Caetano & del Canto Fresno, 2014)	X		X		X		X	X			X
(Glückler, Rehner & Handke, 2019)					X	X		X			
(González Medina, 2013)											
(Hildenbrand, 2019)	X				X					X	
(Jorquera Beas, 2011)		X	X	X	X			X	X		X
(Lasa López, 2013)											
(Lozano Valencia, Latasa Zaballos & Ruiz Vaqueriza, 2015)	X	X		X	X		X		X		
(Martínez & Espejel, 2015)		X		X			X	X			
(Mayorga & Córdova, 2007)											
(Molina Betancur, López De Mesa & Montes Hincapié, 2015)			X		X			X			
(Natera Peral, 2004)	X	X			X		X	X		X	X
(Orduz Rodríguez & Pineda Duque, 2019)	X			X	X						
(Parrado Diez, 2004)	X		X						X		
(Romero & Farinós Dasí, 2011)	X	X		X	X	X	X	X		X	
(Rosas-Ferrusca, Calderón-Maya & Campos-Alanís, 2012)	X	X		X	X		X	X	X		X
(Salas-Bourgoin, 2019)	X	X	X	X	X		X	X			X
(Serna de la Garza, 2010)	X	X			X			X	X		
(Torres Salcido & Ramos Chávez, 2008)	X	X		X	X		X	X			X

Auteur	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K
(Ubilla-Bravo, 2018)											
(Valdivieso, 2017)											
(Zurbriggen, 2011)	X	X			X		X	X			
TOTAL	25	16	8	11	23	4	18	22	10	4	7

Réalisation : Gerardo UBILLA-BRAVO.

*Note du tableau : le Tableau 9 contient la légende aidant à comprendre les colonnes.

Les caractéristiques les plus importantes tirés de ces 44 publications sont : « *participative / collective* », « *organisationnelle / institutionnelle* » et « *coopération / coordination* ». Nous considérons ces caractéristiques comme des éléments clés à retenir pour cette thèse et nous les utiliserons dans les chapitres 6 et 7.

3.3. État de la recherche de la gouvernance territoriale : panorama hispanophone

Comme indiqué dans l'introduction du titre 3, la « *Grille d'analyse des publications* » correspond aux critères utilisés pour le choix des publications. Cela débouche sur deux points d'analyse. Le point précédent, c'est-à-dire le sous-titre 3.2 aborde les caractéristiques de la gouvernance territoriale afin de mieux la comprendre. Ce sous-titre traite l'état de la recherche en utilisant les recherches développées dans le monde hispanophone.

En prenant compte tous les critères indiqués au sous-titre 3.1 « *Grille d'analyse des publications* », nous considérons les 44 publications que nous avons décortiquées afin d'obtenir les principales caractéristiques de la gouvernance territoriale. Nous développons par la suite un état de la recherche des recherches hispanophones. Afin de faciliter la lecture, nous proposons pour chaque référence une grille comportant : l(es) auteur(s) et l'année de la publication, un résumé en faisant ressortir l'objectif de celle-ci, le type de recherche et le terrain d'étude. L'ensemble des détails de ces recherches se trouve dans le Tableau 11.

Tableau 11. État de la recherche concernant la gouvernance territoriale dans la littérature scientifique hispanophone

Auteur, année	Résumé de la recherche	Type de recherche	Terrain d'étude
(Abad, 2010)	Révision du concept de gouvernance et proposition de l'évolution des modèles de gouvernance de 1970 à 2000.	Révision conceptuelle - historique.	-
(Abad Aragón, 2014)	Analyse des nouvelles structures de gouvernance dans les espaces périurbains d'une ville espagnole,	Analyse de cas local.	Las Vegas, Espagne.

Auteur, année	Résumé de la recherche	Type de recherche	Terrain d'étude
	notamment celle des groupes de développement local liée aux projets LEADER.		
(Aguilar Villanueva, 2007)	Parcours sur les concepts de gouvernement, gouvernabilité et gouvernance et leurs relations avec la nouvelle gestion publique.	Révision conceptuelle.	-
(Arias Arbeláez & Vargas, 2010)	Analyse de la politique nationale d'aménagement du territoire municipal en proposant un modèle de gouvernance territoriale.	Analyse de cas national.	La Colombie.
(Beltrán Mora et al., 2011)	Examen et mise en relation des concepts : développement, territoire et gouvernance en valorisant la gouvernance comme outil pour la construction sociale et participative des territoires.	Révision conceptuelle.	-
(Benitez Morales et al., 2015)	Description d'un processus de gouvernance locale qui développe un protocole de responsabilité sociale territoriale.	Analyse de cas local.	Alcalá de Guadaíra, Espagne.
(Casellas, Pujol, Martín & Pallarès-Blanch, 2013)	Analyse de la participation locale des femmes dans les zones rurales au cadre de la gouvernance. Identification des facteurs dans les décisions politiques de leur communauté pour six territoires.	Analyse de cas local.	Territoires de la Catalogne, Espagne.
(CE, 2001)	Proposition au niveau de l'Union Européenne de quatre changements (augmentation de la participation, amélioration des politiques et des normes, réflexion autour la gouvernance mondiale et collaboration des institutions) et de cinq principes à considérer (ouverture, participation, responsabilité, efficacité et cohérence).	Proposition stratégique.	L'Union Européenne.
(Cerdá Bertomeu, 2018)	Réflexion autour du concept de « <i>marque destin</i> » et son succès grâce à l'application de la gouvernance territoriale comme système d'articulation d'acteurs.	Révision conceptuelle.	-
(Cervantes Robles, Zayas Berreras & Arámbula, 2018)	Révision du concept de gouvernance territoriale en analysant son rôle dans le développement économique local.	Révision conceptuelle.	-

Auteur, année	Résumé de la recherche	Type de recherche	Terrain d'étude
(Chia, Rey-Valette et al., 2016)	Proposition d'une structure et d'une grille d'analyse pour la gouvernance territoriale. La publication est une traduction en espagnol d'un article antérieurement publié en français ⁴⁷ .	Proposition méthodologique.	-
(Chia, Vitry & Negrete, 2016)	Description de l'instrument PREMVAL et du processus de participation des acteurs locaux et régionaux.	Analyse de cas local.	Quilpué, Chili.
(Conejero Paz, 2005)	Discussion autour des défis des gouvernements locaux face à différents éléments contextuels (par exemple la mondialisation) en considérant la gouvernance locale et la démocratie participative.	Révision conceptuelle - historique.	-
(Cruz, 2008)	Mise en relation de la gouvernance territoriale avec les conflits. La gouvernance doit être une réponse à la question de la réduction des conflits territoriaux.	Révision conceptuelle.	-
(Dallabrida, 2003)	Interrelation entre gouvernance territoriale, planification et développement. La planification est un instrument pour la gouvernance territoriale et le développement est l'objectif.	Révision conceptuelle.	-
(Delamaza & Thayer, 2016)	Analyse des perceptions politiques et du processus de participation dans le cadre de la gouvernance des territoires.	Analyse de cas interrégional.	Trois régions du sud du Chili.
(Diez, 2014)	Description de la création et de la démarche des politiques d'un conseil pour la production locale. On montre les forces et les faiblesses du processus de gouvernance.	Analyse de cas local.	Coronel Suárez, province de Buenos Aires, Argentine.
(Echebarría, 2004)	Proposition de critères, étapes et catégories d'indicateurs afin de mesurer les processus de gouvernabilité et de gouvernance.	Proposition méthodologique.	-
(Farinós Dasí, 2008)	Analyse des forces et des limites de la gouvernance territoriale en Espagne.	Analyse de cas national.	L'Espagne.

⁴⁷ Il est à noter que l'auteur de cette thèse a évalué cet article selon la demande du comité éditorial de la *Revista Geográfica de Valparaíso* en 2016.

Auteur, année	Résumé de la recherche	Type de recherche	Terrain d'étude
	On trouve le manque de pratiques positives autour de la coopération et la coordination.		
(Farinós Dasí, 2015)	Révision du concept gouvernance territoriale en indiquant des caractéristiques et le mettant en relation avec la notion d'aménagement du territoire.	Révision conceptuelle.	-
(Farinós Dasí & Romero, 2008)	Introduction d'un numéro spécial de gouvernance territoriale pour une revue espagnole. Brève révision conceptuelle et résumé des articles présentés.	Révision conceptuelle – introductive.	-
(Fernández Tabales, Mercado Alonso, Villar Lama, Estévez & Victoria, 2015)	Analyse des pratiques de gouvernance territoriale locale autour des espaces touristiques côtiers sous pression immobilière. On prend conscience de l'incapacité des instruments de planification à répondre. Proposition de cinq types de gouvernance territoriale : i) pas de gouvernance (<i>top-down</i>), ii) gouvernance superficielle (conditionnée par les élus), iii) gouvernance déformée (manipulation de la légitimité), iv) gouvernance incomplète (réussite de la participation mais sans l'approbation du plan local), v) gouvernance en essor (<i>empowerment</i> local).	Analyse de cas local.	Cadiz, Espagne.
(Figueroa & Chia, 2016)	Introduction d'un numéro spécial sur la gouvernance territoriale, conflits et apprentissages pour une revue chilienne. Brève révision conceptuelle et résumé des articles présentés.	Révision conceptuelle – introductive.	-
(Freitas Caetano & del Canto Fresno, 2014)	Examen sur le rôle des réseaux socio-institutionnels qui développent trois zones d'appellation d'origine protégées.	Analyse de cas local.	Méntrida, Mondéjar et Uclés, Espagne.
(Glückler, Rehner & Handke, 2019)	Introduction éditoriale sur la gouvernance, les réseaux et le territoire pour une revue chilienne. Brève révision conceptuelle.	Révision conceptuelle – introductive.	-
(González Medina, 2013)	Esquisse du processus de la planification stratégique pour créer	Analyse de cas métropolitain.	Barcelona, Espagne.

Auteur, année	Résumé de la recherche	Type de recherche	Terrain d'étude
(Hildenbrand, 2019)	l'institution de l'aire métropolitaine de Barcelona. Analyse de la gouvernance et de la planification territoriale des aires métropolitaines en Allemagne. Les indicateurs sont la création d'institution métropolitaine, les compétences et attributions (<i>hard governance</i>) ; la coopération, les réseaux communautaires et stratégies informelles (<i>soft governance</i>).	Analyse de cas métropolitain.	Six aires métropolitaines, Allemagne.
(Jorquera Beas, 2011)	Synthèse de la discussion concernant la gouvernance territoriale et les implications pour le développement local.	Révision conceptuelle.	-
(Lasa López, 2013)	Analyse du rapport et de l'impact des politiques économiques de l'Union Européenne sur les articulations de pouvoir de la gouvernance des territoires.	Analyse de cas nationale.	L'Espagne.
(Lozano Valencia, Latasa Zaballos & Ruiz Vaqueriza, 2015)	Diagnostic du niveau de la coordination et de la participation des acteurs de la gouvernance au sein des plans d'aménagement du territoire.	Analyse de cas régional.	Pays Basque, Espagne.
(Martínez & Espejel, 2015)	C'est un article de révision bibliographique (synthèse) sur la gouvernance dans des publications concernant le Mexique entre 1995 et 2012. En outre il propose une classification des articles selon trois catégories : l'échelle géographique, les processus à étudier et les instruments d'action publique.	Révision de cas.	Le Mexique.
(Mayorga & Córdova, 2007)	Réflexions autour des concepts de gouvernabilité et de gouvernance en identifiant les différences et les ressemblances.	Révision conceptuelle.	-
(Molina Betancur et al., 2015)	Analyse concernant la gouvernance dans un district scientifique et technologique. On observe l'intégration dans la participation des acteurs autour du sujet de la science.	Analyse de cas local.	Medellin, Colombie.
(Natera Peral, 2004)	Réflexion autour des structures et des problèmes de la gouvernance et son	Révision conceptuelle.	-

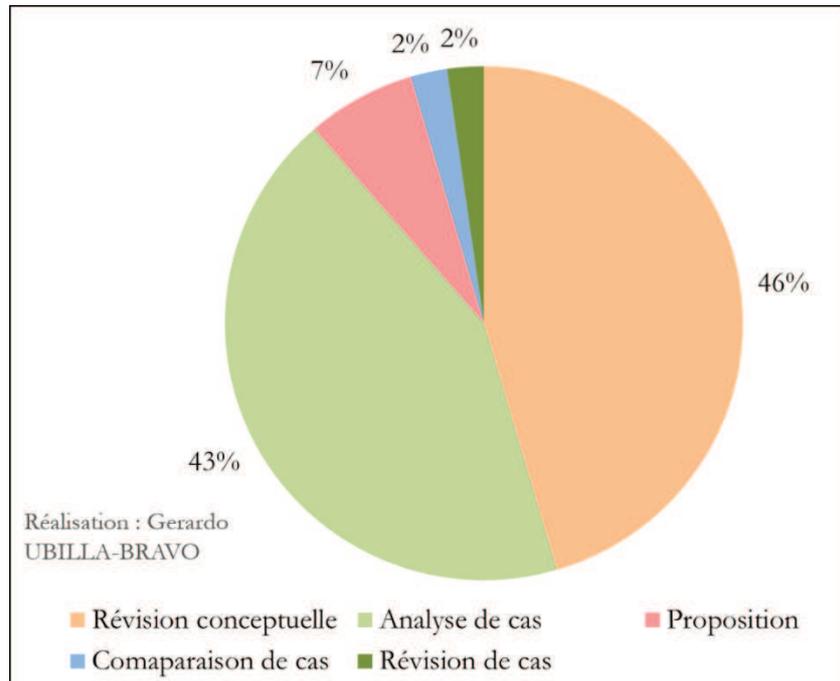
Auteur, année	Résumé de la recherche	Type de recherche	Terrain d'étude
	analyse comme un outil de gestion de réseaux.		
(Orduz Rodríguez & Pineda Duque, 2019)	Analyse de la politique nationale de l'enfance et de l'adolescence en considérant les catégories de gouvernance suivantes : i) processus de direction, ii) interaction entre acteurs multiniveaux, iii) structure institutionnelle, iv) capacité technique du gouvernement et v) reddition de comptes.	Analyse de cas national.	La Colombie.
(Parrado Díez, 2004)	Comparaison des modes de gouvernance dans les bassins hydrographiques de deux pays en considérant la diversité d'acteurs, la participation, la transparence et les conflits.	Comparaison de cas internationaux	Le Mexique et l'Espagne.
(Romero & Farinós Dasí, 2011)	Evaluation de la gouvernance territoriale reposant sur trois dimensions : i) coordination verticale multiniveau, ii) relations horizontales et iii) participation des habitants.	Analyse d'un cas national.	L'Espagne.
(Rosas-Ferrusca, Calderón-Maya & Campos-Alanís, 2012)	Discussion autour des approches conceptuelles de la gouvernance territoriale en comprenant plusieurs périodes et organisées dans les sections : i) relation entre gouvernance et gouvernement, ii) approches de gouvernance liée à la nouvelle gestion publique et iii) le lien entre gestion urbaine et action publique urbaine.	Révision conceptuelle - historique.	-
(Salas-Bourgoin, 2019)	Examen et mise en relation des concepts : gouvernement, développement territorial et gouvernance. On valorise la gouvernance territoriale comme le mode utilisé pour construire le développement.	Révision conceptuelle.	-
(Serna de la Garza, 2010)	Réflexions autour des concepts de gouvernabilité et gouvernance, ainsi que la transition de la nouvelle gestion publique.	Révision conceptuelle.	-
(Torres Salcido & Ramos Chávez, 2008)	Révision critique du concept de gouvernance territoriale. On indique	Révision conceptuelle.	-

Auteur, année	Résumé de la recherche	Type de recherche	Terrain d'étude
	que la qualité des institutions et la décentralisation peuvent aider à améliorer la gouvernance.		
(Ubilla-Bravo, 2018)	Analyse de la construction de la gouvernance territoriale à l'aide des instruments stratégiques du système régional de planification entre les institutions régionales et communales.	Analyse de cas régional.	Région Métropolitaine de Santiago, Chili.
(Valdivieso, 2017)	Analyse empirique des composants de gouvernance sur la gestion environnementale et des risques naturels. La grille d'analyse comporte i) la prise de décision, ii) les relations de pouvoir, iii) la structure des organisations et iv) les interventions de la population locale.	Analyse de cas local.	Deux communes au Chili.
(Zurbriggen, 2011)	Révision de la notion de gouvernance territoriale et sa mise en œuvre dans trois domaines centraux des réformes de l'État en Amérique Latine : la privatisation des services publics, les nouvelles offres de politiques sociales et les processus de décentralisation.	Révision conceptuelle.	Amérique Latine.

Réalisation : Gerardo UBILLA-BRAVO.

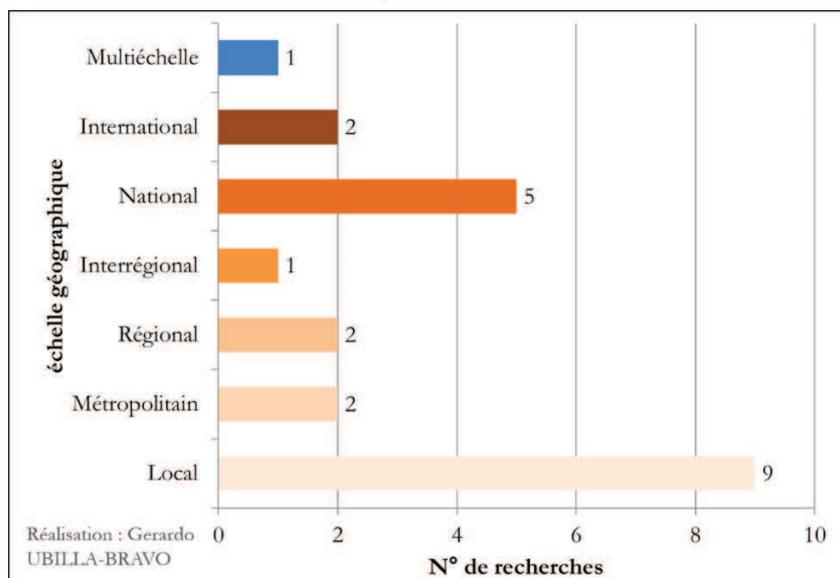
En guise de synthèse des catégories présentées dans le Tableau 11, nous proposons une analyse bibliométrique des 44 publications citées. Du point de vue du type de recherche (voir Figure 15), la plupart des publications correspond aux révisions conceptuelles (46 %) et à l'analyse de cas (43 %), l'addition de ces deux types représente 89 % du total de l'échantillon. Nous avons trouvé aussi des propositions (stratégiques et méthodologiques) (CE, 2001 ; Chia et al., 2016 ; Echebarría, 2004), des comparaisons de cas (Parrado Díez, 2004) et des révisions de cas (Martínez & Espejel, 2015).

Figure 15. Proportion des publications hispanophones selon les types de recherche sur la gouvernance territoriale



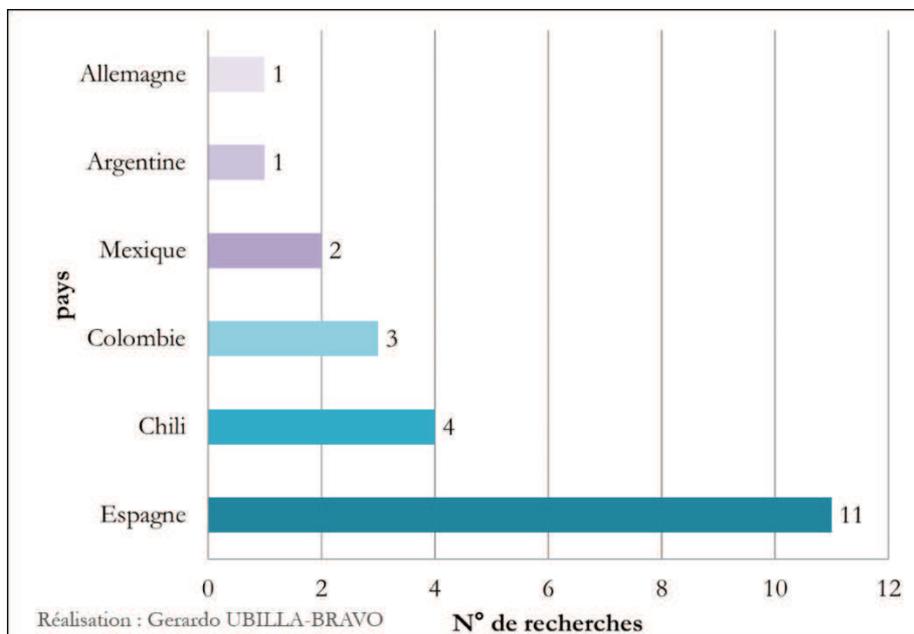
Nous envisageons deux catégories au sein des recherches concernant les analyses de cas. La première est l'échelle géographique (voir Figure 16), où nous apercevons six niveaux (depuis le local jusqu'à l'international) et un niveau multiéchelle (Martínez & Espejel, 2015). La plupart des analyses de cas se rapporte à l'échelle locale (41 %) et le niveau national ressort aussi avec 23 %.

Figure 16. Proportion des publications hispanophones selon l'échelle géographique de la recherche en gouvernance territoriale



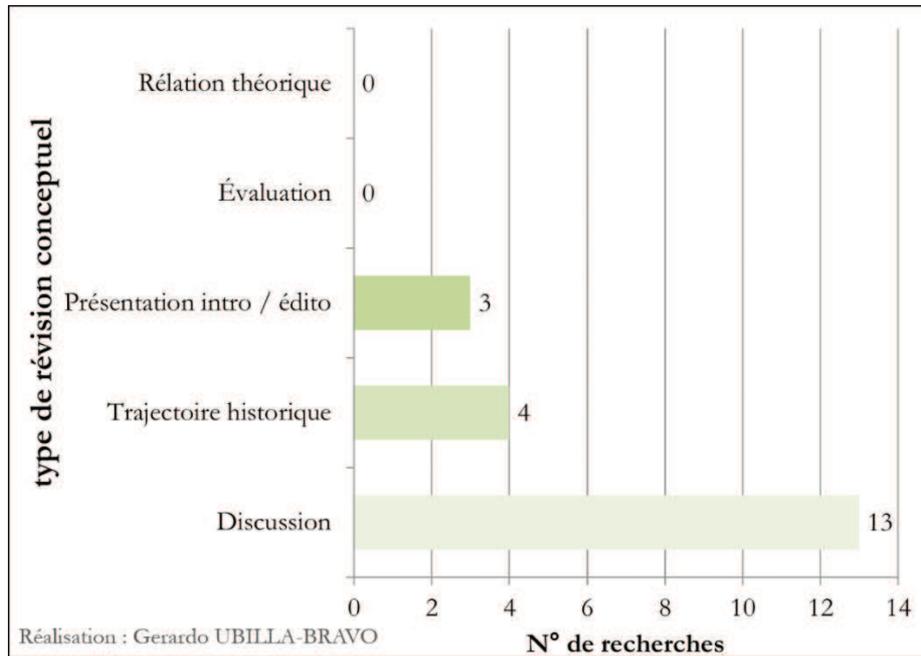
La deuxième catégorie correspond aux pays où se trouvent les cas analysés (voir Figure 17). Nous soulignons la concentration des recherches sur le territoire de l'Espagne avec 50 %. Le Chili et la Colombie suivent avec 18 % et 14 % chacun. Il convient d'attirer l'attention sur un cas, celui de l'Allemagne alors qu'on a révisé uniquement des publications en espagnol. L'auteur de cette publication travaille en Espagne (Hildenbrand, 2019) et il voulait analyser le cas des aires métropolitaines en Allemagne avec le but d'élargir la connaissance du phénomène de la gouvernance territoriale du monde hispanophone.

Figure 17. Proportion des publications hispanophones sur la gouvernance territoriale selon le pays



Enfin, nous remarquons trois catégories dans les publications de type révision conceptuelle (voir Figure 18). La première est la discussion des concepts qui correspond à la plupart des publications (65 %). Ensuite nous trouvons l'étude de la trajectoire historique avec quatre publications (20 %) et une catégorie appelée présentation introductive ou éditoriale (15 %) dont les publications sont les premiers articles d'un numéro spécial de revues scientifiques « *Boletín de la Asociación de Geógrafos Españoles* » (Farinós Dasí & Romero, 2008) et « *Revista Geográfica de Valparaíso* » (Figueroa & Chia, 2016). Nous n'avons pas trouvé de publication concernant la relation avec des théories, ni d'évaluation.

Figure 18. Proportion des publications hispanophones sur la gouvernance territoriale selon le pays analysé



Cet état de la littérature a permis de bien connaître les caractéristiques et l'état de la recherche sur la gouvernance territoriale dans le monde hispanophone. L'autre composante d'analyse à comprendre au sein de ce cadre conceptuel est la contribution de l'apprentissage dans le processus de gouvernance territoriale correspondant à la dernière partie de ce chapitre.

4. Apprentissage collectif et sa contribution à la gouvernance territoriale

Cette thèse vise à comprendre le phénomène de la gouvernance territoriale comme cela a été indiqué dans l'introduction générale de la thèse. L'un des axes à envisager dans ce sujet comporte l'apprentissage collectif des acteurs, dont l'analyse sera développée dans le chapitre 7. En prenant en compte ces considérations, nous examinerons par la suite les principaux éléments de l'apprentissage : définition, approche, processus et portée, pour ultérieurement proposer une grille d'analyse dans le cadre de la gouvernance territoriale.

4.1. L'apprentissage : définition, approche, portée et processus

L'**apprentissage** est le processus d'acquisition de la connaissance de quelque chose à travers l'expérience, l'étude ou la recherche (Le Bas, 1993). L'apprentissage aide à progresser et à changer la perception de l'environnement, du comportement et du développement cognitif. Fiol & Lyles (1985) proposent que l'apprentissage génère un changement dans le comportement des individus. Au-delà de l'apprentissage individuel, on trouve aussi l'**apprentissage collectif** qui correspond à la capacité d'un groupe de personnes à apprendre à travailler en équipe et à conclure des accords (Örtenblad, 2001; Pahl-Wostl, 2009). Cet apprentissage peut se faire de deux manières : par consensus et par controverse. Le consensus peut se construire par l'adoption, l'appropriation (de Vaujany, 2006) ou la contextualisation (David, 1998; Rouquet, 2011). Dans l'analyse des controverses, la sociologie de la traduction est utilisée pour comprendre la construction de réseaux et de coopération (Callon, 1986; Venturini, 2010).

Après la définition d'apprentissage, nous nous intéresserons au type d'apprentissage. Pour cela, nous considérons l'**approche** basée sur des problèmes proposée par Barrows (1986, 1996). Dans ce cas, l'acteur est le sujet qui agit pour générer de nouvelles connaissances pour la résolution de problèmes. Cette approche est en concordance avec le développement de groupes de travail, pour trouver ensemble des solutions à travers la recherche d'accords (Morales & Landa, 2004). L'apprentissage basé sur des problèmes est directement lié aux processus de formulation des instruments dans le cadre de la gouvernance territoriale. La résolution de problèmes est considérée comme la clé de l'apprentissage, soit individuel, d'un groupe ou collectif. Cet apprentissage permet de surmonter la résistance initiale grâce à la coordination des acteurs qui participent à ce processus. Ceci est cohérent avec l'objectif de cette thèse qui vise aussi à comprendre le processus d'apprentissage des acteurs locaux focalisés sur leur niveau relationnel (cf. chapitre 7).

Concernant les **processus** d'apprentissage dans les organisations, nous considérons les concepts proposés par Crossan et al. (1999). Les quatre processus sont définis ci-dessous. Le premier est l'intuition, qui est une reconnaissance subconsciente de possibilités ou de modèles basés sur les expériences de l'individu. L'interprétation (deuxième processus) est l'auto-explication d'une idée ou d'une perception des autres à l'aide de mots et d'actions. Le troisième processus est l'intégration qui correspond à la compréhension partagée entre les individus par la coordination. Le dernier processus est l'institutionnalisation qui permet aux actions des sujets de devenir des routines. Ces routines correspondent à des tâches, des actions et des mécanismes de contrôle. Les portées d'apprentissage sont liées aux processus comme cela est indiqué dans le Tableau 12.

Ces auteurs (Crossan et al., 1999) proposent différents niveaux de la **portée** d'apprentissage. Ils proposent deux postulats : (i) ils reconnaissent trois portées d'application autour de l'apprentissage correspondant à l'application individuelle, collective et organisationnelle, et (ii) les portées d'apprentissage se rapportent directement aux processus d'apprentissage, ce qui nous observons dans le Tableau 12. Il est à noter que la portée collective est proposée en prenant compte les idées de Rey-Valette et al. (2014) ; Örtenblad (2001) et Pahl-Wostl (2009).

Tableau 12. Relations directes entre la portée et les processus d'apprentissage*

		Portée	Relation directe	Processus		
Trajectoire logique ↓		Individuelle	→	Intuition	Trajectoire rétroaction ↑	
		Groupe	→	Interprétation		
		*Collective	→	Intégration		
		Organisationnelle	→	Institutionnalisation		

Réalisation : Gerardo UBILLA-BRAVO. Source : structure développée à partir des idées de Crossan et al. (1999). *Note du tableau : la portée collective est proposée en prenant en compte les idées de Rey-Valette et al. (2014) ; Örtenblad (2001) et Pahl-Wostl (2009).

Les processus liés aux portées ont une dimension temporelle, c'est-à-dire qu'il faut les repositionner dans des trajectoires. Donc Crossan et al. (1999) indiquent qu'il existe aussi deux trajectoires : la logique et la rétroaction. Le chemin logique (*feed forward*) va de l'intuition (liée à la portée individuelle), en passant par l'intégration (collective) à l'institutionnalisation (portée organisationnelle) de l'apprentissage (comme l'indique la flèche du Tableau 12). La seconde trajectoire correspondant à la rétroaction

(*feedback*) est un apprentissage qui va de l'institutionnalisation de l'organisation à l'intégration des groupes et aux individus. Notre choix pour cette thèse est la trajectoire logique (de la portée individuelle vers la portée collective), en ouvrant la possibilité d'utiliser la seconde trajectoire dans une recherche future.

4.2. L'apprentissage dans la gouvernance territoriale : proposition d'une grille d'analyse

Cette recherche se concentre sur l'apprentissage des acteurs dans le cadre de la gouvernance territoriale. La gouvernance implique un réseau d'individus où se développent des relations entre les différents acteurs dont le cadre c'est-à-dire l'arène d'action politique⁴⁸ (Dartigues, 2001; Faure, 2012; Ferrero, 2013) sera défini par un instrument qui est dans ce cas présent le *Plan Regulator Comunal*. En outre, nous prenons en compte les idées de Chia et al. (2007), qui considèrent que la gouvernance territoriale a besoin d'outils facilitant l'apprentissage et en même temps, que la gouvernance crée de nouveaux apprentissages.

Compte tenu de ces éléments, on propose deux composantes pour la grille d'analyse de la gouvernance territoriale des aires périurbaines à travers l'instrument *Plan Regulator Comunal* (voir Figure 19). La première composante correspond à l'**apprentissage dans le processus d'intégration** développé par Crossan et al. (1999) décrit dans la section précédente. La deuxième composante correspond à l'**apprentissage de l'utilisation et de la construction du langage** (Lovera Aguilar, 2009; Nonaka & Takeuchi, 1995).

Dans la composante d'apprentissage du processus d'intégration, nous examinons trois étapes séquentielles : adaptation → coordination → accords (voir axe Y de la Figure 19A). La première étape est l'adaptation initiale à l'environnement de travail des acteurs par rapport à l'instrument et aux autres participants. Vitry & Chia (2016) ont utilisé le concept de résistance initiale (en négatif) en montrant que cette situation se produit en France où les acteurs arrivent avec leurs propres visions et où ils tentent d'imposer leurs connaissances et intérêts. Cependant, pour cette thèse, il est préférable d'utiliser le terme d'adaptation initiale (en positif) sans présumer d'une résistance des acteurs. La deuxième étape consiste en la coordination technique pour l'accomplissement des objectifs. Dans ce cas, Dumont (2012) propose un critère d'évaluation reposant sur la capacité des acteurs

⁴⁸ Pour cette thèse, l'**arène d'action politique** est une situation où plusieurs acteurs (avec des objectifs et des intérêts différents) interagissent (s'affrontent, en exerçant du pouvoir et en résistant) pour parvenir aux accords sur une question particulière (Faure, 2012). Selon Dartigues (2001), il est utilisé dans le domaine de l'anthropologie politique orientée vers l'analyse des acteurs. Un autre article (Ferrero, 2013) montre l'application de ce concept sur des conflits associés à la conservation de la nature.

à travailler ensemble et de façon à voir s'ils évoluent en réseau et comment ils contribuent à la gouvernance territoriale. La coordination est un aspect central à analyser dans la gouvernance territoriale (Lozano Valencia et al., 2015; Orduz Rodríguez & Pineda Duque, 2019; Rey-Valette et al., 2011) (cf. Figure 14, dans le sous-titre 3.2 de ce chapitre). La dernière étape est la construction d'accords (Rey-Valette et al., 2011), qui nécessite la confiance et l'intégration des acteurs (Crossan et al., 1999). En ce sens, on suppose que l'apprentissage dans la construction d'accords est plus difficile que la coordination (étape précédente) car les acteurs doivent mettre de côté leurs différences (de connaissances et d'intérêts) et converger vers un objectif ou point de vision commun du collectif. Dans cette dernière étape, les acteurs arrivent à s'intégrer aux règles de l'instrument mais en même temps ils adaptent également l'instrument à leur langage en s'appropriant l'instrument comme le dit de Vaujany (2006).

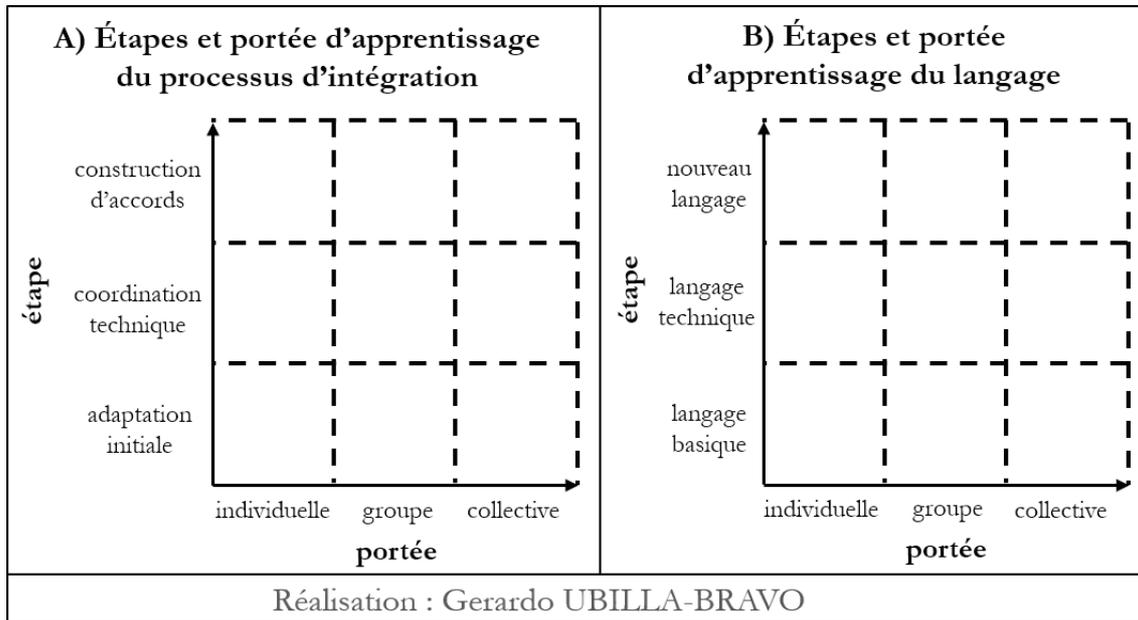
Dans la composante d'apprentissage sur l'utilisation et la construction du langage, nous reconnaissons trois étapes (voir axe Y de la Figure 19B), mais nous n'en évaluons que deux. La première étape est l'utilisation d'un langage basique ou également appelé tacite, associé au processus de socialisation (Lovera Aguilar, 2009; Nonaka & Takeuchi, 1995). Il correspond au langage basique que tous les acteurs portent pour communiquer entre eux en utilisant la langue maternelle du système d'action des acteurs. Cette étape n'est pas évaluée ici car le but de cette étude est lié à l'apprentissage du langage technique dans le cadre de la gouvernance territoriale. La deuxième étape correspond à l'utilisation du langage à travers le vocabulaire technique appliqué dans ce cas au *Plan Regulator Comunal*. Comme cela a été expliqué par Lovera Aguilar (2009) et Nonaka & Takeuchi (1995) dans cette situation, les acteurs portant le savoir le transmettent à ceux qui ne le connaissent pas à travers le processus d'externalisation. La dernière étape comprend la construction d'un nouveau langage de la part des participants aux ateliers de modification du *Plan Regulator Comunal* à *Melipilla*. Cette création d'un nouveau langage se développe à travers les processus de combinaison et d'internalisation (Lovera Aguilar, 2009; Nonaka & Takeuchi, 1995).

Dans les deux composantes d'analyse, en plus de considérer les étapes correspondantes sur l'axe Y, nous estimons aussi les catégories de portée : individuelle, du groupe⁴⁹ et collectif⁵⁰ de Crossan et al. (1999) ; Rey-Valette et al. (2014) ; Örténblad (2001) et Pahl-Wostl (2009) sur l'axe X (voir Figure 19).

⁴⁹ La portée du groupe implique une faible cohésion des membres qui participent à une activité de participation citoyenne. Les intégrants du groupe ne prennent pas des décisions de manière autonome, mais bien un acteur extérieur (un animateur) décide les actions à suivre et les produits à faire.

⁵⁰ La portée collective implique une forte cohésion des membres qui participent à une activité de participation citoyenne. Les intégrants du collectif prennent des décisions de manière autonome. Eux-mêmes décident les actions à suivre et les produits à faire.

Figure 19. Proposition d'une grille d'analyse sur l'apprentissage du langage et du processus d'intégration appliqué à la gouvernance territoriale



Avec les chapitres 1 et 2, nous avons révisé les cadres conceptuels de cette thèse. A partir du chapitre 3 nous développons les résultats de la recherche en considérant pour chacun la structure « *IMRAD* » (Nair & Nair, 2014) comme cela a été indiqué dans l'introduction générale de la thèse, au sous-titre 5 « *plan de lecture de la thèse* ».

* * *

2EME PARTIE : POLITIQUES D'AMENAGEMENT DANS LE PERIURBAIN

Chapitre 3. Vers un modèle de périurbanisation au Chili. Le cas de trois villes de taille intermédiaire subrégionale

1. Introduction

1.1. Contexte général de l'étalement urbain en Amérique Latine et au Chili

À la fin du XXe siècle et au début du XXIe siècle, le monde entier et l'Amérique Latine en particulier ont connu différents processus tels que la désindustrialisation, le post-fordisme, l'internationalisation, le développement de la ville globale et la polarisation socio-spatiale (Brenner & Theodore, 2005), ainsi que la hausse de la croissance urbaine (Véron, 2006). Ces processus sont des expressions spatiales de la mondialisation (Precedo, 2004a). Aux abords des grandes villes, la forme fragmentée du modèle pavillonnaire est une conséquence importante de cette croissance (Hanlon, 2019).

Les auteurs qui ont étudié l'étalement urbain dans les grandes villes de l'Amérique Latine, soulignent leurs transformations comme par exemple à *Mexico D. F.* (Ávila Sánchez, 2009), à *Buenos Aires* (Janoschka, 2002), à *Santiago* (Fuentes & Sierralta, 2004), à *Quito* et à *Lima* (Borsdorf, 2002). Ces villes ont connu une trajectoire de croissance démographique et spatiale entre le XVe et le XXe siècles qui a été modélisée par Borsdorf (2003). Tous ces auteurs concluent que les effets de la mondialisation économique développent des technologies de l'information, de la communication et améliorent les infrastructures et les transports. Ces facteurs provoquent la forme fragmentée du modèle pavillonnaire des abords des grandes villes de l'Amérique Latine.

Cette situation permet de discuter de la vitesse de la croissance urbaine à partir de deux théories de l'organisation spatiale : la ville compacte et la ville diffuse (Camagni, 2005). La ville compacte se rattache à l'utilisation intensive des espaces urbains dans un espace réduit par rapport aux aires métropolitaines (Jenks, 2019). La ville diffuse explique surtout les phénomènes socio-spatiaux qui se développent dans l'interface urbano-rurale. Ces aires présentent un haut niveau de complexité par rapport à l'utilisation du sol (Precedo, 2004b). Cela nous conduit à nous interroger sur les relations entre les acteurs ainsi que la manière de percevoir l'espace géographique.

En Amérique Latine, la complexité de l'interface urbano-rurale est traitée par Allen (2003), qui propose d'avancer sur l'analyse des zones périurbaines. Elle indique la nécessité d'autres théories (au-delà de la ville compacte et la ville diffuse) pour aborder les divers phénomènes émergents qui se développent. L'auteur nomme ces aires l'interface périurbaine (IPU), et crée des catégories pour distinguer les différentes approches ou cadres de recherche : « *i) les aires périurbaines comme périphérie des villes ; ii) les aires périurbaines comme périphérie socio-économique ; iii) l'IPU comme*

interaction des flux ruraux et urbains ; iv) l'IPU comme mosaïque écologique, socio-économique et institutionnelle »⁵¹ (Allen, 2003, p. 2-3).

Le phénomène d'étalement urbain n'est pas exclusif des grandes aires urbaines ou des métropoles. Sereno, Santamaría & Santarelli (2010) mettent en évidence ce processus dans les villes de taille intermédiaire en Argentine. Ils nomment ces lieux : aires urbaines, et analysent les « *incidencias des pressions globales urbaines et du sens d'appartenance sur la disposition à changer leur mode de vie et le destin des terres* »⁵² (Sereno et al., 2010, p. 41). Par ailleurs, Ávila Sánchez (2009) propose d'utiliser le concept du périurbain pour aborder le processus d'expansion des villes sur leurs espaces ruraux. Il souligne en particulier l'hétérogénéité des acteurs qui interviennent dans l'espace périurbain en Amérique Latine.

Au Chili, depuis les années 1970, et notamment dans la Région Métropolitaine de Santiago (RMS), la situation des interfaces urbano-rurales répond au même phénomène de la mondialisation économique (Riffo Rosas, 1994; Ubilla Bravo, 2015a). La croissance urbaine et suburbaine y est discontinue et fragmentée. Deux types de croissance sont présentes : un type précaire « *lié à un processus de déruralisation [dépendant des] dynamiques du secteur [agricole] exportateur* »⁵³ (Armijo, 2000, p. 13) et un autre type, celui de l'élite socio-économique (Borsdorf & Hidalgo, 2004). Armijo (2000) remarque l'avancée de l'urbanisation accélérée dans les aires rurales de la RMS, et surtout dans la Métropole de la capitale chilienne⁵⁴ (Miranda, 1997; Ubilla Bravo, 2013). Elle a nommé ce processus comme **suburbanisation**. Parmi les nouveaux usages du sol, se trouvent notamment les installations des grandes et moyennes industries implantées de façon dispersée dans le territoire périurbain (Márquez Poblete, 2000) et les parcelles et condominiums fermés pour des populations à hauts revenus (Hidalgo, Borsdorf & Plaza, 2009).

Nous retenons de ce contexte que l'étalement urbain en Amérique Latine et au Chili en particulier est un phénomène qui a fait l'objet des nombreuses descriptions. Mais que compte tenu de l'évolution de l'espace géographique au-delà des grandes villes, elle prend actuellement une tournure différente qui nécessite d'être analysée en mobilisant une nouvelle approche, à savoir le périurbain.

⁵¹ Traduction propre du texte original en espagnol : « *i) las áreas periurbanas como periferia de las ciudades; ii) las áreas periurbanas como periferia socioeconómica; iii) la IPU como interacción de flujos rurales y urbanos; iv) la IPU como mosaico ecológico, socioeconómico e institucional* ».

⁵² Traduction propre du texte original en espagnol : « *incidencias de las presiones globales urbanas y del sentido de pertenencia sobre la disposición de cambiar su modo de vida y el destino de las tierras* ».

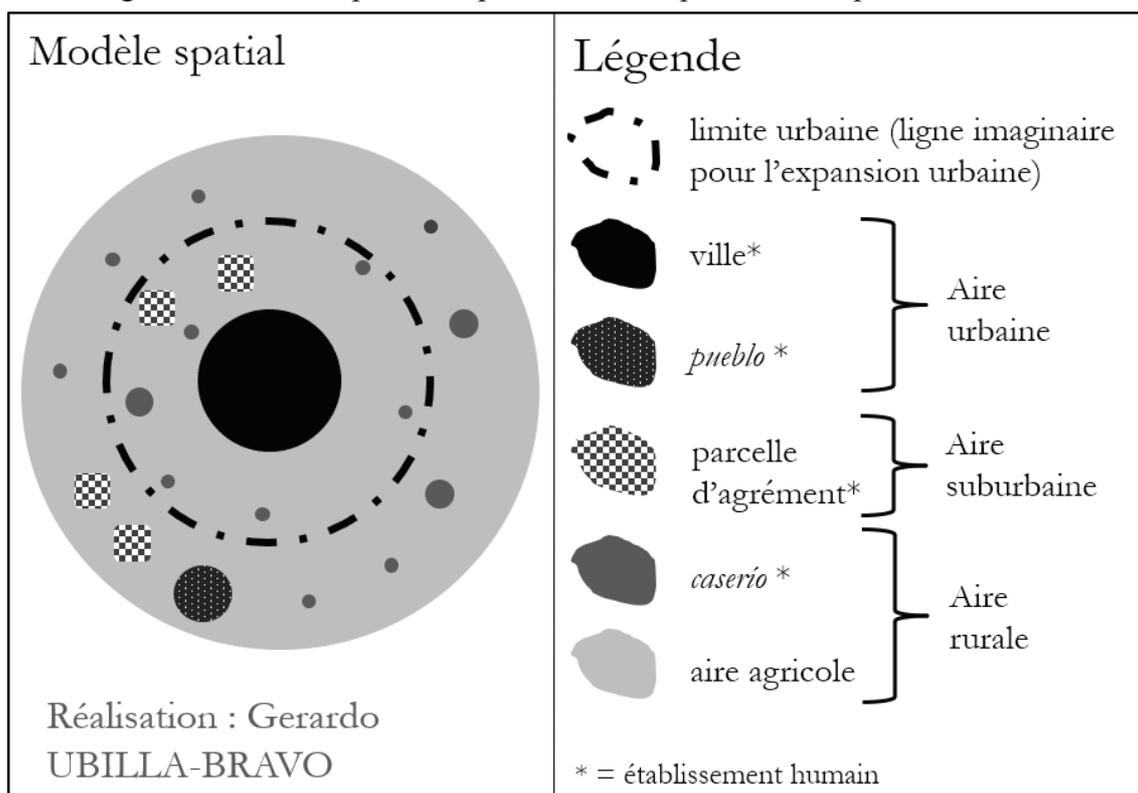
⁵³ Traduction propre du texte original en espagnol : « *vinculado a un proceso de desruralización asociado a las dinámicas del sector exportador* ».

⁵⁴ La surface urbaine a augmenté de 42 000 ha en 1982 à 64 000 ha en 2002.

1.2. Concepts clé, questions de recherche et hypothèse de travail

Les zones périurbaines autour de la Métropole de *Santiago* ainsi que celles des villes de taille intermédiaire dans la RMS sont des aires complexes à définir. En raison de **l'absence d'une définition de périurbain dans la nomenclature publique chilienne**, nous utiliserons six mots clés qui structureront ce chapitre. Ils visent à saisir et caractériser le processus de périurbanisation au Chili. Il s'agit de : aire urbaine, limite urbaine, aire rurale, établissement humain, ville capitale de commune, parcelle d'agrément (*parcela de agrado*)⁵⁵, *caserío* et aire suburbaine. Ces mots clés sont des composantes de la périurbanisation, utilisées dans des documents officiels, donnant lieu à des pratiques d'aménagement. La Figure 20 résume la structure spatiale des notions à définir.

Figure 20. Modèle spatial simplifié des concepts clés de la périurbanisation



Le *Ordenanza General de la Ley de Urbanismo y Construcciones* (OGUC) (Decreto No 47, 1992) aborde les définitions des trois premières au Chili. L'**aire urbaine** est la « *surface du territoire localisée dans la limite urbaine, elle est destinée au développement des centres peuplés et leurs activités existantes et projetés par*

⁵⁵ Traduction d'UBILLA-BRAVO. Texte original en espagnol : « *parcelas de agrado* ». Cf. Hidalgo (2005) qui utilise aussi la même traduction en français.

l'instrument de planification territoriale »⁵⁶. La **limite urbaine** est la « *ligne imaginaire qui délimite les aires urbaines et d'expansion urbaine indiquée dans les outils de planification territoriale* ». L'**aire rurale** est le « *territoire localisé en dehors de la limite urbaine* ».

Par ailleurs, l'**établissement humain** est un espace bâti où l'être humain peut développer ses activités vitales, tels que habiter et produire (de manière permanente ou temporaire). Cet établissement peut avoir n'importe quel nombre d'habitants et il peut être concentré ou dispersé (Ubilla Bravo, 2012). Au Chili, une **ville** est une catégorie d'établissement humain qui a plus de 5 000 habitants qui constitue aussi une aire urbaine (Institut National de Statistique du Chili - INE Chile, 1995, 2005, 2019). Une **ville capitale de commune** correspond à l'aire urbaine où se trouve la mairie de la commune. Généralement cela correspond à la ville qui a la majeure partie de la population du territoire communal. La **parcelle d'agrément** est un établissement humain qui comprend un ensemble de propriétés dont la surface est de 5 000 m². Ces propriétés ne constituent pas une exploitation agricole (INE Chile, cité par Hidalgo et al., 2009). Le *caserío* est un « *Groupe d'habitations rurales situées à l'écart d'un village et administrativement rattachées à une commune* » (Université de Lorraine & Centre National de la Recherche Scientifique, s. d.). Au Chili, le *caserío* est un établissement humain qui a moins de 300 habitants.

Finalement, l'**aire suburbaine** correspond à un établissement humain de faible densité. Le *Plan Regulador Metropolitano de Santiago* (PRMS) (*Resolución No 76, 2006*) détermine les typologies qui permettent le développement des aires suburbaines. Les deux types sont les aires à urbaniser jusqu'à 16 hab/ha (équivalente à la parcelle d'agrément) et l'ISAM n° 11 (aire de transition des centre peuplés)⁵⁷.

Dans ce contexte et en fonction des composantes caractéristiques du périurbain chilien, notre objectif est de chercher à comprendre **comment se sont développées les dynamiques socio-économiques et d'occupation du sol dans les communes des villes de taille intermédiaire ces quarante dernières années ? Ces dynamiques permettent-elles de repérer le processus de périurbanisation autour des villes de taille intermédiaire subrégionale ?** S'il existe bien un processus de périurbanisation autour

⁵⁶ Il faut aussi envisager la définition de l'Institut National de Statistique du Chili : une **aire urbaine** est un établissement humain qui a plus de 2 000 habitants.

⁵⁷ Cette aire correspond à la catégorie n° 11 de la modification du PRMS (*Resolución No 76, 2006*). C'est une aire de transition entre des centres peuplés : ce qui correspond à une aire de transition entre l'aire urbaine et l'aire restreinte ou exclue du développement urbain. Elle a été créée pour reconnaître les parcelles localisées de manière contiguë à la limite de l'extension urbaine. Les propriétés rurales devront avoir une surface minimum de 0,5 ha.

des villes de taille intermédiaire au Chili, il y a cependant une controverse scientifique sur sa caractérisation. Est-elle de type continu (Azócar, Sanhueza & Henríquez, 2003) ou bien est-elle de type discontinu (Pouyanne, 2014) ? Nous proposons comme hypothèse que le modèle spatial des aires périurbaines des villes de taille intermédiaire subrégionale est de type discontinu. Les espaces bâtis se présentent de manière étalée comme le remarque Pouyanne (2014). Le phénomène de la périurbanisation se développe autour de villes de taille intermédiaire comme l'indiquent Sereno et al. (2010). Pour cela, nous utiliserons trois critères qui aideront à définir ces villes dans le cas de la RMS.

2. Méthode : choix du terrain et grille d'analyse

2.1. Choix du terrain d'étude

Pour le choix du terrain d'étude, nous partons de notre intérêt pour comprendre le phénomène de périurbanisation autour des **villes de taille intermédiaire subrégionale** dans le système urbain de la RMS. La ville de *Santiago* a été exclue car elle est l'établissement urbain majeur de la région. Pour identifier la ville de taille intermédiaire, nous avons considéré trois critères : (i) la reconnaissance en tant que centre subrégional, (ii) la concurrence pour l'utilisation de la ressource sol, et (iii) la centralité fonctionnelle des villes à niveau régional.

Le premier critère doit permettre de sélectionner des villes qui sont reconnues **en tant que centre subrégional** dans la RMS. Ainsi, l'existence d'un projet d'aménagement du territoire a été retenue comme un critère pertinent par Contreras Alonso, Opazo, Núñez Pino & Ubilla Bravo (2005). De même, la projection de la progression de la population urbaine réalisée par la *Secretaría Regional Ministerial de Vivienda y Urbanismo RMS et la Pontificia Universidad Católica de Chile* (SEREMI Viv. y Urb. RMS & PUC, 2005) semble être un deuxième critère pertinent. Dans les deux cas, les auteurs définissent les centres subrégionaux selon le critère de la taille démographique, sur la base du seuil de 40 000 habitants en 2002. Le deuxième critère est la **concurrence pour l'utilisation de la ressource sol** qui est divisé en deux facteurs, de types géo-historique et géo-climatique. Premièrement, on prend les dispositions incluses dans l'instrument appelé *Plan Regulador Metropolitano de Santiago* (PRMS), qui définit les usages de sol (géo-historique). Grâce à cet instrument, la plupart des aires suburbaines sont situées au sud et au sud-ouest de la ville de *Santiago*. L'autre facteur de localisation discriminant (géo-climatique) est la

désertification⁵⁸ présente dans la province *Chacabuco* (Larraín & Molina, 1986). Celle-ci a été un facteur de faible attractivité pour l'urbanisation spontanée au nord de *Santiago* en raison du manque d'eau. Ainsi, nous choisissons la zone sud de la RMS où la prolifération des aires suburbaines est plus réelle. Le troisième critère concerne l'utilisation de l'indice de Davies (1967)⁵⁹ qui mesure **la centralité fonctionnelle des villes** selon la quantité et la variété des services qu'offre chaque ville (Ubilla Bravo, 2012). Cette condition permet de déterminer les centres urbains de caractère nodal parmi les centres régionaux sur une valeur indicielle de 1 000.

À partir du croisement de ces trois critères, les aires urbaines identifiées sont *Buin*, *Melipilla* et *Talagante*, dont la synthèse est proposée dans le Tableau 13.

Tableau 13. Liste des villes de taille intermédiaire de la Région Métropolitaine de *Santiago* et leurs critères de sélection

Critère	Source	Ville majeure du système urbain de la RMS
(i) potentialités pour être des centres régionaux (taille de population)	(Contreras Alonso et al., 2005) (SEREMI Viv. y Urb. RMS & PUC, 2005)	(i) <i>Tiltil</i> , (ii) <i>Colina</i> , (iii) <i>Curacaví</i> , <i>Melipilla</i> , (iv) <i>San José de Maipo</i> , (v) <i>Buin</i> , (vi) <i>Talagante</i> et (vii) <i>Alhué</i> .
(ii) compétence pour l'utilisation de la ressource sol	(Larraín & Molina, 1986; <i>Resolución</i> No 76, 2006)	(i) <i>Buin</i> , (ii) <i>Isla de Maipo</i> , (iii) <i>Talagante</i> , (iv) <i>El Monte</i> et (v) <i>Melipilla</i> .
(iii) centralité fonctionnelle des villes	(Ubilla Bravo et al., 2009)	(i) <i>Melipilla</i> , (ii) <i>Talagante</i> et (iii) <i>Buin</i> .

Source : réalisation propre à partir de Ubilla Bravo, 2015b, p. 8.

2.2. Grille d'analyse : indicateurs, techniques et sources

Après avoir défini le terrain d'étude, nous avons développé une grille d'analyse concernant les indicateurs territoriaux, la période d'analyse, l'échelle géographique et les sources principales (voir détails dans le Tableau 14) pour caractériser le phénomène de

⁵⁸ La désertification est un processus de dégradation des écosystèmes dû à l'absence prolongée ou à un déficit marqué des précipitations (Verstraete, 1986).

⁵⁹ L'indice est une synthèse de la quantité et de la diversité des activités qui sont présentées dans une ville. La formule de calcul est $ID = (\sum a/A) * 100$. Où ID : indice de Davies, « a » : fréquence de l'activité « i » dans une entité urbaine (ville ou village), et « A » : fréquence de l'activité « i » dans l'ensemble du système urbain analysé (Ubilla-Bravo, 2012, p. 131).

périurbanisation.

L'objectif de l'analyse est de mesurer les variations des **indicateurs clés** tels que : les évolutions de la population, du logement, de la structure de la population active rurale et de la mobilité de la population active. Pour tous ces indicateurs, l'échelle géographique à laquelle ils sont recensés est celle de la commune et la source principale est l'Institut National de Statistique du Chili (INE Chile). De plus, l'analyse inclut la consommation du sol urbain et suburbain, le pourcentage d'utilisation et de la couverture du sol dans la commune, qui sont repérées par la cartographie et les données géographiques⁶⁰, venant du Gouvernement Métropolitain de *Santiago* (GORE RMS).

Tableau 14. Indicateurs d'analyse des effets socio-territoriaux

Indicateurs	An ou période	Catégorie de la dynamique	Source des données
Variation de population urbaine	1982-2032	Sociodémographique	INE Chile
Variation de population rurale	1982-2032	Sociodémographique	INE Chile
Variation de logement	1982-2012	Sociodémographique	INE Chile
Variation de la structure de la population active rurale	1992-2002	Socioéconomique	INE Chile
Variation de la mobilité de la population active (selon le secteur de l'économie)	2002-2012	Socioéconomique	INE Chile
Variation des aires urbaines	1976-2012	Occupation du sol	GORE RMS
Proportion entre les aires urbaines et suburbaines	2012	Occupation du sol	GORE RMS
Proportion d'utilisation et de la couverture du sol	2012	Occupation du sol	GORE RMS

Source : réalisation propre à partir de Ubilla Bravo, 2015b, p. 11.

Pour la variation de la population, nous considérons l'analyse des aires urbaines, des aires rurales, et des villes correspondant à la capitale communale. Le Tableau 15 montre le détail des entités urbaines comprises dans les aires urbaines des trois communes pour chaque recensement depuis 1982. Pour le cas de la commune de *Buin*, les centres de *Maipo* et *Linderos* ont été inclus dans la ville de *Buin* entre 1982 et 1992.

Les données des villes sont calculées pour la période allant de 1982 à 2002. Le recensement de 2012 ne peut pas être utilisé dans ce cas car le traitement n'a pas encore

⁶⁰ L'échelle des données est 1/30 000. De même, la période d'analyse s'étend de 1976 à 2012.

été réalisé pour les villes. La ville de *Talagante* est la seule exception, puisqu'elle est l'unique aire urbaine de sa commune.

Tableau 15. Entités considérées comme aires urbaines, selon la commune et l'année de recensement

Commune	Nom entité urbaine	Année de recensement
<i>Buin</i>	<i>Buin</i> (capitale communale)	1982, 1992, 2002 et 2012
	<i>Maipo</i>	1982, conurbation avec « <i>Buin</i> » dès 1992
	<i>Linderos</i>	1982, conurbation avec « <i>Buin</i> » dès 1992
	<i>Alto Jahuel</i>	1982, 1992, 2002 et 2012
	<i>Valdivia de Paine</i>	1982, 1992, 2002 et 2012
	<i>El Rulo</i>	2002 et 2012
	<i>Viluco</i>	2002 et 2012
<i>Melipilla</i>	<i>Melipilla</i> (capitale communale)	1982, 1992, 2002 et 2012
	<i>Pomaire</i>	1982, 1992, 2002 et 2012
	<i>Bollenar</i>	1982, 1992, 2002 et 2012
<i>Talagante</i>	<i>Talagante</i> (capitale communale)	1982, 1992, 2002 et 2012

Source : réalisation propre à partir de Ubilla Bravo, 2015b, p. 67.

Pour représenter l'évolution de l'utilisation et de la couverture du sol, nous proposons une modélisation de l'espace géographique au travers des chorèmes. Ceux-ci sont les structures élémentaires de l'espace géographique (Brunet, 1980, 1990, 2011). La technique est utile pour montrer une situation actuelle (diagnostic) et pour représenter le futur au moyen d'un scénario, d'une projection ou de la prospective.

3. Résultats : les transformations socio-spatiales des zones urbaines et rurales

Comme indiqué dans la présentation de la démarche méthodologique, l'analyse des transformations socio-spatiales (premiers résultats de recherche), sera structurée par trois types de dynamiques territoriales : sociodémographiques, socioéconomiques et de l'occupation du sol.

3.1. Les dynamiques sociodémographiques

Nous avons structuré l'analyse des dynamiques sociodémographiques à partir de trois aires géographiques que sont les aires urbaines, les aires rurales et les villes capitales

de communes⁶¹.

L'évolution de la **population** des **aires urbaines** dans les trois communes se caractérise par une croissance sur la période de 1982 à 2012. *Melipilla* présente une croissance linéaire qui pourrait atteindre 90 000 habitants en 2032, tandis que *Talagante* révèle un ralentissement de la croissance entre 2002 et 2012 (de 50 000 à 52 000 habitants). Dans le cas des aires urbaines de la commune de *Buin* la croissance est plus rapide que dans les autres (de 53 000 en 2002 à 66 000 habitants en 2012), et on estime qu'elle pourrait atteindre 99 000 habitants en 2032.

Quant aux chiffres du taux de variation moyen annuel, *Buin* montre la valeur la plus élevée avec 4,11 % sur la période de 1982 à 2012 (données observées de l'INE Chile). Viennent ensuite *Talagante* avec 3,54 % et *Melipilla* avec 2,33 %. Le rythme moyen annuel de croissance pour la période de 2012 à 2032 (données projetées de l'INE Chile) est différent : toutes les valeurs ralentissent avec 0,89 % pour *Talagante* ; 1,37 % pour *Melipilla* et *Buin* maintiendrait la première position avec 2,44 %.

La variation de la **population** qui habite dans les **aires rurales** présente une croissance constante de 2,3 % pour *Melipilla* et de 2,8 % pour *Talagante* entre 1982 à 2012. Par contre *Buin* a connu une baisse démographique entre 1992 et 2002 (taux de variation moyen annuel de -2,52 %). Elle a vu sa population rurale remonter ensuite entre 2002 et 2012 avec un taux de variation moyen annuel de 2,32 %. Pour la période de 1982 à 2012, *Buin* montre un taux de variation moyen annuel de 0,03 %.

Dans la commune de *Melipilla*, l'évolution du taux de variation moyen annuel est de 2,26 % pour la période de 1982 à 2012, et on peut prévoir une stabilisation (environ 43 000 habitants en 2032 par rapport à 38 000 en 2012). Elle est du même type que celle de *Buin*. Par contre, la population rurale de la commune de *Talagante* montre une croissance plus haute (2,8 % entre 1982 et 2012). La tendance de cette croissance permet de projeter le triplement de sa population rurale entre les années 1982 et 2032 avec 4,22 % du taux moyen annuel de croissance.

Dans le cas des **villes capitales des communes**, la variation de la **population** comme celle du **logement** montrent une forte croissance dans tous les cas. La courbe est de type logarithmique, ce qui implique une forte hausse au début (période 1982-2002) pour évoluer vers une stabilisation de celle-ci ensuite. Concernant la **densité**, les indicateurs évoluent de 5,0 habitants par logement en 1982 à une projection de 3,4 pour

⁶¹ Les définitions se trouvent dans l'introduction de ce chapitre.

2032. Cela implique un changement dans la composition des foyers par logement, et une augmentation plus forte de la construction des logements par rapport à la croissance de la population dans les trois cas analysés.

En se concentrant sur le taux de variation moyen annuel de la population urbaine qui habite dans les villes capitales des communes, *Buin* montre la valeur la plus haute avec 6,09 %, ensuite viennent *Talagante* avec 5,04 % et *Melipilla* avec 2,94 % entre 1982 et 2002 (données observées). Le rythme moyen annuel de croissance pour la période de 2002 à 2032 (données projetées) est différent puisque toutes les valeurs diminuent : le rythme de croissance de *Buin* ralentirait pour passer à 1,24 % ; *Talagante* atteindrait 2,74 % et *Melipilla* s'agrandirait de manière très faible avec 0,76 %.

En ce qui concerne les logements dans les villes, le rythme moyen annuel de croissance durant la période de 1982 à 2002 (données observées) montre des valeurs supérieures à celles de la population. Les données sont les suivantes : *Buin* avec 10,72 %, ensuite vient *Talagante* avec 8,92 % et *Melipilla* avec 5,83 %. Pour la période de 2002 à 2032 (données projetées) les valeurs du taux de variation moyen annuel diminueraient dans tous les cas. Le rythme de *Buin* serait de 1,70 %, celui de *Melipilla* serait de 1,12 %, enfin *Talagante* aurait 0,96 %. Selon la projection, le rythme de construction de nouveaux logements va se tasser.

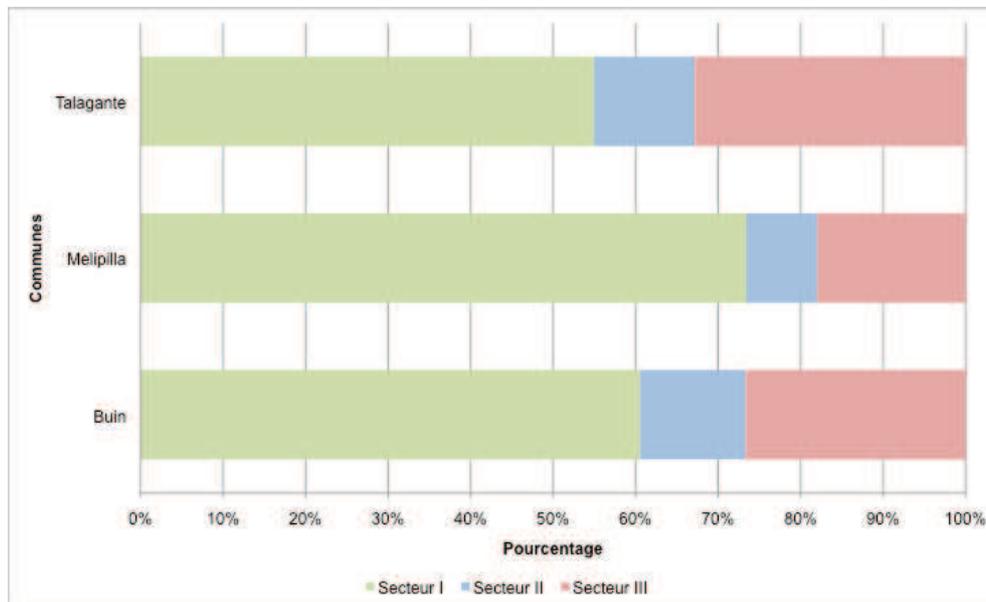
3.2. Les dynamiques socioéconomiques

Autrefois, toute la population ou presque qui habitait dans les aires rurales travaillait dans les activités du secteur primaire, principalement dans l'agriculture, l'élevage et la sylviculture. Au Chili, la situation a changé au cours du XXe siècle au fur et à mesure que les nouvelles technologies se sont introduites dans les campagnes. L'évolution de la **structure de la population active rurale** est un bon indicateur pour mesurer la composition de la structure économique des habitants par rapport à la source d'emploi. Dans les trois communes, les données révèlent un changement au niveau de la composition de la structure de la population active rurale entre 1992 et 2002. La distribution en pourcentage des secteurs de l'économie a changé dans les trois cas. En 1992, à *Melipilla* et à *Buin* plus de 60 % de la population active rurale travaillaient dans les activités du secteur primaire, tandis qu'à *Talagante* la proportion était de plus de 50 % (voir Figure 21).

La situation a été bouleversée en 2002 dans ces trois communes. Les activités du secteur tertiaire comprennent en 2002 la plupart de la population active rurale : près de 55 % pour *Talagante*, et entre 40 % et 45 % pour *Buin*. La commune de *Melipilla* a encore

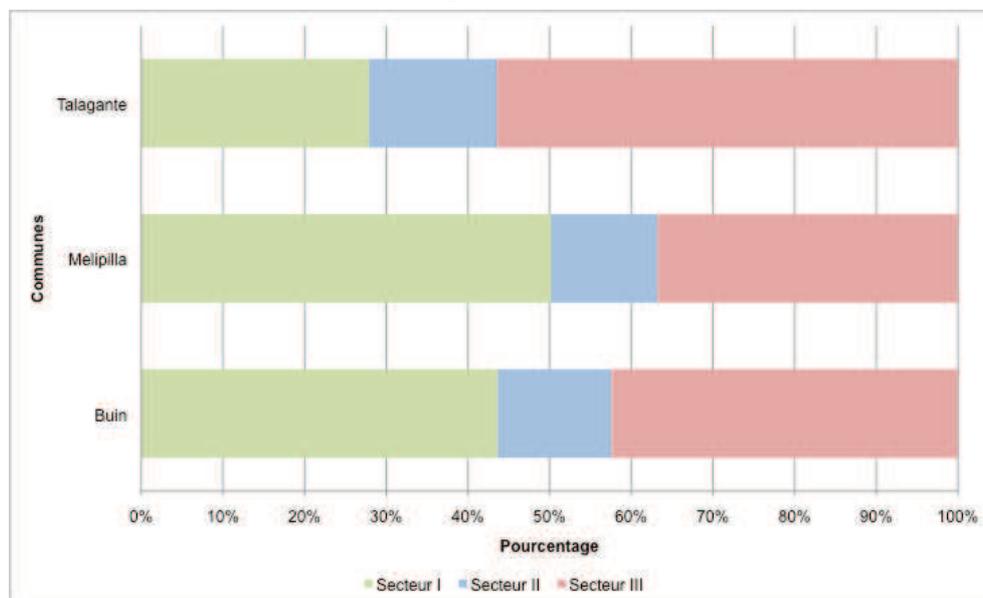
une forte proportion d'habitants rattachés aux activités primaires avec 50 % du total. On peut observer un processus de tertiarisation de l'emploi pour les habitants des aires rurales (voir Figure 22).

Figure 21. Structure de la population active rurale en 1992 des communes de *Melipilla*, *Talagante* et *Buin*



Source : élaboration propre, UBILLA-BRAVO, à partir de l'INE Chile, 1993.

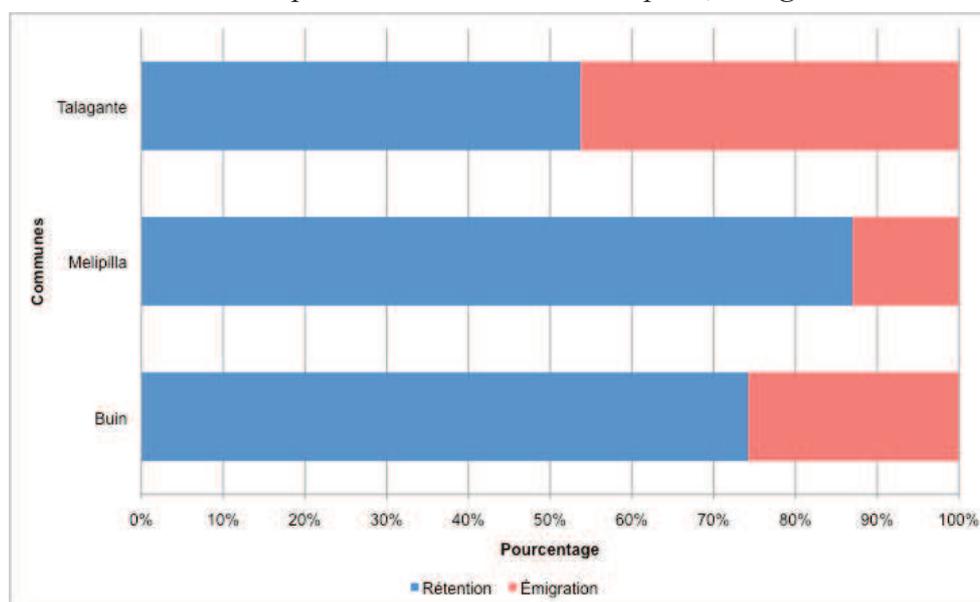
Figure 22. Structure de la population active rurale en 2002 des communes de *Melipilla*, *Talagante* et *Buin*



Source : élaboration propre, UBILLA-BRAVO, à partir de l'INE Chile, 2003.

Par rapport à l'**emploi**, l'analyse de la distribution de la **mobilité de la population active sera faite à partir de son lieu de résidence**. Au Chili, l'INE a mesuré la mobilité pour l'emploi pour la première fois dans le recensement de 2002. À ce moment-là, la majorité de la population active des trois communes travaillait dans leurs communes de résidence (taux de rétention). *Melipilla* est celle qui offrait le plus d'emplois à sa population avec un taux de 87 %, viennent ensuite *Buin* avec un taux de 75 % et finalement *Talagante* qui offrait à peine un taux de 53 % (voir Figure 23).

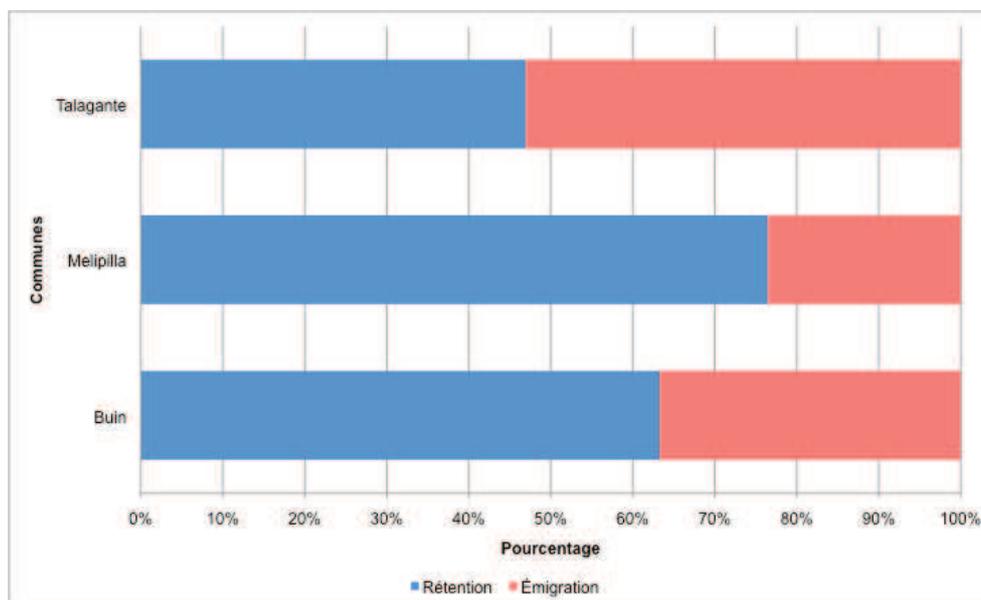
Figure 23. Distribution de la mobilité de la population active à partir de son lieu de résidence en 2002 pour les communes de *Melipilla*, *Talagante* et *Buin*



Source : élaboration propre, UBILLA-BRAVO, à partir de l'INE Chile, 2003.

La relation entre lieu de résidence et lieu de travail a changé en 2012. Dans les trois cas, il existe une progression de la mobilité par rapport à la rétention de la population active entre 2002 et 2012 (voir Figure 24). *Melipilla* maintient encore un nombre élevé d'habitants qui travaillent dans la commune avec 76 % (32 000 habitants). En revanche, la commune de *Talagante* commence à présenter le phénomène de ville-dortoir, puisque seuls 46 % de sa population active (12 500 habitants) y travaillent.

Figure 24. Distribution de la mobilité de la population active à partir de son lieu de résidence en 2012 pour les communes de *Melipilla*, *Talagante* et *Buin*

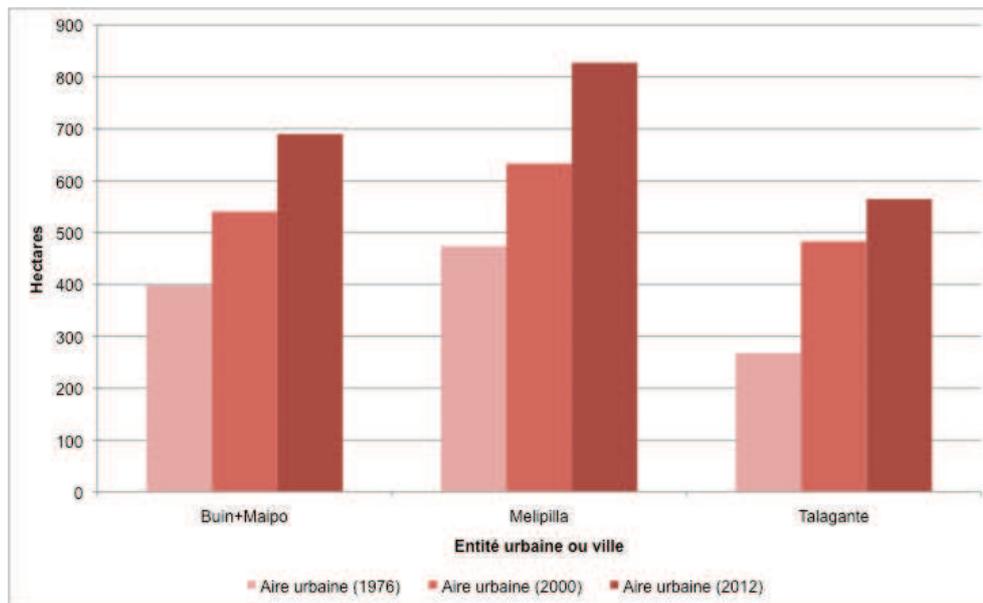


Source : élaboration propre, UBILLA-BRAVO, à partir de l'INE Chile, 2014.

3.3. Les dynamiques de l'occupation du sol

Quant au **processus d'urbanisation** dans les villes de *Buin-Maipo*, *Melipilla* et *Talagante*, nous observons une croissance spatiale urbaine (hectares par an) qui se maintient entre 1976 et 2012 (voir Figure 25). Cependant, il existe des différences entre les trois villes par rapport aux formes de l'extension spatiale et au rythme temporel. *Buin-Maipo* a eu une croissance urbaine presque linéaire avec une moyenne lissée de 8,1 hectares par an sur la période 1976-2012. Le taux de variation moyen annuel de 2,04 % à *Buin-Maipo* (l'aire urbaine est passée de 398 ha en 1976 à 690 ha en 2012) est presque similaire à celui de *Talagante* avec 8,24 hectares par an, qui équivaut à 3,08 % (l'aire urbaine est passée de 268 ha en 1976 à 565 ha en 2012). Toutefois, l'intensité de la croissance urbaine entre 1976 et 2000 a été plus forte pour *Talagante* avec 3,34 % (l'aire urbaine est passée de 268 ha en 1976 à 483 ha en 2012), tandis que *Melipilla* a eu une croissance plus forte entre 2002-2012 avec 2,31 % (l'aire urbaine est passée de 540 ha en 1976 à 690 ha en 2012). *Melipilla* est la ville ayant la plus grande surface d'aires urbaines sur les trois années observées (voir Figure 25). Un autre élément remarquable est le rythme de développement urbain qui est plus haut que les deux autres villes avec 9,8 hectares par an, entre 1976 et 2012 (de 474 ha à 827 ha). Entre 2000 et 2012, le taux de croissance urbaine a été plus élevé avec 2,55 % de variation annuelle. L'aire urbaine a ainsi atteint un gain moyen de 16,17 hectares par an, passant ainsi de 633 ha à 827 ha.

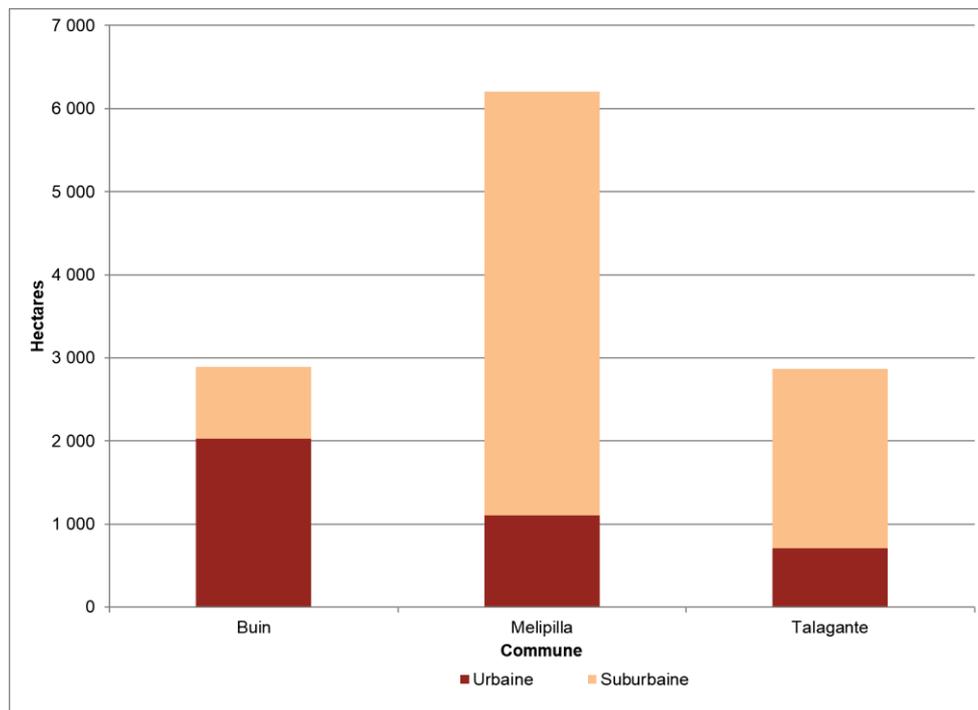
Figure 25. Croissance spatiale urbaine sur la période 1976-2002 des villes de *Melipilla*, *Talagante* et *Buin*



Source : élaboration propre, UBILLA-BRAVO, à partir des données géographiques, propriété du GORE RMS (CNR Chile & Agrolog Chile Ltda., 1981 ; GORE RMS, Universidad de Chile, & GTZ, 2003 ; Ubilla Bravo et al., 2012).

En 2012, la **part en surface des aires urbaines et des aires suburbaines** dans les trois communes est différente (voir Figure 26). La commune de *Buin* présente une proportion majeure d'aires urbaines en comparaison avec les aires rurales (environ 2,5 fois plus). Nous remarquons que la distribution des surfaces entre les aires urbaines et les aires rurales de la commune de *Talagante* est inverse à celle de *Buin* : la plupart de la surface est suburbaine contre une faible partie urbaine. Cela permet d'observer que les parcelles d'agrément et les établissements humains ruraux occupent une grande partie du territoire communal à *Talagante*. Le cas de *Melipilla* est un mélange des deux autres communes. La commune possède plusieurs entités urbaines, ainsi que de nombreux établissements humains suburbains. L'ensemble des aires suburbaines dépasse les 5 000 hectares, tandis que les aires urbaines s'étendent sur 1 100 hectares environ sur un total de 6 100 ha d'espaces habités à *Melipilla*. En effet, dans la commune il existe plus de surfaces urbaines par rapport aux deux autres cas (voir Figure 26).

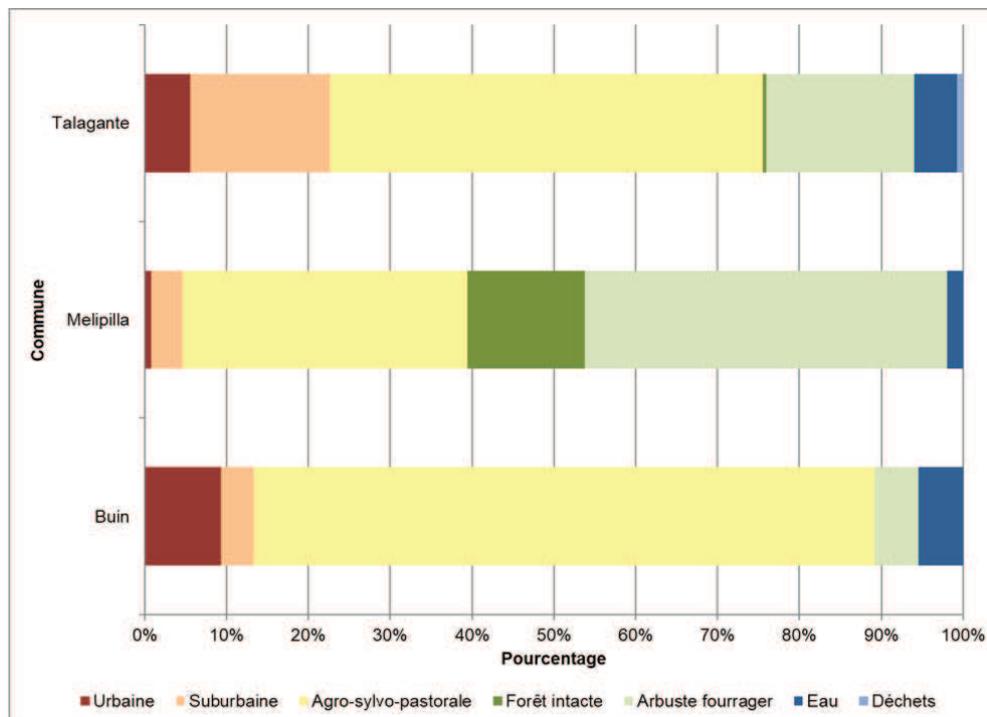
Figure 26. Distribution de la surface des aires urbaines et des aires suburbaines en 2012 des communes de *Melipilla*, *Talagante* et *Buin*



Source : élaboration propre, UBILLA-BRAVO, à partir des données géographiques, propriété du GORE RMS (Ubilla Bravo et al., 2012).

Cette première analyse des dynamiques spatiales pour chaque commune va être complétée par les données sur l'utilisation et la couverture du sol (voir Figure 27). À *Buin*, la majorité de la surface communale est occupée par l'utilisation agro-sylvo-pastorale avec un taux de 76 % (16 462 hectares). Cela se répète à *Talagante* avec 53 %. À *Melipilla*, la situation est différente puisqu'elle a deux usages de sol prédominants : les arbustes fourragers (46 %) qui correspond à la couverture de la végétation naturelle de la région et l'usage agro-sylvo-pastoral avec 35 %. Quant à la représentation des aires urbaines et suburbaines regroupées, *Talagante* est la commune qui a la part la plus élevée avec 22,6 % ; tandis que *Buin* et *Melipilla* ont respectivement 13,3 % et 4,6 %.

Figure 27. Distribution de l'utilisation et de la couverture du sol en 2012 des communes de Melipilla, Talagante et Buin



Source : élaboration propre, UBILLA-BRAVO, à partir des données géographiques, propriété du GORE RMS (Ubilla Bravo et al., 2012).

4. Résultats : évolution des modèles d'utilisation et de couverture du sol

Au Chili il **n'existe pas de concept de périurbain dans la nomenclature publique** (Ubilla Bravo, 2015b). Cependant, grâce aux indicateurs socio-spatiaux et d'occupation du sol, nous contribuerons à une possible définition.

En reprenant la question, quelle est l'évolution des modèles d'utilisation et de couverture du sol dans les trois communes ? Nous considérons les aires périurbaines à deux niveaux : le **périurbain intérieur** et le **périurbain extérieur**. Le premier correspond à la zone entre l'aire urbaine (de 2012) et la limite urbaine imposée dans l'inclusion de la modification du PRMS (*Resolución* No 76, 2006). La seconde correspond aux aires contiguës ou adjacentes à la limite urbaine du PRMS. Cependant, il n'est pas possible de définir une limite extérieure pour celle-ci. Nous rendons compte de la situation de l'aire périurbaine des trois villes.

4.1. Le cas de l'aire périurbaine de la ville de *Melipilla*

En 2012, la ville de *Melipilla* avait une surface de 827 hectares, ce qui correspond à 29 % des 2 953 hectares de l'aire que contient la limite urbaine (voir la Figure 28a). Dans le futur, la ville couvrira plus de 2 000 hectares grâce à l'expansion urbaine (périurbain intérieur, dans la limite urbaine). Néanmoins, à l'intérieur de la limite urbaine on trouve des collines, la zone bordière du fleuve *Maipo* et deux *caseríos*. Pour le cas des collines et de l'aire contiguë au fleuve, le PRMS (*Resolución* No 76, 2006) les a déjà définies comme parcs intercommunaux⁶² (*Cerro Esmeralda*, *Cerro Cementerio* et *Melipilla-Río Maipo*). Pour le cas des deux *caseríos*, l'outil régional a déterminé qu'ils sont dans une AUDP (Aire urbanisable de développement prioritaire)⁶³. Cela peut impliquer que les habitants des *caseríos* puissent être expulsés à cause de la densification programmée (jusqu'au seuil de 160 habitants par hectare). Cela pourrait entraîner un conflit potentiel avec des habitants des deux *caseríos*. Une zone située au-delà de la colline *Esmeralda* à l'ouest (*Santa Amelia de Huechún*) est déjà destinée au pavillonnaire suburbain (16 habitants par hectare) dans la limite urbaine (*Resolución* No 76, 2006, p. 13). La densité prévue correspond à un usage du sol comme parcelles d'agrément.

Dans le périurbain extérieur, en dehors de la limite urbaine, il existe quelques parcelles d'agrément à côté de l'autoroute *Autopista del Sol* au nord de la ville (voir la Figure 28a). Dans ce cas, ces parcelles d'agrément sont et seront maintenues grâce aux normes de l'ISAM n° 11⁶⁴. D'autres éléments spatiaux empêchent la croissance urbaine dans ces deux directions : le fleuve *Maipo* constitue la limite naturelle de la zone au sud-est et l'autoroute *Autopista del Sol* pour la limite nord.

4.2. Le cas de l'aire périurbaine de la ville de *Talagante*

Dans le cas de *Talagante*, la ville occupe une surface de 564 hectares pour l'aire urbanisée, ce qui correspond à plus d'un tiers de la zone contenue dans la limite urbaine. En ce qui concerne le périurbain intérieur, la modification du PRMS (*Resolución* No 76, 2006) a défini plus de 1 000 hectares destinés à la croissance du pavillonnaire, avec la catégorie AUDP. Cependant, en 2012 une partie de cette aire a déjà été occupée par les parcelles d'agrément grâce au *Decreto Ley* No 3.516 (1980), dans les zones sud-est et sud-ouest. Une conséquence est la concurrence pour l'utilisation du sol et les conflits

⁶² Les parcs intercommunaux sont des espaces où il est possible d'arboriser et de construire des bâtiments pour le loisir de la population. Les SEREMI Viv. y Urb. de chaque région définissent ses limites.

⁶³ L'AUDP est une zone définie par le PRMS, dont la densité va jusqu'au seuil de 160 habitants par hectare.

⁶⁴ L'ISAM n° 11 a été définie dans le concept de l'aire suburbaine de cette chapitre, sous-titre 1.2.

potentiels de voisinage. Dans la zone nord-est, il existe une autre aire de parcelles d'agrément (*Talagante Norte Ruta El Sol*). Contrairement au cas antérieur, ces parcelles ont respecté la densité de 16 habitants par hectare imposée par l'instrument de régulation (*Resolución No 76, 2006, p. 13*). Le reste de l'AUDP est occupé aujourd'hui par plusieurs propriétés rurales.

Au-delà de la limite urbaine (périurbain extérieur), on observe une mixité des usages du sol : au nord-ouest le fleuve *Mapocho* constitue une frontière naturelle à l'urbanisation, au nord se trouvent un *caserío* et l'autoroute (*Autopista del Sol*) qui coupe la limite urbaine. À l'est et au sud se trouvent des parcelles d'agrément et de propriétés rurales (voir Figure 28b).

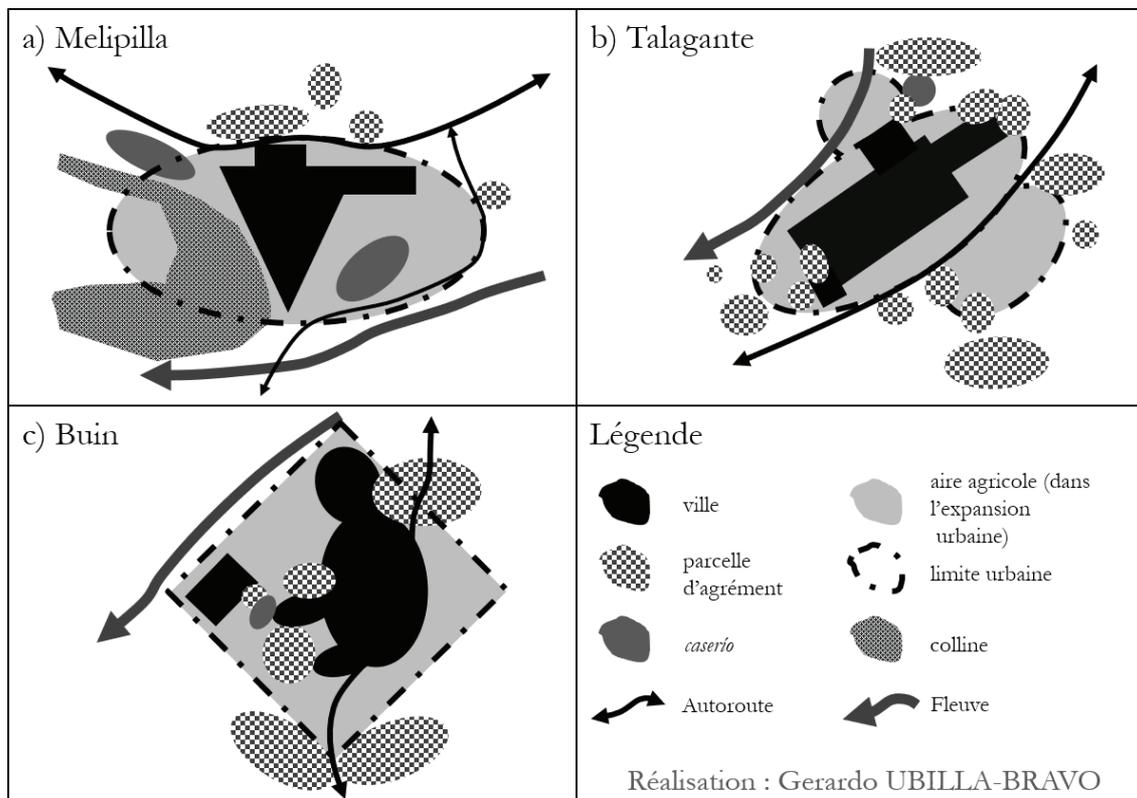
4.3. Le cas de l'aire périurbaine de la ville de Buin

Contrairement aux cas de *Melipilla* et *Talagante*, dans la commune de *Buin* il existe deux villes dans la limite urbaine : *Buin* et *Maipo*. En 2012, les deux comprenaient une surface de 690 hectares et elles avaient la possibilité de s'agrandir jusqu'à 2 378 hectares. Cette extension était prévue dans la définition du périurbain intérieur où 1 688 hectares sont dédiés à l'expansion urbaine. L'aire urbaine actuelle ne représente que 29 % de ce potentiel. Du point de vue spatial, les deux villes se rejoignent peu à peu, mais deux aires de parcelles d'agrément et un *caserío* se trouvent entre les deux (voir la Figure 28c). La parcelle d'agrément située à l'ouest est attenante à la ville de *Buin*. Elle se trouve dans une zone définie comme « *aire à urbaniser à hauteur de 16 hab/ha* » (*Resolución No 76, 2006*). Les autres parcelles d'agrément sont dans l'AUDP, de la même manière que le *caserío* et les propriétés rurales, ce qui implique que dans l'avenir, la densité devra être portée à 160 habitants par hectare. Par conséquent, ces occupations de l'espace risquent de disparaître.

Dans le périurbain extérieur, en dehors de la limite urbaine, il existe quelques propriétés rurales, des parcelles d'agrément insérées dans la matrice écopaysagère agricole. Elles profitent de la bonne accessibilité liée à la voie de communication terrestre à haute vitesse. Ces propriétés rurales et parcelles d'agrément se localisent au nord et au sud de la limite urbaine, adjacente à l'autoroute *Autopista central*. Cette utilisation du sol se maintient grâce aux ISAM n° 11 et n° 13⁶⁵.

⁶⁵ L'ISAM n° 13 aussi appelée « *corridors d'accès* » ce sont les territoires localisés dans les corridors d'accès qui se trouvent entre les centres peuplés de *Talagante* et *Buin* (parmi d'autres). Les usages de sol suivants sont permis : les activités sylvo-agro-pastorales, l'agro-industrie et les propriétés rurales (*Resolución No 76, 2006*).

Figure 28. Modèle spatial simplifié de l'aire urbaine et périurbaine des villes de *Melipilla, Talagante et Buin*



5. Discussion

Les résultats obtenus font apparaître des éléments de discussion à travers trois enjeux. Le premier permet de discuter de la réalité et des perspectives du processus de périurbanisation au Chili. Deuxièmement, nous interpréterons les projections en identifiant quatre phénomènes spatiaux. Enfin, nous proposons un modèle de **périurbanisation** pour les villes de taille intermédiaire.

5.1. Un processus de périurbanisation au Chili ?

Dans cette première partie de la discussion, nous reprendrons le lien entre les résultats et la question de recherche, l'hypothèse et les théories.

Pour ce chapitre nous avons proposé deux questions : comment se sont développées les dynamiques socio-économiques et d'occupation du sol dans les communes des villes de taille intermédiaire ces quarante dernières années ? Ces dynamiques permettent-elles de repérer le processus de périurbanisation autour des villes

de taille intermédiaire subrégionale ?

Quant à la première question, les résultats permettent d'interpréter des transformations socio-spatiales pour les trois villes : une croissance continue de la population (soit urbaine, soit rurale, ou celle des villes capitales de communes) et des aires urbaines. Nous identifions la manifestation du processus de tertiarisation de l'emploi des habitants ruraux, la diminution du taux de rétention des emplois dans la même commune, la distribution et le fort pourcentage d'aires suburbaines.

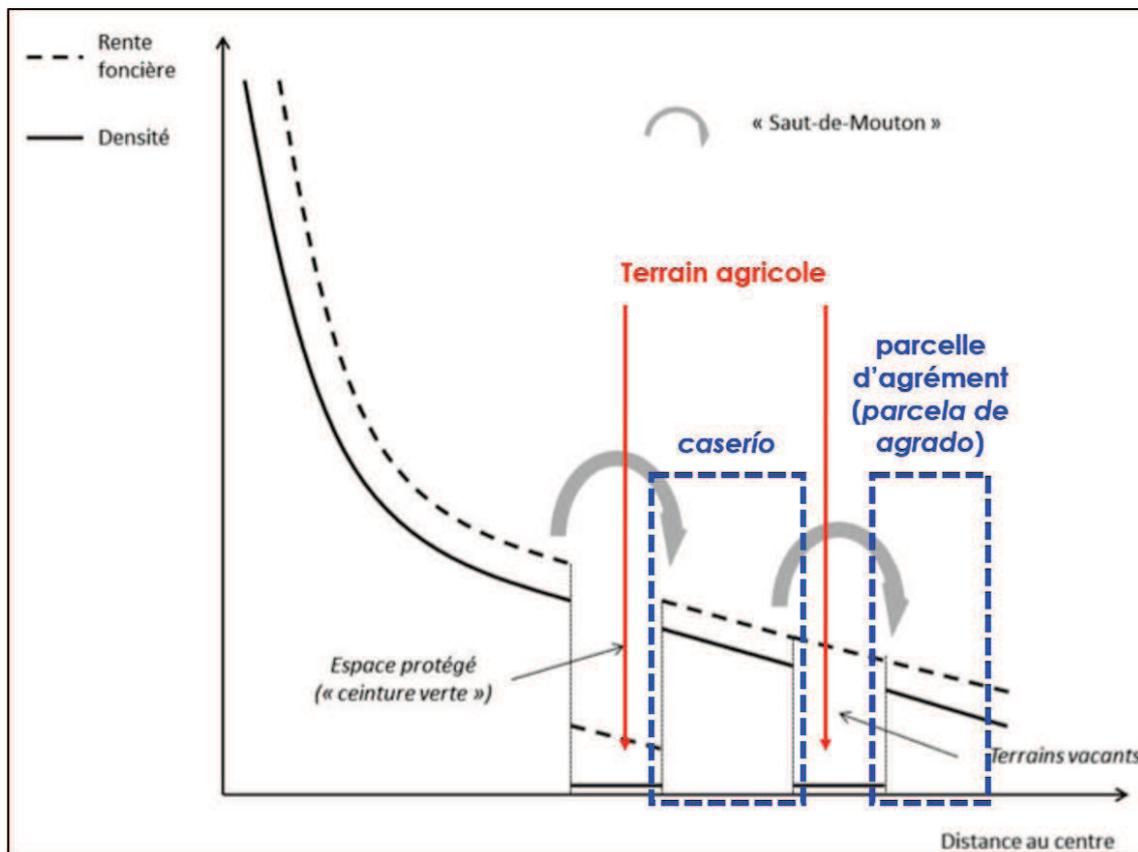
La deuxième question invite à la réflexion sur l'apparition du processus de la périurbanisation des villes de taille intermédiaire subrégionale au Chili, spécialement celles de la Région Métropolitaine de *Santiago*. Quatre indicateurs révèlent ce phénomène : la tertiarisation de l'emploi des habitants ruraux⁶⁶, la manifestation du phénomène de ville dortoir, le fort pourcentage d'aires suburbaines dans les communes et la définition des usages du sol par le PRMS (*Resolución No 76, 2006*).

Les résultats de cette recherche permettent de démontrer que le modèle de la croissance spatiale de la périurbanisation (hypothèse de travail) correspond au type **discontinu** comme l'a proposé Pouyanne (2014, p. 590). Ces quarante dernières années, les dynamiques de l'occupation des sols présentent généralement une mixité dans les aires périurbaines qui contiennent à la fois une matrice agricole, des parcelles d'agrément et des *caseríos*.

En ce qui concerne les théories de la ville compacte et étalée, les zones urbaines et suburbaines des trois terrains d'étude présentent une transition entre la forme de la ville compacte de Gordon et Richardson et la forme étalée d'Ewing (1997) qui ressemble au modèle de Pouyanne (2014, p. 590) (voir Figure 29).

⁶⁶ Comme indiqué dans l'introduction, au Chili il existe les concepts d'aires urbaines et d'aires rurales. Cette tertiarisation de la population active rurale répond au changement des interactions ville-campagne.

Figure 29. Modèle spatial de discontinuité urbaine, modifié à partir des cas des villes de *Melipilla, Talagante et Buin*



Source : modification d'UBILLA-BRAVO, à partir de Pouyanne, 2014, p. 590.

5.2. Projection des trois cas

La projection des tendances prend en compte des instruments de régulation urbaine, les dynamiques spatiales des quarante dernières années, et le rapport entre les usages du sol et l'instrument de régulation urbaine régionale.

Nous identifions quatre principaux phénomènes spatiaux liés au processus de périurbanisation : (i) l'expansion horizontale de la croissance urbaine des villes, (ii) la multiplication des parcelles d'agrément, (iii) le développement de conflits potentiels avec les établissements humains déjà développés ou en développement et (iv) l'augmentation de la mobilité spatiale liée à la tertiarisation de l'emploi.

L'**expansion horizontale de la croissance urbaine** est un phénomène qui se développe de manière constante dans le temps. Dans les trois cas, grâce à la modification du PRMS (*Resolución No 76, 2006*), la croissance urbaine va devenir la principale dynamique spatiale dans le périurbain intérieur de chaque commune analysée. En

considérant la mise en œuvre de la catégorie AUDP dont la densité maximale projetée est de 160 habitants par hectare, les trois villes passeront d'un total de 150 000 habitants en 2012 à un total de 650 000 habitants environ. Cependant, ce processus spatial entraîne la **diminution des propriétés rurales** dans le périurbain intérieur.

En ce qui concerne le deuxième phénomène des projections territoriales, la **multiplication des parcelles d'agrément** est le résultat des politiques de libre marché des sols durant les 40 dernières années. Les parcelles d'agrément ont gagné plus de surface dans les aires périurbaines extérieures dans les cas de *Melipilla* et *Talagante*, ainsi que dans le périurbain intérieur pour *Talagante*. Dans le futur, on prévoit que les parcelles d'agrément continueront à se multiplier grâce à l'ISAM n° 11 et n° 13. Pour le cas de *Talagante* il faudra observer si le dispositif régulateur aura été respecté par rapport aux usages du sol qu'il indique (AUDP).

Le troisième phénomène est l'émergence de **conflits potentiels** avec les établissements humains déjà développés ou en développement. Le mot **potentiel** renvoie aux conséquences possibles du changement des dispositions du PRMS sur l'espace géographique du périurbain intérieur. De cette manière, tant les parcelles d'agrément que les *caseríos* pourraient changer d'usage du sol comme nous pouvons déjà l'observer à *Melipilla*, pour se convertir en aires urbaines avec une densité de 160 hab/ha, à moins que les habitants de ces aires ne souhaitent les préserver. Dans ce cas, ceci dépendra de la capacité à exercer le pouvoir de la part de tous les acteurs impliqués : les habitants, les professionnels et les élus aux échelles locale et régionale.

Enfin, l'**augmentation de la mobilité** spatiale est la conséquence de la croissance de la population qui habitera dans les nouvelles aires plus éloignées des centres des villes. Elle est en même temps liée au processus de **tertiarisation de l'emploi**, phénomène qui s'est développé ces dernières années dans les trois communes. La mobilité de la population, surtout celle de plus de 15 ans, est fondée sur la distance entre les aires résidentielles et les lieux de travail et d'étude. Dans le futur, l'augmentation de la mobilité s'accroîtra en raison de la croissance urbaine (et par conséquence de la population) sur les AUDP.

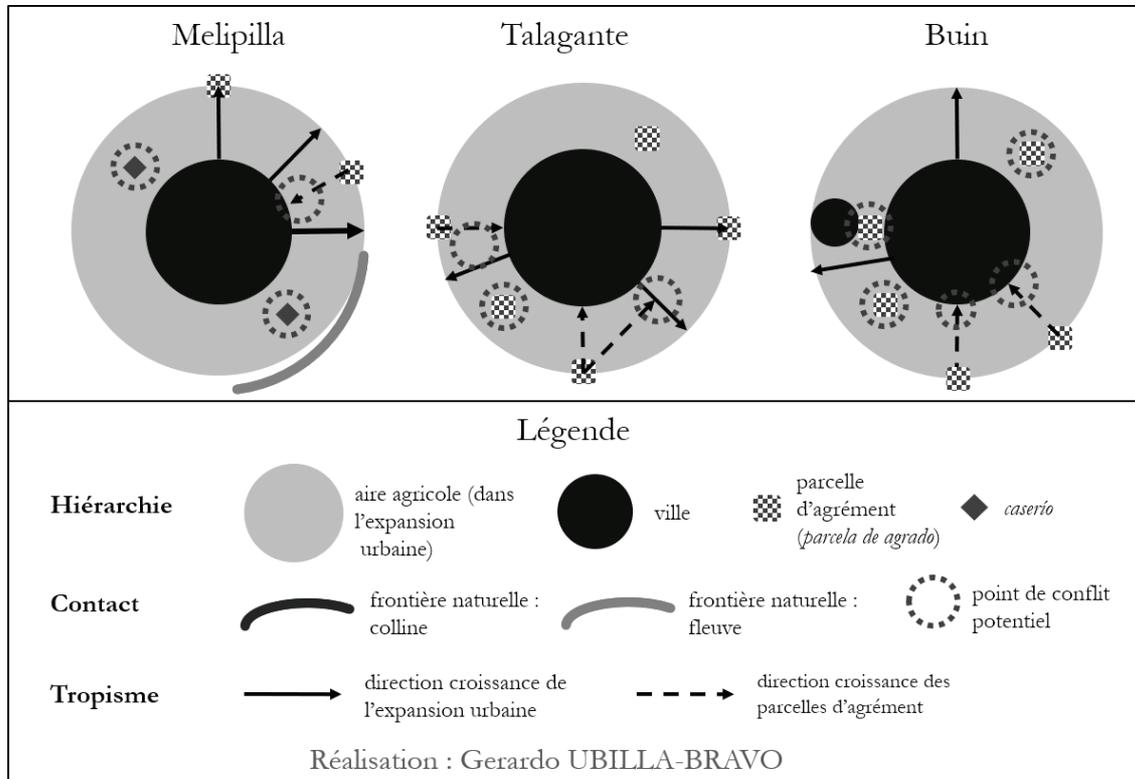
Dans la Figure 30 nous observons la distribution spatiale simplifiée des principaux phénomènes territoriaux analysés pour chaque commune. Les chorèmes permettent d'interpréter trois principes de l'organisation spatiale : la hiérarchie⁶⁷, le tropisme⁶⁸ et le

⁶⁷ La hiérarchie renvoie à la taille des structures d'organisation de l'espace.

⁶⁸ Le tropisme correspond à la dynamique territoriale, à la transformation des structures d'organisation de l'espace.

contact⁶⁹.

Figure 30. Chorèmes des aires urbaines et périurbaines des villes de *Buin*, *Melipilla* et *Talagante*. Projection des tendances



5.3. Reconnaissance du processus de périurbanisation au Chili : proposition d'un modèle

Dans cette recherche, nous avons observé un processus de périurbanisation pour les cas des villes *Buin*, *Melipilla* et *Talagante* depuis les 40 dernières années. Comme l'ont remarqué Sereno et al. (2010) le phénomène se développe aussi dans les villes de taille intermédiaire. Ce qui est le cas des trois exemples retenus.

Bien que l'on constate le manque de définition de périurbain dans la nomenclature publique de l'État Chilien, qui considère seulement les notions d'urbain et de rural, l'analyse de ces trois communes fait apparaître des espaces périurbains et des dynamiques qui les renforcent. En effet, les indicateurs analysés permettent d'interpréter le périurbain, notamment en examinant l'évolution de l'occupation des sols et la tertiarisation évidente de l'emploi de la population rurale.

Du point de vue conceptuel, l'État Chilien ne définit que les aires urbaines et

⁶⁹ Le contact comprend les frontières, ruptures ou obstacles pour les structures d'organisation de l'espace.

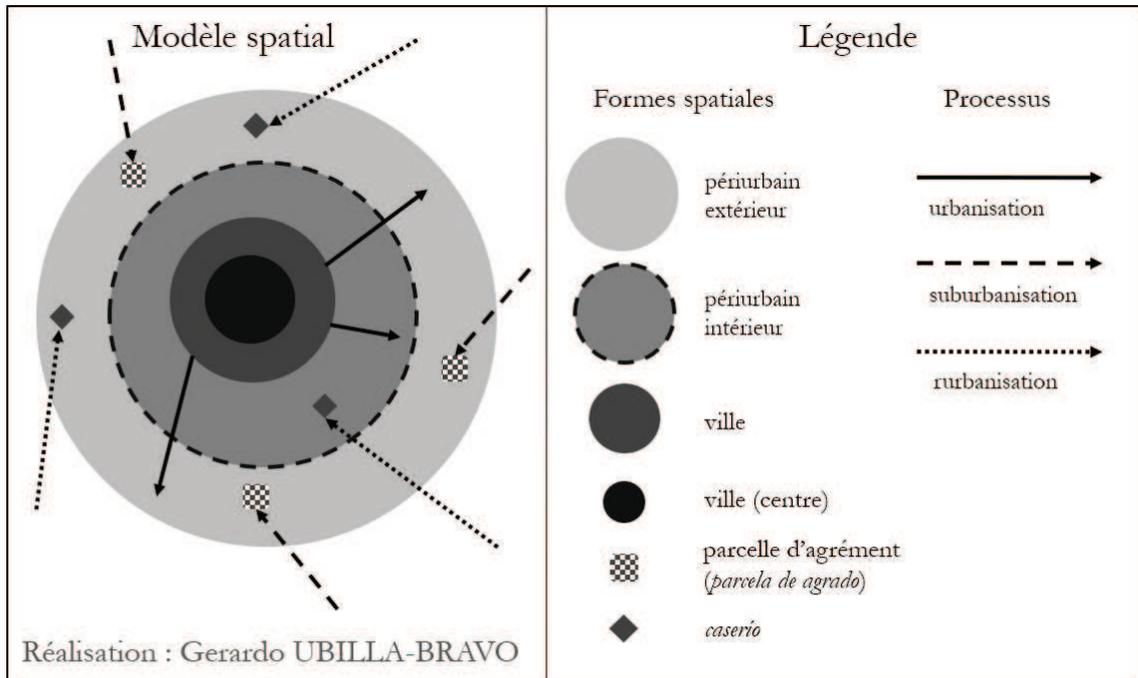
rurales (*Decreto* No 458, 1976). Comme cela a été vu, il n'existe pas de formalisation concrète du périurbain ou du suburbain (Ubilla Bravo, 2015b). Suite à ce manque conceptuel, nous proposons grâce à la démonstration de ce chapitre quelques définitions en se basant sur le cas de la Région Métropolitaine de *Santiago* du Chili.

Le **périurbain** est l'aire qui est contiguë à une zone urbaine et il est aussi l'expression spatiale de la périurbanisation. Pour le préciser nous avons proposé deux catégories : l'intérieur et l'extérieur. Le périurbain intérieur est l'aire qui entoure la zone urbaine d'une ville jusqu'à la limite qui a été imposée par la modification du PRMS (*Resolución* No 76, 2006). Le périurbain extérieur est l'aire contiguë ou adjacente à la limite urbaine du PRMS ; toutefois, il est difficile de définir une limite extérieure pour celle-ci (voir les formes spatiales dans le modèle de la Figure 31). Cela peut être comparé avec le modèle créé par Bryant (1986) qui indique aussi deux zones périurbaines (cf. la Figure 10 du chapitre 1). Le processus de **périurbanisation** est formé par l'ensemble des processus d'urbanisation, de suburbanisation et de rurbanisation⁷⁰. Ce processus se développe dans les aires périurbaines qui contiennent un mélange de formes urbaines, suburbaines et rurbanes (voir les processus dans le modèle de la Figure 31).

Au-delà de la contribution de cette recherche à la connaissance scientifique de la géographie, nous considérons que le monde technico-politique chilien peut jouer un rôle important en s'efforçant de bien inclure les concepts de périurbain et de périurbanisation dans la nomenclature publique de l'État Chilien. L'Etat ne se préoccupe pas des aires périurbaines car la priorité est la construction de logements dans les aires urbaines (Simian, 2010). Nous soutenons qu'il faudra avancer sur des politiques publiques qui envisagent la complexité des aires périurbaines pour améliorer les conditions de vie de la population qui y habite.

⁷⁰ La rurbanisation est un processus où l'Etat chilien a pris la décision de créer de nouveaux établissements humains au sein des réformes agraires et contre-réforme agraire dans les années 1960 (Riffo Rosas, 1994). Nous approfondirons notre réflexion sur la **rurbanisation** et la **suburbanisation** dans le chapitre 5.

Figure 31. Modèle spatial de la dynamique de la périurbanisation fondé sur les cas de *Buin, Melipilla et Talagante*



* * *

Chapitre 4. Construction du périurbain à travers les instruments de régulation urbaine : cas des villes de taille intermédiaire au Chili

1. Introduction

1.1. La tradition centraliste de la planification territoriale et des instruments de régulation urbaine au Chili

Du point de vue de l'organisation politico-juridique, le Chili est un **État unitaire**, cela signifie que le pouvoir politique est centralisé au niveau national. Cette caractéristique est fixée dans l'article 3^o de la **Constitution politique de la république du Chili** (*Decreto* N° 100, 2005). La concentration ou centralisation du pouvoir est un héritage depuis la période de la colonisation de l'Espagne et cela s'est maintenue dans la formation de la république (XIX^{ème} siècle). Certains auteurs (Montecinos, 2005; Véliz, 2014) affirment que la centralisation est justifiée par le contrôle militaire et la production économique du territoire national.

En ce qui concerne la planification territoriale au Chili, elle découle de la tradition centraliste indiquée. A partir de 1930 il y a eu une préoccupation particulière concernant la croissance des villes, ainsi que l'infrastructure interurbaine, comme par exemple la construction des chemins, ponts et ouvrages de canalisation des fleuves et canaux d'irrigation (Gross, 1991). Dans les décennies 1950 et 1960, on observe un développement de normes qui traitent de manière partielle la planification du territoire. Cette planification aborde spécialement les aires urbaines et les politiques de logement (*Decreto* N° 1.101, 1960; Hidalgo, 2000). Depuis cette époque et encore actuellement, il n'existe pas d'aménagement du territoire ni de planification territoriale intégrée (Ubilla Bravo, 2007, 2008). En général, la planification de l'État s'est développée au travers d'interventions sectorielles de chaque ministère qui défissent un plan d'investissements justifiés par les écarts sociaux, mais ceux-ci ne partagent pas de vision commune entre eux (Ubilla Bravo, 2015a).

Ainsi nous observons une absence d'une planification territoriale intégrée, mais il y a un ensemble d'instruments qui interviennent de façon coordonnée entre eux pour les aires urbaines, et ce à toutes les échelles géographiques (du niveau national au niveau local). Dans ce chapitre, nous considérons cet ensemble de normes comme des **instruments de régulation urbaine**⁷¹. Pour rappel du chapitre 2, l'**instrument** est défini comme un élément qui sert à structurer la réalité et à créer les options dans la prise de décisions. Ainsi, l'instrument permet une réduction de la complexité et de l'incertitude,

⁷¹ Les instruments sont décrits dans le sous-titre 2.3 de ce chapitre : « *Analyse, compilation et structuration des données et des instruments de régulation urbaine* ».

de réguler les relations sociales et de maintenir la cohérence d'un système (Berry, 1983). Lascoumes & Le Galès (2014) mettent en rapport le concept d'instrument avec l'action publique. Dans leurs travaux sur l'action publique considèrent que l'instrument organise les relations sociales tant des acteurs publics que sociaux (Lascoumes & Le Galès, 2014). Nous soulignons aussi que les instruments « *ne sont pas neutres* » puisque ils dépendent de l'utilisation qu'en font les groupes politiques et techniques (Lascoumes & Le Galès, 2014) et ils sont incomplets (Berry, 1983). Comme indiqué précédemment, dans ce chapitre nous analyserons les instruments de régulation urbaine qui jouent un rôle important pour le développement de la périurbanisation.

1.2. Le marché foncier et la périurbanisation au Chili

Au début de la décennie de 1970 il y a eu un changement du modèle économique, le Chili est passé d'un État-providence à un modèle néolibéral, ce qui a modifié les règles du jeu du marché foncier (Connell & Dados, 2014; Grenier, 1980; Hurtado-Beca, 1980). Dans le cadre de la régulation urbaine, ce changement a entraîné l'accélération des processus d'étalement et de fragmentation urbaine à partir de la décennie 1970, notamment dans la Région Métropolitaine de *Santiago* (RMS) (Armijo, 2000; Sabatini, 2000). Une des conséquences de ce processus est sa relation avec la périurbanisation (Ubilla Bravo, 2015b) (cf. chapitre 3 de cette thèse) et la suburbanisation (Armijo, 2000 ; Ubilla-Bravo, 2020b) (cf. chapitre 5 de cette thèse) qui organisent de plus en plus le système d'établissements humains de la RMS.

Pour cela nous nous reposons principalement sur deux points : (i) les recherches de deux auteurs afin de comprendre la complexité des aires urbano-rurales et (ii) les résultats du chapitre 3. En premier lieu, parmi les chercheurs qui ont travaillé sur ce sujet depuis les années 1970 en France, Vanier (2000) explique que le périurbain est un nouvel espace à analyser en raison de sa complexité : ce n'est pas une aire urbaine ni une aire rurale, celle-ci peut être autant urbaine que rurale, et elle a une identité unique. En Amérique Latine, Allen (2003) parle de l'interface périurbaine et elle propose quatre catégories pour la comprendre : (i) une périphérie des villes, (ii) une périphérie socioéconomique, (iii) une interaction de flux ruraux-urbains et (iv) une mosaïque écologique, socioéconomique et institutionnelle. En deuxième lieu, les résultats du chapitre 3 ont permis de mettre en évidence le phénomène de la périurbanisation dans les villes intermédiaires au Chili (voir Figure 31). Grâce à cette démonstration nous commençons à analyser la « *construction du périurbain à travers les instruments de régulation urbaine* »⁷². Les définitions de Vanier (2000) et d'Allen (2003) et le chapitre

⁷² Cette idée donne le nom à ce chapitre.

3 de cette thèse servent de références afin d'aborder ce sujet.

1.3. Problématique

Dans la problématique de ce chapitre nous considérons trois éléments de contexte : la centralisation de la planification territoriale du Chili, la tradition de la régulation des aires urbaines et le processus de périurbanisation dans les villes de taille intermédiaire de la Région Métropolitaine de *Santiago*. De cette façon, le fil conducteur de ce chapitre est la compréhension de l'incidence des instruments de régulation urbaine et leur impact sur les aires périurbaines des villes de taille intermédiaire subrégionale au Chili. Ce travail sera conduit en reposant sur les cas de trois villes de taille intermédiaire de la Région Métropolitaine de *Santiago*, à savoir *Melipilla*, *Talagante* et *Buin*. La question de ce chapitre est : **comment l'espace local périurbain s'est construit à travers les instruments de régulation urbaine de niveaux national, régional et local ?** Afin de répondre à cette question, nous analyserons ces instruments aux trois échelles indiquées. Par conséquent, ce travail s'organise autour d'une approche d'analyse qualitative et historique des décisions des institutions de régulation urbaine. Le point méthodologique décrit le détail de cet objectif.

2. Méthode : sélection du terrain d'étude et des instruments de régulation urbaine

2.1. Considérations générales de la méthode

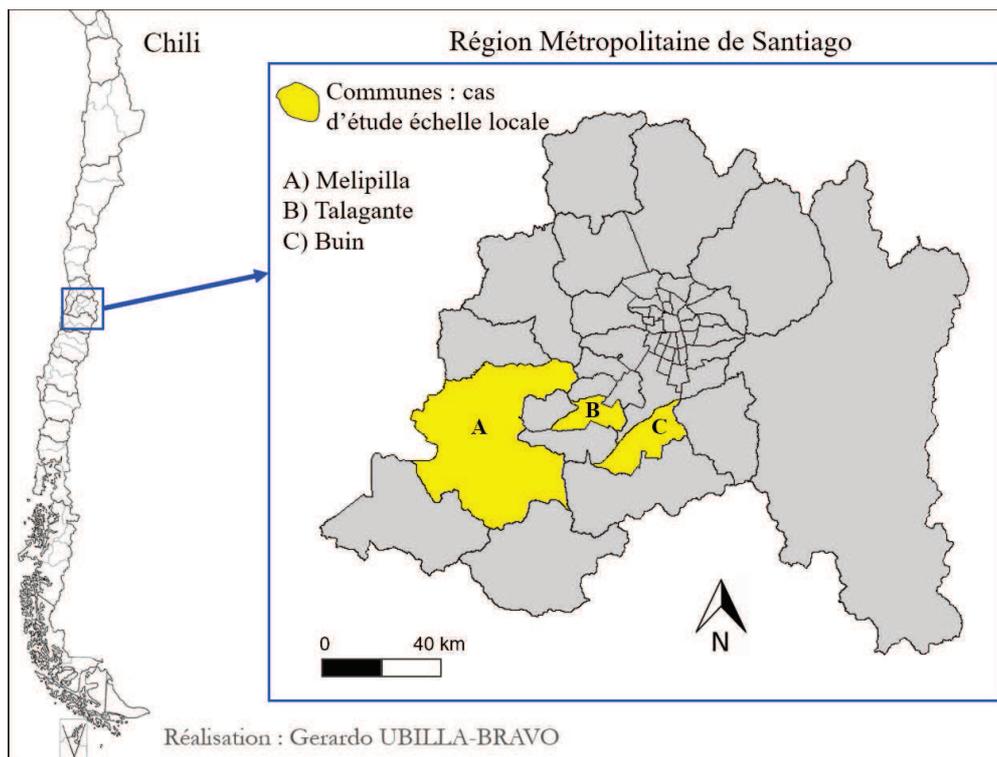
L'approche principale de ce chapitre est qualitative. La méthodologie repose sur une analyse des relations entre les différents instruments de régulation urbaine. Pour cela nous révisons les instruments suivants : normes, politiques publiques et plans urbains qui ont une incidence sur l'occupation et la couverture du sol, à toutes les échelles politico-administratives du Chili : nationale, régionale et locale permettant de développer une perspective multi-échelle. La recherche contient aussi une approche historique, dont la période d'analyse des instruments va de 1972 à 2012 en considérant deux événements. Le premier correspond aux dates de formulation des dernières modifications des instruments étudiés. Le deuxième fait référence au coup d'État civilo-militaire de 1973 (Magasich, 2013). Ce choix est justifié par le changement du modèle politique, social et économique au Chili, ce qui a impliqué la libération économique du marché foncier et de l'exploitation des ressources naturelles (Grenier, 1980; Hurtado-Beca, 1980). De même, le régime militaire a déclaré le **libre marché des sols** au Chili et pour cela il a appliqué

divers instruments qui sont traités dans les résultats.

2.2. Définition du terrain d'étude multi-échelle

Afin d'aborder cette recherche, le choix a été fait de retenir une étude de cas (Cousin, 2005). Pour les échelles régionale et intercommunale, nous examinons la Région Métropolitaine de *Santiago* (RMS) et pour l'échelle locale nous analysons trois communes⁷³ qui sont localisées à l'intérieur la région mentionnée : *Melipilla*, *Talagante* et *Buin* (voir Figure 32). La caractérisation de ces communes repose sur les critères suivants : (i) la présence d'un centre subrégional dont la taille démographique est supérieure à 40 000 habitants (Contreras Alonso, Opazo, Núñez Pino, & Ubilla Bravo, 2005)⁷⁴, (ii) une forte centralité urbaine (Ubilla Bravo et al., 2009)⁷⁵ et (iii) la présence du phénomène de périurbanisation⁷⁶ (cf. chapitre 3).

Figure 32. Unités territoriales d'étude : le Chili (échelle nationale), Région Métropolitaine de *Santiago* (échelle régionale) et les communes de *Buin*, *Melipilla* et *Talagante* (échelle locale)



Source : données géographiques du GORE RMS.

⁷³ Les trois villes de taille intermédiaire appartiennent à chacune des trois communes.

⁷⁴ Celles-ci correspondent aux villes de taille intermédiaire du système urbano-régional de la RMS.

⁷⁵ Celle-ci est définie par l'indice de Davies (1967).

⁷⁶ Dans le chapitre 3 de cette thèse nous mettons en évidence le phénomène de périurbanisation pour les trois villes de taille intermédiaire à partir d'une démonstration à travers l'utilisation de données socioéconomiques et d'occupation du sol.

2.3. Analyse, compilation et structuration des données et des instruments de régulation urbaine

La technique qualitative que nous utilisons dans cette investigation est l'analyse historique (Mucchielli, 2009), aussi appelée analyse contextuelle (Steinberg, 2015). Ceci consiste à analyser de manière chronologique la prise de décisions sur le territoire à travers la recherche de documents officiels (Ogborn, 2010). Les documents indiqués correspondent aux instruments qui sont formulés par le *Ministerio de Vivienda y Urbanismo* (MINVU), la *Secretaría de Vivienda y Urbanismo de la Región Metropolitana de Santiago* (SEREMI VyU RMS) et les mairies des trois communes mentionnées. Nous trouvons la liste des instruments de régulation urbaine structurés selon l'échelle dans le Tableau 16.

Tableau 16. Instruments de régulation urbaine : normes, politiques publiques et plans

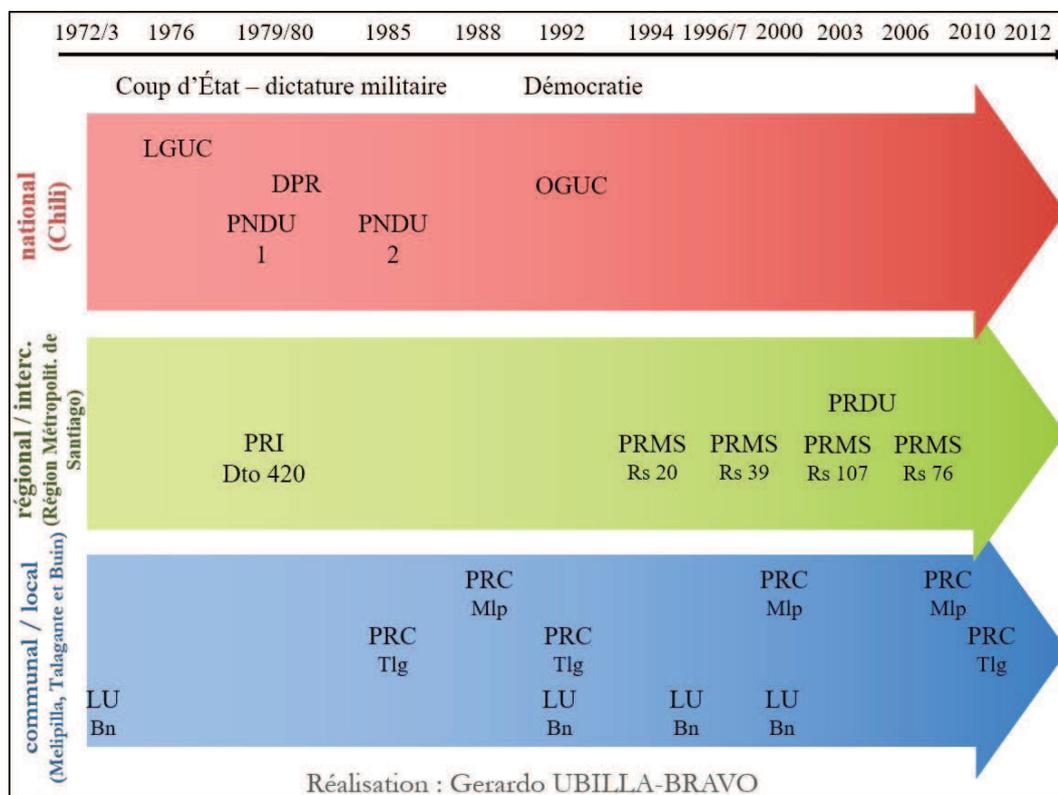
Nom instrument urbain (espagnol)	Date	Échelle	Institution responsable	Source
<i>Ley General de Urbanismo y de Construcciones</i> (LGUC)	1976	Nationale	MINVU	<i>Decreto</i> No 458, 1976
<i>Ordenanza General de la Ley de Urbanismo y Construcciones</i> (OGUC)	1992	Nationale	MINVU	<i>Decreto</i> No 47, 1992
<i>Política Nacional de Desarrollo Urbano</i> (PNDU)	1979 et 1985	Nationale	MINVU	MINVU, 1979, 1985
<i>Plan Regional de Desarrollo Urbano</i> (PRDU)	2005	Régionale	SEREMI V. y U. RMS	SEREMI V. y U. RMS y PUC, 2005
<i>Plan Regulador Intercomunal</i> (PRI)	1979	Inter-communale	MINVU	<i>Decreto</i> No 420, 1979
<i>Plan Regulador Metropolitano de Santiago</i> (PRMS)	1994-2012	Inter-communale	SEREMI V. y U. RMS	<i>Resolución</i> No 20, 1994; <i>Resolución</i> No 39, 1997; <i>Resolución</i> No 107, 2003; <i>Resolución</i> No 76, 2006
<i>Plan Regulador Comunal</i> (PRC) de <i>Melipilla</i>	1988-2010	Communale / locale	Mairie de <i>Melipilla</i>	<i>Decreto</i> No 77, 1988; <i>Resolución</i> No 57, 2000; <i>Decreto Exento</i> No 991, 2010

Nom instrument urbain (espagnol)	Date	Échelle	Institution responsable	Source
<i>Plan Regulador Comunal</i> (PRC) de <i>Talagante</i>	1985-2011	Communale / locale	Mairie de <i>Talagante</i>	<i>Decreto</i> No 43, 1985; <i>Resolución</i> No 13, 1992; <i>Decreto Exento</i> No 3.226, 2011
<i>Límite Urbano</i> (LU) de <i>Buín</i>	1972-1999	Communale / locale	Mairie de <i>Buín</i>	<i>Decreto</i> No 519, 1972; <i>Resolución</i> No 57, 1992; <i>Resolución</i> No 37, 1996; <i>Resolución</i> No 14, 1999

Réalisation : Gerardo UBILLA-BRAVO.

La Figure 33 sert de soutien au Tableau 16 afin d’obtenir une vision générale synthétique du cadre temporel et de l’échelle géographique de tous les instruments. Nous analysons et mettons en évidence par la suite les influences entre les instruments par rapport à la définition du périurbain.

Figure 33. Situation temporelle des instruments de régulation urbaine selon l’échelle géographique. Schéma appliqué pour la RMS et les communes de *Melipilla*, *Talagante* et *Buín*



3. Résultats : instruments selon l'échelle géographique et leur impact dans la construction du périurbain

Dans les résultats nous analysons les instruments de régulation urbaine depuis la décennie 1970 selon **l'ordre des échelles géographiques** : (i) nationale, (ii) régionale / intercommunale et (iii) communale / locale. Dans le dernier paragraphe nous rendons compte d'une synthèse sur la trajectoire des relations d'influence des instruments de régulation urbaine.

3.1. Les instruments urbains du niveau national au Chili

Comme indiqué antérieurement, le début de cette analyse commence dans la décennie 1970 avec l'introduction du modèle néolibéral par la dictature militaire. Le premier instrument et le plus important quant à son impact sur le territoire est la **Ley General de Urbanismo y de Construcciones** (LGUC) (*Decreto* N° 458, 1976). Elle contrôle tout le cadre général du système de planification et de régulation urbaine au Chili et a été mise en œuvre sous la responsabilité du Ministère du Logement et de l'Urbanisme (MINVU, par ses sigles en espagnol). Celle-ci définit la planification urbaine dans le titre II, elle examine ainsi les instruments de régulation urbaine, on y trouve les détails des instruments nommés dans l'article 4°. La LGUC norme les aires urbaines mais cet instrument peut aussi intervenir dans les aires rurales grâce à une modification apportée en 2003. Pour la définition des procédures des aires rurales, cette loi dispose des articles 55 et 59. L'article 55 indique deux exceptions pour urbaniser en dehors des zones urbaines. La première correspond à la construction de bâtiments pour les exploitations agricoles et la deuxième correspond à la construction des ensembles de logements (jusqu'à 1 000) « *Unidades de fomento (UF)* »⁷⁷ pour les personnes qui ont de bas revenus. L'article 59 signale la déclaration d'utilité publique pour les terrains situés en dehors des limites urbaines (*Decreto* N° 458, 1976).

En 1980 est publiée la norme **Decreto Ley N° 3.516** appelée **División de Predios Rústicos** (DPR) qui considère la transformation des terrains agricoles. L'article 1° indique : « *les propriétés rurales, c'est-à-dire les immeubles d'aptitude agricole, forestière ou concernant le bétail, localisées en dehors des limites urbaines, ou en dehors des plans régulateurs intercommunaux de Santiago et Valparaiso, et du plan régulateur métropolitain de Concepción, peuvent être divisées de manière libre pour leurs*

⁷⁷ C'est une unité de compte qui est utile pour la commercialisation des biens immeubles. Un UF est équivalent à 30,9 € (avril 2020).

*propietarios si los lots ont une surface qui n'est pas inférieure à 0,5 ha »*⁷⁸ (1980, p. 1). La mise en œuvre de la DPR a provoqué la création des parcelles d'agrément (*parcelas de agrado*)⁷⁹ qui ont été reconnues pour la première fois dans le recensement de population et du logement de 2002. Dans le cas de la RMS, près de 380 000 ha en dehors de la limite urbaine ont été divisées entre 1980 et 2002 grâce à l'utilisation de ce décret (Hidalgo, et al., 2009).

La ***Política Nacional de Desarrollo Urbano*** (PNDU) est l'instrument qui contient les orientations de l'urbanisation et de la construction des logements sur l'ensemble du territoire national chilien. Elle est indiquée dans l'article 27 de la LGUC. La première politique a été publiée en 1979 et parmi ses indications on peut trouver les suivantes : (i) le **sol n'est pas une ressource rare**⁸⁰ ; (ii) c'est nécessaire d'appliquer des systèmes flexibles de planification avec une **intervention minime de l'État** ; (iii) il faut définir des procédures et éliminer des restrictions pour permettre la **croissance naturelle des aires urbaines** selon les tendances du marché ; (iv) il faut modifier le *Plan Intercomunal de Santiago* (PRI) en vigueur à la date (MINVU, 1979). La deuxième version de la PNUD a été publiée en 1985 et elle présente des différences par rapport à la politique antérieure de 1979. Les principaux énoncés de cette deuxième version sont les suivants : (i) le **sol est une ressource rare** ; (ii) le droit de propriété peut avoir des **restrictions en fonction du bien commun** ; (iii) les initiatives individuelles et le marché doivent **s'adapter à la planification de l'État** ; (iv) il faut promouvoir l'usage intensif du sol en aires urbaines consolidées, pour **éviter la croissance en extension horizontale** (MINVU, 1985).

Le ***Ordenanza General de la Ley de Urbanismo y Construcciones*** (OGUC) (Decreto N° 47, 1992) est un complément de la LGUC. L'importance de cette norme repose sur trois définitions clés permettant de comprendre la planification et la régulation territoriale. Ces concepts renvoient à l'aire urbaine, l'aire d'extension urbaine et l'aire rurale qui se trouvent dans l'article 1.1.2 de l'OGUC. L'**aire urbaine** est la « *surface du territoire localisée à l'intérieur de la limite urbaine, elle est destinée au développement harmonieux des centres peuplés et leurs activités existantes et projetées par l'instrument*

⁷⁸ Traduction d'UBILLA-BRAVO. Texte original en espagnol : « *Los predios rústicos, esto es, los inmuebles de aptitud agrícola, ganadera o forestal ubicados fuera de los límites urbanos o fuera de los límites de los planes reguladores intercomunales de Santiago y Valparaíso y del plan regulador metropolitano de Concepción, podrán ser divididos libremente por sus propietarios siempre que los lotes resultantes tengan una superficie no inferior a 0,5 hectáreas físicas* ».

⁷⁹ Traduction d'UBILLA-BRAVO. Texte original en espagnol : « *parcelas de agrado* ». Cf. Hidalgo (2005) qui utilise aussi la même traduction en français.

⁸⁰ Les mots ont été mis en caractères gras par l'auteur.

de planification territoriale »⁸¹ (1992, p. 2). L'**aire d'extension urbaine** est la « *surface du territoire localisée à l'intérieur de la limite urbaine, elle est destinée à la croissance urbaine projetée par le plan régulateur intercommunal* »⁸² (1992, p. 2). L'**aire rurale** est « *le territoire localisé en dehors de la limite urbaine* »⁸³ (1992, p. 2). A partir des définitions antérieures nous observons que l'État du Chili reconnaît ces trois types de territoires du point de vue de la régulation urbaine.

En guise de synthèse, quatre idées clés sur la construction du périurbain existent dans les instruments du niveau national. Premièrement, les articles 55 et 59 de la *Ley General de Urbanismo y de Construcciones* sont fondamentaux afin de comprendre la transformation dans les aires rurales et périurbaines. L'une de leurs conséquences est la disposition des *villorrios* étalés dans cet espace rural et d'interface périurbaine. Deuxièmement, le DL N° 3.516 (1980) permet la division des propriétés rurales des parcelles jusqu'à 0,5 ha, ce qui a aidé à la prolifération de *parcelas de agrado*. Troisièmement, la *Política Nacional de Desarrollo Urbano* de 1979 a permis l'agrandissement de la limite urbaine de l'aire métropolitaine de *Santiago* et elle a aussi indiqué que le sol n'était pas une ressource rare. Ceci a entraîné une croissance urbaine et la transformation rapide du périurbain. Finalement, l'*Ordenanza General de la Ley de Urbanismo y Construcciones* définit l'aire d'extension urbaine comme la projection de la croissance des villes dans l'article 1.1.2. Ceci correspond au périurbain du point de vue de l'urbanisation et nous mettons en rapport cette définition avec deux catégories proposées par Allen (2003) : le périurbain comme la périphérie des villes et le périurbain comme une mosaïque institutionnelle.

3.2. Les instruments urbains des niveaux régional et intercommunal : le cas de la Région Métropolitaine de Santiago

Le premier instrument de l'échelle régionale est le *Plan Regulator Intercomunal* (PRI), dont la version de 1979 (*Decreto* N° 420, 1979) a remplacé le PRI formulé en 1960 (*Decreto* N° 2.387, 1960). L'impact du PRI de 1979 repose sur l'agrandissement de la

⁸¹ Traduction de d'UBILLA-BRAVO. Texte original en espagnol : « *superficie del territorio ubicada al interior del límite urbano, destinada al desarrollo armónico de los centros poblados y sus actividades existentes y proyectadas por el instrumento de planificación territorial* ».

⁸² Traduction de d'UBILLA-BRAVO. Texte original en espagnol : « *superficie del territorio ubicada al interior del límite urbano, destinada al crecimiento urbano proyectado por el plan regulador intercomunal* ».

⁸³ Traduction de d'UBILLA-BRAVO. Texte original en espagnol : « *territorio ubicado fuera del límite urbano* ».

*Metrópoli de Santiago*⁸⁴. Cette situation a permis la diminution du prix du foncier et la vente rapide de terrains pour la construction de logements régulés par les prix du marché. Il est à noter que cet instrument régule l'urbanisation mais il ne planifie pas de façon intégrale le développement territorial.

Le deuxième instrument est le ***Plan Regional de Desarrollo Urbano*** (PRDU), il est défini dans l'article 2.1.5 de l'OGUC (*Decreto* N° 47, 1992) et dans les articles 30 à 33 de la LGUC (*Decreto* N° 458, 1976). Le PRDU est l'instrument qui définit les orientations pour les aires urbaines de chaque région. L'institution responsable est la *Secretaría Regional Ministerial de Vivienda y Urbanismo* (SEREMI VyU). Les axes de développement du PRDU sont : « *a) la structure du système de centres peuplés ; b) la définition des établissements qui peuvent requérir un traitement prioritaire ; c) la dotation de voies de communication terrestre [...] les ports aériens, maritimes, terrestres et les postes frontaliers terrestres ; d) la dotation et les requêtes d'infrastructure sanitaire, énergétique, de télécommunications, d'équipement et des activités productives ; e) la définition des priorités pour formuler les instruments de planification territoriale ; f) les buts estimés de la croissance des centres peuplés* »⁸⁵ (*Decreto* N° 47, 1992, p. 30). Dans le cas de la RMS, la SEREMI VyU RMS et la PUC (2005) ont formulé une proposition du PRDU entre 2003 et 2005, où ils ont déterminé la distribution et la taille des établissements humains de la RMS pour l'année 2030. Par rapport à la situation des trois villes analysées (*Buin*, *Talgante* et *Melipilla*), le PRDU propose qu'elles auront une taille qui dépasserait les 50 000 habitants en 2030, ce qui signifie qu'elles peuvent potentiellement devenir des centres régionaux (SEREMI VyU RMS et PUC, 2005). Du point de vue spatial, nous observons que le PRDU a une vision pour le système urbano-régional. Le système urbano-régional comprend la *Metrópoli de Santiago* et les établissements de taille intermédiaire dans la Région Métropolitaine de *Santiago*. Néanmoins, le PRDU ne considère pas la croissance urbaine des villes ni la structure des zones périurbaines. De cette manière, nous estimons que le PRDU ne fournit pas d'information pour analyser l'aire périurbaine des villes.

La ***planificación urbana intercomunal*** (PRI) se trouve définie dans l'article 2.1.7 du *Decreto* No 47 (1992) « *qui contrôlera le développement physique [de l'urbanisation]*

⁸⁴ La *Metrópoli de Santiago* est l'aire urbaine continue de la capitale du Chili. Celle-ci comprend 37 communes dans la RMS et elle a une population environ de 6 500 000 habitants. Pour aller plus loin nous recommandons de réviser le travail de Ubilla Bravo *et al.* (2009, p. 20).

⁸⁵ Traduction d'UBILLA-BRAVO. Texte original en espagnol : « *a) Estructuración de sistemas de centros poblados; b) Definición de los asentamientos que pueden requerir tratamiento prioritario; c) Dotación de vías de comunicación terrestre [...] los puertos aéreos, marítimos, terrestres y los pasos fronterizos; d) Dotación y requerimientos de infraestructura sanitaria, energética, de telecomunicaciones, de equipamiento y de actividades productivas; e) Definición de prioridades de formulación de los Instrumentos de Planificación Territorial; f) Metas estimadas de crecimiento de los centros poblados* ».

des aires urbaines et rurales des diverses communes [...] à travers un plan régulateur intercommunal. Il s'appellera plan régulateur métropolitain si le territoire a plus de 500 000 habitants »⁸⁶ (1992, p. 31). L'institution responsable de sa formulation est la SEREMI V. y U. créée par l'article 2.1.9 de l'OGUC. De cette façon nous observons que le PRI peut réguler l'urbanisation (densité et construction) dans les aires rurales.

Dans le cas de la Région Métropolitaine de *Santiago* (RMS), l'instrument qui sert à la régulation des usages d'occupation du sol est le ***Plan Regulador Metropolitano de Santiago*** (PRMS) (*Resolución* N° 20, 1994). Le PRMS comprend neuf éléments pour réguler les aires urbaines et rurales à l'échelle intercommunale. Les catégories du zonage sont : « (i) *les limites d'extension urbaine*, (ii) *la définition de zones dans l'aire métropolitaine*, (iii) *l'usage du sol*, (iv) *les équipements de type métropolitain et intercommunal*, (v) *les zones exclusives pour des usages de sol gênants*, (vi) *les aires de restriction*, (vii) *les aires d'abri de l'infrastructure métropolitaine*, (viii) *l'intensité de l'utilisation du sol [...] et (ix) les exigences pour urbaniser et d'édification quand c'est pertinent* »⁸⁷ (*Resolución* N° 20, 1994, p. 3). Du point de vue historique nous remarquons que l'instrument a connu plusieurs modifications entre 1994 et 2012, ce que l'on va décrire par la suite.

Le PRMS a été formulé en 1994 (*Resolución* N° 20, 1994) et a modifié le PRI de 1979 (*Decreto* N° 420, 1979). Cet instrument comprenait en 1994 les provinces⁸⁸ de *Santiago* et *Cordillera*, ainsi que les communes de *San Bernardo* et *Calera de Tango*, ce qui correspondait à une surface totale de 778 720 ha, soit 50,56 % de la RMS (voir Figure 34). De même, le plan a établi une surface urbaine de 76 496 ha pour les aires urbaines.

En 1997, l'instrument de régulation régional (PRMS) s'est étendu sur la province de *Chacabuco* (*Resolución* N° 39, 1997). Cette modification du plan (1997) comprend 207 610 ha, cela correspond à 13,48 % de la surface régionale (voir Figure 34), et 20 318 ha de sol urbain. L'instrument introduit ainsi de nouvelles zones pour la régulation

⁸⁶ Traduction d'UBILLA-BRAVO. Texte original en espagnol : « *regulará el desarrollo físico de las áreas urbanas y rurales de diversas comunas [...] a través de un Plan Regulador Intercomunal. Cuando esta unidad sobrepase los 500.000 habitantes, le corresponderá la categoría de área metropolitana para los efectos de su planificación* ».

⁸⁷ Traduction d'UBILLA-BRAVO. Texte original en espagnol : « *Limites de Extensión Urbana, Zonificación Metropolitana, Uso del Suelo, Equipamientos de Carácter Metropolitano e Intercomunal, Zonas Exclusivas de Usos Molestos, Áreas de Restricción, Áreas de Resguardo de la Infraestructura Metropolitana, Intensidad de Ocupación del Suelo [...] y exigencias de urbanización y edificación cuando sea pertinente* ».

⁸⁸ Selon le DFL No 1-3.260 (1981), la RMS comprend six provinces : *Chacabuco*, *Cordillera*, *Maipo*, *Melipilla*, *Santiago* et *Talagante*, celles-ci sont divisées en communes. De même, la région contient depuis cette date-là 52 communes.

urbaine : **Zones urbaines de développement conditionné (ZUDC)**⁸⁹, les **Aires urbanisables de développement prioritaire (AUDP)**⁹⁰ et les **Zones industrielles exclusives avec développement conditionné (ZIEDC)**⁹¹, ainsi que la réglementation des parcelles d'agrément. Pour les cas des ZUDC, le PRMS a délimité sept projets immobiliers à implanter au nord de la région, dans la province de *Chacabuco*⁹².

En 2003, le PRMS incorpore une nouvelle manière d'urbaniser, plus adaptée aux marchés foncier à travers les *Proyectos Urbanos de Desarrollo Condicionado* (PDUC) (*Resolución* N° 107, 2003). Dans ce cas, l'instrument introduit des conditions, exigences et compétences pour approuver le changement d'usage du sol. Dans la commune de *Pudahuel*, à l'ouest de *Santiago*, trois premiers projets de ce type ont été installés, mais la *Contraloría General de la República* (CGR) les a annulés suite au manque d'actions liés à la planification des réseaux de transports et d'infrastructures.

En 2006, le Conseil Métropolitain de *Santiago* a approuvé une autre modification du PRMS (*Resolución* N° 76, 2006) qui a inclus une surface totale de 554 010 ha (35,97 % de la Région Métropolitaine de *Santiago*) dont 16 772 ha de surface urbaine (voir Figure 34). Concernant les territoires politico-administratifs, l'instrument inclut les provinces de *Melipilla* et *Talagante*, ainsi que les communes de *Buín* et *Paine* (les deux communes se trouvent dans la province de *Maipo*). De cette manière, le PRMS intervient sur la régulation de toute la région depuis 2006, c'est-à-dire, une surface totale de 1 540 340 ha avec 113 586 ha d'aires urbaines. Dans la Figure 34, nous observons l'ensemble de la trajectoire des modifications du PRMS dans la RMS.

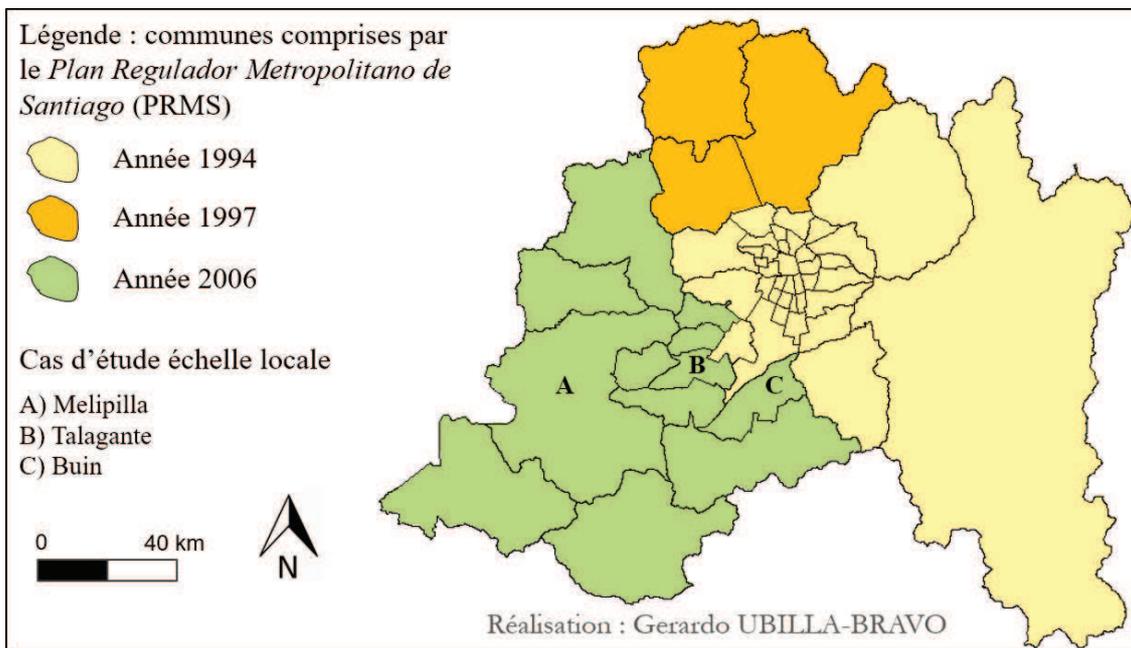
⁸⁹ Les ZUDC sont des aires d'urbanisation dont la densité maximale est 10 hab/ha et la surface minimale des propriétés est de 4 000 m² pour chaque lotissement. Les usages de sol permis sont la zone résidentielle mixte, les cimetières de type parc et les macro-infrastructures.

⁹⁰ La définition de la catégorie AUDP se trouve dans le sous-titre 3.3 de ce chapitre « *les instruments de niveau communal / local et leur relation avec le PRMS* ». Celle-ci est détaillée dans le sous-titre indiqué car elle a un impact direct dans l'analyse des trois communes retenues dans ce chapitre.

⁹¹ Les ZIEDC sont des aires d'urbanisation dont la surface minimale est de 40 000 m² pour chaque lotissement. L'usage du sol permis est l'industrie de type gênante.

⁹² La *Resolución* No 39 (1997) a défini sept aires comme ZUDC : *Santa Elena*, *Santa Filomena*, *Chicureo*, *Chamicero* et *Pan de Azúcar* (commune de *Colina*); *Lipangue* et *El Alfalfal* (commune de *Lampa*); *Tapihue*, *Estación Polpaico* et *San Isidro* (commune de *Tiltil*).

Figure 34. *Plan Regulador Metropolitano de Santiago (PRMS)*, évolution des communes comprises dans ses modifications. Période 1994-2006



Source : données géographiques du GORE RMS et de la *Resolución No 20*, 1994 ; *Resolución No 39*, 1997 ; *Resolución No 76*, 2006.

La modification de l'instrument PRMS en 2006 propose une nouvelle catégorie de régulation urbaine appelée *Área de Interés Silvoagropecuario*⁹³ (ISAM). Celle-ci comprend les aires situées en dehors de la limite urbaine et pour cette recherche nous en définissons deux qui ont des impacts sur les communes. La première est l'**ISAM n° 11**, aussi appelée *aire de transition des centres peuplés* qui « *correspond à une aire de transition entre l'aire urbaine et l'aire restreinte ou exclue du développement urbain, celle qui est créée grâce à la reconnaissance des parcelles localisées de manière contiguë à la limite de l'extension urbaine [...] les propriétés rurales devront avoir une surface minimum de 0,5 ha* »⁹⁴ (*Resolución N° 76*, 2006, p. 49). L'**ISAM n° 11** reconnaît l'existence antérieure d'un usage du sol nommé parcelles d'agrément, dont la taille est de 0,5 ha d'après le *Decreto Ley No 3.516* (1980). Cela indique que cette zone est déjà utilisée par les habitants qui habitent dans un environnement rural avec une faible densité. La deuxième correspond à l'**ISAM n° 13**, aussi nommée *corridors d'accès* et ce « *sont les territoires localisés dans les corridors d'accès qui se situent entre les centres peuplés*

⁹³ La traduction en français est : aire d'intérêt agro-sylvo-pastorale.

⁹⁴ Traduction d'UBILLA-BRAVO. Texte original en espagnol : « *Área de Transición Centros Poblados: Corresponde a un área de transición entre el Área Urbana y el Área Restringida o Excluida al Desarrollo Urbano, la cual se genera fundamentalmente en base al reconocimiento de parcelaciones, ubicadas inmediatamente contiguas al Límite de Extensión Urbana [...] los predios rurales deberán tener una superficie mínima de 0,5 hectáreas* ».

de Padre Hurtado, Peñaflor, Talagante [...] Buin et Paine [...] les usages de sol permis sont les suivants: les activités sylvo-agro-pastorales, l'agro-industrie, et les normes indiquées dans l'article 55 de la LGUC⁹⁵ [...] les propriétés rurales devront avoir une surface minimum de 1,5 ha »⁹⁶ (Resolución N° 76, 2006, p. 50-51).

Nous faisons ressortir trois idées clés sur les éléments des instruments des niveaux régional et intercommunal par rapport à la construction du périurbain. En premier lieu, le PRI de 1979 (influencé par le PNDU de la même année) a agrandi la limite urbaine de la *Metrópoli de Santiago*. Ceci a accéléré le processus de croissance urbaine sur l'espace périurbain. En deuxième lieu, il est à noter que le PRDU n'a pas été approuvé par les élus dans la RMS et il existe uniquement une étude. Par conséquent il n'y a pas d'impact direct de cet instrument dans les aires urbaines et périurbaines. En dernier lieu, nous remarquons que le PRMS a les compétences pour urbaniser le territoire en utilisant cinq catégories déjà décrites : ZUDC, AUDP, ZIEDC, PDUC et ISAM. Ces typologies affectent directement la construction et la transformation des espaces périurbains. Nous mettons en relief l'importance du PRMS puisque cet instrument a modifié les aires urbaines, périurbaines et rurales des communes des provinces de *Santiago, Cordillera et Chacabuco* depuis 1994, ainsi que les communes de *Melipilla, Talagante et Buin* depuis 2006. Nous décrivons la démarche des instruments de régulation urbaine de ces trois communes par la suite.

3.3. Les instruments urbains du niveau communal / local et leur relation avec le PRMS : analyse du périurbain à *Melipilla, Talagante et Buin*

Dans cette partie nous commençons en définissant les deux derniers instruments : le *Plan Regulator Comunal* (PRC) et le *Límite Urbano* (LU). Nous décrivons ultérieurement les cas des trois communes (*Melipilla, Talagante et Buin*) et leur relation avec le PRMS à travers des AUDP et les ISAM.

Le *Plan Regulator Comunal* (PRC) est l'instrument utilisé pour intervenir dans les aires urbaines à l'échelle locale. Le PRC est défini dans les articles 2.1.10 à 2.1.14 de l'OGUC (*Decreto* N° 47, 1992), et il est présent dans les articles 41 à 51 de la LGUC (*Decreto* N° 458, 1976). Le PRC fixe les normes urbanistiques à travers un règlement

⁹⁵ Dans le sous-titre 3.1 de ce chapitre « *Les instruments urbains du niveau national* », nous avons expliqué que l'article 55 de l'LGUC indique deux exceptions pour urbaniser en dehors des zones urbaines.

⁹⁶ Traduction d'UBILLA-BRAVO. Texte original en espagnol : « *Corredores de Acceso: Corresponde a los territorios emplazados en los corredores de acceso que se ubican entre los centros poblados de Padre Hurtado, Peñaflor, Talagante [...] Buin y Paine [...] se permiten los siguientes usos de suelo: las actividades silvoagropecuarias, las agroindustrias, y las normas establecidas en el artículo 55 de la LGUC [...] y deberán contar con una Superficie Mínima Predial de 1,5 ha* ».

local, lesquelles sont : « a) la limite urbaine de ses centres peuplés ; b) les voies structurantes de la commune ; c) la définition des zones ou de sub-zones à partir desquelles la commune sera divisée ; d) la définition des zones ou immeubles de historiques à conserver, les zones typiques et les monuments nationaux e) les exigences des plantations et des autres œuvres dans les aires affectées par la déclaration d'utilité publique »⁹⁷ (Decreto N° 47, 1992, p. 33-34). Pour ce sous-titre nous traitons le premier instrument à savoir le *Límite Urbano* car il est obligatoire pour toutes les communes au Chili.

Quand les communes n'ont pas un PRC, elles peuvent utiliser l'instrument *Límite Urbano*. Celui-ci fixe la surface où il est possible d'urbaniser, mais il ne peut pas définir les usages du sol à l'intérieur des zones urbaines. Selon l'OGUC (article 1.1.2) le *Límite Urbano* est une « ligne imaginaire qui délimite les aires urbaines et les aires d'extension urbaine indiquées dans les instruments de planification territoriale, cette ligne fait la différence entre ces aires et le reste de la commune »⁹⁸ (Decreto N° 47, 1992, p. 7).

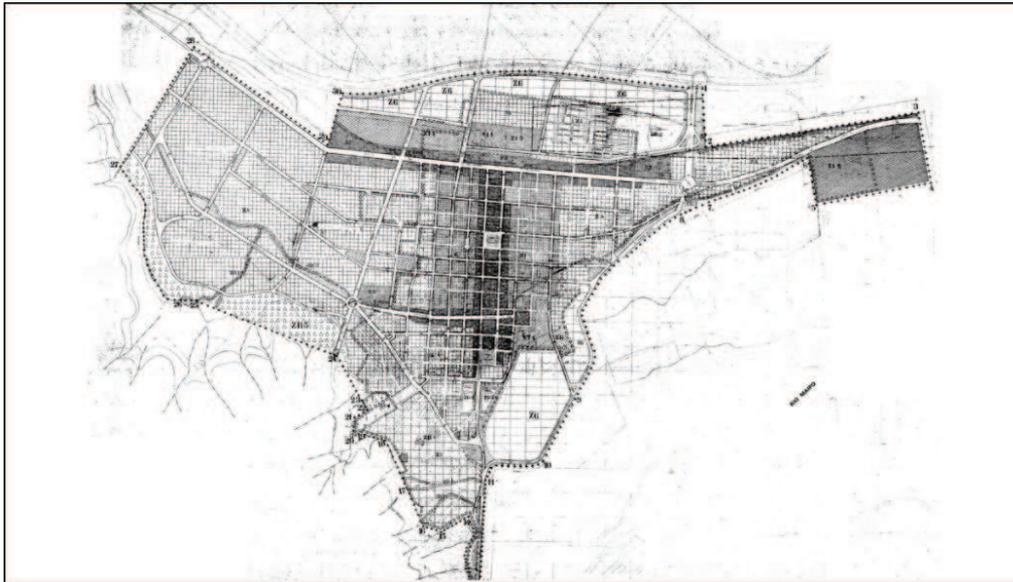
Pour le cas de la commune de **Melipilla**, la première fois que les acteurs politiques ont défini la limite urbaine de la ville a été dans le *Decreto No 77* (1988) (voir Figure 35). Le *Límite Urbano* du PRC comprend les aires déjà construites (les zones plus foncées au centre sur la Figure 35) et les aires d'extension urbaine vers l'est et l'ouest. En 2000, une petite modification a eu lieu dans le secteur est de la limite (*Resolución N° 57*, 2000), ce qui n'a pas eu d'impact important dans la croissance urbaine de la ville. La dernière modification du PRC de *Melipilla* a été réalisée en 2010 (*Decreto Exento No 991*), pour le secteur « *El Maitén* ». Cette modification de 2010 ne modifie pas les limites urbaines, elle précise uniquement les spécifications pour la construction des logements.

Dans le sous-titre 3.2, nous avons traité de la modification du PRMS de 2006 (*Resolución No 76*) qui a inclus les communes de *Buin*, *Melipilla* et *Talagante* parmi d'autres communes (voir Figure 34). L'utilisation de cet instrument a eu un fort impact sur la régulation du territoire à l'échelle locale qui sera analysée par la suite.

⁹⁷ Traduction d'UBILLA-BRAVO. Texte original en espagnol : « a) El límite urbano de sus centros poblados; b) Las vías estructurantes de la comuna; c) Zonificación o definición de subzonas en que se dividirá la comuna; d) Zonas o inmuebles de conservación histórica, Zonas Típicas y Monumentos Nacionales; e) Exigencias de plantaciones y obras de ornato en las áreas afectas a declaración de utilidad pública ».

⁹⁸ Traduction d'UBILLA-BRAVO. Texte original en espagnol : « línea imaginaria que delimita las áreas urbanas y de extensión urbana establecidas en los instrumentos de planificación territorial, diferenciándolos del resto del área comunal ».

Figure 35. *Plan Regulator Comunal (PRC) de Melipilla en 1988**



Source : *Decreto* No 77, 1988. * Note de la figure : la source n'a pas de légende sur cette carte.

La Figure 36 permet d'observer l'aire urbaine et périurbaine de la ville de *Melipilla*, sujet que nous traitons par la suite. L'adoption de la modification du PRMS de 2006 (*Resolución* No 76) a conservé la limite urbaine du PRC, et il a appelé cette zone « *aire urbanisée* »⁹⁹. De plus, l'instrument de régulation régional (PRMS) a défini une nouvelle limite urbaine pour *Melipilla*. Le PRMS comprend de nouvelles catégories d'expansion urbaine : (i) l'AUDP, (ii) l'aire urbanisable avec une densité prévue de 16 hab/ha, (iii) les zones industrielles exclusives (ZIE) et (iv) les espaces verts, parcs métropolitains et intercommunaux (voir Figure 36).

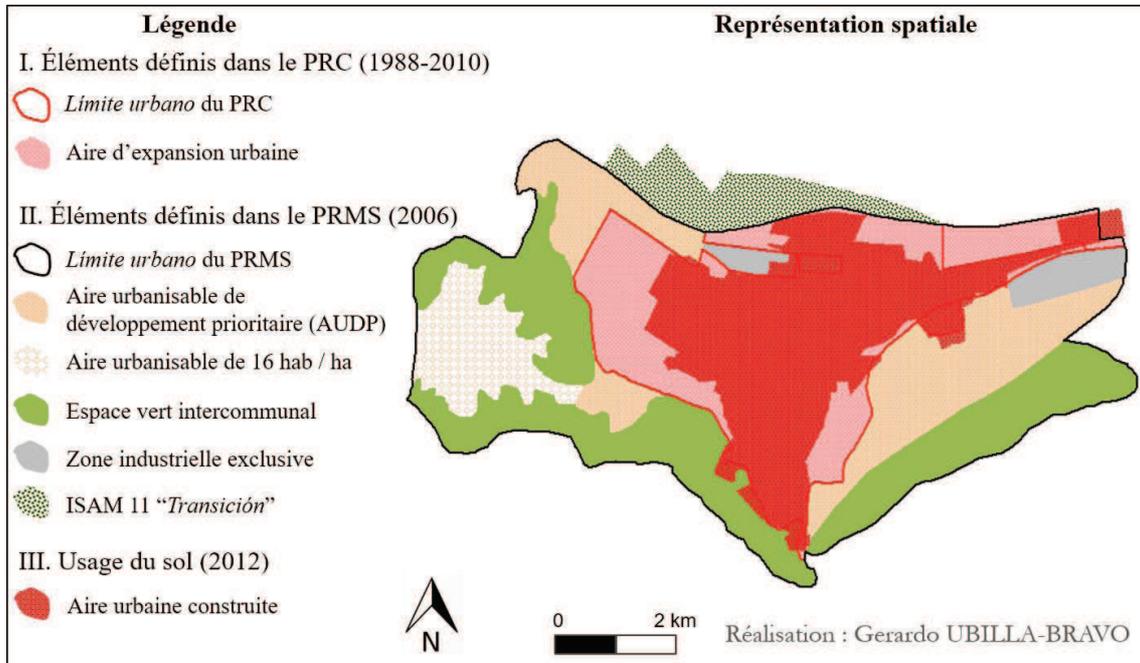
Parmi les catégories définies par le PRMS (*Resolución* N° 76, 2006), il en existe deux particulièrement importantes. La première est l'AUDP, que le PRMS définit comme une zone d'urbanisation¹⁰⁰ devant avoir une densité maximale de 160 hab/ha (*Resolución* N° 76, 2006, p. 14) pour le PRC de *Melipilla*. Mais le PRMS n'indique pas une date pour la mise en œuvre de cette planification. La seconde catégorie correspond à l'aire urbanisable avec une densité maximale de 16 hab/ha qui s'appelle « *Santa Amelia de Huechún* » (*Resolución* N° 76, 2006, p. 13), située à l'ouest de la ville. Celle-ci est actuellement une zone utilisée par des exploitations agroindustrielles, mais elle pourra être convertie en une aire de parcelles d'agrément. Au nord de la limite urbaine de la ville de *Melipilla* se trouve une zone qui entre dans la catégorie d'ISAM n° 11. Cela indique

⁹⁹ Cette aire comprend l'aire urbaine construite et l'aire d'expansion urbaine (voir la Figure 36).

¹⁰⁰ La mise en œuvre des contenus de l'instrument d'échelle régionale est obligatoire dans l'instrument d'échelle communale, c'est une indication de l'article 37 de la LGUC (*Decreto* N° 458, 1976).

que cette zone est déjà utilisée par des parcelles d'agrément avec une faible densité de population. Cette aire se trouve dans un environnement suburbain.

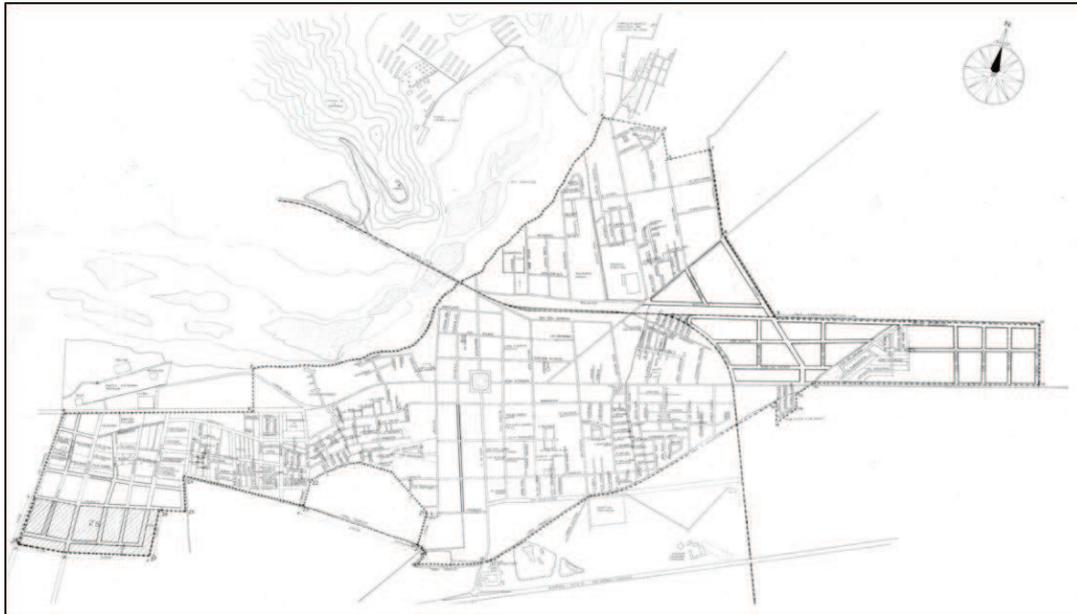
Figure 36. Éléments définis par le *Plan Regulator Comunal* (PRC) et le *Plan Regulator Metropolitano de Santiago* (PRMS), dans l'aire urbaine et périurbaine de *Melipilla*



Source : données géographiques du GORE RMS et de la *Resolución* No 76, 2006.

Pour le cas de la commune de *Talagante*, il existe une première version du PRC qui est de 1946 (*Decreto* No 271). Ce plan régule la zone autour de la place centrale de la ville. Presque quarante ans après, en 1985 le plan a changé d'échelle, il a été ajusté à l'expansion urbaine de *Talagante* (*Decreto* N° 43, 1985). Au début des années 1990, la municipalité a travaillé sur une nouvelle version du PRC (*Resolución* N° 13, 1992) pour redéfinir les limites urbaines mieux adaptées aux limites des propriétés rurales agricoles contiguës (voir Figure 37).

Figure 37. *Plan Regulator Comunal (PRC) de Talagante en 1992**

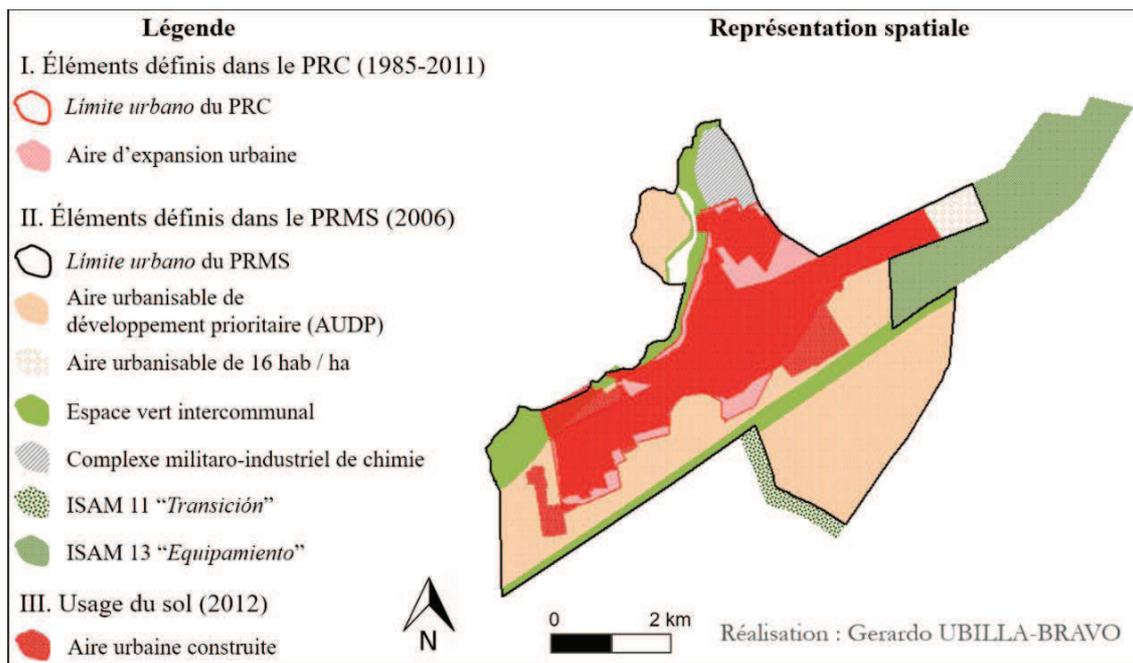


Source : *Resolución No 13, 1992*. * Note de la figure : la source n'a pas de légende sur cette carte.

La modification du PRMS de 2006 (*Resolución No 76*) a aussi eu un impact sur la régulation des usages du sol du territoire de la commune de *Talagante*, comme cela a été entrepris à *Melipilla*. L'aire urbaine et périurbaine de la ville de *Talagante* peut être observée sur la Figure 38. La modification du PRMS (2006) a conservé la limite urbaine du PRC (*Resolución N° 13, 1992*), et elle a appelé cette zone « *l'aire urbanisée* ». L'instrument régional (PRMS) a aussi défini une nouvelle limite urbaine pour *Talagante*, et il propose de nouvelles catégories d'expansion urbaine : (i) l'AUDP, (ii) l'aire urbanisable avec une densité maximale de 16 hab/ha, (iii) le complexe militaro-industriel de chimie et (iv) les espaces verts, parcs métropolitains et intercommunaux (voir Figure 38). Parmi ces catégories définies par le PRMS (2006) le cas de l'AUDP ressort, car le PRMS impose une urbanisation avec une densité maximale de 160 hab/ha pour cette catégorie (*Resolución N° 76, 2006, p. 14*) sur le PRC de *Talagante*. La seconde catégorie correspond à l'aire urbanisable avec une densité maximale de 16 hab/ha nommée « *Talagante Norte Ruta El Sol* » (*Resolución N° 76, 2006, p. 13*), au nord-est de la ville, qui est depuis 2006 une aire essentiellement occupée par des parcelles d'agrément. L'ISAM illustre aussi ces évolutions ou transformations. Au sud-est et au nord-est de la limite urbaine de la ville de *Talagante* se trouvent deux aires ISAM, n° 11 et n° 13 (voir Figure 38), qui présentent les mêmes caractéristiques que celle de *Melipilla*. Dans l'ISAM n° 13, nous remarquons la multiplicité d'activités à développer. L'ISAM pourrait devenir une mosaïque territoriale selon les divers intérêts des acteurs du marché foncier. Par exemple, nous observons des ensembles de logements sociaux déjà construits (article 55 du *Decreto No 458, 1976*) dans le territoire de l'ISAM n° 13. Ces aires rurbaines sont

éloignées des villes et en général elles ne possèdent pas de services proches pour la population, tels que des centres d'éducation et de santé. La dernière modification du PRC réalisée en 2011 (*Decreto Exento* No 3.226) prend comme base les limites de la modification du PRMS (*Resolución* N° 76, 2006). Il développe le zonage et le réseau routier dans l'aire urbaine.

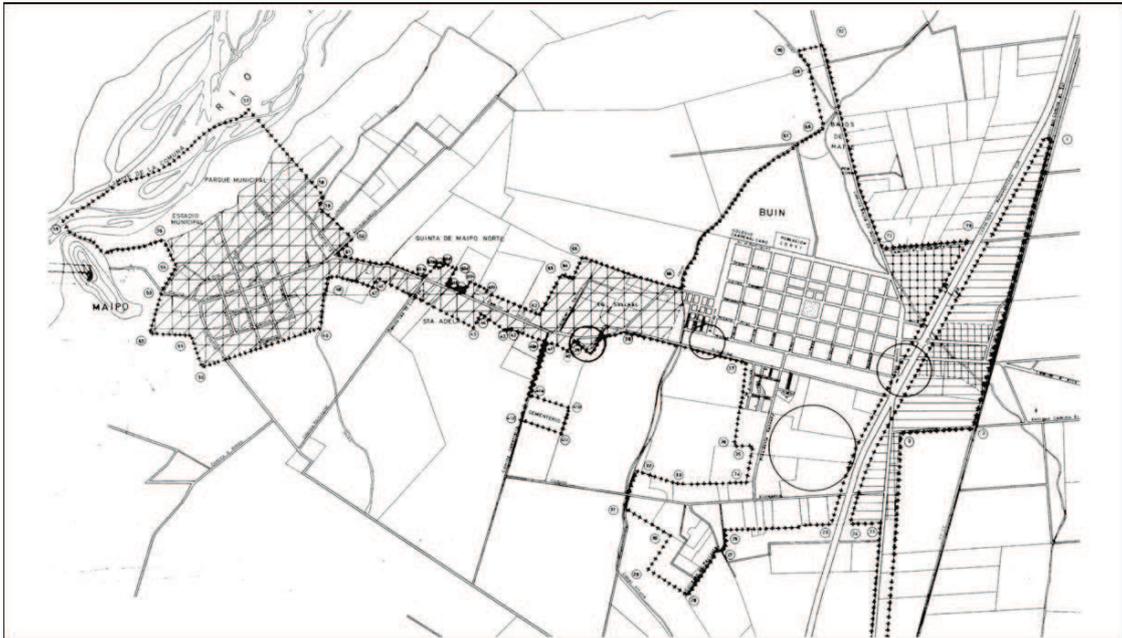
Figure 38. Éléments définis par le *Plan Regulator Comunal* (PRC) et le *Plan Regulator Metropolitano de Santiago* (PRMS), dans l'aire urbaine et périurbaine de *Talagante*



Source : données géographiques du GORE RMS et de la *Resolución* No 76, 2006.

La dernière commune retenue est celle de **Buín** qui n'a pas un PRC mais qui dispose d'un instrument local, le *Límite Urbano* (LU). Celui-ci fixe la surface qu'il est possible d'urbaniser, mais il ne définit pas les usages du sol à l'intérieur des zones urbaines. La première LU a été créée en 1972 (*Decreto* No 519) et a touché les villes de *Buín* et *Maipo* (voir Figure 39). Quatre modifications de petite envergure ont été intégrées dans la LU dans les années 1990. Elles ont impliqué le passage de l'usage rural à l'usage urbain pour certaines propriétés rurales dans la commune de *Buín* (*Resolución* No 57, 1992 ; *Resolución* No 37, 1996 ; *Resolución* No 13, 1999 ; *Resolución* No 14, 1999).

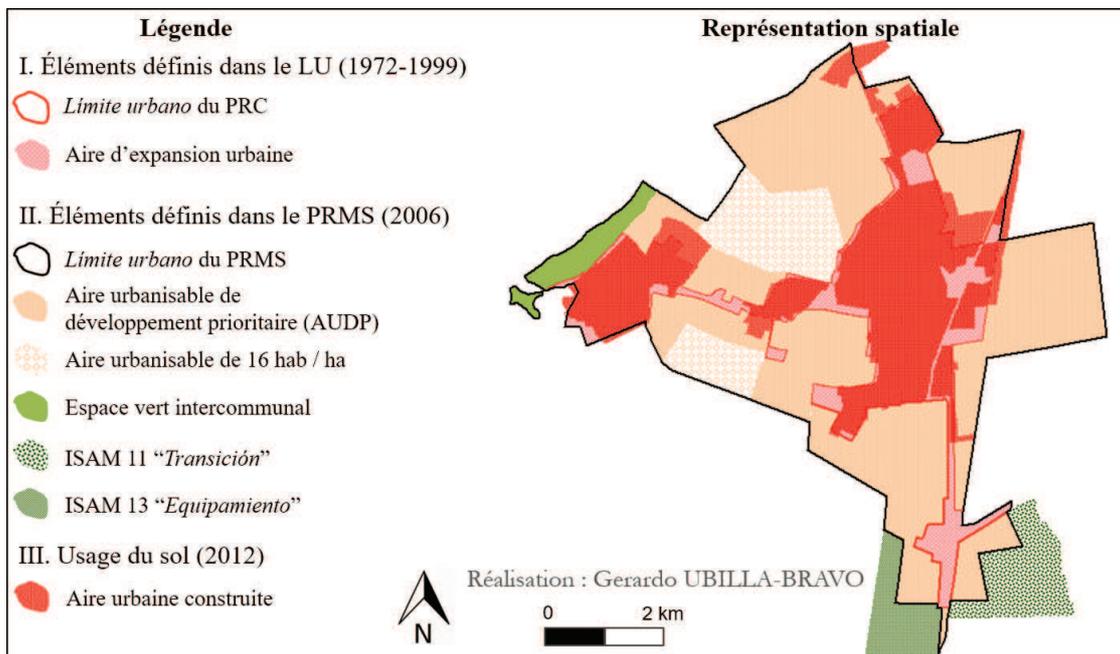
Figure 39. *Límite Urbano (LU) de Buin en 1972**



Source : *Decreto No 519, 1972*. * Note de la figure : la source n'a pas de légende sur cette carte.

De la même manière qu'à *Melipilla* et *Talagante*, à *Buin* la modification du PRMS (*Resolución N° 76, 2006*) a eu un impact sur la régulation du territoire de la commune. La Figure 40 montre les aires urbaines et périurbaines de la ville de *Buin* et *Maipo*. La modification du PRMS (2006) a conservé la LU (*Decreto No 519, 1972*), dans laquelle la zone intérieure est nommée « *aire urbanisée* ». L'instrument de régulation urbaine régionale (PRMS) a défini une nouvelle limite urbaine pour *Buin*, et il comprend de nouvelles catégories d'expansion urbaine : (i) l'AUDP, (ii) l'aire urbanisable avec une densité maximale de 16 hab/ha et (iii) les espaces verts, les parcs métropolitains et intercommunaux (voir Figure 40). De la même manière qu'à *Melipilla* et *Talagante*, le PRMS (2006) a imposé à *Buin* une urbanisation avec une densité maximale de 160 hab/ha (*Resolución N° 76, 2006, p. 14*) à travers l'AUDP. Le PRMS a imposé à la commune deux aires urbanisables avec une densité maximale de 16 hab/ha qui s'appellent « *Buin/Maipo Norte* » et « *Buin/Maipo Sur* » (*Resolución N° 76, 2006, p. 13*) situées entre les villes de *Buin* et *Maipo* qui sont partiellement occupées (depuis 2004) par des parcelles d'agrément. Au sud du territoire d'expansion urbaine de *Buin* et *Maipo* (à côté de *Linderos*) se trouvent deux ISAM (voir Figure 40). L'ISAM n° 11 (analysée pour la commune de *Melipilla*) et l'ISAM n° 13 (analysée pour les communes de *Melipilla* et *Talagante*).

Figure 40. Éléments définis par le *Límite Urbano* (LU) et le *Plan Regulator Metropolitano de Santiago* (PRMS), dans l'aire urbaine et périurbaine de Buin



Source : données géographiques du GORE RMS et de la *Resolución No 76, 2006*.

En guise de résumé, nous observons que les instruments de niveau local PRC et LU contribuent uniquement à la définition des limites urbaines pour les trois communes et la définition des zones des aires urbaines dans les cas de *Melipilla* et *Talagante*. Le niveau local ne contribue cependant pas à la planification et régulation des aires périurbaines. Cette tâche est prise en compte par le niveau régional à travers l'instrument PRMS.

3.4. Synthèse de la trajectoire des relations d'influence des instruments de régulation urbaine

La synthèse de la trajectoire des relations d'influence des instruments de régulation urbaine fait apparaître deux périodes liées à deux régimes politiques différents : la dictature civilo-militaire (1973-1990) et la démocratie présidentielle (1990-2012).

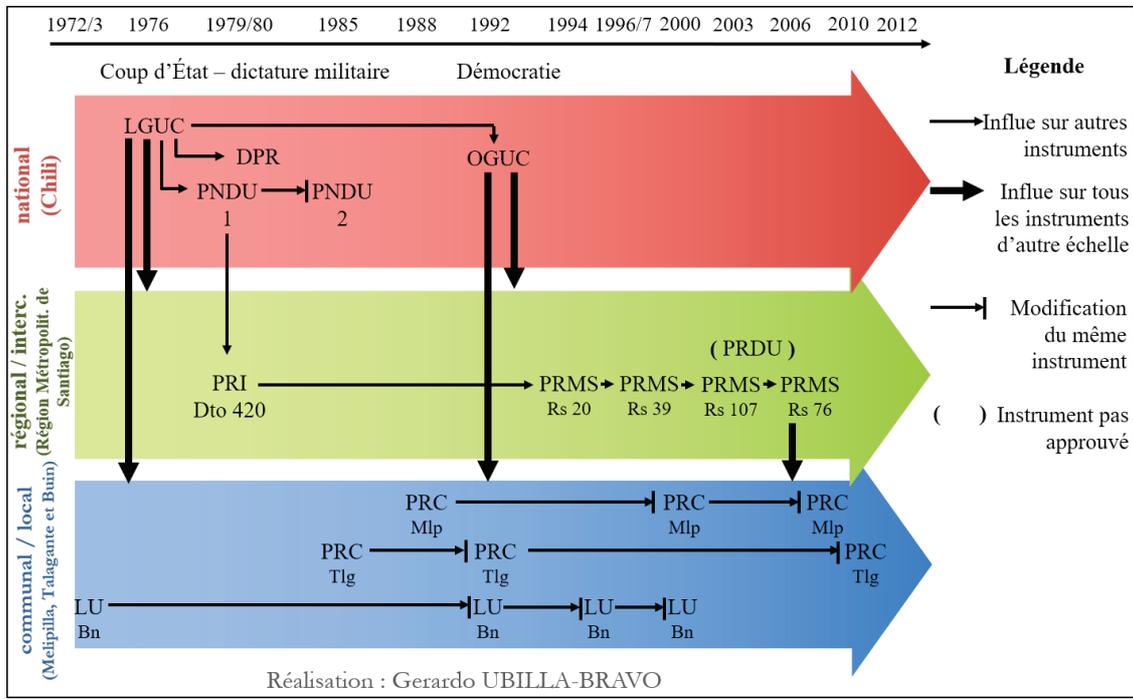
La Figure 41 présente un schéma des relations des instruments de régulation urbaine qui met en rapport les dates et l'échelle géographique. La Figure 41 complète les flux de relations d'influence des instruments urbains précédemment présentés dans la Figure 33 (dans la méthode de ce chapitre). Au niveau national, après le coup d'État de 1973, la dictature militaire a rédigé et a publié la *Ley General de Urbanismo y de*

Construcciones (LGUC) (*Decreto* N° 458, 1976). Par la suite, la *Política Nacional de Desarrollo Urbano* (PNDU) (MINVU Chile, 1979) a indiqué le changement de la vision de l'État par rapport à la ressource sol en explicitant le choix du libre marché. Cette PNDU a été promue grâce à la *División de Predios Rústicos* (DPR) (DL N° 3.516, 1980), elle a compris des mesures pour changer la structure et la taille des propriétés rurales. Grâce au PNDU, un nouveau *Plan Regulador Intercomunal* (PRI) a été créé en 1979 afin d'élargir l'aire d'extension urbaine de la RMS. En 1985 le *Ministerio de Vivienda y Urbanismo* (MINVU Chile) formule une nouvelle version de la PNDU qui classe le sol comme une ressource rare. Cela a provoqué la création de nouvelles limites urbaines et l'incorporation de nouveaux instruments d'échelle locale : le PRC de *Talagante* en 1985, le PRC de *Melipilla* en 1988, ainsi que l'actualisation de la LU de *Buin* en 1992. Pour le cas de la Région Métropolitaine de *Santiago* (RMS), le MINVU Chile a formulé le *Plan Regulador Metropolitano de Santiago* (PRMS) en 1994 afin d'arrêter les effets du libre marché foncier promue grâce à la première PNDU (1979), au PRI (1979) et à la DPR (1980).

En 1992 est décrétée la dernière norme juridique l'*Ordenanza General de la Ley de Urbanismo y Construcciones* (OGUC) au niveau national qui décrit tous les instruments de régulation urbaine. Elle a défini aussi les concepts d'aire urbaine, d'expansion urbaine et d'aire rurale. À partir de 1994, le PRMS a été modifié plusieurs fois pour intégrer différentes manières de réguler les aires urbaines de la RMS. Ceci a imposé aux communes de nouvelles catégories d'usages du sol, tant pour les aires urbaines que pour les aires périurbaines. De cette manière, les modifications des PRC de *Melipilla* et de *Talagante* ont pris le PRMS comme base pour la régulation du territoire communal. Parmi les instruments analysés, la modification du PRMS de 2006 (*Resolución* No 76) permet de fixer les zones qui pourraient être définies comme périurbaines. Les catégories qui sont comprises dans le PRMS pour les trois communes analysées sont : les AUDP, les aires urbanisables avec une densité maximale de 16 hab/ha et les ISAM.

En tenant compte des résultats de chaque échelle géographique, de l'échelle nationale à l'échelle locale, et du regard synthétique sur la trajectoire des relations d'influence entre les instruments de régulation urbaine, nous allons pouvoir les interpréter dans la discussion.

Figure 41. Synthèse de la trajectoire des relations d'influence des instruments de régulation urbaine selon l'échelle géographique. Modèle appliqué au Chili, à la Région Métropolitaine de *Santiago* et aux communes de *Melipilla, Talagante* et *Buin*. Période 1972-2012



4. Discussion

Les résultats obtenus aident à ouvrir la discussion à travers trois axes. Le premier est un essai de réponse à la question de recherche de ce chapitre en réfléchissant à la construction politique du périurbain à travers les instruments de régulation urbaine. Le deuxième point vise à proposer une nouvelle notion concernant la catégorie d'aire périurbaine. Enfin, nous présentons les limites de ce travail et une réflexion sur la continuation de la recherche pour les chapitres suivants.

4.1. Construction du périurbain à travers les instruments de régulation urbaine

La question initiale de ce chapitre était de comprendre comment l'espace local périurbain s'est construit à travers les instruments de régulation urbaine de niveaux national, régional et local ?

Afin de répondre à cette question, nous avons analysé les instruments de régulation urbaine mis en œuvre au Chili en considérant trois échelles géographiques

(nationale, régionale et communale) entre 1972 et 2012. Parmi les résultats, nous remarquons l'« *effet cascade* » de l'influence du niveau national vers le niveau local. Grâce à cette analyse nous constatons que le niveau national décide de la définition des unités territoriales du niveau régional et du niveau local en suivant le modèle *top-down* (Sabatier, 1986). Nous utilisons l'analogie de l'effet cascade car nous avons vérifié que le niveau régional (moyennant le PRMS) a aussi défini et a dessiné les aires périurbaines des trois communes analysées. Chaque niveau supérieur a ainsi décidé des catégories d'usage du sol pour l'espace géographique de l'échelle inférieure.

Nous constatons ainsi que les instruments d'échelle locale (le PRC et le LU) ne contribuent pas à la définition de leur aire périurbaine. Cela peut également être interprété du point de vue de la notion de gouvernementalité, un néologisme développé par Michel Foucault qui traite ainsi de la façon de prendre des décisions et des pratiques de la part des gouvernements (Henman, 2011). Nous interprétons que les deux régimes politiques successifs, à savoir la dictature civilo-militaire (1973-1990) et les gouvernements démocratiquement élus (depuis 1990) ont la même façon d'aborder leurs pratiques dans l'utilisation d'instruments de régulation urbaine, puisqu'ils réfléchissent, décident et mettent en œuvre leurs décisions de manière centralisée (modèle *top-down*). Ceci est en cohérence avec les idées de Zamorano-Guzmán (2008) qui considère la centralisation comme un paradigme institutionnel ancré au Chili. Dans le sous-titre 4.3 de ce chapitre nous continuons à développer cet argument.

4.2. La nouvelle notion de périurbain administratif subcommunal

Du point de vue conceptuel nous remarquons que dans l'OGUC au niveau national, il n'existe pas de définition de l'aire périurbaine. Aux niveaux régional et intercommunal, le PRMS ne considère pas non plus dans sa norme une zone définie comme périurbain. Malgré cela, la zone d'extension de la croissance urbaine des villes de *Buin*, *Talagante* et *Melipilla* peut être considérée comme une aire de fonctionnement périurbaine en tant que telle. En considérant l'argument précédent, nous proposons d'utiliser le concept de **périurbain administratif subcommunal**. Nous définissons ce concept comme l'aire géographique autour d'une ville dont la limite se trouve normée par la mise en œuvre d'un instrument de régulation urbaine régionale à l'échelle locale. Nous ajoutons que cette notion se trouve incluse dans la catégorie proposée par Allen (2003) qui définit le périurbain comme une périphérie des villes et une mosaïque institutionnelle. En outre, le mélange des usages du sol projeté par le PRMS est en accord avec les idées proposées par Vanier (2000) qui remarque la complexité des aires périurbaines en raison de la multiplicité des fonctions. Ce mélange correspond aussi à l'analyse premièrement développée par Ubilla Bravo (2015b) et approfondie en chapitre 3 de cette thèse qui

définit le périurbain grâce à l'aide d'indicateurs socio-démographiques, économiques et la présence du processus de la suburbanisation¹⁰¹ (Armijo, 2000; Ubilla-Bravo, 2020b).

En plus de l'évaluation réalisée des relations d'influence entre les instruments de régulation urbaine ces quarante dernières années, ici nous critiquons aussi le nom d'**instruments de planification territoriale**¹⁰² donné par l'OGUC (*Decreto* N° 47, 1992) aux instruments analysés (Ubilla Bravo, 2008). Nous affirmons ici l'idée de changer le nom, en étant compris comme **instruments de régulation urbaine** (appelées comme ça tout au long de cette thèse) puisque ces instruments ne planifient pas le développement du territoire (Ubilla Bravo, 2015a). Dans ce sens, nous remarquons que tous ces instruments analysés (PRMS, PRI, PRC) définissent le zonage et les densités maximales comme cela a été revu dans les sous-titres 3.2 et 3.3 de ce chapitre, mais ces instruments ne proposent pas de développement territorial intégré (Ubilla Bravo, 2007, 2008).

4.3. Limites de la recherche et ouverture vers l'analyse du système acteurs construisant le périurbain

L'une des limites de cette recherche présentées dans ce chapitre est la connaissance de la dynamique de la décision politique obtenue au niveau local qui vise à définir la densité et le détail des usages du sol à l'intérieur du *Límite Urbano*. Nous envisageons pour cela de développer d'autres investigations qui permettront de mesurer le niveau de décentralisation (Baguenard, 2004; Thoenig, 1996) et la participation des acteurs locaux (Bryant, 1995) par rapport aux usages des sols à l'intérieur des aires périurbaines. Pour cela nous continuerons cette recherche dans le chapitre 6 de cette thèse.

En guise de clôture de ce chapitre, nous analysons le modèle du pouvoir centralisé émanant des instruments de régulation urbaine au Chili pendant les quarante dernières années. Les résultats ont aidé à formuler deux conclusions. Premièrement, nous concluons qu'il n'y pas eu de différence de fonctionnement du pouvoir centralisé du niveau national vers le niveau local, entre la période de la dictature civilo-militaire (1973-1989) et celle du régime démocratique (1990-2012). L'influence des décisions prises au niveau national et leur transmission vers le niveau local met en évidence l'« *effet cascade* » vertical descendant qui ressemble au modèle *top-down* (Sabatier, 1986). Deuxièmement, nous constatons aussi que certains instruments ont permis la création d'une aire périurbaine

¹⁰¹ Le processus de suburbanisation commence à partir de la publication du DL N° 3.516 (1980). La division des propriétés rurales agricoles en parcelles de 5 000 m² a provoqué la transformation de ces terrains en parcelles d'agrément. Nous en approfondirons l'analyse dans le chapitre 5.

¹⁰² C'est l'ensemble des instruments suivants : *Plan Regional de Desarrollo Urbano, Plan Regulador Intercomunal - Metropolitano, Plan Regulador Comunal, Plan Seccional, Límite Urbano* (*Decreto* No 47, 1992, p. 7).

administrative subcommunale à travers la limite urbaine, même s'il n'existe pas de définition du périurbain dans le cadre juridique en vigueur au Chili. Dans le cas de la RMS, nous avons observé que l'instrument régional PRMS a fixé, a dessiné et a aidé à construire les aires périurbaines locales avec les AUDP et les ISAM. De cette manière nous avons proposé le concept d'aire périurbaine administrative subcommunale en croisant l'absence de définition du périurbain dans la nomenclature officielle du Chili et la constatation de la création de zones périurbaines dans la RMS.

Grace à ces conclusions et afin d'aller plus loin dans cette analyse, deux nouveaux axes de recherche vont être ouverts. Le premier concerne l'analyse des instruments ruraux et leurs impacts sur les aires périurbaines. Cet axe sera abordé en chapitre 5. Le deuxième axe traite de l'analyse du système d'acteurs qui habitent et interviennent dans les aires périurbaines. On y trouve plusieurs types d'acteurs tels que les paysans, les habitants de *caseríos*, les habitants de parcelles d'agrément et les entrepreneurs agricoles. Afin de bien conduire ce processus d'investigation, nous analyserons ce système d'acteurs dans les chapitres 6 et 7 consacrés à la modification d'un *Plan Regulador Comunal*.

* * *

Chapitre 5. Rurbanisation, suburbanisation et reconcentration foncière : l'impact spatial des instruments ruraux dans les aires périurbaines au Chili

1. Introduction

1.1. Transformations socio-spatiales de l'espace rural chilien

La configuration spatiale et sociale des espaces ruraux a changé plusieurs fois au cours des derniers siècles en Amérique Latine (Marques-Pereira & Garibay, 2011; Skidmore & Smith, 2005). Au Chili nous identifions trois étapes : (i) l'héritage culturel de la colonisation espagnole, (ii) la réforme agraire et (iii) la contre-réforme agraire.

La première étape s'étend du XVIIe siècle à la première moitié du XXe siècle. Le *latifundio* (aussi nommé *hacienda*) était le type d'occupation prédominant de l'espace rural. Le *latifundio* était une propriété rurale privée d'une grande taille dont la production agricole était peu intensive (Florescano, 1990). Dans le *latifundio*, une partie des terres était exploitée avec des techniques traditionnelles, en général il y avait un faible investissement et par conséquent une faible productivité agricole. Les *latifundios* étaient peu diversifiés et il y avait un seul type de production (Tulet & Barcet, 2006). La *hacienda* était un héritage culturel de l'Espagne féodale, laquelle était gérée par le *terrateniente* ou *hacendado* qui reproduisait le modèle spatial au Chili (Kay, 1977). Les *latifundios* ont été constitués à cause de l'usurpation des terres aux peuples originaires et la donation des *mercedes de tierras*¹⁰³ (Mörner, 1990). La société se structurait en classes où il y avait un patron et les autres qui servaient celui-ci : l'*inquilino*, l'*afuerino* et l'*allegado* (Garrido Rojas, Guerrero Yoacham & Valdés Leal, 1988). Les trois derniers avaient le droit d'exploiter la terre et de consommer tous les produits au sein de la *hacienda* (Mörner, 1990). Jusqu'au début du XXe siècle, la structure de la *hacienda* cause une stagnation de l'agriculture au Chili en raison de la faible productivité et parce que les propriétaires ne payaient pas d'impôts (Kay, 1977). La dépression économique des années 1920 est aussi un facteur expliquant la faible productivité des activités agricoles (Ballesteros, 1965). De manière additionnelle, le secteur agropastoral dominé par les *latifundios* a été incapable de fournir de la nourriture au reste de la population chilienne entre 1955 et 1965 (Bellisario Kram, 2013). En raison de la faible productivité, l'État a créé la *Caja de colonización* (Ley N° 4.496, 1928) afin d'acheter des terrains et de les mettre en vente ou les assigner aux *hacendados* pour améliorer la productivité des *haciendas*. A partir des années 1960 commence la deuxième étape impulsée par les lois de réforme agraire (Ley N° 15.020, 1962; Ley N° 16.640, 1967). Du point de vue spatial il y a eu une conséquence correspondant à la subdivision foncière. Cette subdivision implique la création

¹⁰³ Les *mercedes de tierra* consistaient en une portion de terrain que les rois espagnols donnaient aux conquérants pendant la conquête de l'Amérique afin d'avancer sur la colonisation (Aguilera Concha, Vásquez, & Olmeda, 1988).

d'établissements humains et de *minifundios* pour les paysans (Riffo Rosas, 1994). Ces lois ont aidé à l'apparition d'une nouvelle catégorie sociale : le paysan qui pouvait exploiter son terrain de façon indépendante (Ortiz, 1969). La troisième étape de contre-réforme agraire (ou réforme libérale) commence au milieu des années 1970, et plus précisément à partir de septembre 1973 suite au coup d'État au Chili. La dictature civilo-militaire (Magasich, 2013) a fondé une économie néolibérale en privatisant les services de l'État (Guerrero, 1984). A ce sujet, Grenier remarque trois processus : (i) la désétatisation de l'économie où l'État renonce à son rôle de planification dans la production, (ii) la concentration économique et financière de certains groupes de financiers privés et (iii) la dénationalisation de l'économie (1980, p. 22-26). En outre, l'État indique l'impossibilité de procéder aux expropriations développées dans la réforme agraire et il commence à rendre les exploitations aux anciens propriétaires (Barceló & Muñoz, 1980). Au sein de la mise en œuvre de la contre-réforme commencent à se construire les *villorrios* ruraux et les parcelles d'agrément (*parcela de agrado*)¹⁰⁴ que nous examinerons de manière détaillée dans ce chapitre.

1.2. Problématique et hypothèse

Ces transformations socio-spatiales ont entraîné des changements dans la manière d'utiliser et d'habiter cet espace, ce qui invite à réfléchir comment la géographie peut-elle contribuer à l'analyse de ces changements. Plusieurs auteurs rendent compte d'une nouvelle ruralité, tant en Amérique Latine (Kay, 2015; Romero, 2012) qu'au Chili (A. I. Canales & Canales Cerón, 2013; M. Canales, 2005; PNUD Chile, 2008). Malgré ces analyses montrant l'apparition et l'essor du périurbain, l'État du Chili à l'aide de l'Institut National de Statistique (INE Chile) et de la *Ley General de Urbanismo y de Construcciones* (LGUC) (*Decreto* N° 458, 1976) continue à maintenir les définitions d'urbain et de rural. Néanmoins, nous soulignons au sein de ce chapitre que l'on doit dépasser le binôme urbain / rural (Guibert & Jean, 2011) pour mettre en évidence les nouveaux phénomènes qui se développent dans les aires périurbaines comme cela a été démontré aux chapitres 3 et 4 de cette thèse.

Quant à la justification de ce chapitre, nous signalons l'existence de certaines études mettant en rapport les impacts spatiaux de la réforme, de la contre-réforme et de la post-contre-réforme agraire aux échelles nationale et régionale (Garín Contreras & Ortega Rocha, 2009; Henríquez, 1987; Márquez Poblete, 2000). Cependant il n'existe pas de recherche qui travaille de manière plus précise la question de l'impact spatial des instruments ruraux à l'échelle locale des aires périurbaines. En reposant sur le contexte

¹⁰⁴ Traduction d'UBILLA-BRAVO. Texte original en espagnol : « *parcelas de agrado* ». Cf. Hidalgo (2005) qui utilise aussi la même traduction en français.

précédemment indiqué, nous proposons la question de recherche pour ce chapitre : **Comment l'espace local périurbain dans les aires périurbaines des villes de taille intermédiaire s'est construit à travers les instruments ruraux développés à partir de la réforme agraire ?** Nous proposons aussi l'hypothèse que les différents phénomènes spatiaux se développant dans les aires périurbaines sont expliqués en partie par les décisions d'une élite politique agissant avec l'aide des instruments publics développés à l'échelle nationale.

Le plan de lecture de ce chapitre commence en proposant une grille d'analyse pour aborder cette problématique. Ensuite, dans la méthode nous expliquons tous les documents et les indicateurs permettant de mesurer les phénomènes de suburbanisation et de rurbanisation. Les résultats mettent en évidence les phénomènes annoncés dans la grille d'analyse. Enfin, la discussion met en valeur l'émergence des nouvelles catégories suburbaine et ruraine au-delà des catégories traditionnelles urbaine et rurale.

2. Grille d'analyse sur la suburbanisation et la rurbanisation

La grille d'analyse suivante sur la suburbanisation et la rurbanisation dans les aires périurbaines approfondie les cadres conceptuel et théorique présentés dans le chapitre 1 de cette thèse. Nous présenterons alors la situation de ces concepts au Chili et ensuite nous décrirons les nouvelles catégories spatiales afin de les utiliser dans ce chapitre.

2.1. La suburbanisation et la rurbanisation au Chili

Les concepts urbain et rural ont été définis tant par les documents officiels du gouvernement chilien (*Decreto* N° 458, 1976; *Gobierno de Chile*, 2014; INE Chile, 2005, 2019) que dans la littérature scientifique (Dirven et al., 2011; Ferrer Regales, 1992; García Ramón, Tulla i Pujol & Valdovinos Perdices, 1995; OCDE & SUBDERE, 2016; OECD, 2014; PNUD Chile, 2008; Romero, 2012; Ubilla Bravo et al., 2012). Néanmoins, peu d'études définissent ou mettent en discussion les termes de suburbain / suburbanisation et rurbain / rurbanisation au Chili. Notre intention alors est de considérer les références qui ont déjà défini ces concepts pour proposer une nouvelle catégorisation au sein de ce chapitre. De Mattos (2001) indique que la suburbanisation est l'expansion discontinue de la ville à travers les aires urbaines présentes dans l'espace rural. Cela est complété par les idées d'Armijo (2000b, 2000a) et de Boke Soza (2007) qui soutiennent que le suburbain est une catégorie de l'urbanisation de l'élite (classe sociale ayant de hauts revenus) dans le domaine rural. Nous considérons que les parcelles d'agrément sont l'expression spatiale de ce concept. Quant à la rurbanisation, Armijo (2000b) et

Rodríguez & González (2006) affirment qu'elle est un processus de peuplement autour des villes ou des aires métropolitaines (chiliennes) qui a surgi durant la décennie 1990. Dans ce chapitre nous considérons que les aires rurbaines sont un espace produit par une urbanisation de type précaire et qu'elles sont localisées dans l'espace rural et périurbain. Nous mettons en relation l'aire rurbaine avec le nom de *villorrios*, ce que nous définissons dans le sous-titre 2.2 en considérant le concept d'aire rurbaine. Il est à noter que ces *villorrios* manquent de services d'équipement local proches d'eux (Tapia Zarricueta, 2007; Wiederhold, 2004).

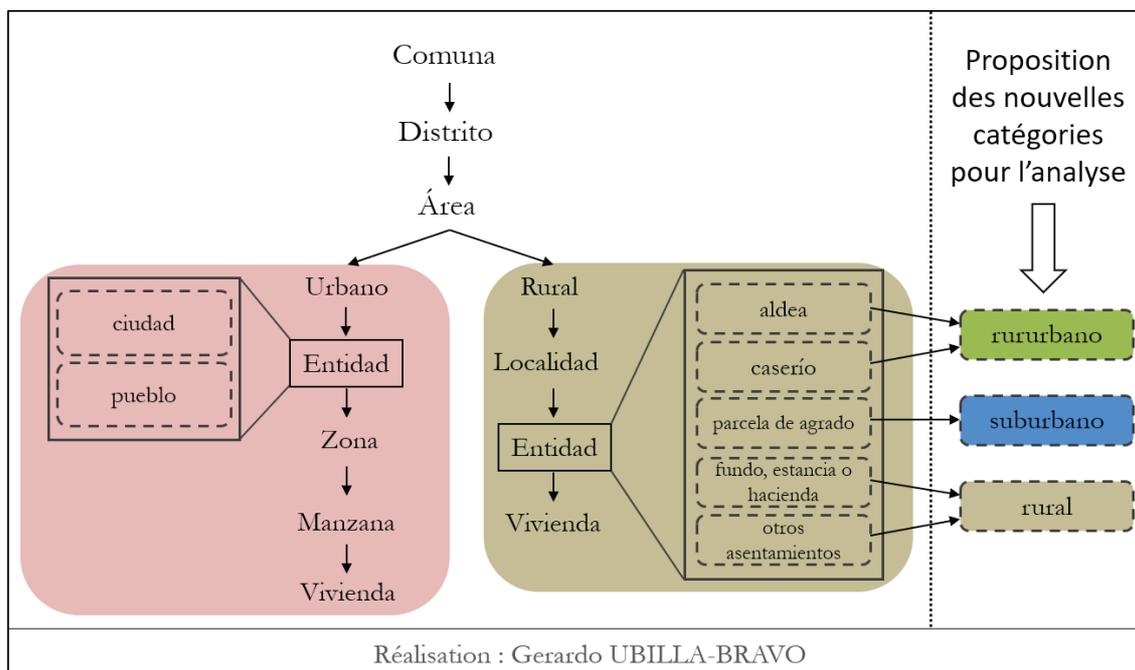
2.2. Proposition d'une nouvelle catégorisation pour l'analyse de la suburbanisation et de la rurbanisation au Chili

Au Chili persiste l'utilisation des catégories urbain et rural de la part de l'État comme cela a été signalé dans la problématique et le sous-titre 2.1 de ce chapitre. L'INE Chile (2005, 2019) applique ces catégories dans le cadre des recensements de population et du logement (voir la Figure 42). Les données statistiques sont tout d'abord ordonnées par commune. Ensuite l'INE Chile définit deux territoires à l'intérieur de chaque commune, nommés *distrito* et *área*, comme cela est représenté dans la Figure 42. La catégorie *área* est divisée en *urbano* (à gauche de la Figure 42) et rural (au centre de la Figure 42).

Dans ce chapitre nous voulons mettre en évidence d'autres phénomènes qui ne se trouvent pas dans la typologie urbain et rural. Nous proposons ainsi une nouvelle grille conceptuelle afin d'aller plus loin dans l'analyse des données quantitatives. En outre nous conservons la catégorie du rural et nous en ajoutons deux nouvelles : rurbaine et suburbaine (voir à la droite de la Figure 42). En prenant en compte les typologies de l'INE Chile (2005, 2019), nous définissons l'**aire rurbaine** comme l'établissement humain qui a une population inférieure à 2 000 habitants et qui se trouve spatialement concentrée dans l'aire rurale (cf. sous-titre 5.3 du chapitre 1). Dans le recensement de la population et du logement, les catégories utilisées s'appellent *aldea* et *caserío*¹⁰⁵, elles sont équivalentes à la catégorie du rurbain définie par Donoso (2004). En général, la population habitant dans ces espaces travaille dans les activités primaires telles que l'agriculture et l'élevage (Ubilla Bravo, 2007). Nous définissons l'**aire suburbaine** comme l'établissement humain où leurs habitants travaillent dans les activités tertiaires comme les services. L'occupation du sol emblématique liée au suburbain est la parcelle d'agrément, dont la principale fonction est résidentielle et de loisir pour leurs habitants.

¹⁰⁵ Il est à noter que les catégories de *aldea* et *caserío* sont proposées pour la première fois dans le recensement de 1992. Dans le recensement de 1982 ces catégories étaient regroupées et elles s'appelaient *villorrio*.

Figure 42. Catégories des établissements humains urbains et ruraux au Chili et proposition de reclassement pour l'aire rurale (en espagnol)



Source : à partir de l'INE Chile (2005).

3. Méthode : sélection du terrain d'étude et des instruments ruraux

3.1. Aspects généraux de la recherche

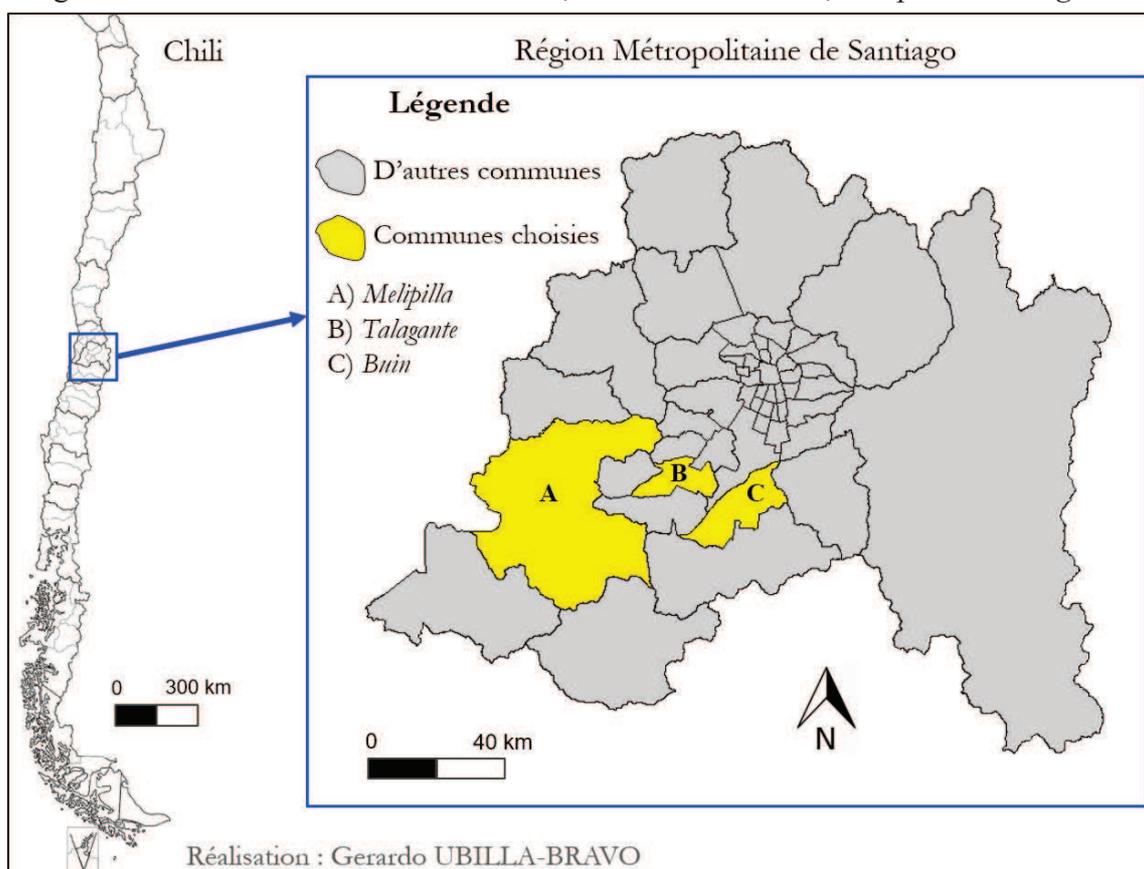
Cette étude considère une approche mixte. Elle a une partie qualitative où nous analyserons les instruments de type rural et une partie quantitative permettant de mesurer et de mettre en évidence les phénomènes spatiaux concernant la reconcentration foncière, la rurbanisation et la suburbanisation.

Dans l'étude nous analyserons l'impact des instruments ruraux dans les aires périurbaines où deux cadrages de type spatial et de type temporel sont retenus. Le cadrage spatial de ce chapitre comprend trois communes localisées dans la Région Métropolitaine de *Santiago* (RMS) : *Buin*, *Melipilla* et *Talagante* (voir Figure 43). Le critère que nous utilisons pour définir le terrain d'étude est la vérification du processus de périurbanisation¹⁰⁶ (cf. chapitre 3). Nous cherchons à comprendre les phénomènes qui se

¹⁰⁶ Dans le chapitre 3 de cette thèse nous mettons en évidence le phénomène de périurbanisation pour les trois villes de taille intermédiaire retenues à partir d'une démonstration à travers l'utilisation de données socioéconomiques et d'occupation du sol.

sont développés en raison de l'application des instruments ruraux qui modifient les aires périurbaines, plus précisément les aires des villes de taille intermédiaire subrégionale. Le cadrage temporel d'analyse des instruments ruraux va de la première loi de réforme agraire en 1962 à la publication de la *Política Nacional de Desarrollo Rural* (PNDR) en 2014.

Figure 43. Localisation du terrain d'étude, communes de *Buín*, *Melipilla* et *Talagante*



Source : données géographiques du Gouvernement Métropolitain de *Santiago*.

3.2. Collecte des données

La collecte des données a compris toutes les sources aidant à l'examen des instruments qui ont impliqué une transformation physique et sociale des aires rurales et périurbaines. Nous identifions ainsi neuf instruments qui correspondent aux documents officiels qui comprennent six normes juridiques (lois et décrets) et trois politiques publiques (voir Tableau 17). Toutes les normes juridiques se trouvent sur le site web de la Bibliothèque Nationale du Congrès du Chili, tandis que les politiques se trouvent sur les sites web du gouvernement. Il est à noter que deux de ces instruments ont été rédigés sous la responsabilité du *Ministerio de Vivienda y Urbanismo* (MINVU), même si l'origine de ces instruments ne provient pas d'une institution responsable des politiques rurales, ces instruments ont affecté de façon directe les espaces ruraux et périurbains du

Chili.

Tableau 17. Instruments ruraux à analyser dans ce chapitre

Instrument à analyser (nom originale en espagnol)	Date	Institution responsable (au Chili)	Source
1. <i>Reforma agraria</i>	1962	<i>Ministerio de Agricultura</i> (MINAGRI)	(Ley N° 15.020, 1962)
2. <i>Reforma agraria</i>	1967	MINAGRI	(Ley N° 16.640, 1967)
3. <i>Política Nacional de Desarrollo Urbano</i> (PNDU)	1979	<i>Ministerio de Vivienda y Urbanismo</i> (MINVU)	MINVU
4. <i>Establece Normas sobre División de Predios Rústicos</i>	1980	MINAGRI	(DL N° 3.516, 1980)
5. <i>Deroga la Ley N° 15.020 y el Decreto con Fuerza de Ley N° R.R.A. 26, de 1963, y establece sanciones que señala</i>	1984	MINAGRI	(Ley N° 18.378, 1984)
6. <i>Reglamenta sistema de subsidio habitacional para la atención del sector rural</i>	1986	MINVU	(Decreto N° 167, 1986)
7. <i>Establece normas sobre el Servicio Agrícola y Ganadero, deroga la Ley N° 16.640 y otras disposiciones</i>	1989	MINAGRI	(Ley N° 18.755, 1989)
8. <i>Política Agroalimentaria y Forestal de Chile</i> (PAGF)	2006	MINAGRI	MINAGRI
9. <i>Política Nacional de Desarrollo Rural</i> (PNDR)	2014	MINAGRI	MINAGRI

Réalisation : Gerardo UBILLA-BRAVO.

3.3. Analyse des données

Cette partie est divisée en deux points. Le premier correspond à l'analyse des données qualitatives des instruments ruraux. Le deuxième comprend l'examen des données quantitatives en considérant trois indicateurs pour mesurer la reconcentration foncière, la rurbanisation et la suburbanisation (le détail des indicateurs se trouve dans le Tableau 18).

Dans le cas des instruments ruraux nous appliquons l'analyse historique contextuelle (Mucchielli, 2009) aussi nommée séquentielle (Dumez, 2013). Ces techniques permettent d'obtenir l'information pertinente des instruments en considérant

la perspective temporelle de l'analyse. Nous complétons cette analyse avec les arguments de certains auteurs qui proposent une approche critique de ces instruments.

Dans le deuxième cas comprenant l'examen des données quantitatives, nous considérons le cadre conceptuel et la grille d'analyse précédemment indiquée (cf. sous-titre 2.2 de ce chapitre) où nous avons défini deux nouvelles catégories d'analyse : l'aire suburbaine et l'aire ruraine. Le point suivant consiste à mesurer ces phénomènes sur l'espace géographique. Pour cela nous retenons trois indicateurs permettant de bien connaître les processus de concentration des exploitations, la suburbanisation et la rurbanisation. Dans le Tableau 18, nous observons le détail de cette période, le processus spatial et la source des données. Pour le cas du premier indicateur portant sur la variation des exploitations, deux points ont été retenus par rapport au cadrage temporel lié aux recensements sylvo-agropastoraux. En premier lieu, les recensements de 1955 et de 1965 comprennent des données jusqu'au niveau géographique des *provincias* mais n'incluent pas les *comunas*. Il n'est pas possible de comparer ces données et donc elles ne sont pas incluses dans ce chapitre. Nous rappelons que mi-1970 il y a eu une réforme administrative qui a modifié les limites politico-administratives au Chili en créant la catégorie de la *región* remplaçant celle de la *provincia* (DL N° 1.317, 1976; DL N° 575, 1974). Le deuxième point renvoie à la périodicité du recensement sylvo-agropastoral. Généralement, la période inter-censitaire comprend dix ans, néanmoins le recensement n'a pas été réalisé au cours des années 1980. En prenant en compte ces cadrages, les données de l'indicateur « *variation des exploitations* » portent sur les années 1976, 1997 et 2007.

Tableau 18. Indicateurs d'analyse des effets démographiques et spatiaux

Indicateur	Période	Processus	Source des données
Variation (%) des exploitations agricoles selon la taille	1976-2007	Reconcentration foncière	INE Chile, recensement sylvo-agropastoral
Variation (%) et comparaison de la population rurale selon l'habitat	1982-2002	Suburbanisation et rurbanisation	INE Chile, recensement de population et de logement
Variation et emplacement des établissements humains	1982-2002	Suburbanisation et rurbanisation	INE Chile, recensement de population et de logement

Réalisation : Gerardo UBILLA-BRAVO.

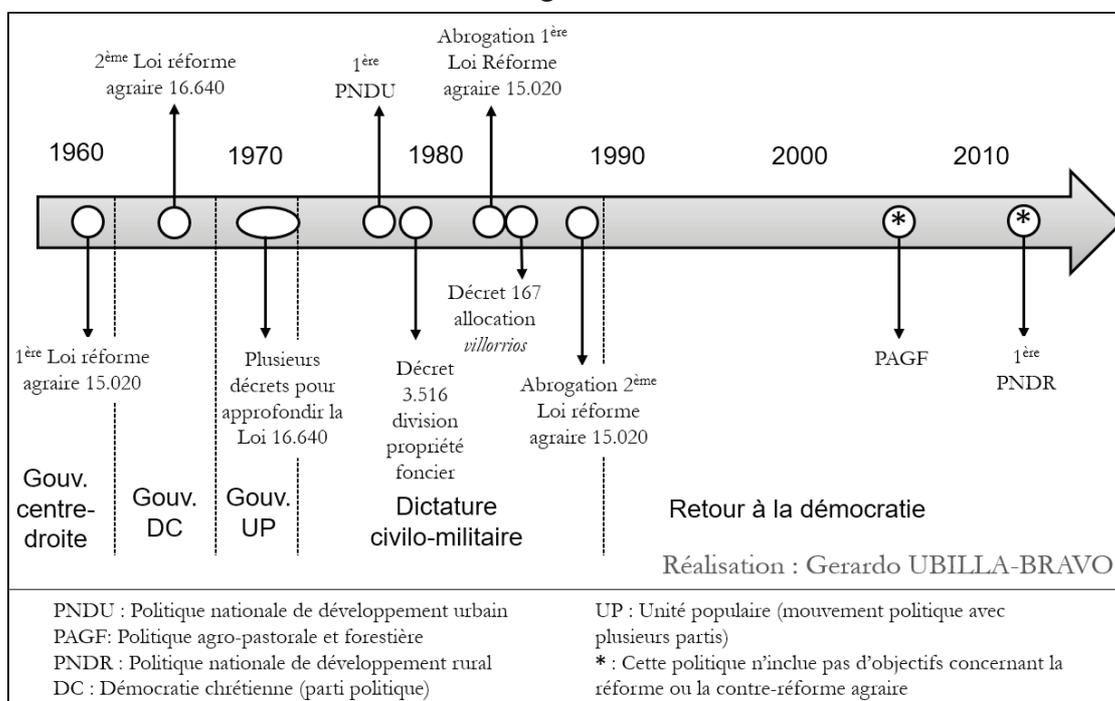
4. Résultats : l'impact spatial des instruments ruraux dans les aires périurbaines au Chili

Nous structurons les résultats de ce chapitre selon trois points : (i) la trajectoire des instruments ruraux au Chili à partir de la première loi de réforme agraire de 1962, (ii) la reconcentration foncière (1976-2007) et (iii) l'évolution de la suburbanisation et de la rurbanisation à partir de 1982.

4.1. La trajectoire des instruments ruraux au Chili à partir de la première loi de réforme agraire de 1962

Dans la Figure 44 nous apercevons la trajectoire générale des différents instruments qui ont transformé l'espace rural et le périurbain. De cette façon nous observons une première étape comprenant la première loi de réforme agraire jusqu'au coup d'Etat (1962-1973), la suivante correspondant à la contre-réforme durant la période de la dictature civilo-militaire (1973-1989) et la post-contre-réforme comprenant les gouvernements de régime démocratique (depuis 1990).

Figure 44. Trajectoire des instruments ruraux au Chili à partir de la première réforme agraire



Les lois de réforme agraire (*Ley* N° 15.020, 1962; *Ley* N° 16.640, 1967) ont été les premiers instruments qui ont modifié la structure des espaces ruraux dominée par la

hacienda ou le *latifundio* installés au Chili depuis la colonisation espagnole (cf. l'introduction de ce chapitre). Selon Henríquez (1987) la réforme agraire visait à deux objectifs. Le premier était de type social, afin d'améliorer les conditions de vie des paysans ou des petits agriculteurs. Le deuxième était de nature économique afin d'augmenter la production et la productivité agricole.

Santos & Sayer (1979) indiquent trois causes à la réforme agraire qui ont amené le pouvoir de l'élite politique du Chili (niveau national) à engager le processus de la réforme agraire. La première correspond à l'influence de l'église catholique (Garrido Rojas et al., 1988; Sigmund, 1986). Certains membres de l'église ont été les premiers à faire leur propre réforme agraire et sous l'influence du cardinal *Raúl Silva Henríquez* ils ont donné quelques terrains de la vallée du *Choapa* (au nord du Chili). La deuxième cause qui a influencé l'origine de la première réforme a été la pression des États-Unis symbolisée par « *l'alliance pour le progrès* » signée à *Punta del Este* (Uruguay) en 1961 (Bellisario Kram, 2013; Kay, 1999; PNUD Chile, 2008). L'idée était d'éviter l'influence de Cuba et de l'Union Soviétique sur les autres pays latinoaméricains qui pouvait déboucher sur des révolutions des populations locales. Les États-Unis ont engagé des ressources financières permettant de soutenir des programmes sociaux dans les pays membres de l'Organisation des États Américains (OEA). La troisième cause est l'influence de la *Comisión Económica para América Latina y el Caribe* (CEPAL). Depuis 1950, la CEPAL avait développé des théories pour mettre en évidence le retard dans le progrès matériel et l'inégalité de la concentration de la richesse d'Amérique Latine par rapport aux pays du nord. L'une des origines de ce retard était la basse productivité des *haciendas* (Bielschowsky, 1998).

Le gouvernement conservateur d'*Alessandri Rodríguez* (1958-1964) a approuvé la première loi de réforme agraire (*Ley* N° 15.020, 1962) qui a donné naissance à la *Corporación de Reforma Agraria* (CORA). Cette institution disposait de ressources pour investir et financer les achats de terrains et ensuite les distribuer aux paysans. Cependant, il est à noter que durant cette période présidentielle il n'y a pas eu d'expropriations. L'État cédait des terrains qu'il possédait pour l'équivalent de 835 000 ha environ (ODEPA Chile, 1974). Sous le gouvernement de *Frei Montalva* (1964-1970) la deuxième loi de réforme agraire (*Ley* N° 16.640, 1967) a été promulguée. Ce gouvernement est différent de celui d'*Alessandri Rodríguez* car il commence à exproprier les terrains des propriétés privées (Angell, 2002). Les propriétaires en partie expropriés pouvaient conserver jusqu'en 80 ha appelés *reserva* (Cruz, 1983). L'une des interventions la plus importante a été la création des *asentamientos* de paysans (*artículo* 66, *Ley* No 16.640, 1967). Ces unités territoriales ont été conçues pour qu'une organisation de paysans puissent bâtir des logements et des services comme les centres d'éducation (Hernández, 1972; Riffo Rosas,

1994). Sous le slogan « *la terre est pour qui la travaille* » du gouvernement de *Frei Montalva*, 3,5 millions de hectares ont été expropriés (ODEPA Chile, 1974). Le dernier changement de cette deuxième réforme est la promulgation de la *Ley No 16.625* (1967) qui a permis pour la première fois la syndicalisation des paysans, qui était interdit jusqu'alors. Cette loi a aidé à augmenter la force du mouvement des paysans ainsi que des autres forces sociales en demandant plus de droits. Le 3 novembre 1970 *Salvador Allende* remporte les élections présidentielles et il gouverne jusqu'au 11 septembre 1973, date du coup d'État civilo-militaire. *Allende* a approfondi les mesures prises par *Frei Montalva* à l'aide de plusieurs décrets. Nous soulignons particulièrement le *Decreto No 481* (1970) qui a établi les conseils de paysans dont la fonction était de participer, planifier et décider du processus d'expropriation foncière. Ce gouvernement a exproprié la totalité des *haciendas*, 5,75 millions de hectares environ, qui ont été cédées aux organisations de paysans (ODEPA Chile, 1974). La *Ley No 17.280* (1970) a défini une procédure pour l'appropriation des terrains et pour proposer des projets de développement local. En résumé, les gouvernements de *Frei* et d'*Allende* ont exproprié à eux deux près de 5 800 *haciendas* et plus de neuf millions d'hectares ont été cédées aux paysans.

La contre-réforme agraire s'est développée durant la dictature civilo-militaire au Chili, de 1973 à 1989. Les membres du comité militaire parlaient de normaliser la situation et ils ont rendu 30,3 % des terrains expropriés aux propriétaires précédents et près de 60 % des terrains ont été vendus aux paysans qui ont posé leur candidature en suivant les instructions du comité (Henríquez, 1987). Pourtant, l'État n'a pas soutenu les paysans avec des ressources ou des formations. Cette situation a entraîné plusieurs paysans à vendre leurs terrains aux entrepreneurs et sont ainsi restés en condition de vulnérabilité (Riffo Rosas, 1994). L'une des conséquences de ce retournement est la décomposition des organisations paysannes et l'émergence d'un premier groupe d'entrepreneurs agricoles et d'un deuxième groupe d'ouvriers agricoles qui sont des habitants ruraux sans terre (Riffo Rosas, 2008; Rivera Agüero & Cruz, 1984). Etant donné la nouvelle demande de logements ruraux de la part des paysans, un nouveau type d'occupation de l'espace apparaît : les *villorrios*. Ceux-ci sont un ensemble de logements, où chacun a moins de 40 m² de superficie. Ils sont tous localisés dans l'espace rural en dehors des aires d'extension urbaine (Tapia Zarricueta, 2007). De cette façon se développe le processus de **rurbanisation** en raison de la relocalisation rurale, quand les paysans se déplacent de leurs terrains antérieurs à ces *villorrios*. Le *Decreto No 167* (1986) a été l'instrument qui a établi des allocations pour réduire le coût d'achat de ces logements. La **suburbanisation** apparaît grâce à la promulgation du DL No 3.516 (1980) qui a promu la subdivision des exploitations agricoles jusqu'à des parcelles de 0,5 ha. Plusieurs entrepreneurs et spéculateurs du marché foncier ont commencé à faire du commerce et la conséquence a été la prolifération des parcelles d'agrément. Ces parcelles

étaient destinées à la résidence et au loisir pour les nouveaux habitants qui correspondent aux personnes qui venaient de la Métropole de *Santiago*. En général, ils cherchaient à s'éloigner des externalités négatives de cette grande ville (Echenique, 2001).

Finalement, la dernière période est celle de la post-contre-réforme qui commence avec le retour à la démocratie (1990). Les gouvernements de la coalition politique de centre-gauche appelée « *Concertación de partidos por la democracia* » (Lagos, 2008) ont approfondi les politiques de construction massive de logements en créant des programmes de *villorrios* ruraux (Tapia Zarricueta, 2007). La nouvelle élite gouvernante a maintenu le modèle néolibéral où le secteur privé (à l'aide des promoteurs immobiliers) continue à dominer le marché foncier pour la construction des parcelles d'agrément. En plus de ces décisions, nous soulignons deux instruments ruraux venant de l'échelle nationale dans cette période. Le premier est une politique qui se rapporte à l'activité agricole dont l'objectif est de la renforcer, il est appelé « *Lineamientos Programáticos de la Política Agroalimentaria y Forestal Chilena* », aussi connu sous le nom de « *Chile potencia agroalimentaria* » (MINAGRI Chile, 2006). Cette politique vise à renforcer le positionnement du Chili comme un puissance agricole grâce à la production d'aliments venant du secteur agroindustriel. Ce document indique aussi que la politique doit être inclusive pour tous les ouvriers du secteur agricole en adaptant les institutions (ministères, unités de recherche) afin d'atteindre ces objectifs. Le deuxième correspond à la première *Política Nacional de Desarrollo Rural* (PNDR) publiée en 2014. Celle-ci est focalisée sur le développement individuel des habitants ruraux, plus précisément sur les petits producteurs en considérant l'allocation comme le soutien pour l'entreprenariat et l'approvisionnement de services d'éducation et de santé rurale.

En guise de résumé nous faisons ressortir que dans les deux derniers instruments il y a eu une absence dans les discours politiques concernant la concentration ou reconcentration foncières. Durant la post-contre-réforme agraire depuis 1990, il n'y a pas eu de nouveaux instruments ou de politiques pour reprendre le sujet relatif au régime foncier contrairement aux gouvernements de *Frei* et d'*Allende*.

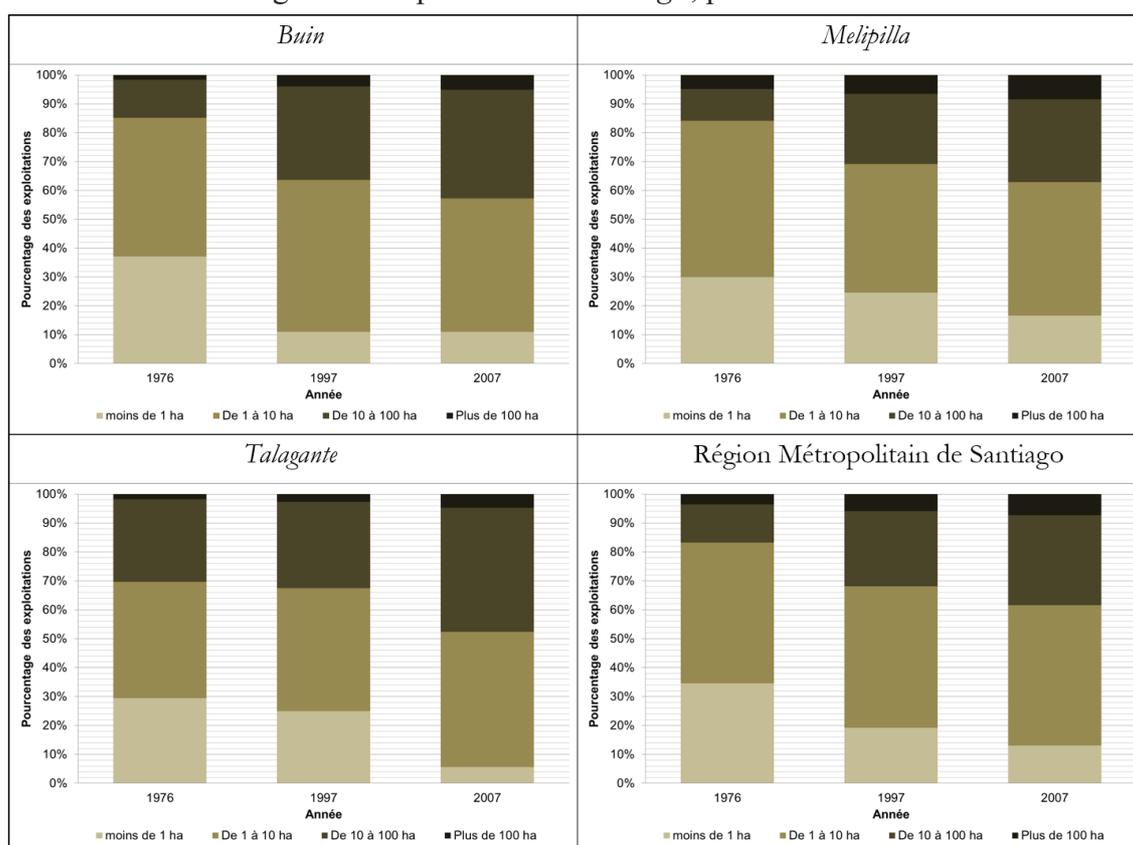
4.2. Reconcentration foncière dans les aires périurbaines des trois communes retenues (1976-2007)

Nous observons une reconcentration foncière pour les grands et moyens entrepreneurs dans les espaces agropastoraux périurbains des communes de *Buin*, *Melipilla* et *Talagante*. Ce processus se développe pendant la période de la contre-réforme et post-contre-réforme agraire, soit depuis 1973. Comme cela a été indiqué dans la méthode, nous retenons les années 1976, 1997 et 2007 pour mesurer ce phénomène grâce

aux données disponibles à l'échelle communale. Nous parlons d'une reconcentration foncière car durant la période de la réforme agraire il y a eu une déconcentration foncière qui avait transformé les *latifundios* en *minifundios* ou en parcelles de moins de 1 ha.

Dans la Figure 45 nous observons quatre graphiques avec l'évolution de la taille des exploitations agropastorales des trois communes et de la Région Métropolitaine de *Santiago* (RMS). En général, les petits agriculteurs (moins de 1 ha) perdent leurs propriétés en faveur des entrepreneurs agricoles entre 1976 et 2007. En 1976, les petits agriculteurs représentaient autour de 30 % dans les communes de *Melipilla* et de *Talagante*, 37 % à *Buin* et 35 % pour l'ensemble de communes de la RMS. La situation change vers 2007 où les chiffres baissent à 17 % à *Melipilla*, 11 % à *Buin* et 6 % à *Talagante*. Ces chiffres peuvent être associés à la distance physique-géographique jusqu'à la Métropole de *Santiago* puisque *Melipilla* est la commune la plus éloignée (74 km) et *Talagante* est la commune la plus proche (45 km) de la Métropole de *Santiago*.

Figure 45. Évolution de la concentration foncière de *Buin*, *Melipilla* et *Talagante* et de la Région Métropolitaine de *Santiago*, période 1976-2007



Source : élaboration propre UBILLA-BRAVO, à partir de l'INE, 1976, 1997 et 2007.

Un autre point à analyser est la différence dans la variation de taille des exploitations agropastorales. La participation des petits agriculteurs diminue plus

doucement dans les trois cas. Dans la commune de *Melipilla*, la diminution est de -5,5 % entre 1976 et 1997, de -7,9 % entre 1997 et 2007. Dans la RMS la diminution est de -6 % entre 1997 et 2007. Il y a cependant eu des changements plus accentués dans la variation. Dans la commune de *Buin*, la participation des petits agriculteurs a chuté de -26 % pendant la période 1976-1997. Ce changement est dû à la forte diminution de la superficie agricole en faveur de la croissance des aires urbaines, suburbaines et rurbaines (cf. Ubilla Bravo, 2013). Dans la commune de *Talagante*, la différence a été de -19,4 % entre 1997 et 2007. Les causes de ce changement ont été la croissance des aires urbaines et l'achat d'exploitations de la part de moyens et de grands entrepreneurs agricoles stimulé par l'apogée de l'agro-industrie exportatrice de fruits à l'étranger (cf. Kay, 1997).

Pour finir, nous indiquons que la quantité d'exploitations agricoles de moins de 1 ha (petits producteurs) a diminué durant la période analysée (1976-2007) : *Buin* est passée de 560 à 66, *Melipilla* de 899 à 419 et *Talagante* de 211 à 19 petites exploitations. Ces données nous aident à confirmer la reconcentration foncière.

4.3. Evolution de la suburbanisation et de la rurbanisation dans les aires périurbaines des trois communes retenues à partir de 1982

Dans le sous-titre 2 de ce chapitre et dans la méthode nous présentons une proposition d'une nouvelle catégorisation des habitants ruraux des aires périurbaines (cf. la Figure 42). Cette nouvelle catégorisation nous aidera à analyser l'évolution de la suburbanisation et de la rurbanisation par la suite. Dans la Figure 46 nous comparons les données de chaque commune en utilisant la classification officielle de l'INE Chile à gauche et notre classification proposée à droite. Nous observons l'importance des changements qui s'expriment au moment de l'utilisation de cette nouvelle grille d'analyse. En général, nous remarquons que la **population rurale** a diminué plus vite si l'on inclue les catégories de population suburbaines et rurbaines entre 1982 et 2002.

Dans la commune de *Buin* la population rurale est passée de 29 % à 15,6 % avec la classification de l'INE Chile, néanmoins avec la nouvelle catégorie, la population rurale est passée de 29 % à 4,7 %. La commune de *Melipilla* est un cas intéressant car selon les catégories de l'INE Chile la commune conservait le même pourcentage de population rurale autour de 35 % pour la période 1982-2002. Mais en appliquant notre catégorisation, ces données changent la population rurale, celle-ci a fortement diminué, passant de 35,3 % en 1982 à 16,4 % en 2002. La situation est similaire dans la commune de *Talagante* où l'évolution de la population rurale est passée de 21,3 % à 16,5 % entre 1982 et 2002 selon l'INE Chile. Dans notre classification la population rurale passait de 21,3 % à 0,5 % pour la même période. Par conséquent *Talagante* n'a presque plus de

population rurale en 2002.

La population suburbaine et rurbaïne est visible dans les graphiques situés à droite de la Figure 46. Dans les trois cas, nous remarquons que la **population rurbaïne** était déjà apparue dans le recensement de 1982 comme la conséquence des politiques d'*asentamientos* de la réforme agraire. L'évolution du pourcentage de la population est semblable dans les cas de *Buin* et de *Melipilla*. Dans la commune de *Buin*, elle est passée de 11,8 % en 1982 à 13,8 % en 2002 et dans la commune de *Melipilla* elle a changé de 12,3 % en 1982 à 14,3 % en 2002. Dans la commune de *Talagante* nous apercevons une évolution plus rapide de la population rurbaïne de 1,4 % à 5,6 % entre 1982 et 2002. L'évolution du pourcentage de la **population suburbaine** est semblable à la précédente, mais la différence est qu'on l'observe pour la première fois dans le recensement de 1992. Nous soulignons ici le pourcentage de la population suburbaine par rapport aux autres catégories en 2002. Pendant que dans les communes de *Buin* et *Melipilla* cette population représentait respectivement 4,4 % et 4,9 % en 1992, dans la commune de *Talagante* la population suburbaine comprenait 10,4 % de la population communale. Comme cela a été indiqué précédemment, ceci peut être expliqué par la proximité de *Talagante* par rapport à la Métropole de *Santiago* (45 km).

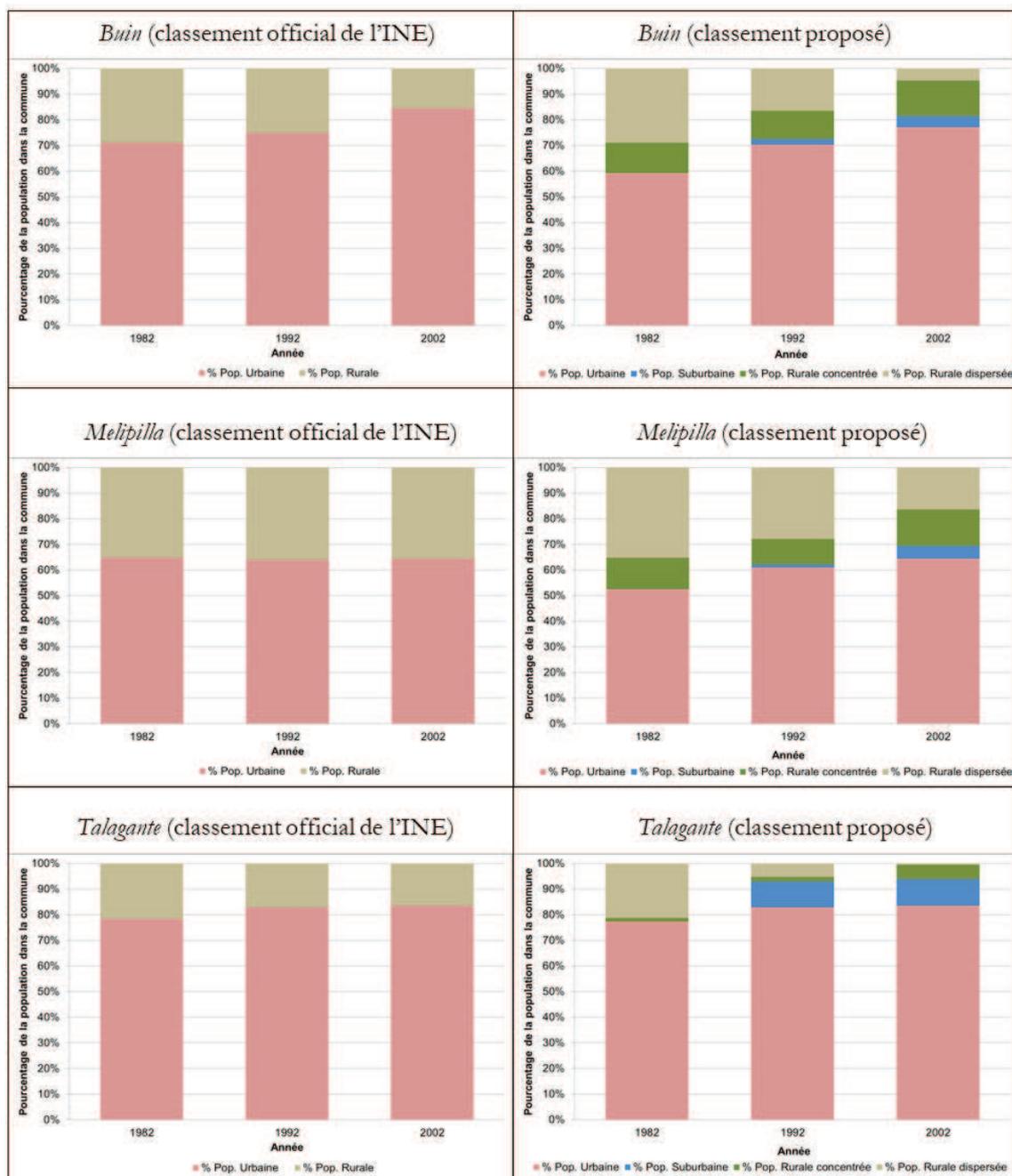
La Figure 47 montre la variation de la localisation des types d'établissements humains entre 1982 et 2002 en considérant la catégorisation proposée dans la nouvelle grille d'analyse et dans la méthode. Nous observons ainsi les effets spatiaux des instruments ruraux sur l'espace périurbain des trois communes analysées.

En 1982 nous apercevons deux catégories : *ciudad* et *pueblo* (voir Figure 47). Cette deuxième catégorie est une conséquence de la réforme agraire qui a impulsé la politique des *asentamientos* promue pour la première fois par le gouvernement de *Frei Montalva* (1964-1970) et développée par celui de *Salvador Allende* (1970-1973). *Melipilla* est la commune qui a la plupart des *pueblos* en 1982. La situation évolue vers 1992, où nous observons les premières parcelles d'agrément dans les trois communes (voir Figure 47). Rappelons-nous que les parcelles d'agrément sont une conséquence des politiques de contre-réforme agraire grâce à la PNDU (MINVU Chile, 1979) qui a déclaré que le sol n'est pas une ressource rare et grâce au DL No 3.516 (1980) qui a promu la subdivision des propriétés rurales jusqu'à des parcelles de 0,5 ha.

La commune de *Talagante* présente une croissance importante de ces parcelles d'agrément en raison de sa localisation géographique : elle est la plus proche de la Métropole de *Santiago*. En 2002 nous apercevons une nouvelle catégorie : les *caseríos*. Ces *caseríos* correspondent aux *villorrios* promus par l'état du Chili pour bâtir de manière

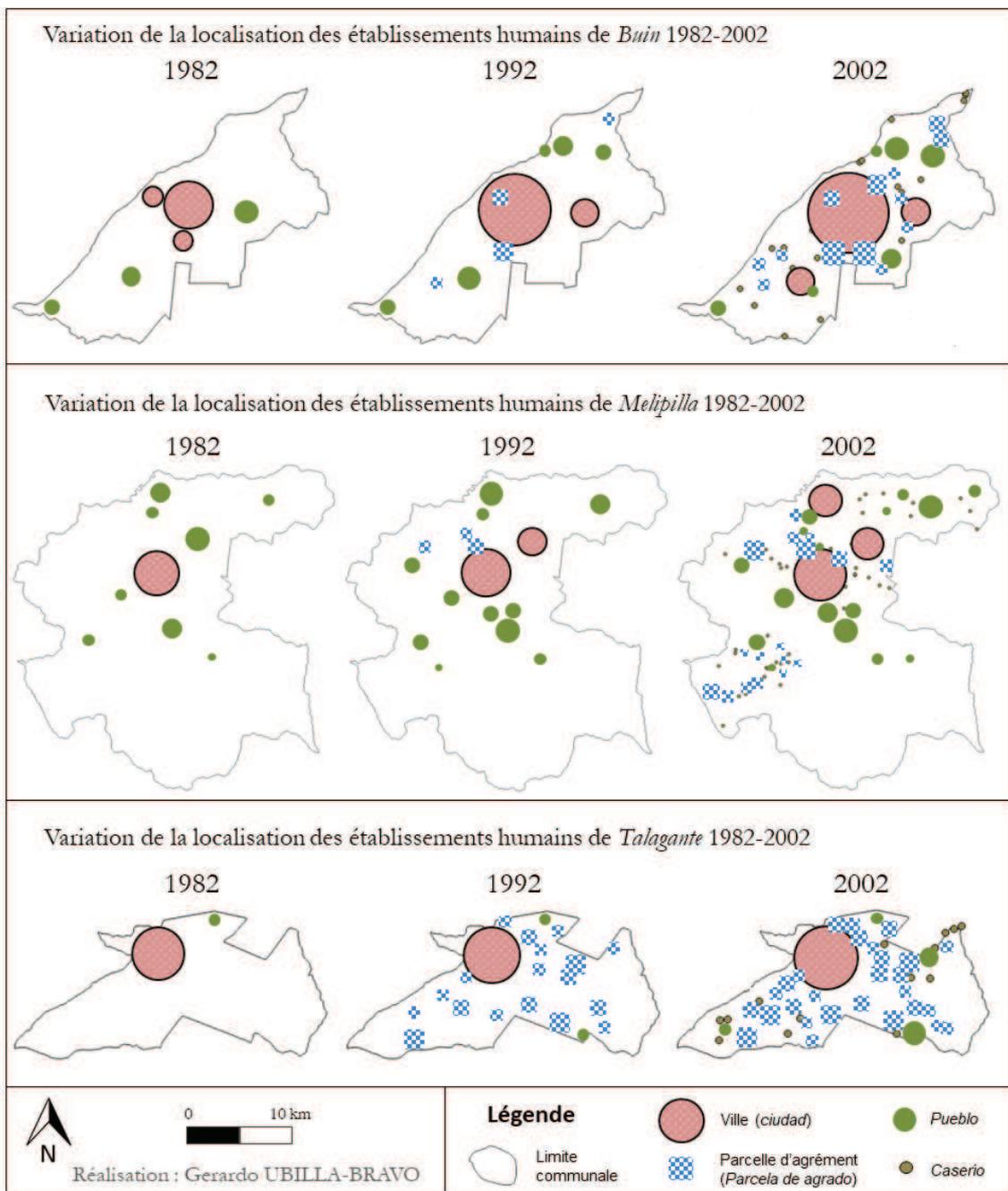
rapide des logements et répondre ainsi à la forte demande de la population. Ces *caseríos* ont été construits dans les aires périurbaines sans prendre en compte la proximité aux services d'équipement locaux. Par conséquent, en 2002 nous observons un mélange de populations dans l'espace périurbain où nous trouvons des populations rurale, suburbaine et rurale dans les trois communes analysées (voir Figure 47).

Figure 46. Évolution démographique selon la catégorisation officielle de l'INE Chile (à gauche) et celle proposée par UBILLA-BRAVO (à droite), période 1982-2002



Source : élaboration propre UBILLA-BRAVO, à partir de l'INE, 1982, 1992 et 2002.

Figure 47. Évolution spatiale de la localisation des établissements humains, période 1982-2002



Source : données géographiques du Gouvernement Métropolitain de *Santiago* et de l'INE Chile, 1982, 1992 et 2002.

5. Discussion

Nous structurons cette discussion autour de quatre éléments à interpréter : (i) la reconnaissance du processus de rurbanisation et de suburbanisation, (ii) l'utilisation des instruments ruraux et le rôle de l'État sur l'évolution des espaces ruraux, (iii) la proposition de quatre catégories de communes en fonction de la transition urbano-rurale au Chili et (iv) des nouvelles questions concernant la déruralisation et la nouvelle ruralité.

5.1. Reconnaissance du processus de rurbanisation et de suburbanisation

En reprenant la question de départ de ce chapitre : Quel est l'impact spatial des instruments ruraux dans les aires périurbaines des villes de taille intermédiaire à partir de la réforme agraire ?

Nous constatons que les différents instruments (lois, décrets et politiques) concernant la réforme, la contre-réforme et la post-contre-réforme agraire ont changé profondément la structure spatiale de l'utilisation du sol à partir des années 1960. Ces instruments ont influé sur l'apparition et la reproduction des processus de rurbanisation (Donoso, 2004), suburbanisation (Armijo, 2000a; Boke Soza, 2007) et la reconcentration foncière (Wiener Bravo, 2011) dans les communes de *Buin*, *Melipilla* et *Talagante*. Nous vérifions que ces instruments ont eu un impact direct sur la transformation de cet espace, où nous constatons l'incidence des décisions et d'actions des élites politiques au pouvoir sur la plupart de la population (Maillard & Kübler, 2015). Nous constatons ainsi que les aires périurbaines sont des espaces complexes où il y a un mélange de différentes utilisations du sol et d'acteurs avec des objectifs et ressources différents. Nous proposons ainsi de ne plus parler d'une aire urbaine et d'une autre aire rurale, il faut introduire ce troisième espace qu'est le périurbain (Ubilla-Bravo, 2016a, 2016b; Vanier, 2000). Dans ce chapitre nous avons proposé et analysé une nouvelle catégorisation du rural grâce au nouveau regard conceptuel centré sur la rurbanisation et la suburbanisation. Cela nous permet de réfléchir à l'utilisation des catégories pour analyser l'espace géographique. Alors que l'État du Chili continue à utiliser les catégories urbain et rural pour comprendre la distribution de la population dans l'espace géographique (*Decreto* N° 458, 1976; *Gobierno de Chile*, 2014; INE Chile, 2005, 2019), nous proposons un nouveau regard qui aiderait les élus à développer des politiques mieux adaptées aux aires périurbaines, en dépassant les clivages de l'urbain et du rural (Guibert & Jean, 2011).

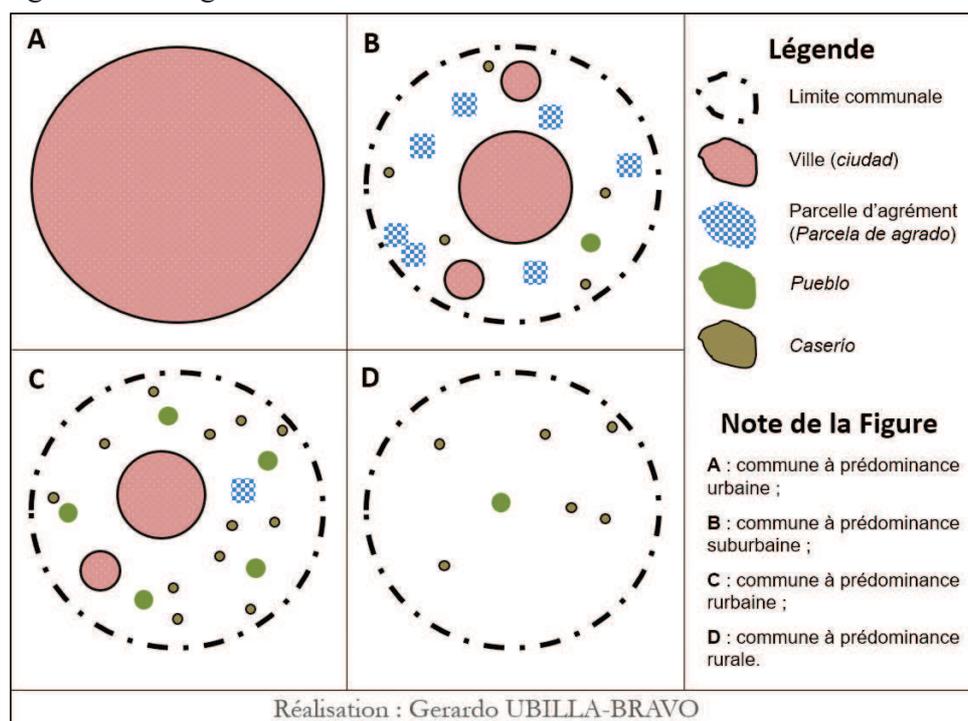
5.2. L'utilisation des instruments ruraux et le rôle de l'État sur les espaces ruraux

Du point de vue de l'analyse du long terme, nous remarquons trois faits liés au rôle de l'État et à l'utilisation d'instruments. Premièrement, la subdivision des propriétés rurales foncières a été un objectif tant de la réforme (*Ley* N° 15.020, 1962; *Ley* N° 16.640, 1967) que de la contre-réforme agraire (DL N° 3.516, 1980). L'expropriation a y été l'instrument pour mener à bien ces réformes de la part de l'État. Dans les deux cas, les différents gouvernements cherchaient à éliminer le modèle de l'ancien *latifundio* à cause de sa faible production (Ballesteros, 1965; Bellisario Kram, 2013). Il est à noter une différence entre les deux périodes. La contre-réforme a profité de cette subdivision des *latifundios* pour ensuite revendre ou rendre aux propriétaires précédents leurs terrains (Henríquez, 1987). Cela a impliqué une reconcentration du foncier et une revente à d'autres acteurs qui ont bénéficié des parcelles d'agrément. Nous y observons une relation directe entre la transformation de l'espace, la façon de s'organiser et les rapports de pouvoir établis entre les acteurs d'une société (Santos & Sayer, 1979). Deuxièmement, les objectifs socioéconomiques des deux modèles agraires étaient carrément opposés. La réforme agraire a aidé à améliorer les conditions de vie des paysans moyennant la sécurité alimentaire et la construction des logements réalisées par l'État (Kay, 1975). Tandis que la contre-réforme visait à la privatisation de la ressource sol (MINVU Chile, 1979) pour les moyens et grands entrepreneurs. Le dernier élément à discuter c'est le rôle des politiques rurales durant la période de post-contre-réforme agraire jusqu'en 2014. La politique de *villorrios* créée dans la période de la dictature civilo-militaire (1973-1990) a été reprise et approfondie par les élus dans la période de retour à la démocratie (1990-2014), elle ne s'est occupée que de donner des logements aux paysans sans terre. Il n'y a pas eu d'intention de les réinsérer dans l'emploi agricole mais uniquement de leur fournir un endroit où vivre. L'État n'a pas fourni de services d'équipement locaux proches des *villorrios*, il a laissé la population dans une situation de vie précaire (Donoso, 2004; Riffó Rosas et al., 2009; Tapia Zarricueta, 2007; Wiederhold, 2004). La *Política Agroalimentaria y Forestal de Chile* (PAGF) (MINAGRI Chile, 2006) et la *Política Nacional de Desarrollo Rural* (PNDR) (Gobierno de Chile, 2014) ont promu le développement social de la population rurale à l'aide des allocations et de formations éducatives (Sabourin, Massardier & Sotomayor, 2016). Les aides avaient pour objectif d'assurer le renforcement de l'emploi agroindustriel et un meilleur accès aux services de santé et d'éducation. Les deux politiques n'ont pas cependant visé la redistribution ou une nouvelle subdivision des propriétés rurales, car les politiques publiques de la post-contre-réforme agraire n'avaient pas d'intérêt pour cela. La stimulation productive donnée aux agro-industries a été au centre de l'attention de ces politiques depuis le retour à la démocratie (Martínez, Namdar-Iran & Sotomayor, 2014).

5.3. Proposition de catégories de communes selon la transition urbano-rurale au Chili

Comme indiqué au début de cette discussion, nous proposons ici une typologie de synthèse des communes selon l'organisation de l'habitat. Cette proposition typologique en **quatre catégories** repose sur la catégorisation de l'urbain et du rural de l'INE Chile et sur nos propositions conceptuelle et méthodologique où nous redéfinissons le rural au Chili (cf. Figure 42). De cette manière nous proposons quatre catégories selon la localisation et l'organisation de l'habitat de la population. La première est la commune à prédominance spatiale urbaine comprenant uniquement un espace urbain dont l'expression spatiale est une ville. La deuxième est la commune à prédominance spatiale suburbaine comprenant quelques villes et plusieurs parcelles d'agrément. La troisième est la commune à prédominance spatiale rurbaïne qui contient une ou deux villes et plusieurs *pueblos* et *caseríos*. La dernière est la commune à prédominance spatiale rurale qui ne comprend pas de villes, mais où il y a plusieurs *caseríos* (voir Figure 48). En fonction des résultats de ce chapitre, *Melipilla* et *Buin* appartiennent à la fois aux deux types de commune suburbaine et de commune rurbaïne, tandis que *Talagante* a une prédominance suburbaine. Avec cette catégorisation nous remettons en question la catégorie rurale comme la seule catégorie différente de l'urbain au Chili en proposant les quatre catégories déjà mentionnées.

Figure 48. Catégories de communes selon la transition urbano-rurale au Chili



5.4. Nouvelles questions concernant la déruralisation et la nouvelle ruralité

Afin de finir cette discussion, nous nous posons des questions concernant la déruralisation et la nouvelle ruralité émergente. Si l'objectif de ce chapitre était de mettre en évidence les différents phénomènes spatiaux dans les aires périurbaines, à savoir la suburbanisation et la rurbanisation, les résultats de ce chapitre aident aussi à se demander si peut-on parler d'une déruralisation ou de l'apparition d'une nouvelle ruralité ?

Les nouvelles catégories utilisées ont permis de constater que la population rurale a reculé beaucoup plus que ce que montrent les chiffres de l'INE Chile (2005). Dans le cas de *Talagante* nous remarquons que la population rurale a presque disparu, celle-ci a été remplacée par les habitants rurbains ou suburbains. Cette disparition du monde rural ou déruralisation (cf. chapitre 1, sous-titre 3.2) a été étudiée par les recherches conduites par Armijo (2000b) qui a analysé l'emploi agricole de la Région Métropolitaine de *Santiago*. M. Canales (2005) et Kay (2015) soulignent qu'il existe une nouvelle ruralité au Chili en indiquant que les politiques publiques doivent résoudre les nouvelles demandes de cette population. Malgré ces affirmations, nous considérons qu'il est nécessaire d'approfondir l'analyse à travers d'autres études interviewant les habitants des territoires périurbains pour savoir s'il existe une perte de la condition de ruralité. Rieurtort (2011) indique que la ruralité correspond à l'identité des habitants locaux, elle est aussi l'appartenance de la population au territoire rural (Moulis, 1997) (cf. chapitre 1, sous-titre 3.2). Il faudrait donc savoir si les habitants perçoivent dans leur identité une perte de ruralité, au-delà des catégories utilisées dans ce chapitre.

En reprenant la question pour savoir si peut-on parler d'une déruralisation ou de l'apparition d'une nouvelle ruralité, nous constatons que les deux réponses sont possibles. D'une part nous avons montré une déruralisation ou perte de population rurale pour les trois cas retenus, surtout dans le cas de *Talagante*. D'autre part nous avons mis en évidence l'apparition d'une nouvelle ruralité à travers les catégories de suburbain et rurbain. Il est à noter que ces habitants suburbains et rurbains font parties du système d'acteurs de la gouvernance territoriale que nous analyserons dans la troisième partie de la thèse.

5.5. Conclusion de la deuxième partie de la thèse

En guise de clôture de la deuxième partie de la thèse, nous remarquons que les résultats ont contribué à une démonstration dans laquelle nous avons mis en évidence l'existence de la périurbanisation autour des villes de taille intermédiaire (chapitre 3) et

nous avons pu caractériser ces aires qui ont été notamment construites par les politiques, les instruments en particulier urbains (chapitre 4) et ruraux (chapitre 5) des niveaux national et régional durant la période 1962-2014. En utilisant ces résultats et discussions, la troisième partie de la thèse aborde les relations de pouvoir (chapitre 6) et d'apprentissage (chapitre 7) des acteurs du niveau local qui co-construisent le territoire périurbain avec les acteurs des niveaux supérieurs. Pour cela nous retenons le cas de l'instrument *Plan Regulador Comunal* qui vise à la définition du zonage du périurbain au Chili comme cela a été vu au chapitre 4.

* * *

3EME PARTIE : RELATIONS ET APPRENTISSAGES DES ACTEURS LOCAUX DANS LE PERIURBAIN

Chapitre 6. Relations de pouvoir entre les acteurs du périurbain autour du *Plan Regulador Comunal*

1. Introduction

1.1. Néolibéralisme et ses conséquences au Chili

Depuis le coup d'État de 1973, le Chili a expérimenté des changements économiques, politiques, sociaux et environnementaux importants (Moulian, 2002). Ces changements se sont manifestés dans divers secteurs clés pour le développement économique et social du Chili (Connell & Dados, 2014) : la libération des marchés des ressources naturelles, la privatisation de l'éducation et de la santé. Ces changements ont entraîné une augmentation dans l'asymétrie de richesse (Agostini & Brown, 2007; PNUD Chile, 2017a) et de pouvoir entre les différents types d'acteurs de la société chilienne (Pizarro, 2005; PNUD Chile, 2017b). L'État a cessé ainsi d'être le principal décideur (Thwaites Rey, 2010). L'une des principales décisions de la dictature civilo-militaire (Magasich, 2013) en matière des politiques publiques a été la libération du marché foncier par le *Ministerio de Vivienda y Urbanismo* (MINVU Chile, 1979). Cette politique est à l'origine de la forte augmentation du taux de l'urbanisation, tant autour des grandes villes que des villes de taille intermédiaire (Ubilla Bravo, 2015b).

L'une des principales conséquences a été l'apparition d'une diversité d'acteurs dans les aires périurbaines. Ces différents acteurs de la société (élus, habitants, agents de l'État, entrepreneurs) ont des intérêts et des objectifs différents par rapport au territoire. Cette situation représente un enjeu dans les aires périurbaines d'Amérique Latine (Allen, 2003) en raison des difficultés rencontrées pour planifier sans instrument permettant de rapprocher les différents intérêts. Le *Plan Regulador Comunal* (PRC) est un instrument qui joue un rôle central dans la régulation des aires urbaines et périurbaines ainsi que dans les relations entre les acteurs locaux, régionaux et nationaux. Le PRC aborde la définition et la régulation des limites urbaines, de l'occupation du sol (zoning) et des réseaux viaires. Néanmoins, le PRC n'a pas nécessairement une vision partagée du territoire (Ubilla Bravo, 2015a). Dans l'Encadré 1 nous présentons de manière brève la définition d'un PRC au Chili.

Encadré 1. Définition du *Plan Regulador Comunal* au Chili

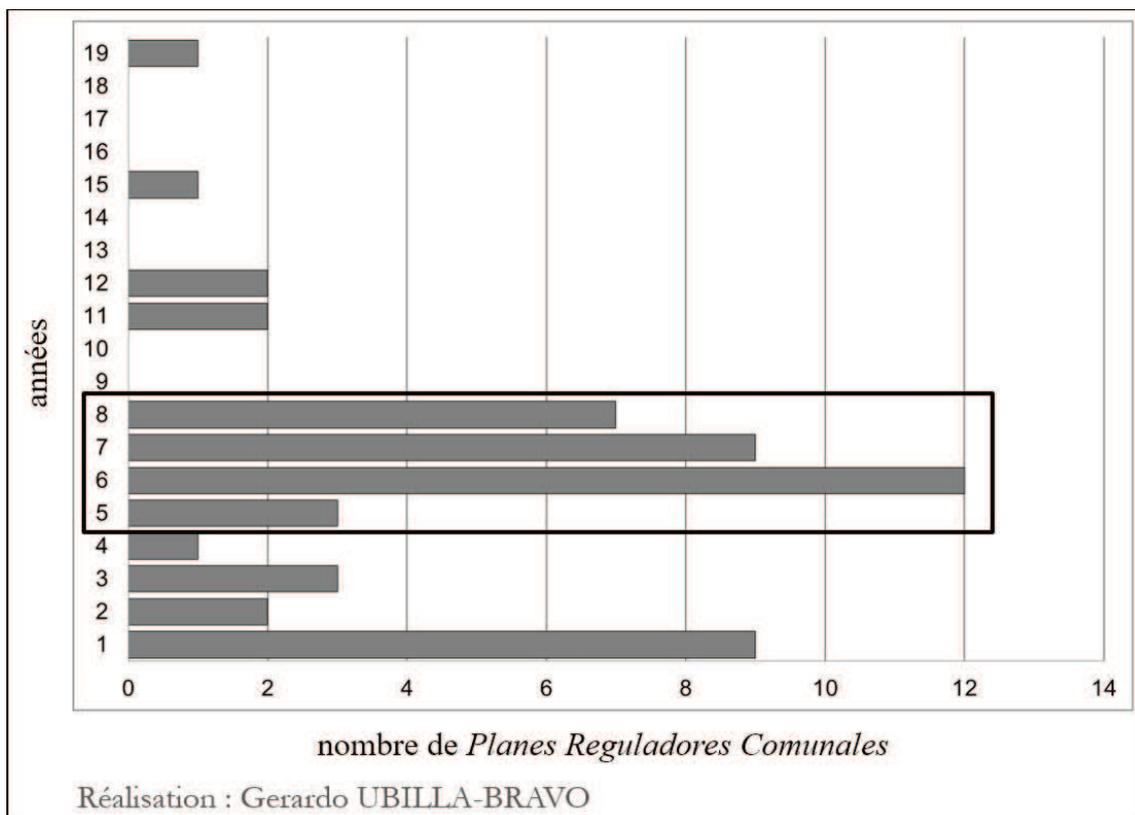
Le *Plan Regulador Comunal* (PRC) est un instrument utile afin d'intervenir dans les aires urbaines et les aires d'extension urbaine [aire périurbaine] à l'échelle locale. Il est défini dans les articles 2.1.10 à 2.1.14 de l'*Ordenanza General de la Ley de Urbanismo y Construcciones* (Decreto N° 47, 1992) et dans les articles 41 à 51 de la *Ley General de Urbanismo y Construcciones* (Decreto N° 458, 1976). Le PRC comprend un

document explicatif, un rapport technique concernant la faisabilité de construire les infrastructures d'eau et d'énergie, une ordonnance et des cartes géographiques.

L'ordonnance locale fixe les normes de l'urbanisme notamment : a) la limite urbaine des centres peuplés ; b) le réseau viaire structurant le territoire ; c) le zonage ou zoning pour diviser la commune ; d) le zonage contenant les immeubles historiques et les monuments nationaux à conserver ; e) les exigences pour les œuvres sanitaires locales des villes.

Au-delà des difficultés rencontrées pour planifier sans instrument permettant de rapprocher les différents intérêts, l'étude de Giménez & Ugarte (2014) montre que la durée d'approbation des PRC a pris plus du temps que ce qui avait été planifié. En général, les PRC devraient être approuvés dans un délai d'un an et demi ou deux ans, mais le temps moyen d'approbation est de plus de six ans (Giménez & Ugarte, 2014). La Figure 49 montre les années d'approbation des PRC au Chili où on observe qu'au-delà de la moyenne déjà longue on rencontre des cas extrêmes de 19 ans pour obtenir l'approbation.

Figure 49. Démarche d'élaboration et/ou modification des *Planes Regulator Comunales* selon le nombre d'années d'approbation au Chili



Source : à partir des données de Giménez & Zamorano (2013). Le carré noir qui individualise les durées d'approbation entre 5 et 8 ans est fait par UBILLA-BRAVO.

1.2. Problématique : relation entre les acteurs du périurbain au Chili

Au Chili, des recherches ont été réalisées sur la croissance urbaine des grandes villes (Miranda, 1997), et d'autres sur le phénomène de la gouvernance des aires métropolitaines (Zunino, 2004). Cependant, aucune étude n'a encore examinée de manière précise la gouvernance territoriale des aires périurbaines au-delà des aires métropolitaines (Ubilla-Bravo, 2016). Ce chapitre vise à combler cet écart en portant un regard sur les rapports de pouvoir des acteurs dans les aires périurbaines. Nous examinons un cas qui aidera à comprendre ce type de rapport entre acteurs (Chia, Torre & Rey-Valette, 2008), nous posons ainsi la question : **quelles sont les relations et les rôles au sein du système d'acteurs de l'aire périurbaine de Melipilla ?** Afin d'aborder cette question nous analysons de manière particulière la dernière modification¹⁰⁷ du PRC de Melipilla qui a eu lieu entre octobre 2013 et décembre 2015. Nous proposons l'hypothèse sur le **changement du flux des relations du pouvoir descendant** qui nous permet de mettre en évidence une asymétrie du pouvoir entre les acteurs (Dumont, 2012; Foucault, 1975) où le PRC joue un rôle de consolidation de cette asymétrie. Certains acteurs locaux réalisent différentes stratégies afin d'imposer leurs intérêts et objectifs. Ceci entraîne un changement du flux des relations de pouvoir centralisé (*top-down*) qui doit être articulé avec une capillarité du pouvoir décentralisé (*bottom-up*) (Sabatier, 1986).

Nous structurons ce chapitre avec les éléments suivants. Premièrement nous développons la méthode où nous indiquons les données collectées et les techniques utilisées tels les entretiens semi-structurés et l'analyse de contenu. Les résultats sont divisés en deux parties : (i) la trajectoire du système d'action du PRC entre 2013 et 2015 et (ii) les pratiques de relations de pouvoir entre les acteurs. Dans la discussion nous révisons la contribution de ce chapitre par rapport à la question de départ, l'hypothèse, les travaux utilisés et d'autres études similaires.

2. Méthode : choix du terrain et grille d'analyse

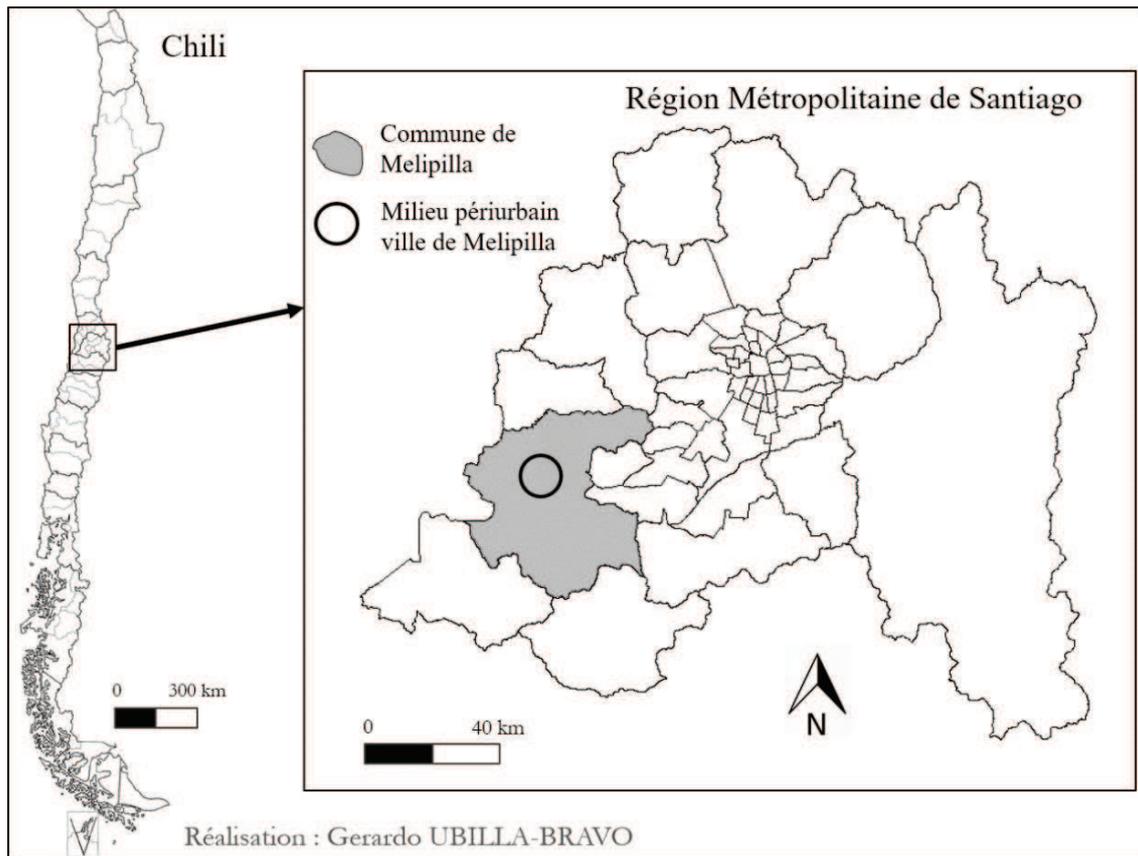
2.1. Choix du terrain d'étude

Nous aborderons ce chapitre à l'aide d'une étude de cas. Pour cela, nous avons choisi l'aire périurbaine de la ville Melipilla (voir Figure 50) qui se localise à l'ouest de la Région Métropolitaine de Santiago (RMS) au Chili. En considérant les éléments décrits

¹⁰⁷ Après la première approbation d'un PRC, toutes les versions suivantes sont nommées comme « *modification* » par rapport à l'existence de la première version approuvée.

dans l'introduction, nous proposons deux critères pour la définir : (i) une forte croissance de la surface urbaine et de sa population dans l'aire périurbaine (Ubilla Bravo, 2013 ; Ubilla Bravo et al., 2012) et la mise en évidence du phénomène de la périurbanisation¹⁰⁸ (cf. chapitre 3), puis (ii) le poids important des niveaux national et régional (liés à la centralisation) sur les instruments de régulation urbaine (Ubilla Bravo, 2007, 2013, 2015a, 2015b).

Figure 50. Terrain d'étude, aire périurbaine de la commune de *Melipilla*, Chili



Source : données géographiques du Gouvernement Métropolitain de *Santiago*.

2.2. Collecte des données

Dans ce chapitre nous considérons deux types de collecte des données. Le premier type repose sur le contexte historique de l'écriture et de la mise en place de l'instrument *Plan Regulador Comunal* (PRC) et le deuxième consiste en des entretiens effectués auprès des acteurs sur le terrain choisi.

En ce qui concerne le contexte historique, la collecte repose sur des données et

¹⁰⁸ Dans le chapitre 3 de cette thèse nous mettons en évidence le phénomène de périurbanisation pour les trois villes de taille intermédiaire retenues à partir d'une démonstration à travers l'utilisation de données socioéconomiques et d'occupation du sol.

des informations secondaires provenant de différentes sources. Nous avons considéré des documents légaux de la Bibliothèque du Congrès National du Chili et du site web www.observatoriourbano.cl, où se trouvent compilés les lois et décrets liés au PRC et à la participation citoyenne. En outre, nous avons compilé les actes des sessions ordinaires et extraordinaires du Conseil Communal de *Melipilla* et de la presse écrite de novembre 2013 à décembre 2015.

Le travail de rassemblement des données a été mené entre juillet et septembre 2016, où nous avons interviewé 23 acteurs clé de la gouvernance territoriale du périurbain comme cela a été proposé par Bryant (1995). Ces acteurs ont été engagés dans le projet lors de la dernière modification du PRC de *Melipilla* durant la période d'octobre 2013 à décembre 2015. Nous définissons le système d'action des acteurs intervenant dans cette période, comme une « *situation de gestion* ». Ce concept correspond au cadrage temporel de l'analyse (Girin, 1990) qui va d'octobre 2013 à décembre 2015.

Nous adoptons une approche qualitative en privilégiant une étude de cas pour ce chapitre (Yin, 2003). Nous avons utilisé l'échantillonnage non probabiliste pour choisir les interviewés car cela correspond à une étude de type exploratoire (Mejía Navarrete, 2000 ; Statistique Canada, 2011). Il est à noter que le travail de ce chapitre est exploratoire parce qu'il n'y a pas eu d'autres études de ce type au Chili, ce travail est ainsi pionnier. Ultérieurement, nous avons effectué des entretiens semi directifs (Longhurst, 2010) qui ont été développés en considérant trois temps. Le premier temps concerne l'activité de l'interviewé : quelle est sa profession, son occupation ; le lieu où il travaille et où il habite ; la fonction qu'il développe pour l'organisation dans laquelle il travaille. Dans un deuxième temps, on a mis en évidence l'intervention de chaque acteur dans la participation au projet de modification du PRC. Dans un troisième et dernier temps, on a posé une question ouverte où l'interviewé pouvait ajouter d'autres idées s'ils le souhaitaient.

2.3. Analyse des données

Nous avons utilisé deux techniques qualitatives pour l'analyse des données. La première aborde l'analyse historique contextuelle ou séquentielle et la deuxième est l'analyse de contenu.

L'analyse historique contextuelle (Mucchielli, 2009) ou séquentielle (Dumez, 2013) vise à décrire et mettre en rapport l'évolution des approbations et des modifications du PRC de *Melipilla*. Pour cela, on s'est basé sur les différents documents officiels produits à l'échelle locale (actes des sessions ordinaires et extraordinaires du Conseil

Communal de *Melipilla* entre octobre 2013 et décembre 2015) et d'autres documents venant de l'échelle régionale (le cas du *Plan Regulador Metropolitano de Santiago* à partir 2006) et de l'échelle nationale (le cas de la Loi de participation citoyenne (*Ley N° 20.500*, 2011)). Nous avons aussi considéré l'analyse de la presse écrite entre octobre 2013 et décembre 2015. Pour cela nous avons révisé les presses appelés « *Melipilla Suma + Comuna* » et « *Radioprensa - Siempre Alerta!* » en considérant les infos concernant le PRC de *Melipilla*. Nous intégrons ces infos dans la rédaction des résultats sur la démarche du projet PRC de *Melipilla*.

La deuxième technique traite des rôles et des relations entre les acteurs par rapport à la dernière modification du PRC de *Melipilla*. Nous nous inscrivons dans la classification développée par Pires (1997) qui remarque que pour les études qualitatives, le chercheur peut utiliser l'échantillonnage par cas unique. Ce type d'échantillonnage permet d'utiliser deux critères selon le milieu ou l'institution et l'aire géographique. De cette manière, nous proposons une classification de quatre catégories d'acteurs (voir détail en Tableau 19). Ces catégories d'acteurs se définissent selon deux critères, le lieu de travail (dans les secteurs public ou privé) et l'échelle géographique à laquelle ils interviennent dans le territoire¹⁰⁹ (Bryant, 1995; Doyon & Deroo, 2014; Wehn, Rusca, Evers & Lanfranchi, 2015). Comme indiqué dans l'hypothèse de travail, nous avons utilisé cette catégorisation afin d'analyser les relations de pouvoir entre les acteurs de différentes échelles géographiques.

Tableau 19. Catégories d'acteurs selon l'échelle à laquelle ils agissent et leur espace géographique d'intervention

Nom de la catégorie	Échelle géographique	Espace géographique d'intervention
Catégorie 1 : acteurs des ministères	Nationale	Chili
Catégorie 2 : acteurs des services publics régionaux	Régionale	Région Métropolitaine de <i>Santiago</i>
Catégorie 3 : acteurs de la mairie	Locale	Commune de <i>Melipilla</i>
Catégorie 4 : acteurs de la mairie	Locale	Aire périurbaine de la ville de <i>Melipilla</i>

Réalisation : Gerardo UBILLA-BRAVO.

Après avoir catégorisé les acteurs, nous développons une **grille d'analyse du système d'acteurs** afin de définir les composantes et les caractéristiques du système

¹⁰⁹ Nous avons abordé la définition de cette catégorisation de l'échelle géographique en se reposant sur les recherches de Bryant (1995); Doyon & Deroo (2014); Wehn et al. (2015).

d'acteurs et de répondre à la question de ce chapitre. Nous construisons cette grille (voir Tableau 20) en se reposant sur les travaux de plusieurs auteurs qui ont travaillé sur la question de la gouvernance territoriale. Nous avons utilisé trois travaux pour construire la grille d'analyse. Le premier correspond au travail de Rey-Valette et al (2014) de façon à examiner les interactions entre les acteurs en prenant en compte leurs objectifs et les controverses qui se développent entre eux. Ensuite, nous avons considéré les critères du travail de Dumont (2012) : (i) les relations entre les différents acteurs publics et / ou privés ; (ii) les rapports de pouvoir entre le niveau local et les services publics supérieurs ; (iii) la capacité des acteurs à travailler ensemble ; (iv) l'existence d'un réseau. Le troisième travail consiste à un modèle nommé dynamique de localités (Bryant, 2006), où il est possible d'identifier sept éléments : acteurs, objectifs, actions, réseaux, organisation, orientation et contexte. Ces trois travaux nous aident à la construction de la grille d'analyse. Le Tableau 20 montre le détail de la grille à utiliser en comprenant les travaux précédemment repérés.

Tableau 20. Grille d'analyse du système d'acteurs, les types et échelles des relations dans le cadre de la gouvernance territoriale

Composantes d'analyse	Caractéristiques	Auteur(s) qui contribue(nt) avec les composantes et leurs caractéristiques
1. Système d'acteurs	1.1. L'échelle géographique d'intervention de l'acteur : nationale, régionale et locale.	(Bryant, 1995; Doyon & Deroo, 2014; Wehn et al., 2015).
	1.2. L'activité de l'acteur : autorité politique, agent public, équipe de consultants, entrepreneur et habitant.	(Bryant, 1995, 2006; Rey-Valette et al., 2014).
	1.3. L'institution : ministère, service public régional, mairie.	(Bryant, 2006; Rey-Valette et al., 2014).
2. Type de la relation	2.1. Unidirectionnel (un acteur prend la décision et l'autre acteur obéit à l'antérieur).	(Dumont, 2012; Rey-Valette et al., 2014).
	2.2. Bidirectionnel (les deux acteurs prennent la décision ensemble).	(Dumont, 2012; Rey-Valette et al., 2014).
3. Direction de la relation	3.1. Relation descendante (<i>top-down</i>).	(Dumont, 2012).
	3.2. Relation ascendante (<i>bottom-up</i>).	(Dumont, 2012).
	3.3. Relation de même niveau.	(Bryant, 2006; Dumont, 2012).
4. Représentation de la relation	Comprend l'ensemble des trois composantes indiquées	Réflexion personnelle.

Réalisation : Gerardo UBILLA-BRAVO.

En outre, nous avons ajouté un cadre pour évaluer le niveau de la participation des acteurs en prenant d'autres références (Arnstein, 1969, 2019 ; Fung, 2006 ; Wehn et al., 2015).

Nous avons interprété les données qualitatives en utilisant les idées des interviewés grâce à la technique d'analyse de contenu (Julien, 2008 ; López Noguero, 2002). Nous examinerons les connaissances des acteurs à partir de leurs pratiques dans le cadre du projet de la modification du PRC. Nous admettons que chaque acteur est porteur de connaissances et d'actions (Serbia, 2007). Ensuite nous identifierons les relations entre les acteurs en considérant les données qualitatives des idées indiquées par les interviewés et nous proposons des catégories *a posteriori* (Morange & Schmoll, 2016) en reposant sur les relations de pouvoir entre les acteurs. Ces catégories seront analysées dans les résultats de ce chapitre. Ces catégories se fondent sur les relations de pouvoir entre les acteurs du périurbain autour du projet de la dernière modification du PRC de *Melipilla* 2013-2015.

3. Résultats : démarche de modification du PRC de *Melipilla* et relations de pouvoir

Nous présentons les résultats obtenus en considérant deux points. En premier lieu, nous décrivons la trajectoire de la dernière modification du *Plan Regulador Comunal* (PRC) en révisant chacune des étapes qui ont eu lieu entre octobre 2013 et décembre 2015. En deuxième lieu nous développons une analyse des six relations identifiées entre les acteurs du périurbain pour la période déjà annoncée.

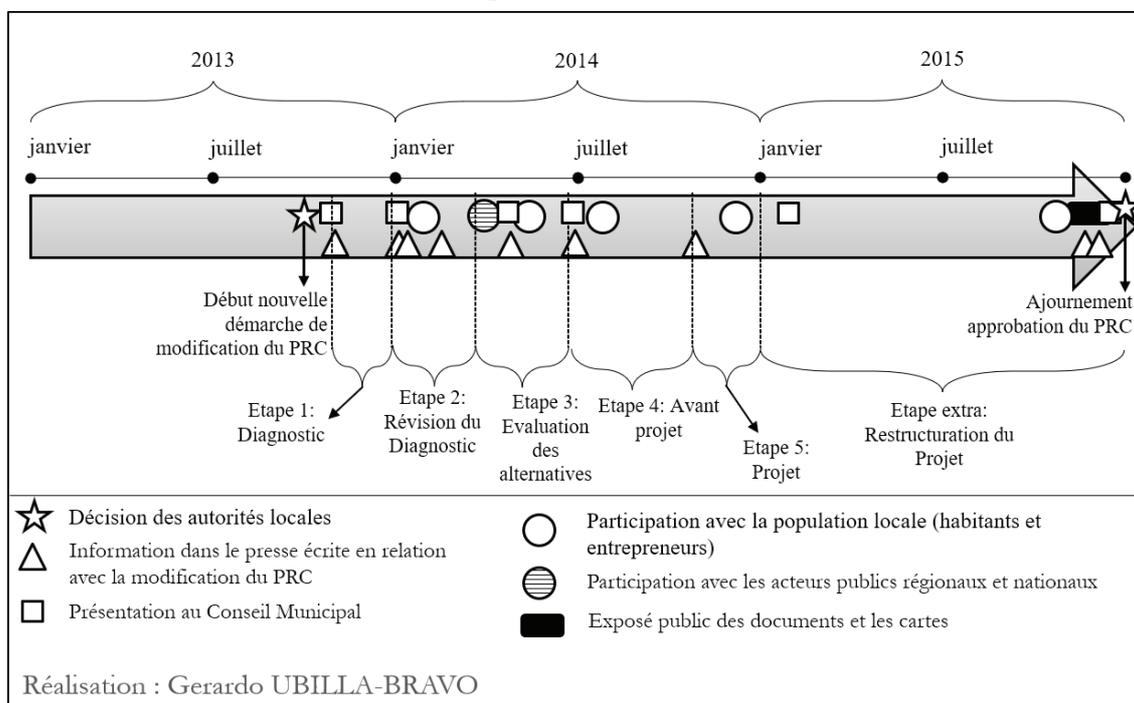
3.1. Démarche de la dernière modification du PRC de *Melipilla* (2013-2015)

Dans cette partie nous analysons la démarche de la dernière modification du PRC de *Melipilla* d'octobre 2013 à décembre 2015. Nous considérons la prise de décision des autorités nationales, régionales et locales pour mener la nouvelle modification comme le début de cette analyse (voir Figure 51). En outre, on remarque un changement parmi les autorités locales (maire et conseil communal) à partir de décembre 2012 en raison des élections locales. Ce changement a impliqué la transition d'un maire menant une politique de droite à un maire orienté vers une politique de centre-gauche.

En novembre 2013 la presse rend public la nouvelle qu'un bureau d'étude a été

désignée pour réaliser le travail du projet de modification du PRC dont la durée sera d'un an. Le projet de modification du PRC de *Melipilla* commence ainsi par le diagnostic territorial (étape 1) mené par l'équipe de consultants auprès des professionnels du *Secretaría de Vivienda y Urbanismo* (SEREMI VyU) de la *Región Metropolitana de Santiago* (RMS) et de la mairie de *Melipilla*. En janvier 2015 les avancées sont présentées au conseil municipal et le premier atelier de participation publique¹¹⁰ du projet de PRC avec la population locale est mis en œuvre pour réviser le diagnostic territorial (étape 2). Trente-sept personnes ont participé à cette activité avec l'objectif d'identifier les éléments spatiaux suivants : (i) le centre ou les centres, (ii) les lieux et les éléments précieux devant être protégés, (iii) le système de mobilité et de connectivité, (iv) les espaces de loisir, (v) les problèmes et les risques naturels, (vi) l'infrastructure et l'équipement collectif requis et (vii) les visions de développement futur et les changements souhaités de la part de la population. La presse diffuse l'annonce de l'atelier pour informer toute la population et l'avertir du travail prévu. En général, la participation a consisté à écouter l'introduction des autorités locales, pour ensuite suivre les instructions de l'équipe de consultants et finalement remplir une enquête en vue d'un débat des résultats des enquêtes par groupes.

Figure 51. Démarche de la dernière modification du *Plan Regulator Comunal* (PRC) de *Melipilla* (2013-2015)



La deuxième rencontre de participation publique a eu lieu entre fin avril et mi-mai

¹¹⁰ L'équipe de consultants auprès du maire a envoyé des lettres d'invitation aux conseils de quartier et aux entrepreneurs pour chaque atelier de participation publique. Ils ont aussi utilisé deux moyens de diffusion : la radio et la presse locale.

2014. Cette étape se développe dans le cadre de l'Évaluation Environnementale Stratégique (EAE) promulguée par la *Ley No 20.417* (2010). Il y a eu deux types de travail participatif. Le premier comprend des réunions auprès des acteurs publics des niveaux régional et national. Vingt-sept professionnels des services suivants ont participé : environnement, agriculture, régulation urbaine, travaux publics, développement régional et territorial. Dans les réunions, les acteurs ont fourni des informations sur les politiques, plans et projets qui avaient une incidence sur le territoire communal. De cette façon, les acteurs ont révisé les projections de la planification territoriale de ces services publics pour compléter le diagnostic territorial et pour évaluer les alternatives d'occupation du sol. Le deuxième type de travail a été un atelier auprès de la population locale. Vingt-six personnes ont participé autour de deux objectifs : (i) analyser les résultats de l'étape de diagnostic, (ii) évaluer les différentes alternatives de structures territoriales. La communauté participante a ainsi évalué les différents choix proposés et ils ont aussi complété les idées des acteurs régionaux. À l'issue de cette étape, l'équipe de consultants a fait un exposé des résultats préliminaires aux membres du conseil municipal.

A la fin juillet 2014 le travail se développe auprès de la population locale dans le cadre de l'étape 4 de l'avant-projet. Dans l'atelier, trente-huit personnes ont participé et l'objectif était de donner son avis sur des fiches et cartes liées à la régulation et aux normes de l'occupation du sol ainsi que sur le réseau viaire. De cette manière, les participants ont révisé et ont discuté la proposition faite par l'équipe de consultants par rapport à l'urbanisation de l'aire périurbaine. D'octobre à décembre 2014 a commencé l'étape 5 du projet où a fonctionné le quatrième atelier de participation de la communauté locale. L'équipe de consultants y a présenté la proposition finale de modification du PRC en prenant en compte les commentaires des participants. Nous soulignons que certains acteurs ont d'ailleurs présenté d'autres idées pour changer cette dernière proposition de l'équipe de consultants. Finalement il n'a pas eu d'accord entre certains acteurs locaux et la proposition soutenue par la mairie.

En décembre 2014 le travail de l'équipe de consultants s'est terminé en fournissant tous les documents réalisés dans la période du projet. Cependant, le projet de modification du PRC de *Melipilla* n'a pas pu être terminé à cause de l'opposition de certains habitants qui étaient en désaccord avec la proposition du Plan. De cette manière, la mairie a ajouté une nouvelle étape qu'on intitule « *restructuration du projet* » (voir Figure 51), où s'est développé un travail particulier auprès des acteurs opposants. En février 2015, le conseil communal a discuté de cette situation et a décidé de résoudre les problèmes avec la population opposée au projet. En novembre 2015 une audience publique a été constituée pour présenter les nouveaux résultats. Fin 2015, trois articles de la presse écrite ont communiqué sur la disponibilité des documents et des cartes du projet PRC consultables

de manière publique (du 12 novembre 2015 au 11 décembre 2015). En outre, dans ces communiqués le maire de *Melipilla* (période 2012-2016) remarque d'abord que le projet de modification du PRC se trouvait dans la dernière étape (en novembre). Néanmoins, le maire a ensuite reconnu que le projet comportait des erreurs persistantes (en décembre). Dans l'acte 100 de la session extraordinaire du conseil communal de *Melipilla* (11 décembre 2015), le maire et les conseillers approuvent l'ajournement de la dernière modification du PRC.

En guise de fin de cette partie, nous soulignons qu'au moment de la prise des entretiens entre juillet et septembre 2016, les acteurs locaux interviewés remarquent que la modification du PRC n'a pas été approuvée. Il est à noter que les élections locales qui ont eu lieu fin octobre 2016 ont permis à un nouveau maire de prendre ses fonctions à *Melipilla* avec une orientation politique opposée à celui de la période 2012-2016.

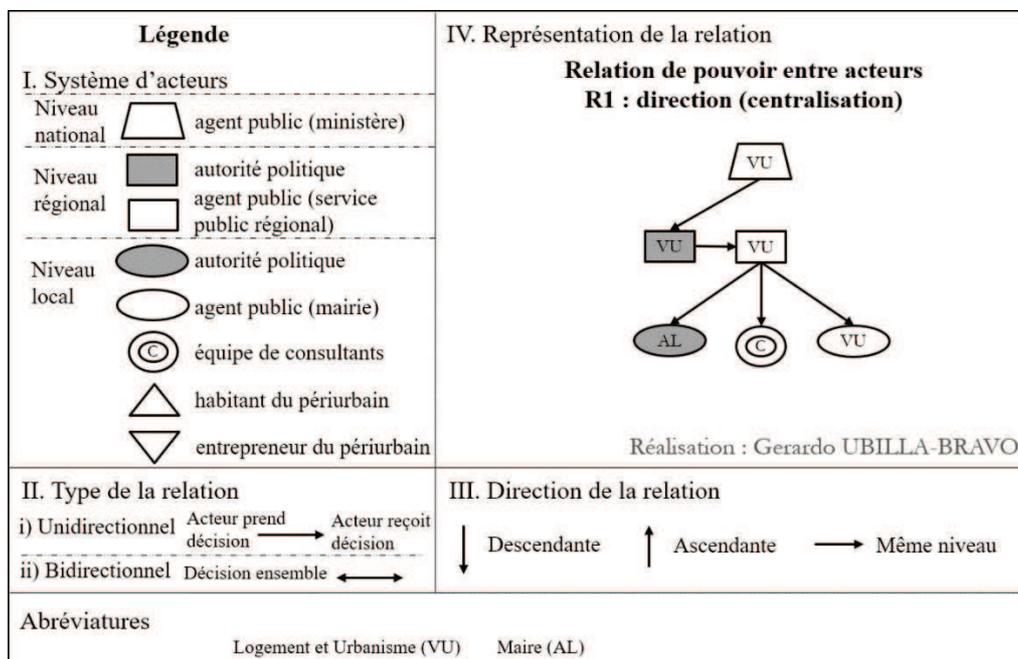
3.2. Relations de pouvoir entre les acteurs autour de la modification du PRC de *Melipilla* (2013-2015)

La révision du PRC fait apparaître différents types de relations de pouvoir entre les acteurs. Ces relations peuvent permettre ou limiter le changement de l'usage du sol selon les décisions des acteurs dans le projet de modification. À partir de l'analyse des entretiens, nous identifions six types des relations de pouvoir engendrées par la révision du PRC. Ces pratiques relationnelles sont : (i) la direction (liée à la centralisation), (ii) l'inclusion, (iii) l'exclusion, (iv) l'auto-exclusion, (v) l'opposition et (vi) le refus. Nous caractérisons chaque relation selon leurs attributs par la suite.

La **direction** (liée à la centralisation) est le premier type de relation de pouvoir identifié dans le cadre de la modification du PRC de *Melipilla* (voir Figure 52). Nous observons une concentration autour des acteurs du secteur du logement et de l'urbanisme : le MINVU, la SEREMI VyU et l'*asesoría urbana* (à l'échelle locale). La relation (technique) est verticale et renvoie aux instructions du niveau national vers le niveau local pour coordonner le projet du PRC. Cette situation permet de vérifier la centralisation de la prise de décisions à toutes les échelles géographiques. Les agents publics du niveau national décident quand et comment investir des ressources pour présenter l'appel d'offre de projet du PRC pour *Melipilla*. L'équipe de fonctionnaires de la SEREMI VyU joue aussi un rôle important en donnant des instructions au niveau local : premièrement au maire en le prévenant des délais de l'appel d'offre du projet, ensuite à l'*asesoría urbana* en indiquant le règlement de la procédure, et finalement avec l'équipe de consultants pour définir la démarche du projet. Ce type de relation se développe dans l'étape préalable à la modification du PRC de *Melipilla* (appel d'offre du projet) et dans l'étape 1 concernant

le diagnostic territorial de la commune.

Figure 52. Type de relation de pouvoir entre acteurs autour du PRC (2013-2015) de *Melipilla* n° 1 : la direction (liée à la centralisation)



L'**inclusion** des acteurs à la modification du PRC est la deuxième catégorie des relations entre eux. Nous identifions trois motifs pour le développement de l'inclusion : (i) communication et participation, (ii) innovation institutionnelle, (iii) intérêt personnel, lobby. Le premier motif de l'inclusion repose sur la **communication** de certains acteurs pour inviter la population locale à participer aux ateliers de travail collectif (voir Figure 53). Cette relation se développe dans les étapes 2, 3 et 4 du projet de modification du PRC. Nous y soulignons le rôle central que joue l'équipe de consultants, car ils se chargent de toutes les activités liées aux appels à la participation. En premier lieu, l'équipe de consultants coordonne la méthodologie avec les agents employés par la SEREMI VyU (niveau régional), le maire et *asesoría urbana* (niveau local). Ensuite les consultants invitent tous les acteurs politiques locaux (conseillers communaux), les entrepreneurs et les habitants concernés par la modification du PRC. Le deuxième motif se base sur l'**innovation institutionnelle** (voir Figure 54). Ici nous remarquons le rôle d'un autre instrument : l'évaluation environnementale stratégique (EAE, par ses sigles en espagnol), qui requiert la participation des services publics régionaux dans les instruments de régulation urbaine (parmi eux le PRC). Nous signalons l'innovation institutionnelle parce que c'est la première fois que la méthodologie de l'EAE est mise en œuvre dans le cas de *Melipilla*, puisque la Loi a été approuvée en 2010 et les premiers documents méthodologiques ont été publiés en 2013. Comme cela a été analysé dans la relation de direction, l'équipe de consultants joue à nouveau un rôle central avec les invitations et ils

exercer le leadership des relations d'inclusion. La SEREMI MA soutient aussi l'équipe de consultants et ils coordonnent ensemble l'atelier avec les acteurs régionaux : GORE RMS, SEREMI OOPP, SEREMI AG et la SEREMI VyU. D'ailleurs, les agents techniques du MINVU et du Ministère MA indiquent respectivement au niveau régional la procédure du travail à partir de la Loi 20.417 de 2010. Ce cas s'applique uniquement pour l'étape 3 qui se rapporte à la sélection des alternatives. Le troisième motif est l'**intérêt personnel** des promoteurs immobiliers. Ils s'impliquent dans la modification du PRC en faisant du lobbying auprès des autorités politiques des niveaux régional et local (voir Figure 55). Les promoteurs immobiliers ne participent pas directement aux ateliers convoqués, mais ils jouent un rôle en articulant des réseaux auprès des conseillers régionaux, la SEREMI VyU, les maires, les conseillers communaux. Par la suite, les autorités intègrent les agents techniques pour les mettre en contact avec les promoteurs immobiliers. Les entrepreneurs immobiliers incluent le maire avec l'objectif de connaître le modèle de croissance urbaine. De cette manière, ils peuvent commencer la démarche d'achat de propriétés foncières en visant les zones pavillonnaires.

Figure 53. Type de relation de pouvoir entre acteurs autour du PRC (2013-2015) de *Melipilla* n° 2.1 : l'inclusion (liée à la communication et la participation)

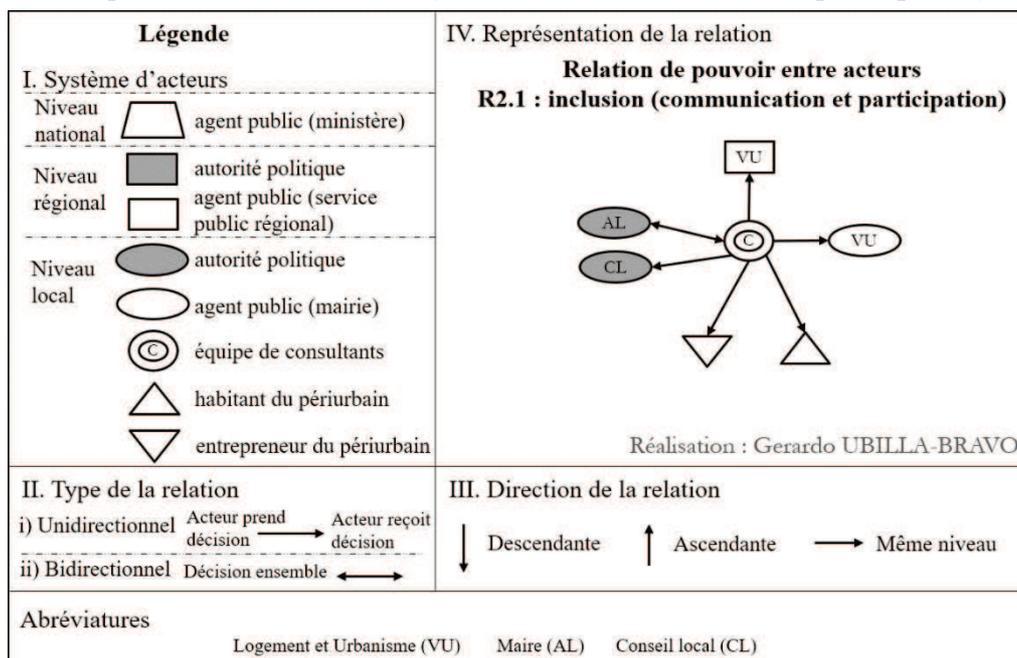


Figure 54. Type de relation de pouvoir entre acteurs autour du PRC (2013-2015) de *Melipilla* n° 2.2 : l'inclusion (liée à l'innovation institutionnelle)

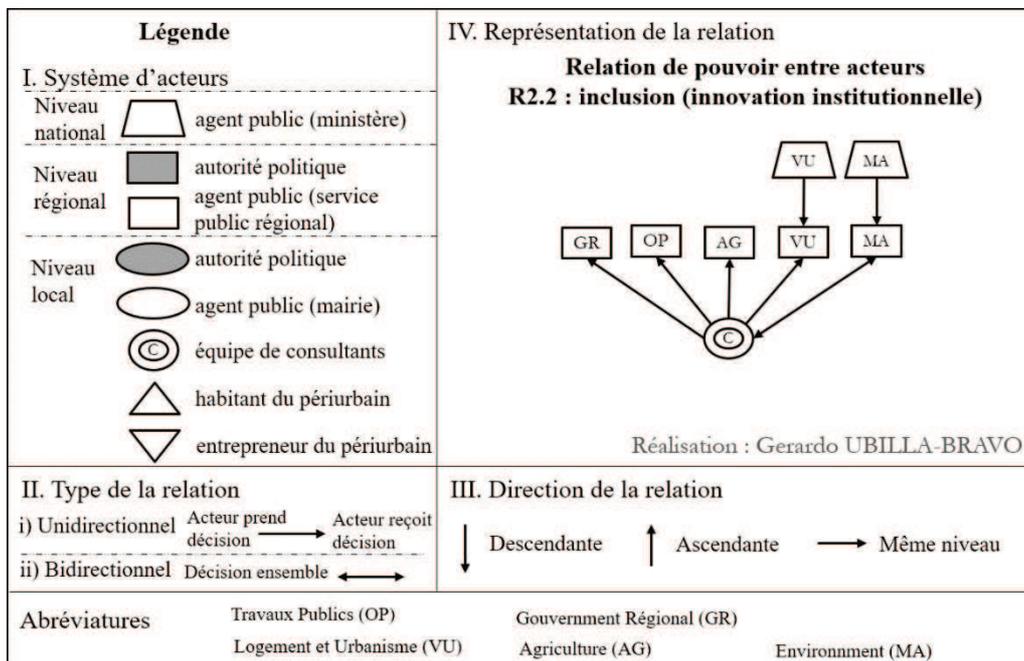
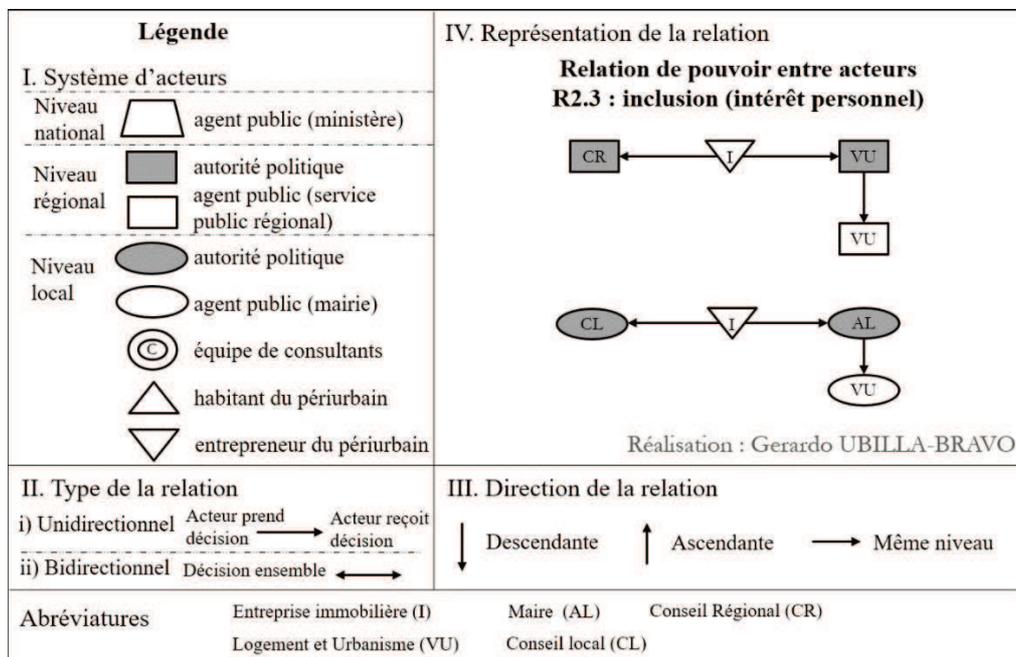


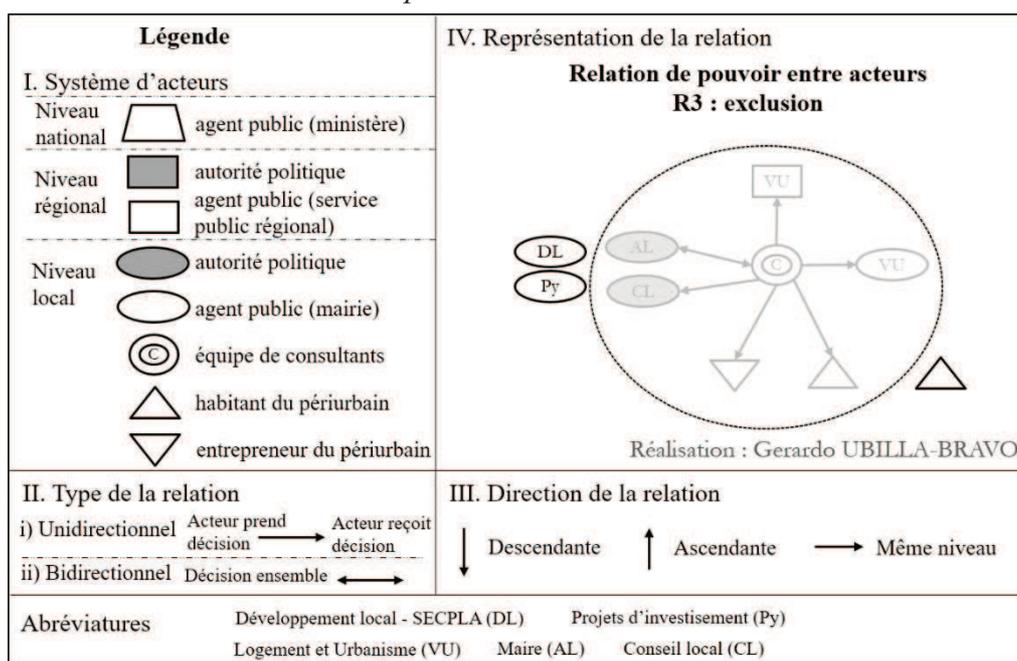
Figure 55. Type de relation de pouvoir entre acteurs autour du PRC (2013-2015) de *Melipilla* n° 2.3 : l'inclusion (liée à l'intérêt personnel)



L'**exclusion** est le troisième type de relations identifiées dans ce chapitre (voir Figure 56). L'équipe de consultants ne convoque pas certains acteurs à participer dans les ateliers en considérant la stratégie méthodologique prévue par le MINVU. Plusieurs acteurs n'ont pas été convoqués dont certains habitants de *Melipilla* ainsi que des

fonctionnaires de la mairie, en particulier ceux de l'unité de développement local et projets d'investissement. Quelques habitants de la ville de *Melipilla* n'ont pas été convoqués à cause de la quantité d'invités, car l'équipe de consultants a envoyé 500 lettres et la population totale dépasse ce nombre. Le critère de sélection a privilégié les dirigeants des *juntas de vecinos* (conseils de quartiers), ce qui implique une priorisation et une réduction du nombre de convoqués. Néanmoins, selon les interviewés il est à noter que l'équipe de consultants a communiqué à la population les ateliers via la radio et la presse locale. Le cas de l'exclusion des autres fonctionnaires de la mairie est différent puisque la décision se fonde sur les objectifs et les fonctions de chaque unité. La *asesoría urbana* est l'unité dans la mairie chargée techniquement du suivi du projet PRC. Si on fait une autre lecture, nous pourrions nous demander pourquoi les agents du développement (*desarrollo* en espagnol) local et des projets d'investissement ne sont pas invités, peut-être leur participation aurait-elle permis d'améliorer l'articulation des politiques locales.

Figure 56. Type de relation de pouvoir entre acteurs autour du PRC (2013-2015) de *Melipilla* n° 3 : l'exclusion



Contrairement à la relation précédente, l'**auto-exclusion** (quatrième relation) est une décision de chaque acteur de ne pas participer au projet de modification du PRC. D'un côté nous trouvons l'auto-exclusion au niveau local, où quelques conseillers, entrepreneurs et habitants n'ont pas participé (voir Figure 57). D'un autre côté nous identifions l'auto-exclusion aux niveaux national et régional (voir Figure 58). Les entrepreneurs ne participent pas aux ateliers car ils ne trouvent pas d'intérêt dans les discussions au sein du travail participatif, ils préfèrent discuter directement avec les autorités locales. Les conseillers locaux n'ont pas assisté aux ateliers parce que l'équipe

de consultants leur a montré le bilan du travail après chaque étape. Pendant que quelques conseillers sont allés aux réunions auprès de la population locale pour observer le progrès de la participation et de la méthodologie, il y avait d'autres conseillers qui attendaient les sessions ordinaires et extraordinaires du conseil communal. Le cas de la population locale est important car ceux qui n'ont pas voulu participer aux ateliers ont montré une opposition au projet. Le détail est expliqué dans le paragraphe suivant. L'auto-exclusion au niveau national se fonde particulièrement sur le fait qu'ils délèguent leurs fonctions aux agents techniques régionaux pour participer aux modifications du PRC. Les institutions du niveau national qui n'ont pas assisté sont : SUBDERE, MOP et MINAGRI. Dans le niveau régional nous trouvons le CORE RMS qui participe à la demande des communes, mais qui ne considère pas l'initiative personnelle. Le cas de *Melipilla* n'a eu aucun membre du CORE accompagnant ou soutenant la démarche de modification du PRC.

Figure 57. Type de relation de pouvoir entre acteurs autour du PRC (2013-2015) de *Melipilla* n° 4.1 : l'auto-exclusion (échelle locale)

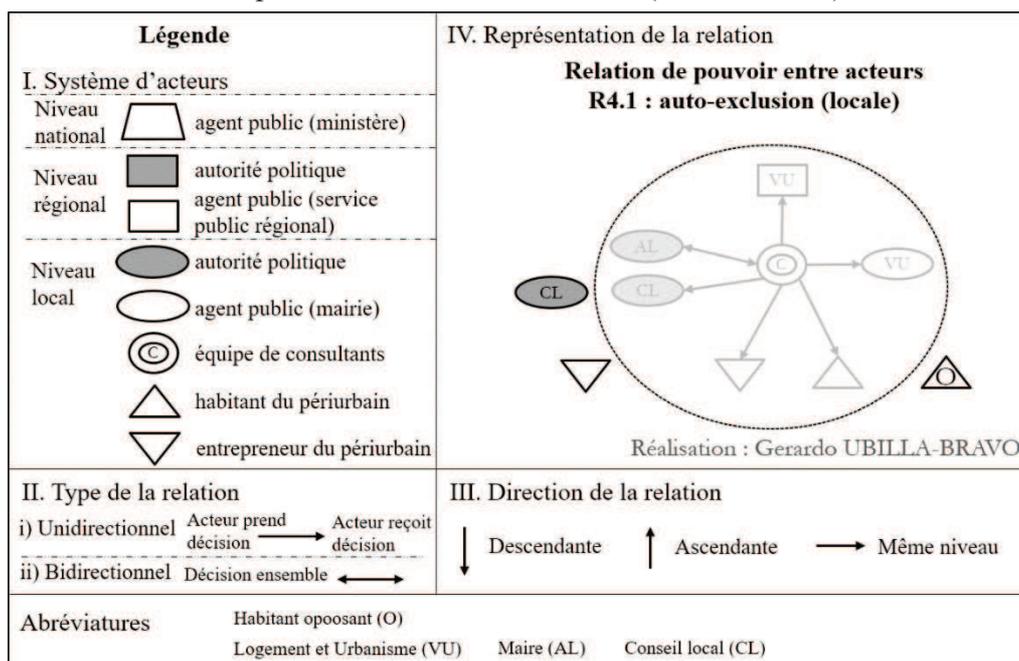
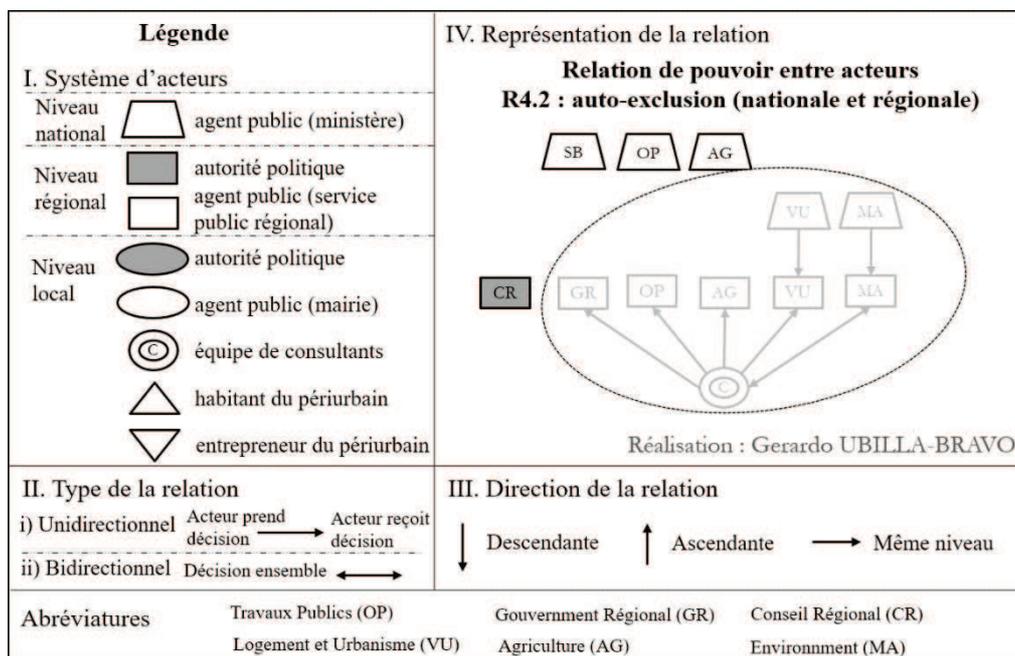


Figure 58. Type de relation de pouvoir entre acteurs autour du PRC (2013-2015) de *Melipilla* n° 4.2 : l’auto-exclusion (échelles nationale et régionale)

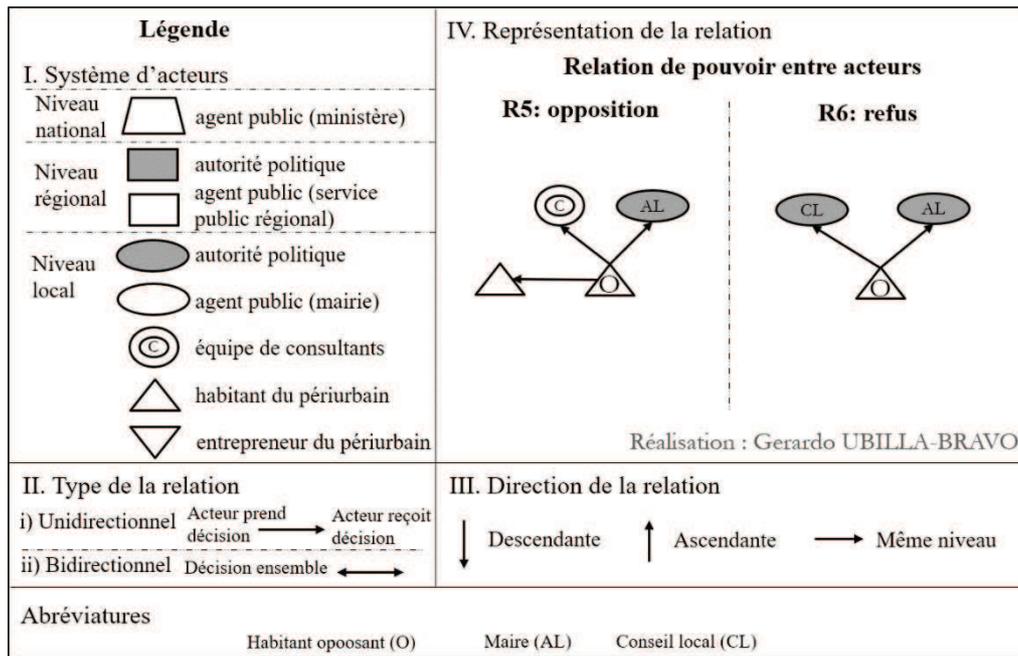


Le cinquième type de relation est l’**opposition** (voir Figure 59). Dans cette situation les acteurs centraux sont quelques habitants qui ont manifesté une position contraire aux objectifs du PRC. L’opposition s’est développée dans l’étape 5 et l’étape extra de la restructuration du projet. Ici, il y a trois catégories d’acteurs récepteurs de la relation de pouvoir : d’autres habitants favorables au projet, l’équipe de consultants et le maire. L’opposition des autres habitants repose sur la délégitimation de la démarche du projet de PRC. Comme cela a été indiqué, les habitants qui ont participé étaient les leaders des *juntas de vecinos* (conseils de quartier). Cependant, quelques habitants (les opposants) ne validaient pas l’avis des autres habitants favorables au projet. Ils ont indiqué que personne ne les avait convoqués et ils n’étaient pas d’accord avec l’appel dirigé vers les leaders des *juntas de vecinos*. De cette manière, les opposants ont délégitimé les habitants qui avaient assisté aux ateliers. L’opposition envers le maire et l’équipe de consultants se rattache au développement du travail participatif du projet. Les opposants ont remarqué qu’ils n’étaient pas d’accord avec la proposition faite et par conséquent, ils n’ont pas validé les résultats.

Le **refus** est la conséquence de la relation préalablement analysée (voir Figure 59). Cette relation entraîne la décision d’ajournement de l’approbation du projet de modification du PRC de la part du maire et du conseil communal en décembre 2015. Le refus est émis par quelques habitants opposants qui ont assisté à certaines sessions (selon les interviewés et l’enregistrement de participants) du conseil communal pour manifester

leur mécontentement vis-à-vis le projet. Ils ont demandé aux autorités politiques de ne pas approuver la modification en se manifestant. Nous y observons le pouvoir de quelques-uns pour briser la tendance et réussir l’ajournement de l’approbation du PRC à travers la relation de refus. Nous interprétons par la suite les faits remarquables et ce que les relations impliquent sur les modes de gouvernance.

Figure 59. Type de relation de pouvoir entre acteurs autour du PRC (2013-2015) de *Melipilla* n° 5 : l’opposition / n° 6 : le refus



4. Discussion

La discussion et les réflexions finales se structurent dans quatre sous-titres. Premièrement, nous répondons à la question de ce chapitre et à l’hypothèse proposée concernant le changement du flux du pouvoir descendant (type *top-down*). Deuxièmement, nous mettons en rapport les résultats de ce chapitre avec d’autres études développées au Chili. Troisièmement, nous réfléchissons à l’utilité de la grille d’analyse à partir des résultats. Le dernier point correspond aux conclusions et certaines pistes pour les décideurs publics.

4.1. Changement du flux du pouvoir descendant dans les relations des acteurs du périurbain

Avec les résultats, nous observons six relations de pouvoir catégorisées entre les différents acteurs du périurbain de *Melipilla*, plus précisément dans le cadre de la

formulation du PRC, à savoir : (i) la direction, (ii) l'inclusion, (iii) l'exclusion, (iv) l'auto-exclusion, (v) l'opposition et (vi) le refus. Dans leur développement, les différents types de relations de pouvoir ont chacun une temporalité spécifique fondée sur les objectifs et les intérêts des acteurs, comme indiqué par Foucault (1975) et Dumont (2012). De cette façon, nous remarquons un changement du flux des relations du pouvoir selon l'échelle géographique. Au début de la mise en œuvre de la formulation du projet du PRC, s'est développée la relation de pouvoir nommé « *direction* » qui se caractérise par la domination du niveau national sur le niveau local, aussi appelée comme centralisation. Les professionnels de la mairie, les habitants et les entrepreneurs du périurbain étaient plus passifs et ils acceptaient les règles de jeu imposées par les acteurs des autres niveaux géographiques. Néanmoins, à la fin de la démarche du projet, quelques habitants du niveau local génèrent des relations d'opposition et de refus. Nous interprétons cette variation dans les flux de décisions du *top-down* vers le *bottom-up* comme la **capillarité du pouvoir**. Premièrement, la prise de décisions était centrée aux niveaux supérieurs et ensuite le niveau local s'en est emparé. De même nous soulignons que les rôles tenus par les acteurs ont des temporalités variables. De cette manière nous constatons l'importance stratégique de l'équipe de consultants qui a joué le rôle de l'articulateur des relations permettant l'« *inclusion* » (deuxième relation du pouvoir) des acteurs sous le contrôle des agents de la SEREMI VyU. Dans les étapes 5 et « *extra* », les acteurs opposants articulent les relations en faisant pression sur les acteurs institutionnels de façon à éviter l'approbation de la modification du projet PRC.

Ce chapitre met en évidence que l'interaction entre certains acteurs qui agissent avec leurs propres intérêts, notamment les habitants opposants empêche l'accomplissement des buts d'autres acteurs institutionnels (MINVU, SEREMI VyU, mairie) qui ne peuvent déroger aux règles et procédures déterminées (North, 1991). Nous pouvons aussi identifier deux processus sous-jacents. Le premier est l'adoption de l'instrument PRC de la part des acteurs qui ont effectivement participé à la démarche du projet. Le deuxième est le refus et l'appropriation (de Vaujany, 2006) de la part d'autres acteurs qui sont intervenus afin de provoquer l'ajournement du PRC de *Melipilla*.

Du point de vue de la participation, nous vérifions l'importance de l'effort de convoquer, d'inclure et d'encourager la diversité d'acteurs intervenant dans le périurbain (Bryant, 2006; Wehn et al., 2015) et dans cette démarche du projet du PRC (SdG). Par rapport à la diffusion de la communication, nous soutenons qu'il a eu un effort de la part de l'équipe de consultants pour diffuser tous les événements de participation en adoptant un modèle d'inclusion (Fung, 2006). Cependant, lors de la phase de la prise de décision, les participants ne proposaient leurs observations qu'à partir des arguments construits par l'équipe de consultants et validés par les agents de la mairie appartenant à l'*asesoría*

urbana. En outre, les résultats analysés se trouvent dans le niveau intermédiaire de la prise de décisions par les habitants d'après la grille d'évaluation de la participation d'Arnstein (1969, 2019), Fung (2006) et Wehn et al (2015). C'est-à-dire, les acteurs ont participé des activités concernant le projet du PRC de *Melipilla*, mais leurs opinions ont été conduites par l'équipe de consultants.

En plus, nous faisons ressortir la manière d'agir d'une catégorie d'acteurs, à savoir les promoteurs immobiliers. Nous y observons que les idées d'Anderson & Hill (2004) se vérifient. Ces auteurs proposent que certains entrepreneurs mobilisent leurs ressources afin de créer ou de modifier des règles des institutions pour favoriser leurs propres intérêts. Dans cette SdG nous remarquons que les promoteurs immobiliers ne participent pas aux ateliers de participation citoyenne, ils ont plutôt eu des entretiens directement avec les élus locaux. De cette façon nous constatons que les institutions peuvent établir des directions ou des restrictions aux pratiques des acteurs, à l'exception de certains cas comme les promoteurs immobiliers car ils agissent selon leurs intérêts (Pacheco, York, Dean & Sarasvathy, 2010).

4.2. Rapport des résultats de ce chapitre avec d'autres études développées au Chili

Comme indiqué dans les résultats, des chercheurs ont réalisé des investigations en analysant le phénomène de la diminution de la participation et la méfiance. Par exemple Rivera (2016) examine deux indicateurs correspondant à la participation de la population dans les élections des élus et le pourcentage de confiance envers les institutions. Dans les deux cas Rivera (2016) identifie une perception de la dissociation de la population envers le système politique au cours des 15 dernières années. Cette dissociation est particulièrement visible dans le cas de la population jeune (15-29 ans). Notre recherche complète aussi une analyse qu'a réalisé Valdivieso (2008) concernant la confiance tant entre voisins qu'envers les institutions publiques. Valdivieso (2008) observe que les interviewés présentent un niveau bas de confiance, où seuls près de 25 % des personnes interviewés ont confiance dans les voisins. Ce chiffre descend considérablement envers les gouvernements (16 %) et plus encore envers les partis politiques (2,6 %). En complétant ces études, Montero (2016) explique ces résultats en se fondant sur une crise de légitimité contemporaine chilienne. Cette crise a commencé en 2006 par les demandes visant à améliorer le système de l'éducation supérieure.

Quant à la participation citoyenne dans les processus d'élaboration et de modification des PRC, Fernández Prajoux (2012, 2015) examine cette situation pour quelques communes de la *Metrópoli* de *Santiago*. Il est à noter que nos résultats sont

différents de ceux de Fernández Prajoux (2012, 2015) en ce qui concerne l'échantillonnage. De notre côté, nous avons interviewé une diversité d'acteurs afin de comprendre les relations entre eux : agents publics nationaux, régionaux, locaux, équipe de consultants, entrepreneurs et habitants du périurbain. Par contre, Fernández Prajoux (2012, 2015) ne considère que les entretiens avec les experts en planification et régulation urbaine. Les résultats concernant la commune de *Cerro Navia* montrent que la démarche de modification du PRC se développe sans problèmes et l'auteur remarque que la légitimité des participants est reconnue par la population des quartiers (Fernández Prajoux, 2012). L'étude indique que ce succès est dû à la cohésion de la population, parce que la communauté des quartiers se trouve bien structurée du point de vue de la proximité physique et organisationnelle du tissu urbain (Fernández Prajoux, 2012). Le cas que nous venons de réaliser montre le contraire : *Melipilla* est une grande commune avec une aire périurbaine très dynamique composée d'acteurs qui poursuivent des objectifs différents, ce qui ressemble aux idées développées par Bryant (1995). Ces différences ont provoqué un ajournement du projet PRC à *Melipilla*. Ce qui attire l'attention dans le cas de la commune de *Cerro Navia*, c'est que le PRC n'a pas été approuvé non plus, malgré le succès de la participation des habitants. Nous pouvons nous demander qu'est-ce qui est arrivé à *Cerro Navia* ? Le conseil communal ne l'a pas approuvé dans le délai antérieurement établi par le MINVU, et après il y a eu de nouvelles demandes et des changements concernant le PRC (cf. le sous-titre 3.1 de ce chapitre sur la « *restructuration du projet* » (notamment la Figure 51). Dans le même sens, Fernández Prajoux (2012) indique que cet ajournement de l'approbation du PRC a contribué à créer un climat de méfiance de la population envers les élus locaux. Cette situation est identique à ce que nous venons d'observer dans ce chapitre, à savoir les deux dernières relations de pouvoir « *l'opposition* » et « *le refus* ». Ici nous suggérons des questions qui peuvent ouvrir des perspectives pour une nouvelle recherche pour le futur : pourquoi les élus locaux des communes si différentes (par exemple *Melipilla* et *Cerro Navia*) n'approuvent pas le PRC après le travail participatif avec la population locale ? Quelles sont les causes et les intentions sous-jacentes ? Nous faisons ressortir l'idée concernant le retard de l'approbation des PRC au Chili présenté dans la problématique (revoir la Figure 49, Giménez & Zamorano, 2013). Nous nous posons donc la question de savoir si la cause de ce retard est due à la négligence des élus locaux, à la résistance de certains habitants ou les deux.

Le sujet concernant la centralisation au Chili est présent encore une fois. Il est à noter que notre étude arrive à des résultats semblables par rapport aux autres publications qui avaient traité ce sujet mais en considérant d'autres approches. Du point de vue institutionnel, dans un travail antérieur nous avons déjà indiqué que le niveau central ou national contrôle les ressources financières et la décision de quand et où faire des appels

d'offre pour réaliser un PRC (Ubilla Bravo, 2015a). Les niveaux national et régional décident aussi les limites de la croissance des villes. Dans le même sens, Zamorano-Guzmán (2008) parle du concept de « *paradigme* » centraliste du modèle institutionnel chilien. Cet auteur met l'accent sur la concentration du pouvoir dans le niveau national, celui-ci a commencé vers la première moitié du XIX siècle grâce aux efforts de *Diego Portales* et se conserve actuellement à cause de l'instauration de la constitution politique de 1980. A partir de la décennie 1990, nous faisons ressortir certains efforts pour la décentralisation comme les lois de municipalités et de gouvernements régionaux, mais ils ne sont pas encore suffisants afin d'être propices à un développement endogène des territoires locaux (Ubilla-Bravo, 2017).

4.3. Utilité des travaux et de la grille d'analyse à partir des résultats

Dans ce paragraphe nous revenons sur les différents travaux permettant de construire une **grille d'analyse du système d'acteurs** afin de définir les composantes et les caractéristiques du système d'acteurs et de répondre à la question de ce chapitre. Ces travaux ont été développés par Rey-Valette et al. (2014, 2011), par Dumont (2012) et par Bryant (2006). Le travail de Rey-Valette et al. (2014) permet d'examiner les relations entre les acteurs. Dans leur méthodologie ces auteurs proposent une analyse du contexte et ensuite des interactions entre les différents acteurs en présentant leurs interventions et controverses. Ce travail a été fait afin de l'appliquer à un cas particulier : l'ancienne région Languedoc-Roussillon, aujourd'hui appelée Occitanie en France. Dans notre travail nous avons testé cette méthodologie et nos résultats montrent qu'elle est possible de l'utiliser dans n'importe quel territoire en Amérique Latine. Pour ces mêmes raisons, nous encourageons à utiliser cette méthodologie dans d'autres pays. Nous soulignons aussi l'intérêt de la compilation et de l'utilisation de ces techniques qualitatives pour mieux comprendre la gouvernance territoriale et la création de connaissances scientifiques.

Le travail de Dumont (2012) propose quatre critères permettant d'interpréter une dynamique de gouvernance territoriale. Le premier est l'analyse des relations entre tous les acteurs en considérant diverses catégories (acteurs publics et privés et l'échelle géographique à laquelle ils interviennent dans le territoire). Dans notre chapitre nous interviewons une diversité d'acteurs afin de comprendre les différences qui reposent sur ces catégories. Le deuxième critère correspond aux rapports de pouvoir entre le niveau local et les services publics supérieurs, il a aidé à répondre à l'hypothèse de ce chapitre car il renseigne sur les différences de pouvoir dans les relations entre les acteurs de niveaux locaux et supérieurs (national et régional). Nos résultats montrent ainsi que le concept de centralisation répond à ce type de relation entre acteurs. Nous vérifions aussi

la capacité de travailler ensemble (qui est le troisième critère). Même si nous avons trouvé une asymétrie dans les relations de pouvoir, nous trouvons dans ce chapitre qu'il y a eu des moments de participation dans lesquels les habitants ont réussi à travailler ensemble, à donner leur opinion et à valider des cartes géographiques de l'occupation du sol (Gil Grandett & Gómez Ayola, 2019). Le quatrième critère renvoie à l'existence d'un réseau. Nous y observons un réseau provisoire fonctionnel dans lequel les acteurs se réunissent pour travailler autour de l'instrument PRC. Le réseau n'est cependant pas permanent, puisque le tissu social des participants est plutôt fragmenté. Ceci peut être corroboré dans les dynamiques liées à l'individualisme et à la méfiance décrites par les acteurs dans les entretiens.

Le dernier travail utilisé est celui de Bryant (2006), dont le modèle des localités a été développé au Canada et mise en œuvre par Doyon (2009) en France. Ce travail a plusieurs éléments en commun avec les travaux ultérieurs proposées par Rey-Valette et al. (2014, 2011) et par Dumont (2012). Le travail de Bryant (2006) prend appui sur un concept clé à considérer pour l'analyse, à savoir la multifonctionnalité. Nous avons mis en évidence l'importance de la multifonctionnalité de l'espace périurbain au moment de présenter la problématique de cette thèse et d'analyser les discours des différents acteurs dans ce chapitre. Cette multifonctionnalité n'est pas seulement physique, liée à la pluralité des usages du sol, mais est aussi présente dans les objectifs des acteurs qui développent différents projets et visions. Parmi ces fonctions, on peut identifier les critères concernant la localisation des activités humaines, et ceux expliquant la diversité des usages comme les loisirs, la production agricole et la protection des milieux et de l'environnement. Nous observons qu'au début de la démarche du projet PRC, certains acteurs ont privilégié la fonction de production. Pourtant ultérieurement l'objectif de protection a stimulé l'action et la mobilisation d'autres acteurs locaux pour arrêter l'approbation de la modification du PRC.

Nous ajoutons à cette discussion que le concept de Situation de Gestion (SdG) présenté par Girin (1990) est utile comme unité d'analyse dans ce genre de recherches car le SdG combine temps, territoire et système d'acteurs. Cette notion facilite le cadrage temporel de l'étude de la gouvernance territoriale. La SdG a commencé à être largement utilisée pour analyser des situations aussi diverses que les situations de coordination au sein des entreprises, des organismes publics, et des territoires (Raulet-Croset, 2008).

Au-delà des travaux retenus pour développer notre grille d'analyse, nous considérons qu'il est aussi utile d'aller vers une typologie concernant la temporalité des actions des acteurs. En plus des interprétations faites sur les relations entre acteurs, des auteurs tels que Chia et al (2008) et Torre et al (2015) discutent des grilles d'analyse et

d'évaluation de la gouvernance territoriale et des conflits. Leurs approches s'inspirent des catégories proposées par Hirschman (1970) qui met en valeur la manière de réagir des acteurs selon les circonstances. Pour cela, Hirschman (1970) offre une catégorisation de réaction des acteurs selon certains contextes à décrire par la suite. La catégorisation de Hirschman (1970) est composée de trois types qui sont : la loyauté (*loyalty*), la sortie (*exit*) et la prise de parole (*voice*). Dans ce chapitre, la loyauté se développe dans l'avant la démarche du projet du PRC et jusqu'à l'étape 4 (de janvier à novembre 2014). Elle est adoptée par presque tous les acteurs à l'exception des habitants opposants. Toutes les actions planifiées dans la méthodologie du PRC continuent leur cours. Nous visualisons la sortie (*exit*) des acteurs régionaux à partir de l'étape 3, car ils ne sont pas invités à participer aux étapes ultérieures du projet PRC. A partir de l'étape 4, les acteurs locaux comme les entrepreneurs et les habitants qui sont favorables à la révision du PRC sortent du projet. A la fin de l'étape extra, le maire et les conseillers sortent à cause de la pression exercée par les habitants opposants qui refusent le PRC avant les élections municipales. La catégorie « *prise de parole* » (*voice*) s'applique aux habitants opposants qui font pression sur les autorités locales et qui ont abouti à l'ajournement de l'approbation de l'instrument PRC.

4.4. Conclusions et pistes pour les décideurs publics

En guise de conclusion, nos résultats montrent qu'il existe bien un changement du flux de pouvoir traditionnel centraliste ou *top-down* dans les relations entre les acteurs du périurbain de *Melipilla* autour du PRC (2013-2015). Ceci est lié à la position dans la chaîne de décisions des acteurs, du niveau de connaissance des règles du PRC et des différents intérêts et objectifs de chaque acteur. Nous considérons que l'analyse de ce PRC a permis de mettre en évidence les accords et les controverses des pratiques des acteurs du périurbain. L'exemple de *Melipilla* montre que la gouvernance territoriale est instrumentale et peu participative et que le chemin est long pour passer à une gouvernance territoriale de type *bottom-up*. Chia & Peral (2001) ont antérieurement indiqué (dans une recherche sur les exploitations agricoles de *Lampa*, commune au nord de la Région Métropolitaine de *Santiago*) que les institutions publiques chiliennes devaient avancer sur la coordination d'acteurs. De toute façon, nous pensons que de nouvelles recherches doivent se développer sur d'autres aires périurbaines pour confirmer ou infirmer ces résultats. En outre nous continuerons une recherche concernant les apprentissages collectifs (cf. chapitre 7) dans la gouvernance (Chia, Piraux & Dulcire, 2007) spécialement avec les instruments de régulation urbaine au Chili.

Finalement, nous pouvons proposer deux suggestions aux décideurs publics à partir des entretiens développés avec les acteurs clés dans cette thèse. La première est de

s'assurer que les représentants ou les élus soient légitimés par la population locale. Ainsi, il leur faudra travailler sur la reconnaissance des leaders territoriaux impliqués dans le processus de la participation. La deuxième est la programmation de la formation civique dans une première étape du PRC. Les planificateurs du territoire doivent partager et discuter à propos du vocabulaire de la régulation urbaine et de la planification territoriale.

* * *

Chapitre 7. Apprentissage collectif des acteurs du périurbain. Enjeux autour du *Plan Regulator Comunal*

1. Introduction

1.1. Trajectoire de la participation au Chili

La participation¹¹¹ est le cadre propice à la réalisation d'une analyse de l'apprentissage collectif des acteurs au sein de la gouvernance territoriale (Åström, 2019; Palma Herrera, 2017 ; Ubilla-Bravo, 2016, 2018b). C'est pourquoi nous introduisons ce chapitre en examinant brièvement la trajectoire historique de la participation de la population locale au Chili à partir de la seconde moitié du XXe siècle.

L'une des premières étapes de la participation au Chili se déroule dans le cadre du processus de réforme agraire (Arguello, 1974), sous la présidence de *Frei Montalva* (cf. chapitre 5), où il y a eu plusieurs cas de participation des paysans autour du processus de division des lotissements. Ce phénomène social a été approfondi dans le gouvernement *Allende* par le *Decreto* No 481 (1970) qui a permis la création de conseils paysans. Le haut niveau de participation de cette période est également mis en évidence avec les syndicats des « *cordons industriels* » (Gaudichaud, 2016) et les *comandos* communales des travailleurs dans les zones urbaines (Colom, 1999). Ce processus change radicalement avec le coup d'État et la mise en place de la dictature civilo-militaire (Magasich, 2013) au cours de la période 1973-1990. Plusieurs mesures de répression y sont prises comme la fermeture du congrès, l'application du couvre-feu, la restriction de se réunir et la réduction de la liberté de la presse par la censure entre autres. L'instrument commun à toutes ces mesures était le recours à la peur (Luco, 2016). Ces mesures ont été déployées à travers trois types d'abus psychologiques : l'intimidation sociale, le contrôle de l'information et l'instabilité de la société (Padilla & Comas-Díaz, 1987). Celles-ci ont eu six conséquences psychologiques : l'autocensure, la frustration, l'impuissance, l'inaction, la paralysie et la résignation (Padilla & Comas-Díaz, 1987; Reyes Figueroa, 2013) et à leur tour ont provoqué une baisse spectaculaire des niveaux de participation de la société chilienne.

Après la dictature civilo-militaire (à partir 1990), la participation citoyenne a été considérée comme l'un des axes fondamentaux du développement social avec le retour à la démocratie (CIMGP Chile, 2000). De cette manière, les libertés ont été rétablies et la question de la participation a été reprise par les élections populaires grâce à la décentralisation locale (DFL No 1-18.695, 2006) et régionale (DFL No 1-19.175, 2005).

¹¹¹ La **participation** est un processus de coopération active entre l'État et la population. Dans ce processus ces acteurs travaillent ensemble afin d'améliorer la qualité de la gestion de l'action publique dans le territoire (Palma Herrera, 2017).

Cependant, dans le domaine de la formulation d'instruments de planification du territoire tels que les politiques, les plans et les programmes, une forme de travail fortement technocratique a été maintenue sans retour d'information de la part des citoyens. Montecinos-Montecinos (2007) et la *Subsecretaría de Desarrollo Regional y Administrativo* (SUBDERE) (2004) s'accordent à dire que la participation était rare et de type instrumental¹¹². Nous pouvons faire ressortir, à titre d'exception, certains cas isolés de participation à la formulation d'études telles que le projet d'*Ordenamiento Territorial Ambientalmente Sustentable* (OTAS) (Amaya, Ibáñez Zamora & Oliva Mellado, 2003; Contreras Alonso, Opazo, Núñez Pino & Ubilla Bravo, 2005) et dans les *Planes de Desarrollo Comunal* (Montecinos, 2006). La loi sur la participation des citoyens à la gestion publique (*Ley No 20.500*, 2011) est publiée après deux décennies de retour à la démocratie grâce aux efforts déployés par l'ancienne présidente *Michelle Bachelet Jeria*. Celle-ci oblige les institutions publiques à impliquer la population dans les processus de formulation des instruments. En même temps, sont publiés des manuels ou guides pour la participation des habitants aux processus de formulation des instruments stratégiques régionaux (SUBDERE, 2010a, 2010b). Dans le domaine de l'environnement, la loi générale sur l'environnement (*Ley No 19.300*, 1994) a été modifiée par la *Ley No 20.417* (2010), qui a introduit des changements afin de considérer la participation des citoyens à la formulation des instruments de planification de manière obligatoire.

1.2. Problématique : l'apprentissage collectif

Ces changements juridiques (*Ley No 20.417*, 2010 ; *Ley No 20.500*, 2011) introduisent la participation comme élément gravitationnel pour la formulation des instruments d'action publique au Chili. Selon Lizama et al. (2018) et Salas Arellano et al. (2019) le *Plan Regulador Comunal* est l'instrument comprenant la plupart des modifications au niveau local dans les zones périurbaines du Chili. Les modifications des *Planes Reguladores Comunales* dans les aires périurbaines sont les cas appropriés pour effectuer une analyse de la gouvernance territoriale en fonction de la participation.

Au sein de ce chapitre, nous avons trouvé plusieurs études sur la participation des citoyens au niveau local au Chili (Arguello, 1974 ; Espinoza Lizama, 2010 ; Fernández Prajoux, 2012, 2015 ; Garcés & Valdés, 1999 ; Jorquera Mora & Pineda Novoa, 2014 ; Montecinos, 2006 ; Montecinos-Montecinos, 2007 ; Pardo B, 2015 ; Reveco Gavilán, 2012 ; Rivera, 2016 ; Sabatini, 1989 ; Valdivieso, 2008 ; Zunino, 2014). Néanmoins,

¹¹² La **participation instrumentale** est celle où la population est invitée uniquement pour la consultation publique avec un faible niveau d'intervention et dans des situations basées sur des problèmes ponctuels ou des objectifs spécifiques. La participation n'est pas continue mais plutôt ponctuelle et elle n'influence pas directement la prise de décision (Montecinos-Montecinos, 2007).

aucune de ces études ne traite de l'apprentissage collectif des acteurs et il y a donc à notre avis, un manque de connaissance en particulier lorsqu'on traite de gouvernance territoriale, ce qui devient un défi social et académique. Il est en ce sens pertinent pour les études académiques d'analyser et de comprendre les impacts des normes introduisant la participation de façon à faire des propositions visant à améliorer ces processus.

En considérant les antécédents précédemment indiqués, nous proposons la question suivante : **comment les acteurs locaux apprennent-ils et construisent-ils un langage commun technique, de coordination et des accords dans le territoire périurbain de Melipilla ?** L'analyse porte sur la participation dans le cadre de l'instrument de régulation urbaine appelé *Plan Regulador Comunal* et le cas d'analyse correspond à la dernière modification de celui-ci qui a été réalisée entre novembre 2013 et décembre 2015. L'objectif principal de ce chapitre est de comprendre le processus d'apprentissage des acteurs locaux et les effets sur leur niveau relationnel. Cette décision repose sur le fait que la gouvernance territoriale est une construction de plusieurs acteurs et n'est pas individuelle.

L'intérêt de développer ce chapitre repose sur les résultats du chapitre 6 qui ont confirmé que plusieurs acteurs ont déclaré qu'ils ne comprenaient pas l'instrument *Plan Regulador Comunal*, qu'ils ne connaissaient pas le vocabulaire technique et qu'il fallait expliquer et enseigner la structure du projet de modification de l'instrument (cf. Ubilla-Bravo & Chia, 2017). Sur la base de ce travail, nous proposons l'hypothèse que les acteurs locaux qui ont participé à la modification du *Plan Regulador Comunal* de Melipilla (2013-2015) ont un niveau d'apprentissage collectif en raison de la cohésion de leurs membres. Ainsi dans un contexte où il y a un faible degré de cohésion sociale, le niveau d'apprentissage sera lui aussi faible. D'ailleurs, les accords pris dans les ateliers de participation citoyenne ont été réalisés par les indications de l'équipe consultante afin de terminer le projet de modification du *Plan Regulador Comunal* de Melipilla dans le délai requis par les institutions publiques nationales et régionales.

Le plan de ce chapitre cherche tout d'abord à expliquer la méthodologie en reprenant les concepts déjà traités dans le chapitre 2 (sous-titre 4 traitant de l'apprentissage collectif) où nous soulignons la proposition d'un schéma d'évaluation de l'apprentissage collectif au sein d'un cadre de gouvernance territoriale du périurbain. Ensuite, les résultats reposent sur deux types d'apprentissage : (i) le processus d'intégration qui inclue la coordination et la construction d'accords et (ii) le langage technique et la création d'un nouveau langage. Dans la discussion et les réflexions finales, nous interprétons les résultats à partir de la question, de l'hypothèse, du cadre d'analyse et nous mettons en évidence ses contributions afin d'initier un programme de recherche

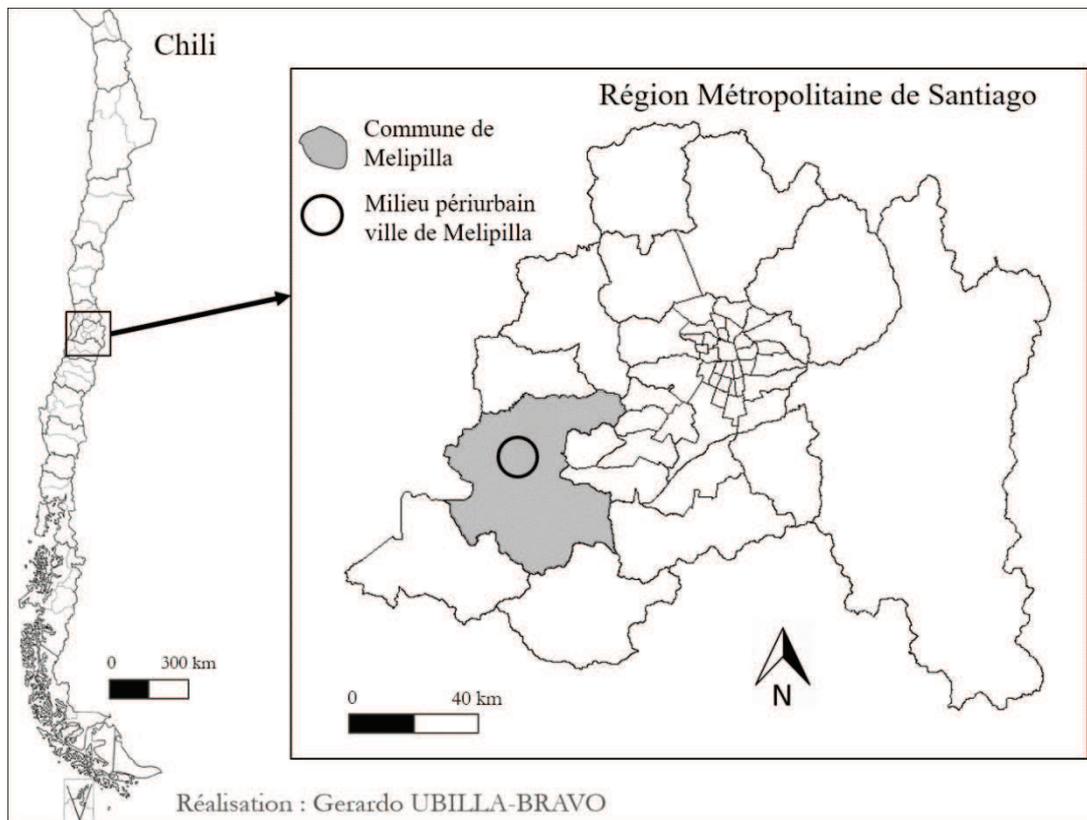
dans ce domaine.

2. Méthodologie : choix du terrain et présentation de la grille d'analyse

2.1. Considérations générales

Ce chapitre développe une approche qualitative dont la portée est exploratoire car il n'y a pas d'études sur ce sujet au Chili. Cela correspond également à une étude de cas (Bennett, 2015) dont l'échelle géographique est locale. La zone d'étude est celle de l'aire périurbaine de *Melipilla* au Chili (voir Figure 60) dont la justification a déjà été énoncée dans la problématique.

Figure 60. Terrain d'étude : zone périurbaine de la commune de *Melipilla*, Chili



Source : données géographiques du Gouvernement Métropolitain de *Santiago*.

2.2. Collecte des données

Comme indiqué ci-dessus, l'approche de ce travail est qualitative, nous avons donc un échantillonnage non probabiliste (Mejía Navarrete, 2000) ou également appelé échantillon dirigé (Hernández Sampieri, Fernández Collado & Baptista Lucio, 2010b)

pour le choix des interviewés. Ici, les cas ne sont pas destinés à être représentatifs de la population comme c'est le cas dans l'approche quantitative (Hernández Sampieri et al., 2010b). De même, nous avons pris en compte un échantillonnage par cas unique (Pires, 1997) où nous avons utilisé deux critères : le milieu ou l'institution et l'aire géographique. L'institution correspond au lieu de travail (dans les secteurs public ou privé). L'aire géographique traite de l'échelle géographique à laquelle les acteurs interviennent dans le territoire (Bryant, 1995 ; Doyon & Deroo, 2014 ; Wehn, Rusca, Evers & Lanfranchi, 2015).

Compte tenu de ces éléments, le travail de terrain a été réalisé entre les mois d'août 2017 et janvier 2018 où nous avons interrogés douze acteurs du niveau local qui ont participé à la dernière modification du *Plan Regulador Comunal* de la commune de *Melipilla* (situation de gestion). Ces acteurs locaux sont classés en trois catégories comprenant :

- Quatre sont des professionnels de la municipalité de *Melipilla* (conseil urbain et planification communale),
- Un est l'animateur responsable des ateliers (consultant),
- Sept sont des acteurs qui vivent et travaillent sur le territoire. Quant à ces derniers, deux sont des entrepreneurs et cinq sont des résidents de la zone périurbaine, ceux qui étaient présents dans le processus de participation citoyenne.

L'instrument de collecte de données sur le terrain a été l'entretien semi-directif (Combessie, 2007) car il permet d'analyser les composantes et à son tour il donne aux répondants la liberté d'expression, de s'informer sur la construction de leur monde social (Barrick, 2020). L'entretien a été développé en trois étapes. Dans la première, nous avons cherché à connaître l'activité de l'acteur : profession ou métier, lieu de travail ou de résidence. Dans la deuxième, nous avons posé des questions sur sa perception de l'apprentissage dans le processus participatif à la modification du *Plan Regulador Comunal* de *Melipilla*. Nous avons considéré une question ouverte pour la troisième étape où l'acteur territorial pouvait ajouter des idées complémentaires aux questions précédentes.

2.3. Grilles d'analyse des données

Une fois les données des interviewés collectées et compilées, nous sommes passés à l'étape de leur analyse. Pour cela, nous avons utilisé **deux grilles**. La **première** est constituée d'une grille qui correspond au développement du cadre décrit dans le chapitre 2 (cf. Figure 19) où nous avons annoncé les deux composantes d'apprentissage (le processus d'intégration et le langage) et leurs trois étapes correspondantes que nous allons

présenter dans ce sous-titre. La **seconde** correspond à la technique d'analyse de contenu basée sur la perception des interviewés.

Concernant la **première grille**, nous identifions six éléments qui la configurent : le rôle de l'acteur, le niveau d'apprentissage, la portée (déjà analysée précédemment dans le chapitre 2), la position d'apprentissage, l'influence d'apprentissage et l'ensemble d'apprentissage (voir Figure 61).

Dans le **rôle d'acteur** apprenant, nous avons pris en compte les catégories d'animateur (consultant) et de participants. L'animateur est une personne engagée par un consultant afin d'établir une ligne directrice et de guider les participants dans les différents ateliers. Le participant est l'acteur local qui reçoit les instructions et qui interagit avec les autres acteurs dans les ateliers.

Le **niveau d'apprentissage** contient trois types : sans [apprentissage], faible et élevé. Chacun d'eux est ajouté à chacune des étapes identifiées des deux composantes d'analyse (le processus d'intégration et du langage) dans l'axe Y (voir Figure 61). La catégorie « *sans* » implique qu'il n'y a pas eu d'apprentissage de la part des acteurs. Aux niveaux « *faible* » et « *élevé* », cela implique un apprentissage et la différence est que la première (faible) est une communication à sens unique depuis l'animateur envers les participants (type externe), tandis qu'au niveau « *élevé* » les participants étaient activement impliqués (type interne) dans l'apprentissage. Pour l'apprentissage du langage à travers le vocabulaire technique (typique du *Plan Regulador Comunal*), le niveau « *faible* » est associé à une utilisation basique de la langue utilisée seulement par la répétition. Tandis que le niveau « *élevé* » représente une utilisation adéquate du vocabulaire technique qui témoigne d'une compréhension de ce vocabulaire.

La **portée** contient les types suivants : individuelle, de groupe¹¹³ et collective¹¹⁴ et elle s'applique à chaque étape de l'axe X (voir Figure 61). La **position d'apprentissage** (voir Tableau 21) correspond à l'emplacement d'un acteur par rapport au niveau d'apprentissage (axe Y) et à la portée (axe X). L'**influence de l'apprentissage** représente la direction du flux de communication de l'émetteur au récepteur des connaissances et elle est présentée avec une flèche d'un acteur à l'autre. L'**ensemble d'apprentissage** est le système qui considère l'emplacement de la position d'apprentissage avec l'influence

¹¹³ La portée « *de groupe* » implique une faible cohésion des membres qui participent dans une activité de participation citoyenne. Les membres du groupe ne prennent pas des décisions de manière autonome, mais seul un acteur extérieur (un animateur) décide les actions à suivre et les produits à faire.

¹¹⁴ La portée « *collective* » implique une forte cohésion des membres qui participent dans une activité de participation citoyenne. Les membres du collectif prennent des décisions de manière autonome. Eux-mêmes décident les actions à suivre et les produits à faire.

d'apprentissage et il est représenté par un ovale (voir Figure 61).

Figure 61. Grille de représentation du niveau, portée et relation d'apprentissage dans la gouvernance territoriale

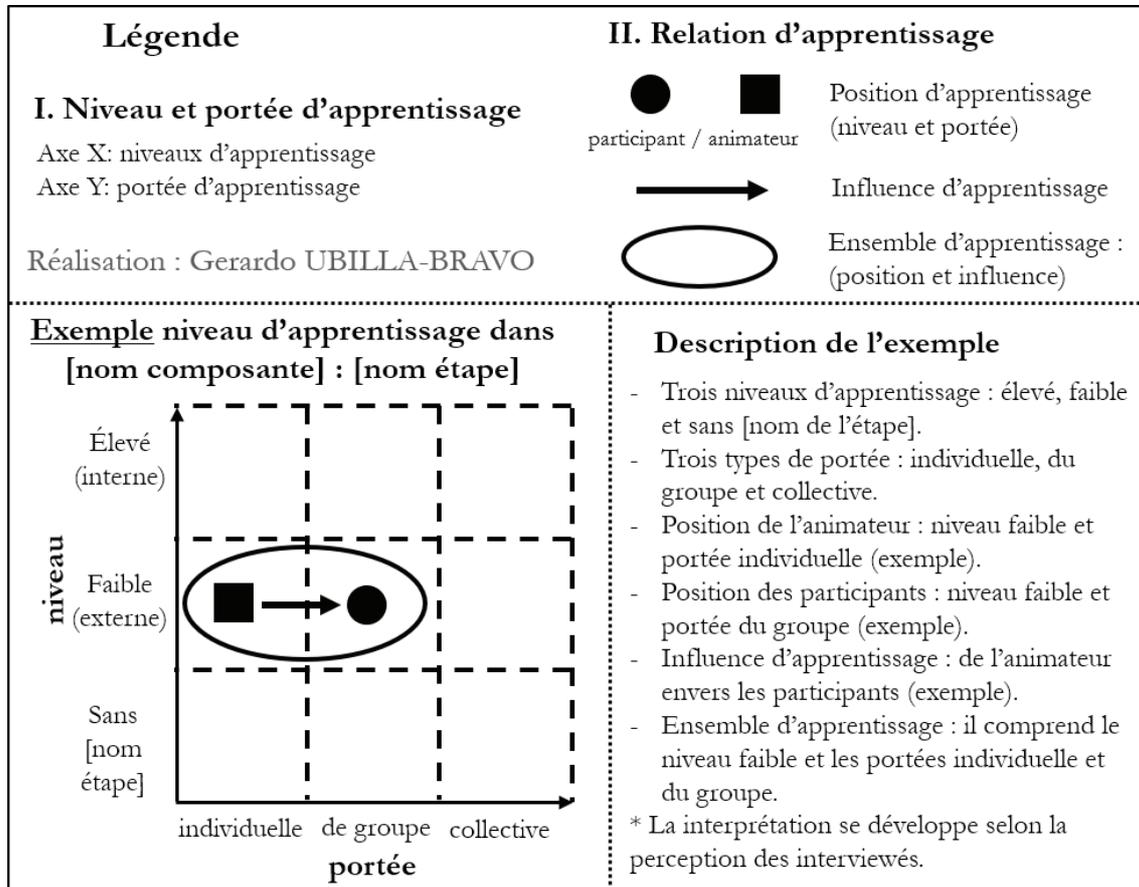


Tableau 21. Position, niveau d'apprentissage et portée pour les étapes du processus d'intégration et de langage dans la gouvernance territoriale

Niveau d'apprentissage	Position d'apprentissage			
Haut (interne / adéquat)	H-I	H-G	H-C	
Bas (externe / basique)	B-I	B-G	B-C	
Sans	S-I	S-G	S-C	
	Portée	Individuelle	De groupe	Collective

Réalisation : Gerardo UBILLA-BRAVO. * note du tableau : les lettres de la grille représentent les initiales des catégories situées dans la colonne de gauche (niveau d'apprentissage) et de la dernière ligne (portée). L'exemple se trouve dans la Figure 61.

Une fois que tous les éléments de la première grille ont été définis, nous avançons en appliquant la technique qualitative appelée analyse de contenu (**deuxième grille** d'analyse). Celui-ci permet de réduire les discours à des idées centrales basées sur les connaissances et les arguments des personnes interviewées (Baxter, 2020). Ensuite, nous

avons établi un code pour chacune des phrases ou des idées selon le niveau d'apprentissage et la portée, que nous avons déjà développé *a priori* (Roberts, 2015) en prenant en compte la grille d'apprentissage pour la gouvernance territoriale (voir Figure 61). Nous avons appliqué par la suite ce code pour chaque phrase catégorisée et nous l'avons mis en relation avec l'apprentissage du langage et le processus d'intégration entre les acteurs. Enfin, nous avons codifié et analysé les données. Les arguments émis par les personnes interviewées concernant l'apprentissage sont basés sur leur perception au sein des ateliers de participation citoyenne menés entre 2014 et 2015.

Nous avons considéré la perception de tous les interviewés car elle met en évidence l'appréciation interne que chaque sujet donne à l'expérience vécue dans les instances de participation. Les acteurs montrent ce qu'ils ont vu et ressenti au sein du processus d'apprentissage dans le cadre du projet du *Plan Regulador Comunal*. En ce sens, il faut également reconnaître que la limite de la perception est qu'elle dépend de l'expérience de chaque être humain particulier et de la localisation historique et temporelle déterminée de l'expérience vécue (Vargas, 1994), donc elle ne peut pas être généralisée. C'est pour cela que ce chapitre est une étude de cas.

3. Résultats : l'apprentissage des acteurs dans le cadre de la gouvernance territoriale

Les résultats de ce chapitre reposent sur deux composantes d'apprentissage : (i) autour du processus d'intégration et (ii) autour du langage. Les deux ont été développés auprès des acteurs participant à la modification du *Plan Regulador Comunal* de *Melipilla* (2013-2015) dans le cadre de la gouvernance territoriale.

3.1. L'apprentissage autour du processus d'intégration

Les trois étapes du **processus d'intégration** qui s'évaluent pour l'apprentissage sont : (i) l'adaptation initiale à l'environnement de travail, (ii) la coordination technique pour l'accomplissement des objectifs et (iii) la construction d'accords.

L'**adaptation initiale** à l'environnement de travail est la première étape de l'apprentissage dans le processus d'intégration. En général, il y a consensus sur la perception de tous les participants qui ont indiqué qu'il n'y avait pas de résistance initiale des acteurs locaux envers la révision du PRC. En termes de portée « *individuelle* », les personnes convoquées par la municipalité de *Melipilla* sont entrées dans la démarche et

elles ont demandé comment la journée allait se dérouler. Selon les interviewés, la position des acteurs était timide au début et réceptive à l'écoute de l'animateur de ces journées de travail. Cette situation s'est répétée au niveau de la portée « *de groupe* », où les personnes se sont présentées et aucune n'a présenté de plainte mais une position d'ouverture pour écouter et lire les instructions qui leur ont été données par l'équipe de consultants. De cette façon, on observe une cohésion interne par rapport à l'adaptation des acteurs. Cela se reflète dans la Figure 62A, où on note une position d'apprentissage élevée pour l'adaptation « *individuelle* » et « *de groupe* ». En ce sens, il convient de souligner que cet apprentissage n'est pas directement dû au travail de groupe, mais plutôt à un apprentissage venant des comportements antérieurs à la révision du PRC et qu'ils se sont déployés dans les ateliers participatifs liés à la modification du *Plan Regulador Comunal* de *Melipilla*.

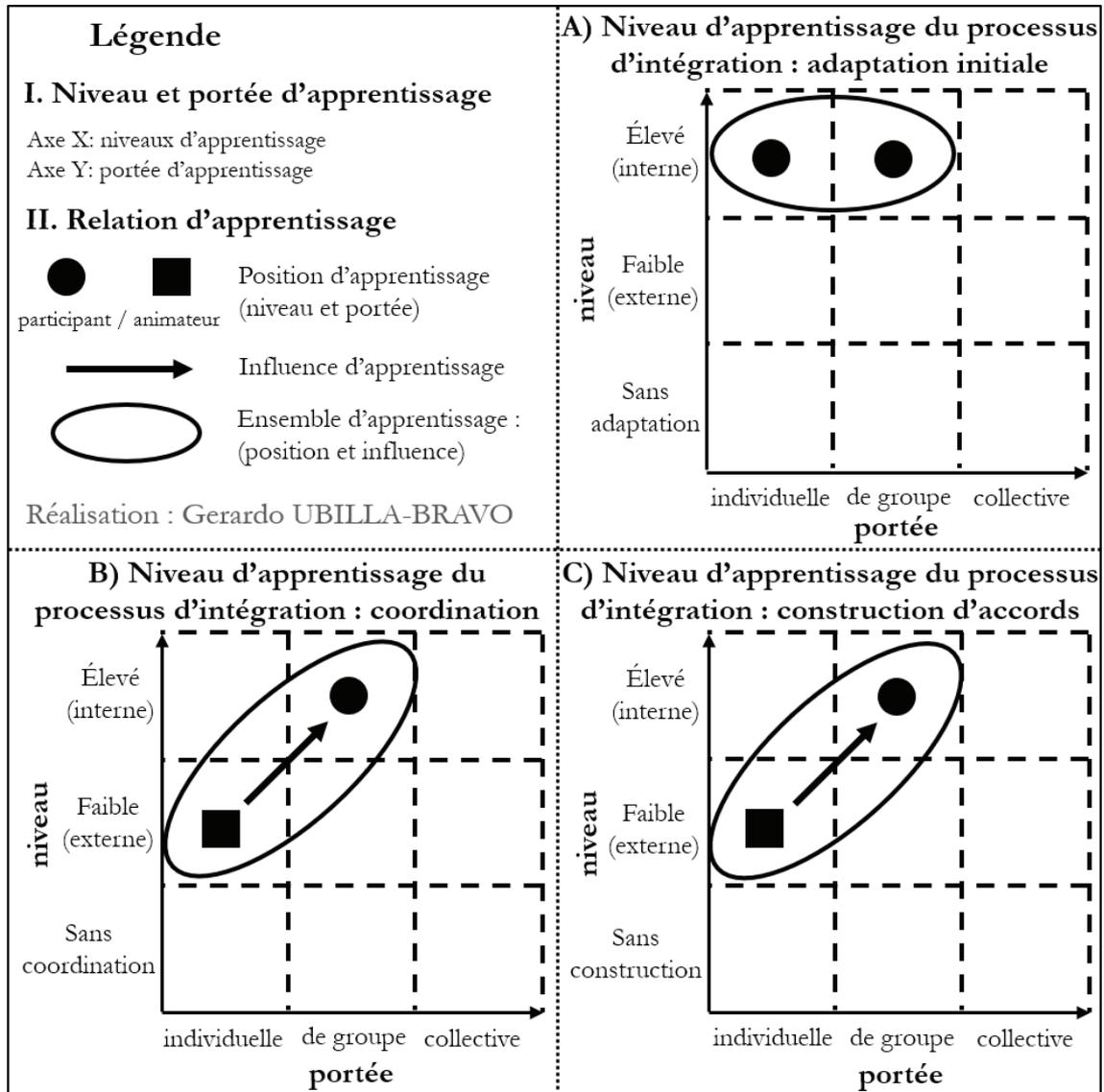
Les deux étapes suivantes évaluées sont la **coordination technique** et la **construction d'accords**. Les deux étapes sont présentées simultanément car les résultats des perceptions sont les mêmes comme le montrent la Figure 62B et la Figure 62C. Contrairement au cas précédent où le niveau élevé d'adaptation est mis en évidence dans les deux types de portée « *individuelle* » et « *de groupe* », nous observons ici deux types de perceptions synergétiques de la part de tous les acteurs interviewés. Dans le premier type, les professionnels de la municipalité de *Melipilla* reconnaissent une forte implication de l'animateur dans les journées de travail participatif où des instructions ont été données aux acteurs locaux qui comprenaient les habitants et les entrepreneurs. Ensuite, l'animateur a dirigé et a guidé la coordination technique et la construction d'accords de manière externe aux groupes. De cette façon, se présente une position d'apprentissage de niveau faible et dans une portée « *individuelle* » (voir Figure 62B et Figure 62C). Dans le deuxième type de perception concernant tous les participants, ils reconnaissent qu'il y avait une coordination technique et une construction d'accords avec les participants, ce qui est associée à une portée « *de groupe* » et à un niveau élevé d'apprentissage. Il est à noter que les acteurs ont bien suivi les instructions et qu'ils ont atteint les objectifs fixés par l'animateur consultant.

Au cours du processus de travail en groupe, les acteurs ont discuté sur la manière de répondre aux instructions demandées. En général, nous remarquons un ensemble d'apprentissages¹¹⁵ où l'animateur (qui est situé dans une portée « *individuelle* » et un niveau d'apprentissage faible) influence l'apprentissage des acteurs locaux qui ont participé aux ateliers (de portée « *de groupe* » et avec un niveau d'apprentissage élevé),

¹¹⁵ Nous rappelons que l'ensemble d'apprentissage est le système qui considère l'emplacement de la position d'apprentissage avec l'influence d'apprentissage et il est représenté par un ovale. Cette définition se trouve aussi dans la méthodologie.

tant pour l'étape de coordination technique que pour la construction d'accords.

Figure 62. Niveau, portée et relation d'apprentissage dans la gouvernance territoriale : processus d'intégration



Bien qu'une portée « *de groupe* » ait été atteinte dans les trois étapes, les résultats de ce sous-titre montrent que l'apprentissage n'a pas atteint de portée de type « *collectif* » dans aucune des trois étapes. Comme cela a été expliqué dans la méthode, la portée collective implique une cohésion des membres qui ont participé aux ateliers de participation citoyenne pour prendre des décisions de manière autonome, situation qui ne s'est pas produite ici.

3.2. L'apprentissage autour du langage

L'**apprentissage du langage** s'évalue en deux étapes : (i) l'utilisation du langage à travers le vocabulaire technique appliqué au *Plan Regulador Comunal* et (ii) la construction d'un nouveau langage par les participants aux ateliers de modification du *Plan Regulador Comunal* à Melipilla entre 2013 et 2015.

En ce qui concerne le niveau d'apprentissage dans l'**utilisation du vocabulaire technique**, on observe trois positions d'apprentissage en tenant compte des perceptions des personnes interviewées (voir Figure 63A). La première position d'apprentissage est celui de l'animateur consultant qui a une utilisation adéquate du vocabulaire technique compte tenu de son expérience antérieure et il se situe dans la portée « *individuelle* ». L'animateur est l'acteur responsable d'indiquer toutes les instructions aux autres acteurs locaux participant aux ateliers. Il a une utilisation adéquate du vocabulaire technique car il est un professionnel avec de l'expérience dans la planification et la régulation urbaine. La deuxième position correspond aux acteurs locaux qui utilisent la langue de manière basique et ne connaissent pas le vocabulaire technique des définitions d'urbanisme et de construction¹¹⁶ (*Decreto* N° 47, 1992) utilisé dans les ateliers de participation. Tous les acteurs locaux interviewés ont indiqué qu'ils méconnaissaient le vocabulaire technique des définitions précédemment repérées. Ces acteurs locaux, c'est-à-dire les habitants et les entrepreneurs à Melipilla ont posé des questions de manière individuelle à l'animateur afin de comprendre ce vocabulaire technique. La troisième position d'apprentissage correspond au produit des deux précédents où tous les acteurs locaux (dans une portée « *de groupe* ») ont difficilement utilisé le langage technique pour avancer dans les objectifs demandés. Comme dans le cas du processus d'intégration (sous-titre 3.1 de ce chapitre), ici on observe un ensemble d'apprentissage où l'animateur consultant (situé dans une portée « *individuelle* » et un niveau d'apprentissage élevé) influence l'apprentissage des acteurs locaux qui ont participé aux ateliers. L'animateur influence cet apprentissage en expliquant de manière pédagogique toutes les définitions du *Decreto* N° 47 (1992)¹¹⁷, en donnant des exemples d'autres cas. Tous les acteurs locaux ont initialement ignoré le vocabulaire technique (ils se situent dans une portée « *individuelle* » et ont un niveau d'apprentissage faible) mais au cours des ateliers, ils ont temporairement acquis le vocabulaire nécessaire pour atteindre les objectifs (situés dans une portée « *de groupe* » et un niveau d'apprentissage moyen). A la fin, tous ces acteurs

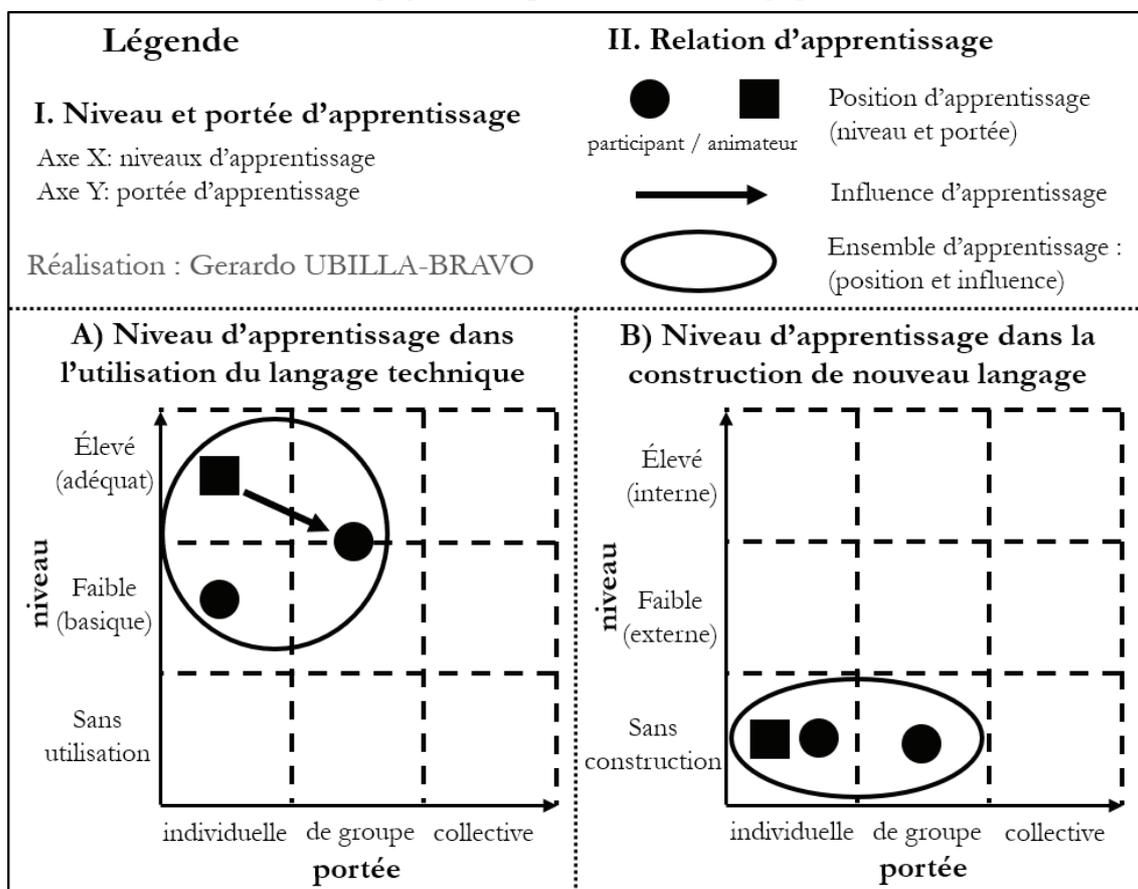
¹¹⁶ Ces notions qui ont généré une plus grande méconnaissance de la part des acteurs participant aux ateliers étaient : la capacité maximale de construction, la charge d'occupation, le coefficient de constructibilité, le coefficient d'occupation du sol, la densité nette, l'instrument de planification territoriale et l'inclinaison. Toutes se trouvent définies dans le *Decreto* No 47 (1992).

¹¹⁷ Voir la note de bas de page précédente.

ont commencé à utiliser ce vocabulaire au niveau « *de groupe* », mais ils avaient des difficultés à retenir ces définitions.

La deuxième composante de l'apprentissage est la **construction d'un nouveau langage**, dernière étape de l'appropriation des instruments par les acteurs. Contrairement à tous les cas précédemment analysés, tous les interviewés perçoivent qu'il n'y a pas eu de construction d'un nouveau langage (voir Figure 63B). Tous les acteurs soutiennent que la conversation dans les ateliers s'est tenue en tenant compte à la fois du langage de base des personnes et de l'utilisation difficile du vocabulaire technique posé par l'animateur consultant. Les interviewés n'ont pas perçu de création de nouvelles définitions ou de symboles dans les instances de participation car elle était guidée par l'animateur. Les instructions des activités ont donc structuré le comportement des acteurs locaux. Par conséquent, les trois positions d'apprentissage se situent au niveau « *sans construction* » et l'animateur et les participants se situent au début des ateliers dans la portée « *individuelle* », tandis que les participants se situent à la fin des ateliers dans la portée « *de groupe* » (voir Figure 63B).

Figure 63. Niveau, portée et relation d'apprentissage dans la gouvernance territoriale : langage technique et nouveau langage



En guise de conclusion, nous constatons que l'apprentissage n'est pas arrivé à une portée « *collective* » dans aucun des deux types d'apprentissage du langage (l'utilisation technique et la création de nouveau langage). Cette situation se répète dans le cas de l'apprentissage comme dans le processus d'intégration analysé dans le sous-titre précédent. Nous observons donc l'absence de nouvelle construction du langage dans cet espace de participation dans le cadre du *Plan Regulator Comunal* de *Melipilla*. Nous continuerons et approfondirons cette réflexion dans la discussion.

4. Discussion

Les réflexions finales sont structurées en trois sous-titres. La première met en évidence les principales découvertes de ce chapitre basées sur la question initiale et l'hypothèse. La deuxième souligne les principales contributions du cadre d'analyse de ce travail à l'étude de l'apprentissage dans la gouvernance territoriale. Enfin, nous présentons les limites de ce travail et une proposition de nouveaux axes de recherche.

4.1. Difficultés dans l'apprentissage autour du *Plan Regulator Comunal*

La question initiale était de chercher à comprendre comment les acteurs locaux apprennent et construisent un langage commun technique, de coordination et des accords dans le territoire périurbain de *Melipilla*.

Dans cette étude de cas, nous constatons que les acteurs périurbains présentent plusieurs éléments d'apprentissage selon la composante et l'étape de l'analyse. **L'apprentissage du processus d'intégration** présente des différences entre les trois étapes. Dans le cas de la première étape, à savoir l'adaptation, l'apprentissage était élevé (cf. Figure 62A), ce qui diffère d'autres études où un processus de résistance initial a été vérifié (Vitry & Chia, 2016). Cependant, lors des étapes de coordination (deuxième étape) et de construction d'accords (troisième étape), l'animateur consultant a eu une influence externe importante, ce que met en évidence une obéissance de la part de tous les participants aux activités. Cela reflète un faible apprentissage collectif car les apprentissages avaient une portée « *individuelle* » et « *de groupe* » (cf. Figure 62). Nous rappelons ici que l'animateur a dirigé et a guidé tant la coordination technique que la construction d'accords de manière externe aux groupes.

Dans la composante **d'apprentissage du langage** se présente une situation mixte dans ses deux étapes. A l'étape de l'utilisation du langage, on observe la difficulté à utiliser le vocabulaire technique typique du domaine de l'urbanisme et de la construction

(Decreto N° 47, 1992)¹¹⁸ par les acteurs ayant participé aux ateliers (cf. Figure 63A). L'animateur a aidé les participants en expliquant de manière pédagogique toutes les définitions. Cependant, tous les acteurs locaux ont reproduit difficilement les concepts techniques afin d'accomplir les objectifs des ateliers, mais ils ne sont pas parvenus à se les approprier ou à les assimiler. La deuxième étape montre qu'il n'y a pas eu de création de nouveau langage. Tous les acteurs, à savoir l'animateur, les habitants, les professionnels de la municipalité de *Melipilla* (conseil urbain et planification communale) et les entrepreneurs ont perçu un manque de création de nouvelles définitions ou de nouveaux symboles dans les ateliers. Ces acteurs considèrent que la raison est la structure rigide des définitions normatives du *Decreto N° 47* (1992) et les instructions données de façon directive par l'animateur dans les ateliers.

A partir des idées indiquées dans les deux paragraphes précédents, nous confirmons l'hypothèse initiale où les acteurs locaux qui ont participé à la modification du *Plan Regulador Comunal* de *Melipilla* (2013-2015) ont eu un faible apprentissage collectif en raison de la faible cohésion de leurs membres. Cette cohésion entre les acteurs suppose la liberté de décision et l'autorégulation des acteurs locaux, à savoir les habitants et les entrepreneurs. Cependant, ici, il y a eu des décisions prises en dehors du groupe pour coordonner les activités et construire des accords. L'animateur est l'acteur qui a dirigé les instructions dans les ateliers participatifs, ce qui met en évidence un manque d'autonomie pour prendre des décisions de la part des participants. En outre, les accords pris dans les ateliers concernant la définition d'objectifs pour le territoire périurbain et la production de cartes géographiques ont été réalisées selon les indications de l'équipe consultante ou de consultants dont l'intérêt était de terminer le projet de modification du *Plan Regulador Comunal* dans le délai requis par les institutions publiques nationales et régionales. Cela réduit le processus d'acquisition d'un nouveau vocabulaire, ainsi que le temps pour générer de la cohésion par un groupe humain qui venait juste de faire connaissance.

Cette étude montre que les acteurs qui ont le plus de connaissances et de pouvoir (dans le cas de ce chapitre c'est l'animateur de l'équipe de consultants) influencent les actions à suivre pour coordonner et prendre des décisions (Strecker, 2011). Contrairement à l'idée proposée par Strecker (2011), nous considérons que la valeur de l'apprentissage collectif dans le processus d'intégration (analysé dans le sous-titre 3.1 de ce chapitre) est la promotion de la formation intégrale des acteurs, à travers l'adaptation, la coordination et la construction d'accords. Les résultats auxquels nous arrivons dans ce chapitre rendent compte d'un mélange de niveaux atteints dans les étapes d'apprentissage des acteurs, avec

¹¹⁸ Voir la note de bas de page précédente.

des points forts (notamment dans l'étape d'adaptation) et des points faibles (dans l'étape de construction du langage). Nous avons constaté que les acteurs locaux ont participé à la définition d'objectifs et à la production des cartes géographiques dans le cadre du projet du PRC de *Melipilla*. Ces éléments montrent que le cas analysé dans ce chapitre ne correspond pas nécessairement à une « *participation instrumentale* » telle que la définit Montecinos-Montecinos (2007)¹¹⁹ ou « *participation symbolique* » telle que la définissent Lozano Valencia, Latasa Zaballos & Ruiz Vaqueriza (2015).

4.2. Une nouvelle grille d'analyse pour étudier l'apprentissage dans la gouvernance territoriale

Dans ce chapitre, de nouveaux cadres conceptuel et méthodologique (voir le titre 4 du chapitre 2 et la méthodologie de ce chapitre) ont été développés afin de comprendre la dynamique de l'apprentissage collectif dans la gouvernance territoriale centrée sur le niveau relationnel des acteurs locaux. Cette décision repose sur le fait que la gouvernance territoriale est une construction associant plusieurs acteurs et qu'elle n'est pas individuelle. De cette manière, la contribution de ce cadre à la compréhension de la gouvernance territoriale suppose l'articulation de concepts pour l'évaluation des deux composantes d'apprentissage, avec leurs étapes et leurs portées respectives. La structure de la grille d'analyse à travers les niveaux d'apprentissage ainsi que la portée à travers les différentes étapes permettront à d'autres chercheurs de s'appuyer sur cet outil pour le reproduire dans de futures études comme on l'indique dans le sous-titre suivant. Il convient de noter que si les prochaines études se concentrent sur les institutions, la portée « *organisationnelle* » devrait être ajoutée comme quatrième catégorie après les portées « *individuelle* », « *de groupe* » et « *collective* », comme cela a été établi par Crossan, Lane & White (1999) (cf. chapitre 2, Tableau 12).

4.3. Limites de la recherche et un agenda de recherche sur les apprentissages collectifs au Chili

En guise de clôture de ces réflexions, nous présentons ci-dessous les limites de la présente étude et ensuite nous indiquons deux axes de recherche pour l'avenir. Une limite de ce travail est qu'il était basé sur une étude de cas (Bennett, 2015) et ces résultats ne peuvent donc pas être généralisés au niveau théorique. En ce sens, nous devons considérer ce chapitre comme une contribution initiale et exploratoire en la matière. Cela encourage à réaliser d'autres travaux sur ce sujet afin de les mettre en contraste avec les résultats ici

¹¹⁹ La **participation instrumentale** est celle où la population est invitée uniquement pour la consultation publique avec un faible niveau d'intervention et dans des situations basées sur des problèmes ponctuels ou des objectifs spécifiques. La participation n'est pas continue mais plutôt ponctuelle et elle n'influence pas directement la prise de décision (Montecinos-Montecinos, 2007).

présentés. Une autre limite est que l'étude repose sur la perception des acteurs interviewés. Cette décision a été prise parce que nous avons privilégié l'évaluation interne de chaque acteur dans le processus d'apprentissage mais aussi parce que la période des entretiens a été réalisée après les ateliers de participation du *Plan Regulador Comunal*. En ce sens, de nouvelles études pourront être menées avec d'autres approches telles celle de la recherche-action (Morvan, 2013) et de l'observation participante (Walsh, 2020) afin d'utiliser d'autres angles d'approche et des grilles d'analyse prenant en compte des regards subjectifs¹²⁰. La prochaine étape sera alors d'avancer vers des études comparatives sur le modèle du travail réalisé par Hernández Sampieri, Fernández Collado & Baptista Lucio (2010a).

Comme cela a été souligné par Ubilla-Bravo (2016), il est nécessaire de progresser dans la compréhension de la gouvernance territoriale au Chili à travers les relations entre les acteurs (Ubilla-Bravo & Chia, 2017) (cf. aussi le chapitre 6) et l'apprentissage collectif développé dans le présent chapitre. En considérant ce chapitre comme base pour poursuivre la réflexion, nous proposons d'avancer dans au moins deux axes de recherche. Le premier doit approfondir l'apprentissage du processus d'intégration (comme l'analyse développée dans le sous-titre 3.1 de ce chapitre) interinstitutionnelle au sein de l'État. Dans ce cas, il s'agirait de réaliser l'analyse du comportement des acteurs structurés par des relations au sein d'autres interactions d'échelles, à savoir locales-locales, locales-régionales et/ou régionales-régionales, afin de préciser la compréhension des relations à l'intérieur de ce système d'acteurs. Nous suggérons de prendre comme base de travail les interactions fonctionnant dans le cadre de la loi de l'évaluation environnementale stratégique (*Ley N° 20.417, 2010*) car elle est un instrument de participation obligatoire pour les acteurs publics.

Le deuxième axe devrait se concentrer sur les processus d'apprentissage du langage et d'intégration appliqués aux autres instruments de régulation urbaine tels que le *Plan Regulador Metropolitano / Intercomunal* ou les *Planes Seccionales*. Il conviendrait également de comprendre les interactions dans le cadre des instruments de planification stratégique territoriale, tels que le *Plan Comunal de Desarrollo*, la *Estrategia Regional de Desarrollo*, les *Políticas Públicas Regionales* et le *Plan Regional de Ordenamiento Territorial*, où il existe déjà une étude (Ubilla-Bravo, 2018a) qui analyse la gouvernance à partir du point de vue de la collaboration entre acteurs et de la construction d'un dispositif (Agamben, 2011; Foucault, 1994; García Fanlo, 2011; Jessop, 2011). À mesure que de nouvelles études se développeront avec de nouvelles

¹²⁰ Ces regards subjectifs impliquent que le sujet est défini comme être pensant, avec une conscience individuelle. Cela suppose que le sujet est susceptible de varier son opinion en fonction de la personnalité de chacun.

preuves empiriques, le sujet pourra évoluer vers une théorie de l'apprentissage dans la gouvernance territoriale à travers un agenda collaboratif de recherche.

* * *

Chapitre 8. Conclusion générale de la thèse

Bien que les chapitres 3, 4, 5, 6 et 7 aient des discussions et des conclusions, cette conclusion générale de la thèse ne prétend pas les répéter, mais bien contribuer avec un regard global et personnel. Notre réflexion sur la gouvernance territoriale du périurbain au Chili s'organise autour de quatre points. Tout d'abord nous commençons par un retour sur la question générale de la thèse, où nous réfléchissons sur les obstacles que nous avons dû affronter et nous donnons un essai de réponse à cette question. Ensuite nous identifions les contributions de la thèse et nous en profitons pour proposer un glossaire avec notre définition des concepts clés mobilisés dans la thèse. Après nous mettons en évidence les limites de la thèse du point de vue de l'approche disciplinaire, de l'étude de cas et de l'espace-temps du développement de cette thèse. Finalement nous ouvrons la thèse au-delà des résultats obtenus. Nous proposons l'opérationnalisation scientifique et publique de la recherche et nous projetons ce travail à partir des nouveaux enjeux socio-scientifiques dans un monde d'incertitude.

1. Retour sur la question générale de la thèse

Dans cette thèse nous avons posé la question suivante : **comment les acteurs de la gouvernance territoriale au travers des politiques d'aménagement urbaines et rurales et par leurs interactions institutionnelles ont construit le périurbain des villes de taille intermédiaire subrégionale au Chili entre 1962 et 2015 ?**

J'ai tenté de répondre à cette question à travers une stratégie visant à la décortiquer en composants d'analyse. Au départ, j'ai été confronté à **deux obstacles pour répondre à cette question**. Le **premier** correspond au **manque de conceptualisation et d'opérationnalisation du périurbain**, lequel n'est pas officiellement défini dans la nomenclature du Chili. Je me suis alors posé la question méthodologique pour trouver comment aborder ce sujet puisque l'espace géographique de mon choix (le périurbain) n'était pas défini. Au contraire, les aires urbaines et rurales ont déjà été bien définies par des normes juridiques (*Decreto* N° 19, 2020 ; *Decreto* N° 458, 1976) et des politiques publiques (Gobierno de Chile, 2014; INE Chile, 2005, 2019). Le **deuxième** obstacle est le **manque d'études scientifiques concernant la gouvernance territoriale au Chili**. Je me rappelle que dans ma première année de thèse (2015-2016), j'ai lu des travaux sur ce sujet produits par les mondes scientifiques anglophone et francophone. Lorsque j'ai fait le choix de l'étude de cas du Chili, j'ai trouvé certaines études (Delamaza & Thayer, 2016 ; Heinrichs, Nuissl & Rodríguez Seeger, 2009 ; Rodríguez Leiva, Flores Medrano & Bottai Espinoza, 2017 ; Zunino, 2004), mais aucune sur la gouvernance territoriale des aires périurbaines en tant que telles. Ces deux obstacles m'ont amené à approfondir mes

réflexions et à réaliser mes premières contributions de la thèse, ce que nous réviserons par la suite.

2. Contributions de la thèse

2.1. Première contribution : la stratégie générale de recherche et la réponse à la question centrale de la thèse

La stratégie générale de cette thèse a reposé sur un concept clé de la géographie, à savoir l'**échelle**. Ce concept clé est le premier outil que j'ai utilisé et qui m'a aidé à décortiquer la question générale de la thèse. L'analyse de l'**échelle géographique** a permis de distinguer les niveaux national, régional et local auxquels agissent les acteurs qui composent la gouvernance territoriale. L'**échelle temporelle** (Rosental, 2004) m'a aidé à diviser la période retenue (1960-2015) en deux périodes d'analyse de part et d'autre de l'évènement marquant de la fin des politiques d'aménagement (2014) et la publication de la loi de participation citoyenne (2011). La première période se caractérise par un regard de long terme et la deuxième est définie par le court terme. Le Tableau 22 illustre la localisation des chapitres de la thèse grâce à l'utilisation de ces échelles. Il complète la stratégie indiquée en Figure 2 du chapitre « *introduction générale de la recherche* ». Il est à noter que les chapitres 1 et 2 ne se trouvent pas dans ce tableau en raison de leurs fonctions dans la thèse. Ils sont consacrés à la présentation du cadre conceptuel et du cadre théorique des concepts fondamentaux de la géographie et de la gouvernance territoriale.

Tableau 22. Localisation des chapitres de la thèse en fonction des catégories des échelles

	Échelle temporelle	Regard long terme	Regard court terme
Échelle géographique			
Nationale		Chapitres 4 et 5	Chapitre 6
Régionale		Chapitres 3, 4 et 5	Chapitre 6
Locale		Chapitres 3, 4 et 5	Chapitres 6 et 7

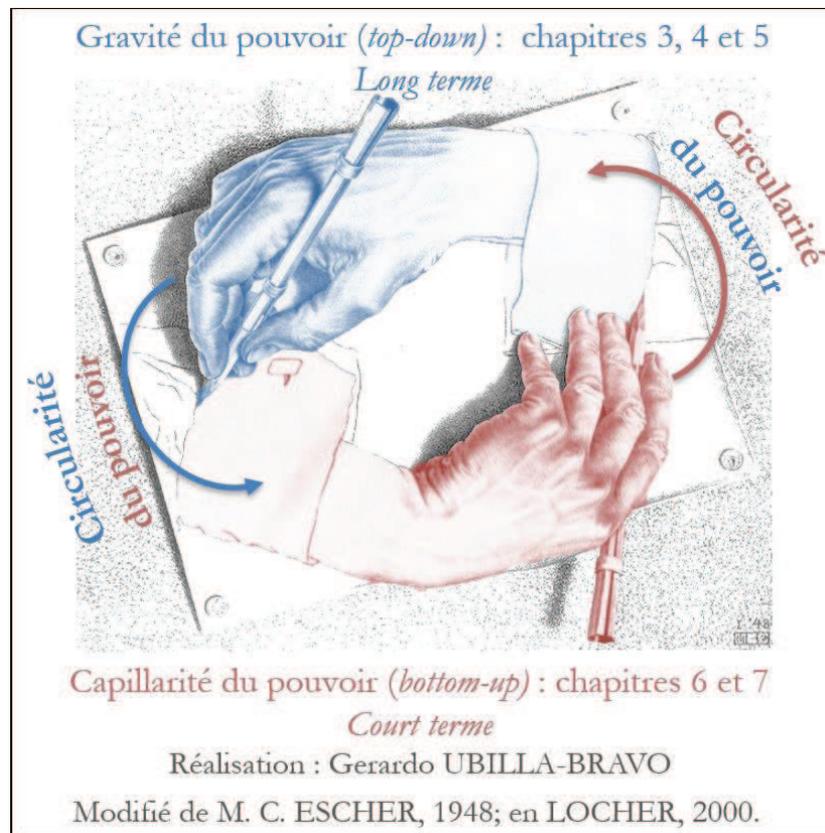
Réalisation : Gerardo UBILLA-BRAVO.

Grâce à cette stratégie générale et aux résultats de ces chapitres, je développe par la suite ma réponse à la question générale de la recherche.

Au Chili, les acteurs de la gouvernance territoriale aux niveaux national et régional construisent les espaces périurbains en fonction des décisions qu'ils prennent et qu'ils imposent au niveau local durant la période 1960-2011. Ces relations sont de type centralisé, *top-down* ou de **gravité du pouvoir**. Pour cela, ils utilisaient des instruments

d'aménagement urbains et ruraux (cf. chapitres 3, 4 et 5). Néanmoins, la situation change lors de la période 2013-2015, grâce aux normes de participation citoyenne obligatoire (*Ley* N° 20.417, 2010 ; *Ley* N° 20.500, 2011). Ainsi les acteurs du niveau local exercent une pression sur les acteurs des niveaux national et régional par des relations plus décentralisées, de type *bottom-up* ou de **capillarité du pouvoir** et en utilisant les mêmes instruments d'aménagement (cf. notamment le chapitre 6). En croisant ces deux réalités temporelles nous constatons alors une **circularité** de pouvoir qui combine une **gravité** due à une relation traditionnelle de type *top-down* et une **capillarité** liée à une nouvelle relation de type *bottom-up* dans la construction du périurbain dans les villes de taille intermédiaire au Chili. La Figure 64 aide à imaginer cette interaction entre tous les acteurs. Ici, nous reprenons la Figure 1 du chapitre « *introduction générale de la recherche* » où nous apercevons deux mains qui se dessinent l'une à l'autre. Dans ce cas, les acteurs aux niveaux national et régional (couleur bleu de la Figure 64) dessinent le territoire périurbain grâce au pouvoir de décision autonome dont ils disposent depuis plusieurs décennies, mais les acteurs locaux (couleur rouge foncé de la Figure 64) ont commencé en particulier depuis 2013 à décider que sur leur territoire périurbain ils souhaitent s'opposer aux décisions des acteurs des niveaux supérieurs.

Figure 64. Analogie imaginaire de la dynamique de gouvernance territoriale au Chili autour de la construction politique du périurbain



2.2. Deuxième contribution : grilles de lecture et d'analyse méthodologiques

Cette thèse contribue aussi à la construction de connaissances avec la production de grilles de lecture et d'analyse stabilisées qui pourront être utilisées dans le futur par d'autres étudiants et chercheurs. Nous contribuons avec deux grilles de lecture, à savoir les concepts fondamentaux de la géographie et la gouvernance territoriale, et trois grilles d'analyse méthodologique comprenant (i) les instruments urbains et ruraux, (ii) le système d'acteurs et (iii) l'apprentissage collectif. Nous développons la contribution de chaque grille par la suite.

La première **grille de lecture** correspond aux **concepts fondamentaux de la géographie** qui ont permis de résoudre le premier obstacle précédemment indiqué dans cette conclusion générale de la thèse. La stratégie a été de parcourir plusieurs concepts en commençant par l'espace géographique (cœur de la géographie) vers les espaces hybrides où se trouve la notion de périurbain, terrain d'étude de cette thèse. Nous avons mobilisé et organisé les notions autour de trois catégories : les concepts fondamentaux (espace géographique, région et territoire), les espaces géographiques traditionnels (espace urbain et rural) et les espaces géographiques hybrides (espace suburbain, périurbain et rurbain). Nous avons aussi reconnu différentes définitions (polysémique) de ces concepts selon les auteurs cités. La dernière partie a été consacrée au développement d'une **synthèse des relations** entre les concepts (cf. Figure 12) qui a permis d'apprécier la complexité de ces espaces et de leurs processus. Cela a aidé à proposer une nouvelle définition de ces concepts qui sont définis dans l'Encadré 2. Cette synthèse des relations entre les concepts a aussi contribué à la démonstration du modèle de périurbanisation au Chili développé en chapitre 3 et avec la constatation de l'existence de la suburbanisation et de la rurbanisation dans les aires périurbaines en chapitre 5.

La deuxième **grille de lecture** comprend un **état de la littérature hispanophone de la gouvernance territoriale**. Elle a été utile afin de : (i) connaître les caractéristiques de la gouvernance territoriale, (ii) visualiser le panorama des recherches réalisées dans le monde hispanophone et (iii) proposer de nouvelles définitions de ces concepts qui sont définis dans l'Encadré 3. En premier lieu, cet état de l'art m'a aidé à bien connaître (cf. Tableau 10) et à hiérarchiser (cf. Figure 19) les onze caractéristiques de la gouvernance territoriale dans le monde scientifique hispanophone (cf. chapitre 2). Les caractéristiques les plus importantes tirées des 44 publications identifiées sont : « *participative / collective* », « *organisationnelle / institutionnelle* » et « *coopération / coordination* ». J'ai considéré ces caractéristiques comme des éléments clés à retenir dans la recherche et je les ai utilisées pour définir le cadre des chapitres 6 et 7. En deuxième lieu, la grille de lecture a permis d'observer les manques actuels de connaissance concernant la

gouvernance territoriale dans le monde hispanique. Nous avons trouvé deux manques de connaissance dans les publications scientifiques hispanophones ce qui a aidé à positionner ma thèse par rapport à d'autres travaux en contribuant avec une nouvelle connaissance dans le cadre de la gouvernance territoriale latino-américaine. Le premier manque est qu'aucune étude n'avait développé un examen des relations de pouvoir entre acteurs, ce que nous avons développé en chapitre 6. Le deuxième manque est qu'aucune étude n'avait contribué à une analyse concernant l'apprentissage collectif des acteurs, ce que nous avons abordé en chapitre 7¹²¹.

En complément de ces grilles de lecture, nous avons développé trois grilles d'analyse au sein de cette recherche.

La **grille d'analyse des instruments urbains et ruraux** (normes juridiques, politiques publiques, plans) a permis de décortiquer les formes traditionnelles du pouvoir de type *top-down* mises en œuvre par l'État chilien envers les territoires locaux périurbains. Dans le cas des instruments urbains (chapitre 4), nous avons découvert l'« *effet cascade* » de l'influence du niveau national vers le niveau local (cf. Figure 41). Nous avons constaté que le niveau national décide de la définition des unités territoriales du niveau régional et du niveau local selon le modèle *top-down*. Nous interprétons que la dictature civilo-militaire (1973-1990) et les gouvernements démocratiquement élus (depuis 1990) réfléchissent, décident et mettent en œuvre leurs décisions de manière centralisée (modèle *top-down*). Nous avons constaté également que les instruments de régulation urbaine à l'échelle locale ne contribuent pas à la définition de son aire périurbaine. Ceci est en cohérence avec les idées de Zamorano-Guzmán (2008) qui considère la centralisation comme un paradigme institutionnel ancré au Chili. Du côté des instruments ruraux (chapitre 5), la grille d'analyse a décortiqué la définition de l'aire rurale en proposant un reclassement des unités territoriales (cf. Figure 42). Nous avons donc constaté la reconnaissance du processus de rurbanisation et de suburbanisation dans les aires périurbaines grâce à la mise en œuvre de la réforme, contre-réforme et post-contre-réforme agraire. Grâce à la grille et à la mise en évidence de ces processus, nous avons proposé quatre catégories de communes selon la transition urbano-rurale au Chili (cf. Figure 48).

La **grille d'analyse du système d'acteurs** m'a aidé à définir les composantes et les caractéristiques de ce système. J'ai construit cette grille (cf. Tableau 20) en me reposant sur les travaux de plusieurs auteurs qui ont travaillé sur la question de la

¹²¹ Il y a un travail qui développe une transposition méthodologique française sur l'apprentissage généré par le *Plan Regulador Metropolitano de Valparaiso* (PREMVAL) au Chili (Chia, Vitry & Negrete, 2016). La transposition est l'action de déplacer un thème dans un autre contexte (Dictionnaire *Reverso*).

gouvernance territoriale (Bryant, 1995, 2006 ; Doyon & Deroo, 2014 ; Dumont, 2012 ; Rey-Valette et al., 2014 ; Wehn, Rusca, Evers & Lanfranchi, 2015). Ensuite, j'ai appliqué cette grille sur chacune des six relations de pouvoir qui ont surgi des idées des interviewés grâce à la technique d'analyse de contenu (Julien, 2008 ; López Noguero, 2002). Les relations sont : (i) la direction, (ii) l'inclusion, (iii) l'exclusion, (iv) l'auto-exclusion, (v) l'opposition et (vi) le refus. Grâce à ces relations nous avons constaté la capillarité du pouvoir de type *bottom-up*. Nous avons observé un changement du flux du pouvoir des relations selon l'échelle géographique. Au début s'est mis en œuvre la relation de direction ou de domination du niveau national vers le niveau local que nous appelons centralisation. Cependant, à la fin de la démarche du projet *Plan Regulador Comunal de Melipilla*, certains habitants du niveau local génèrent des relations d'opposition et de refus.

La **grille d'analyse de l'apprentissage collectif** dans le cadre de la gouvernance territoriale a été la dernière contribution de cette thèse. Notre lecture initiale du sujet a reposé sur les travaux des auteurs qui ont examiné l'apprentissage collectif dans les organisations (Crossan, Lane & White, 1999 ; Lovera Aguilar, 2009 ; Nonaka & Takeuchi, 1995). Nous avons mobilisé alors plusieurs concepts (cf. sous-titre 4 du chapitre 2) et nous avons proposé une grille graphique montrant un système d'apprentissage (cf. Figure 61 du chapitre 7). Ce système d'apprentissage comprend : le rôle de l'acteur, le niveau d'apprentissage, la portée, la position d'apprentissage, l'influence d'apprentissage et l'ensemble d'apprentissage. Cette grille a aidé à découvrir la diversité des niveaux d'apprentissage dans le cadre du projet *Plan Regulador Comunal de Melipilla*. Par exemple, dans le cas de l'étape d'adaptation initiale des acteurs, le niveau d'apprentissage était élevé, tandis que durant les étapes de coordination et de construction d'accords, les participants ont obéi aux remarques de l'animateur externe ce qui reflète un faible niveau d'apprentissage collectif.

2.3. Troisième contribution : proposition des concepts clés tirés de la thèse

Au cours de cette thèse nous avons identifié et défini plusieurs concepts qui ont été développés dans les différents chapitres. Nous venons de décrire les contributions apportées par les grilles de lecture et d'analyse liées à ces chapitres. Dans les deux encadrés suivants (Encadré 2 et Encadré 3), nous reprenons uniquement les concepts clés afin de faciliter la lecture de ce travail par des étudiants ou des chercheurs. Les définitions proposées ici correspondent à mon interprétation à partir de l'ensemble des réflexions que j'ai conduites ces dernières années (Ubilla-Bravo, 2015, 2016a, 2016b, 2016c, 2017, 2018a, 2018b, 2020a, 2020b ; Ubilla-Bravo & Chia, 2017 ; Ubilla-Bravo & Galdámez-Roco, 2019). Toutes ces notions et leurs définitions sont une contribution aux disciplines

qui m'ont aidées à construire cette thèse : géographie, sciences de gestion, sociologie, sciences politiques. Elles font toutes partie de ma recherche.

Encadré 2. Proposition des concepts clés tirés de la thèse, composant les phénomènes spatiaux

Espace périurbain. Espace hybride (ni urbain, ni rural) et complexe. Il est un tiers espace représentant un enjeu pour la géographie en tant qu'espace multifonctionnel. Il est toujours contigu à une aire urbaine (cf. chapitre 1). Cet espace considère deux catégories : le périurbain intérieur et extérieur.

Espace périurbain intérieur. Aire géographique qui entoure la zone urbaine d'une ville jusqu'à la limite qui a été imposée par un instrument de régulation urbaine (cf. chapitre 3).

Espace périurbain extérieur. Aire géographique contiguë ou adjacente à la limite urbaine d'un instrument de régulation urbaine. Toutefois, il est difficile de définir une limite extérieure pour celle-ci (cf. chapitre 3, notamment Figure 31).

Espace périurbain administratif subcommunal. Aire géographique autour d'une ville dont la limite se trouve normée par la mise en œuvre d'un instrument de régulation urbaine régionale dans l'échelle locale (cf. chapitre 4).

Périurbanisation. Processus d'étalement urbain autour des villes grandes et moyennes. Elle est une transformation socio-spatiale des aires rurales et des aires urbaines, une croissance de l'espace bâti autour des villes (cf. chapitre 1). Au Chili, la périurbanisation correspond à l'ensemble des processus d'urbanisation, de suburbanisation et de rurbanisation (cf. chapitre 3).

Espace urbain. Aire géographique construite (ou bâtie) par l'être humain, de taille diverse, de type continue dont les activités économiques ne sont pas principalement agricoles (cf. chapitre 1).

Urbanisation. Processus qui implique une augmentation de l'espace urbain bâti et une augmentation de la concentration de population dans les aires urbaines à cause de la perte de superficie de l'espace rural (cf. chapitre 1).

Espace rural. Espace de faible densité de population dont les paysages sont de manière prédominante agricoles et l'habitat est plutôt dispersé. Nous tenons compte de la

différence entre l'espace rural et l'espace agricole. L'agricole ne correspond qu'à une partie de l'activité économique et le rural se définit plutôt par sa population (cf. chapitre 1).

Déruralisation. Processus de dépopulation de l'espace rural grâce à l'exode rural. La déruralisation est aussi la perte d'identité du rural, la perte d'ancrage des habitants dans leur territoire (cf. chapitre 1).

Espace rurbain. Espace hybride de faible densité de population produit d'une urbanisation de type précaire. Il est situé dans des aires périurbaines et rurales et il devient interstitiel. Le rurbain est un espace dont la limite est difficile à déterminer dans l'espace géographique (cf. chapitre 1). Au Chili ces espaces ont une population inférieure à 2 000 habitants, et sa population travaille dans les activités primaires de l'économie telles que l'agriculture et l'élevage. Ces espaces manquent aussi de services d'équipement local à proximité (cf. chapitre 5).

Rurbanisation. Processus de relocalisation de la population rurale et de migration de la population urbaine ayant de bas revenus vers l'espace rural et périurbain (cf. chapitre 1).

Espace suburbain. Espace hybride de faible densité de population produit d'une urbanisation de l'élite. Il se caractérise par l'étalement urbain bâti discontinu et fragmenté situé sur des espaces rural et périurbain (cf. chapitre 1). Au Chili, les habitants de ces espaces travaillent dans les activités tertiaires comme les services. L'occupation du sol emblématique liée au suburbain est la « *parcelle d'agrément* » (*parcela de agrado*), dont la principale fonction est résidentielle et de loisir pour leurs habitants (cf. chapitre 5).

Suburbanisation. Processus qui implique une redistribution de la population à cause de l'exode de la population des espaces urbains vers les alentours. Elle résulte de la combinaison de la migration de la population urbaine vers les aires périurbaines (contiguës à une ville) et rurales. La suburbanisation décentralise les activités, réorganise l'espace en de nouvelles concentrations. (cf. chapitre 1).

Établissement humain. Espace bâti où l'être humain peut développer ses activités vitales, tels que habiter et produire de manière permanente ou temporaire. Cet établissement peut avoir n'importe quel nombre d'habitants et il peut être concentré (urbain) ou dispersé (rural) (cf. chapitre 3).

Parcelle d'agrément (*parcela de agrado*). Établissement humain qui correspond à l'espace suburbain. La parcelle d'agrément comprend un ensemble de propriétés foncières dont la surface est de 5 000 m². Ces propriétés ne constituent pas une exploitation agricole mais bien une aire résidentielle et de loisir (cf. chapitre 3).

Réalisation : Gerardo UBILLA-BRAVO.

Encadré 3. Proposition des concepts clés tirés de la thèse, composant la gouvernance territoriale

Gouvernance territoriale. Processus d'interactions entre acteurs de divers organisations, institutions, dont les niveaux de pouvoir et de ressources sont asymétriques, avec des objectifs et intérêts différents et développés à des échelles différentes. La gouvernance territoriale implique la coordination et la co-construction d'accords entre les acteurs après avoir partagé leurs différentes opinions et points de vue sur un sujet territorialisé. Les éléments qui sont inclus dans la gouvernance territoriale sont : l'acteur, l'institution / l'organisation, la relation de pouvoir, le système d'action (cf. chapitre 2, notamment Figure 13).

Relation de pouvoir. Processus d'interaction de deux acteurs ou plus entre lesquels il existe de façon préalable une asymétrie d'influence, de ressources et / ou de capacité de décision (cf. chapitre 2).

Effet cascade. Réviser le concept « *gravité de pouvoir* » (cf. chapitre 4).

Gravité de pouvoir (*top-down*). Influence du niveau national vers le niveau local. Le niveau national décide de la définition des unités territoriales du niveau régional et du niveau local. Le niveau supérieur décide les catégories d'usage de sol possibles sur l'espace géographique de l'échelle inférieure. Cette influence est aussi appelée comme centralisation (cf. Figure 64).

Capillarité de pouvoir (*bottom-up*). Influence du niveau local vers les niveaux national et régional. Le niveau local décide de la définition et des arrangements des unités territoriales de manière autonome. Les niveaux supérieurs n'ont pas la décision exclusive des catégories d'usage de sol possibles sur l'espace géographique de l'échelle inférieure. Cette influence est aussi appelée comme décentralisation (cf. Figure 64).

Circularité de pouvoir. Influence équilibrée et réciproque entre les acteurs de tous les niveaux. Les décisions prises doivent être co-construites par tous les acteurs composant

la gouvernance territoriale. La **circularité de pouvoir** est produite par une combinaison d'une **gravité** due à une relation traditionnelle de type *top-down* et d'une **capillarité** liée à une nouvelle relation de type *bottom-up* (cf. Figure 64).

Apprentissage dans le cadre de la gouvernance territoriale. Processus d'acquisition de la connaissance des activités concernant la gouvernance à travers l'expérience directe, indirecte ou la recherche. L'apprentissage génère un changement dans le comportement des individus. La gouvernance territoriale doit favoriser le développement d'un **apprentissage collectif** qui correspond à la capacité d'un groupe de personnes à apprendre à travailler en équipe, à se coordonner et à co-construire des accords (cf. chapitre 2).

Participation active / participation non instrumentale dans le cadre de l'action publique. Processus où la population participe de façon active dans le cadre de l'action publique. Les activités impliquent un niveau d'engagement élevé et elles se développent dans des situations basées sur des problèmes structurels (d'un sujet ou d'un territoire concerné) ou des objectifs globaux. La participation est continue, permanente et elle influence directement la prise de décision des élus (cf. chapitre 7).

Réalisation : Gerardo UBILLA-BRAVO.

3. Limites de la thèse

Dans ce sous-titre j'aborderai trois types de limites. Tout d'abord, je réfléchis sur les limites disciplinaires et la nécessité de développer une approche interdisciplinaire afin de bien mener la question centrale de la thèse. Ensuite, je présente les enjeux de travailler dans un territoire particulier en se reposant sur une étude de cas, c'est-à-dire les limites attenantes et les leçons du terrain d'étude. Enfin, j'examine les cadrages spatiaux et temporels de cette thèse.

3.1. Limites disciplinaires et nécessités de développer une approche interdisciplinaire

Durant ma première année de thèse en 2015-2016 et encore en deuxième année, j'ai développé et poursuivi une réflexion sur les limites de la géographie et la place de cette discipline pour mener à bien ma thèse. Mes interrogations sur la géographie étaient justifiées par le fait que ma thèse s'ancre dans les disciplines de la géographie et de l'aménagement de l'espace. Lorsque j'ai commencé à analyser la gouvernance, les

relations de pouvoir, l'apprentissage des acteurs, les instruments et les institutions, je n'ai pas trouvé de réponses dans la discipline géographique. J'ai alors été investigué d'autres disciplines comme les sciences de gestion, la sociologie et les sciences politiques. J'y ai trouvé des débats, des définitions, des contributions empiriques. Au jour d'aujourd'hui je me permets de dire que ma thèse est une thèse de géographie mais avec l'aide de toutes les disciplines qui m'ont permis de développer les grilles de lecture et d'analyse réalisées. Ainsi ma thèse s'apparente à une thèse multidisciplinaire comprenant d'un part la géopolitique multi échelle et d'autre part les organisations, toutes les deux reposant sur la construction du périurbain. Ma thèse n'est ni complètement géographique, ni complètement interdisciplinaire au regard de chacune des autres disciplines mobilisées. Elle est mi-géographique, mi-autres disciplines mentionnées précédemment¹²².

3.2. L'étude de cas : une première étape de construction de connaissance

L'étude de cas est une approche très utilisée et validée dans le monde scientifique pour produire des connaissances. Plusieurs chercheurs soutiennent cette façon de faire de la science au cours des dernières années (Bennett, 2015 ; Collerette, 2009 ; Cousin, 2005 ; Eisenhardt, 1989 ; Schwandt & Gates, 2018 ; Seawright & Gerring, 2008 ; Woodside, 2010 ; Yin, 2003). Ainsi, développer un travail de recherche dans un territoire particulier en se reposant sur une étude de cas permet de bien connaître les éléments et relations de ce système territorial. Nous considérons que les résultats de cette thèse contribuent du point de vue empirique (c'est-à-dire de façon initiale et exploratoire) à rassembler et à produire des connaissances pour aller vers le niveau théorique (Dumez, 2013, 2018) car ces résultats peuvent apporter un éclairage sur une situation analogue ailleurs. Nous considérons aussi que ces résultats obtenus doivent être complétés avec d'autres études dans le futur afin de continuer à soutenir que les phénomènes ici analysés se reproduisent ailleurs comme tels. Nous considérons donc que l'étude de cas est une première étape de construction de la connaissance en la matière. L'étape suivante de construction de connaissances correspond à la comparaison entre ces études de cas, par exemple en Amérique Latine ou sur d'autres continents. Avec l'approche de la comparaison il est alors possible de comprendre si les connaissances apportées sont semblables ou différentes dans d'autres territoires. Cela représente un prochain pas pour continuer cette recherche dans le futur.

¹²² J'ai profité de réaliser ce jeu de mots à partir d'une définition du périurbain proposée par Vanier (2003, p. 89) « *mi-ville, mi-campagne, ni ville, ni campagne* ».

3.3. Cadres spatiaux et temporels de cette thèse

Toute recherche est circonscrite aux cadres spatiaux et temporels du chercheur et du projet de recherche. Les chercheurs prennent le relais de tout ce qui a été observé, étudié, analysé, évalué et conclu par leurs prédécesseurs. Ils les reprennent en les questionnant et en avançant. Une façon de prendre le relais dans la recherche scientifique est la découverte du manque de connaissances. J'ai commencé à faire la recherche dans le cadre de cette thèse en 2015. A cette date-là j'ai trouvé un manque de connaissances par rapport à la définition du périurbain et au développement d'études concernant la gouvernance territoriale au Chili. De cette manière, j'ai pris le relais conceptuel et méthodologique des principaux travaux réalisés par l'équipe du projet Gouv.Innov¹²³ développés en France (Rey-Valette et al., 2014, 2011). J'ai approfondi aussi ma réflexion conceptuelle et méthodologique grâce aux autres activités de recherche comme par exemple ma participation à différents colloques scientifiques. J'y ai eu la possibilité de partager des idées avec d'autres doctorants et des chercheurs ainsi que de rédiger en même temps mes premières publications en lien avec cette thèse tant au Chili (Ubilla-Bravo, 2016a, 2016b, 2017, 2018b) qu'en France avec l'Association de Science Régionale de Langue Française (ASRDLF) (Ubilla-Bravo, 2016c; Ubilla-Bravo & Chia, 2017) et avec le collectif de recherche Agricités (Soulard et al., 2018a, 2018b). Après avoir révisé les travaux du projet Gouv.Innov et continué mes réflexions dans les colloques mentionnés, je les ai contextualisés à la situation du Chili en modifiant et en créant des nouvelles grilles de lecture et d'analyse (voir les contributions indiquées en sous-titre 2.2 de cette conclusion générale). En perspective, je souhaite mettre en évidence que les avancées scientifiques font partie d'un macroprocessus intergénérationnel collaboratif car grâce aux nouvelles recherches elles peuvent être acceptées ou refusées. D'ailleurs, il faut aussi considérer qu'au-delà des limites et cadres de cette thèse, d'autres perspectives s'ouvrent, ce que nous continuerons à exposer par la suite.

4. Nouvelles perspectives et ouverture de la recherche

En guise de clôture de cette thèse, je me permets de réfléchir à deux sujets, à savoir (i) l'opérationnalisation de cette thèse concernant les acteurs des institutions publiques et le monde académique hispanophone et (ii) la projection de cette thèse au sein des nouveaux enjeux socio-scientifiques dans un monde d'incertitude.

¹²³ Gouvernance des territoires et développement rural : une analyse des innovations organisationnelles.

4.1. L'opérationnalisation de la recherche

Nous prévoyons deux types d'opérationnalisation suite à cette thèse : l'une publique et l'autre scientifique. L'opérationnalisation publique vise à améliorer les politiques publiques en considérant la problématique sociopolitique des espaces périurbains. Nous avons décrit et analysé au sein de cette thèse que la manière d'aborder le territoire de la part de l'Etat chilien se faisait à travers les catégories de l'urbain et du rural. Cependant, nous remarquons l'importance qu'il y aurait à considérer ce troisième espace (le périurbain) car il présente une complexité du point de vue de sa multifonctionnalité et des divers intérêts des acteurs autour des usages du foncier. Cela permettrait de mettre en ordre les décisions clés de la planification et de l'aménagement de cet espace. Cette opérationnalisation pourrait se développer à travers des séminaires et / ou des colloques avec les élus locaux et les agents publics de l'État aux échelles nationale, régionale et locale.

La deuxième opérationnalisation envisagée est de type scientifique. A notre avis, nous considérons que la grille d'apprentissage de la gouvernance territoriale (cf. chapitre 7) est utile afin d'analyser la portée et les niveaux d'apprentissage (cf. sous-titre 2.2 de ce chapitre). Le pas suivant est de la tester dans d'autres recherches de type étude de cas visant à mieux comprendre les expériences d'interconnaissance basées sur les relations entre acteurs. De façon complémentaire, il faudrait compléter la formation des étudiants universitaires spécialisés sur l'étude du territoire (géographie, anthropologie, sociologie) et sur l'étude des organisations (sciences de gestion, économie, sciences politiques) en explorant et en formalisant la création d'un jeu de rôle afin d'incorporer l'intérêt qu'il y aurait à les former aux processus d'interconnaissance, de relation entre acteurs dans la planification et l'aménagement du territoire.

4.2. Projeter cette thèse dans le nouveau contexte : enjeux socio-scientifiques dans un monde d'incertitude

Nous privilégions deux axes de recherche permettant de prendre en compte deux enjeux socio-scientifiques caractéristiques du monde actuel marqué par l'incertitude : (i) la **dynamique de gouvernance territoriale** qui se développe dans le cadre de l'aménagement du territoire et de la planification régionale **après la révolte sociale du 18 octobre 2019 au Chili** et (ii) la **publicisation des espaces traditionnels** (urbain et rural) et **hybrides** (périurbain, suburbain et rurbain) qui pourrait se développer après la **récession économique due aux effets du COVID-19 (automne et hiver 2020 au Chili)**.

Comme cela a été précédemment indiqué il y a deux évènements marquants pour

le Chili qui se sont développés au cours des derniers mois. La révolte sociale qui a commencé le 18 octobre 2019 et les effets socioéconomiques et spatiaux de la pandémie du COVID-19. Nous faisons l'hypothèse que la révolte sociale aura des effets sur les relations entre les différents acteurs du territoire et sur les apprentissages collectifs générés par ces deux situations. Dans ce sens nous pensons que l'opposition entre les niveaux local et national sera encore plus dure en favorisant la capillarité du pouvoir que nous avons expliquée dans le sous-titre 2.1 de cette conclusion de la thèse. En conséquent, il y aura de nouvelles recompositions de la gouvernance territoriale autour des institutions et des instruments de planification et d'aménagement construisant les territoires. Afin d'avancer dans ce sens, nous proposons de réviser **deux cadres théoriques de référence**. Le premier cadre correspond au concept du « *clubbisation* » créé par Charmes (2007, 2009). Celui-ci permet de comprendre la dynamique de méfiance entre les acteurs privés et publics, et en conséquence la prolifération de clubs ou de cercles fermés au sein de certaines institutions et groupes de personnes. Charmes (2007, 2009) a tiré des conclusions fondées sur l'expérience de communes périurbaines en France à partir d'études portant sur la carte scolaire en indiquant l'augmentation de ces clubs de cercle fermé ces dernières années. Le deuxième cadre concerne le concept de « *panarchy* » introduit par Holling (2001), élargi dans l'ouvrage de Gunderson & Holling (2002), ultérieurement théorisé par Allen, Angeler, Garmestani, Gunderson & Holling (2014) et appliqué par Winkel et al (2016). Ce qui attire notre attention sur le concept de « *panarchy* » est que ce cadre propose de voir les phénomènes de manière circulaire dans une période de temps (soit une année, une décennie ou un siècle) en permettant de comprendre le développement, la résilience, l'innovation et la réorganisation d'un système. Nous proposons alors de l'utiliser pour un système d'acteurs (cf. chapitre 6 de cette thèse) autour d'autres arènes de gouvernance, en profitant d'autres instruments chiliens tels que : *Plan de Desarrollo Comunal*, *Política Pública Regional*, *Plan Regional de Ordenamiento Territorial* et *Estrategia Regional de Desarrollo*¹²⁴.

La pandémie du COVID-19 aura des conséquences socioéconomiques et spatiales au moins pour les court et moyen termes. L'un des effets sera probablement une récession économique¹²⁵ et peut-être le déclin du modèle du néolibéralisme capitaliste. Le Chili est un pays dont le modèle économique est néolibéral capitaliste. Cet héritage vient des politiques prises par la dictature civilo-militaire (1973-1990) (cf. l'introduction du chapitre 4), et il s'est maintenu durant les gouvernements de régime démocratique (1990-2020). Dans ce contexte nous faisons l'hypothèse que le Chili passera d'un modèle néolibéral capitaliste à un modèle plutôt mixte, où la privatisation des biens commencera

¹²⁴ Tous ces instruments ont été déjà définis au cours de cette thèse.

¹²⁵ Le Fond Monétaire International prévoit pour 2020 et 2021 une récession économique mondiale.

à reculer. Grâce à la prise de conscience de la classe politique poussée par une citoyenneté fâchée et fatiguée avec le modèle néolibéral capitaliste, le **processus** de la **publicisation** pourrait commencer à se développer dans ce contexte. Nous nous inspirons alors des travaux de Clément (2012) et Clément & Soulard (2016) sur la publicisation des espaces dont voici leur définition : « *La publicisation des espaces désigne le processus par lequel des espaces, qu'ils soient publics ou privés, urbains ou ruraux, sont pratiqués par de multiples acteurs pour en faire des espaces d'usage* » (Clément & Soulard, 2016, p. 590). Ce cadre d'analyse réalisé à partir d'une expérience locale en France, nous aide à comprendre ce phénomène au Chili où nous attendons un processus de transition des territoires, c'est-à-dire un changement depuis la privatisation jusqu'à la publicisation des espaces urbains, périurbains, ruraux ou naturels.

Pour terminer cette réflexion sur les nouvelles perspectives, nous considérons que les disciplines des sciences sociales, et parmi elles la géographie, devraient développer des travaux plus proches des préoccupations sociales, et se mettre au service de la société, afin de contribuer aux réflexions, discussions et permettre à la population et aux élus de prendre ensemble les meilleures décisions de manière d'avancer vers une société plus juste, équitable et solidaire, au XXI^e siècle.

* * *

Références bibliographiques

A

- Abad Aragón, L. D. (2014). Gobernanza en espacios periurbanos a través de la iniciativa europea LEADER. El caso de la Comarca madrileña de Las Vegas. *Anales de geografía de la Universidad Complutense*, 34(1), 9-32.
- Abad, L. (2010). *Gobernanza y Desarrollo Territorial. Una perspectiva geográfica* (No 10; p. 30). Consulté à l'adresse GEDEUR website: <https://www.flacso.unah.edu.hn/gestordocumentos/103>
- Abramson, D. B. (2016). Periurbanization and the politics of development-as-city-building in China. *Cities*, 53, 156-162. <https://doi.org/10.1016/j.cities.2015.11.002>
- Agamben, G. (2011). ¿Qué es un dispositivo? (R. J. Fuentes Rionda, Trad.). *Sociológica (México)*, 26(73), 249-264.
- Aggeri, F. & Labatut, J. (2010). La gestion au prisme de ses instruments. Une analyse généalogique des approches théoriques fondées sur les instruments de gestion. *Finance Contrôle Stratégie*, 13(3), 5-37.
- Agnew, J. A. (2013). Arguing with Regions. *Regional Studies*, 47(1), 6-17. <https://doi.org/10.1080/00343404.2012.676738>
- Agostini, C. A. & Brown, P. (2007). *Spatial Inequality in Chile* (SSRN Scholarly Paper No ID 972771). Consulté à l'adresse Social Science Research Network website: <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.972771>
- Agostini, C. & Brown, P. (2007). Desigualdad Geográfica en Chile. *Revista de Análisis Económico*, 22(1), 3-33.
- Aguilar Villanueva, L. F. (2007). El aporte de la Política Pública y de la Nueva Gestión Pública a la gobernanza. *Revista del CLAD Reforma y Democracia*, (39), 5-32.
- Aguilera Concha, C., Vásquez, E. & Olmeda, C. (1988). *La España donde no se ponía el sol*. Madrid, España: Sarpe.
- Alfonso Piña, W. (2014). Urbanization : Concepts, Trends and Analysis in Three Latin American Cities. *Miscellanea Geographica*, 18(3), 5–15. <https://doi.org/10.2478/mgrsd-2014-0020>
- Allen, A. (2003a). Environmental planning and management of the peri-urban interface :

- Perspectives on an emerging field. *Environment and Urbanization*, 15(1), 135-148.
<https://doi.org/10.1177/095624780301500103>
- Allen, A. (2003b). La interfase periurbana como escenario de cambio y acción hacia la sustentabilidad del desarrollo. *Cuadernos del Cendes*, 20(53), 7-21.
- Allen, C. R., Angeler, D. G., Garmestani, A. S., Gunderson, L. H. & Holling, C. S. (2014). Panarchy : Theory and Application. *Ecosystems*, 17(4), 578-589.
<https://doi.org/10.1007/s10021-013-9744-2>
- Allmendinger, P., Chilla, T. & Sielker, F. (2014). Europeanizing Territoriality—Towards Soft Spaces? *Environment and Planning A: Economy and Space*, 46(11), 2703-2717.
<https://doi.org/10.1068/a130037p>
- Altieri, M. A. & Rojas, A. (1999). Ecological Impacts of Chile's Neoliberal Policies, with Special Emphasis on Agroecosystems. *Environment, Development and Sustainability*, 1(1), 55-72. <https://doi.org/10.1023/A:1010063724280>
- Amaya, L. G., Ibáñez Zamora, J. & Oliva Mellado, R. (2003). *Planificación Participativa para el Ordenamiento Territorial. Dos experiencias en la Región Metropolitana de Santiago. Conceptos y procedimientos* (M. P. Rossetti Gallardo, Éd.). Santiago, Chile: Gobierno Regional Metropolitano de Santiago, Universidad de Chile y Agencia Técnica Alemana.
- Anderson, T. L. & Hill, P. J. (2004). *The not so wild, wild West : Property rights on the frontier*. Stanford, CA: Stanford Economics and Finance.
- Anderson, W. P., Kanaroglou, P. S. & Miller, E. J. (1996). Urban Form, Energy and the Environment : A Review of Issues, Evidence and Policy. *Urban Studies*, 33(1), 7-35.
<https://doi.org/10.1080/00420989650012095>
- Angell, A. (2002). Capítulo 6. Chile, 1958-c. 1990. In L. Bethell (Éd.) & J. Beltrán (Trad.), *Historia de América Latina. 15 : El Cono Sur desde 1930* (p. 255-312). Consulté à l'adresse http://www.bsolot.info/wp-content/pdf/Bethell_Leslie%20-%20Historia_de_America_Latina_XV.pdf
- Arguello, O. (1974). Reforma agraria y participación en Chile. *Nueva Sociedad*, (11-12), 59-92.
- Arias Arbeláez, F. & Vargas, G. M. (2010). Instituciones, gobernanza y sustentabilidad en la política colombiana de ordenamiento territorial municipal. *Sociedad y Economía*, (19), 279-304.

- Arizaga, X. (2014, septembre). *Santiago du Chili : 1910-2010, comment l'étude des ambiances rend compte de ce siècle de rénovations urbaines*. Présenté à 12th International Conference on Urban History: Cities in Europe, Cities in the World , EAUH 2014, Lisboa, Portugal. <https://doi.org/10.13140/RG.2.1.2805.1920>
- Armijo, G. (2000a). La faceta rural de la Región Metropolitana : Entre la suburbanización campesina y la urbanización de la elite. *EURE (Santiago)*, 26(78), 131-135. <https://doi.org/10.4067/S0250-71612000007800007>
- Armijo, G. (2000b). La urbanización del campo metropolitano de Santiago : Crisis y desaparición del hábitat rural. *Revista de Urbanismo*, (3: Relectura de los procesos de transformación de las ciudades, neomodernización del mundo rural), 1-19. <https://doi.org/10.5354/0717-5051.2000.11785>
- Arnstein, S. R. (1969). A Ladder of Citizen Participation. *Journal of the American Institute of Planners*, 35(4), 216-224. <https://doi.org/10.1080/01944366908977225>
- Arnstein, S. R. (2019). A Ladder of Citizen Participation. *Journal of the American Planning Association*, 85(1), 24-34. <https://doi.org/10.1080/01944363.2018.1559388>
- Åström, J. (2019). Citizen Participation. In A. M. Orum (Éd.), *The Wiley Blackwell Encyclopedia of Urban and Regional Studies*. <https://doi.org/10.1002/9781118568446.eurs0441>
- Ávila Fuenmayor, F. & Ávila Montaña, C. (2010). El concepto de biopolítica en Michel Foucault. *A Parte Rei. Revista de Filosofía*, (69), 1-6.
- Ávila, M. (2006). *Conflictividad y poder : Una lectura de la Microfísica del poder de Michel Foucault* (p. 6). Consulté à l'adresse Universidad Nacional de Cuyo. Facultad de Ciencias Políticas y Sociales website: <http://bdigital.uncu.edu.ar/544>
- Ávila Sánchez, H. (2001). Ideas y planteamientos teóricos sobre los territorios periurbanos : Las relaciones campo-ciudad en algunos países de Europa y América. *Investigaciones geográficas*, (45), 108-127.
- Ávila Sánchez, H. (2009). Periurbanización y espacios rurales en la periferia de las ciudades. *Estudios agrarios*, 15(41), 93-123.
- Ávila-Fuenmayor, F. (2007). El concepto de poder en Michel Foucault. *A Parte Rei. Revista de Filosofía*, (53), 1-16.

- Aydalot, P. & Garnier, A. (1985). Périurbanisation et suburbanisation : Des concepts à définir. *disP - The Planning Review*, 21(80-81), 53-55. <https://doi.org/10.1080/02513625.1985.10708447>
- Azócar, G., Aguayo Arias, M., Henríquez Ruiz, C., Vega Montero, C. & Sanhueza Contreras, R. (2010). Patrones de crecimiento urbano en la Patagonia chilena : El caso de la ciudad de Coyhaique. *Revista de geografía Norte Grande*, (46), 85-104. <https://doi.org/10.4067/S0718-34022010000200005>
- Azócar, G., Sanhueza, R. & Henríquez, C. (2003). Cambio en los patrones de crecimiento en una ciudad intermedia : El caso de Chillán en Chile Central. *EURE (Santiago)*, 29(87), 79-82. <https://doi.org/10.4067/S0250-71612003008700006>

B

- Baguenard, J. (2004). *La décentralisation* (7e éd.). Consulté à l'adresse <https://www.cairn.info/la-decentralisation--9782130541707.htm>
- Bailly, A. S. (1973). Les théories de l'organisation de l'espace urbain. *Espace géographique*, 2(2), 81-93. <https://doi.org/10.3406/spgeo.1973.1384>
- Bailly, A. S. & Scariati, R. (2004). Chapitre 15. L'humanisme en géographie. In A. S. Bailly (Éd.), *Les concepts de la géographie humaine* (5e éd., p. 213-222). Paris, France: Armand Colin.
- Ballesteros, M. (1965). Desarrollo Agrícola Chileno, 1910-1955. *Latin American Journal of Economics-formerly Cuadernos de Economía*, 2(5), 7-40.
- Barceló, R. & Muñoz, J. (1980). La relève du latifundio : Commentaire sur l'évolution récente de la structure foncière au Chili. *Problèmes d'Amérique Latine*, 58, 128-142.
- Barrick, L. (2020). Interviews : In-Depth, Semistructured. In A. Kobayashi (Éd.), *International Encyclopedia of Human Geography (Second Edition)* (p. 403-408). <https://doi.org/10.1016/B978-0-08-102295-5.10832-7>
- Barrows, H. S. (1986). A taxonomy of problem-based learning methods. *Medical Education*, 20(6), 481-486. <https://doi.org/10.1111/j.1365-2923.1986.tb01386.x>
- Barrows, H. S. (1996). Problem-based learning in medicine and beyond : A brief overview. *New Directions for Teaching and Learning*, 1996(68), 3-12. <https://doi.org/10.1002/tl.37219966804>

- Battilana, J., Leca, B. & Boxenbaum, E. (2009). How Actors Change Institutions : Towards a Theory of Institutional Entrepreneurship. *Academy of Management Annals*, 3(1), 65-107. <https://doi.org/10.1080/19416520903053598>
- Baud, P., Bourgeat, S. & Bras, C. (2013). Territoire. In *Initial. Dictionnaire de géographie* (5e éd., p. 493-498). Paris, France: Hatier.
- Bauer, G. & Roux, J.-M. (1976). *La Rurbanisation ou la Ville éparpillée*. Paris, France: Éditions du Seuil.
- Baxter, J. (2020). Content Analysis. In A. Kobayashi (Éd.), *International Encyclopedia of Human Geography (Second Edition)* (p. 391-396). <https://doi.org/10.1016/B978-0-08-102295-5.10805-4>
- Beaucire, F. & Poulot, M. (2011). Chapitre 10. Les aménagements des territoires. In J.-P. Charvet & M. Sivignon (Éds.), *Géographie humaine. Questions et enjeux du monde contemporain* (2e éd., p. 289-321). Paris, France: Armand Colin.
- Beguín, H. (2004a). Chapitre 11. La géographie économique. In A. S. Bailly (Éd.), *Les concepts de la géographie humaine* (5e éd., p. 165-174). Paris, France: Armand Colin.
- Beguín, H. (2004b). Chapitre 20. Analyse mathématique. In A. S. Bailly (Éd.), *Les concepts de la géographie humaine* (5e éd., p. 265-275). Paris, France: Armand Colin.
- Bellisario Kram, A. (2013). El fin del antiguo régimen agrario chileno (1955-1965). *Revista mexicana de sociología*, 75(3), 341-370.
- Beltrán Mora, L. N., Bohórquez Montoya, J. P., Pardo Rodríguez, L. E., Ramírez Hernández, L. F., Rendón Acevedo, J. A. & Sanabria Landazábal, N. J. (2011). Territorio y desarrollo : Bases conceptuales para la gobernanza local. *Equidad y Desarrollo*, (16), 9-51. <https://doi.org/10.19052/ed.134>
- Benitez Morales, C., Campos Urribarri, M. L. & Vidal Gandul, J. M. (2015). Responsabilidad Social Territorial: Ejemplo de gobernanza innovadora y competitiva en Alcalá de Guadaíra. *Atlantic Review of Economics*, 01-2015(06). Consulté à l'adresse http://www.unagaliciamoderna.com/eawp/coldata/upload/Vol1_2015_RST_Alcala_Guadaira.pdf
- Bennett, A. (2015). Case Study: Methods and Analysis. In J. D. Wright (Éd.),

- International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences (Second Edition)* (Vol. 3, p. 208-213). <https://doi.org/10.1016/B978-0-08-097086-8.44003-1>
- Berger, M., Frust, J.-P., Plet, F. & Robic, M.-C. (1980). Rurbanisation et analyse des espaces ruraux péri-urbains. *Espace géographique*, 9(4), 303-313. <https://doi.org/10.3406/spgeo.1980.3582>
- Berry, B. J. L. (1964). Cities as Systems Within Systems of Cities. *Papers in Regional Science*, 13(1), 147-163. <https://doi.org/10.1111/j.1435-5597.1964.tb01283.x>
- Berry, B. J. L. (2008). Urbanization. In J. M. Marzluff, E. Shulenberger, W. Endlicher, M. Alberti, G. Bradley, C. Ryan, ... U. Simon (Éds.), *Urban Ecology—An International Perspective on the Interaction Between Humans and Nature* (p. 25-48). <https://doi.org/10.1007/978-0-387-73412-5>
- Berry, M. (1983). *Une technologie invisible ? L'impact des instruments de gestion sur l'évolution des systèmes humains* (p. 60). Consulté à l'adresse Centre de Recherche en Gestion website: <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00263141>
- Bielschowsky, R. (1998). *Evolución de las ideas de la CEPAL*. (extraordinario), 21-45.
- Blanc, M. (1997). La ruralité : Diversité des approches. *Économie rurale*, 242(1), 5-12. <https://doi.org/10.3406/ecoru.1997.4892>
- Bodini Cruz-Carrera, H. (1989). Tendencias Recientes en el Desarrollo de Santiago de Chile. *Revista Geográfica*, (110), 267-281. <https://doi.org/10.2307/40992601>
- Boiteux-Orain, C. & Huriot, J.-M. (2002). Modéliser la suburbanisation. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, février(1), 73-104. <https://doi.org/10.3917/reru.021.0073>
- Boke Soza, M. (2007). *Suburbanización en la interfase rural de la Región Metropolitana. Caso de estudio Colonia Kennedy, Comuna de Paine* (Memoria para obtención título Geógrafo, Universidad de Chile). Consulté à l'adresse http://www.tesis.uchile.cl/tesis/uchile/2007/boke_m/html/index.html
- Borsdorf, A. (1978). Population growth and urbanization in Latin America. *GeoJournal*, 2(1), 47-60. <https://doi.org/10.1007/BF00212577>
- Borsdorf, A. (2002). Barrios cerrados en Santiago de Chile, Quito y Lima : Tendencias de la segregación socio-espacial en capitales andinas. In L. Cabrales (Éd.), *Latinoamérica : Países abiertos, ciudades cerradas* (p. 581-612). Guadalajara,

México: Universidad de Guadalajara y Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura.

- Borsdorf, A. (2003). Cómo modelar el desarrollo y la dinámica de la ciudad latinoamericana. *EURE (Santiago)*, 29(86), 37-49. <https://doi.org/10.4067/S0250-71612003008600002>
- Borsdorf, A. & Hidalgo, R. (2004). Formas tempranas de exclusión residencial y el modelo de la ciudad cerrada en América Latina. El caso de Santiago. *Revista de geografía Norte Grande*, (32), 21-37.
- Borsdorf, A., Sánchez, R. & Marchant, C. (2009). Las ciudades intermedias aletargadas del sistema urbano chileno y la oportunidad de un desarrollo sustentable. El caso de la ciudad de Valdivia. In C. Bellet Sanfeliu, M. E. Beltrão Sposito & Congreso Internacional de Americanistas, *Las ciudades medias o intermedias en un mundo globalizado = As cidades médias ou intermediárias num mundo globalizado* (p. 365-388). Lleida, España: Universitat de Lleida.
- Bost, F. (2011). Chapitre 8. Activités économiques, entreprises et territoires à l'épreuve de la mondialisation. In J.-P. Charvet & M. Sivignon (Éds.), *Géographie humaine. Questions et enjeux du monde contemporain* (2e éd., p. 221-255). Paris, France: Armand Colin.
- Bourdieu, P. (2000). Espacio social y poder simbólico. In M. Mizraji (Trad.), *Cosas dichas* (p. 127-142). México, DF: Gedisa.
- Brenner, N. & Theodore, N. (2005). Neoliberalism and the urban condition. *City*, 9(1), 101-107. <https://doi.org/10.1080/13604810500092106>
- Brunet, R. (1980). La composition des modèles dans l'analyse spatiale. *Espace géographique*, 9(4), 253-265. <https://doi.org/10.3406/spgeo.1980.3572>
- Brunet, R. (1986). La carte-modèle et les chorèmes. *Mappemonde*, (4), 2-6.
- Brunet, R. (Éd.). (1990). *Géographie universelle. Mondes nouveaux. Livre premier : Le déchiffrement du monde* (Vol. 1). Paris, France: Hachette-Reclus.
- Brunet, R. (2011). *Sustainable geography*. London, UK : Hoboken, NJ: ISTE ; Wiley.
- Bryant, C. R. (1986). L'évolution de la ville régionale en Amérique du Nord : Le cas de Toronto. *Annales de Géographie*, 95(527), 26-42. <https://doi.org/10.3406/geo.1986.20372>

Bryant, C. R. (1995). The role of local actors in transforming the urban fringe. *Journal of Rural Studies*, 11(3), 255-267. [https://doi.org/10.1016/0743-0167\(95\)00020-N](https://doi.org/10.1016/0743-0167(95)00020-N)

Bryant, C. R. (2006). La place des espaces ruraux périurbains et de l'environnement dans le développement régional. In A. Mollard, E. Sauboua & M. Hirczak (Éds.), *Territoires et enjeux du développement régional* (p. 159-171). Consulté à l'adresse [10.3917/quae.molla.2006.01.0159](https://doi.org/10.3917/quae.molla.2006.01.0159)

C

Cabello Quiñones, A. M. (2015). Caracterización urbana de Talca : Ciudad intermedia de Chile. *Nadir: Revista electrónica de geografía austral*, 7(2), 1-22.

Cailly, L. (2011). Chapitre 2. L'espace périurbain : Un géotype universel ? In M. Guibert & Y. Jean (Éds.), *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde* (p. 46-62). Paris, France: Armand Colin.

Calenge, C. & Jean, Y. (1997). Espaces périurbains : Au-delà de la ville et de la campagne ? [Problématique à partir d'exemples pris dans le Centre-Ouest]. *Annales de Géographie*, 106(596), 389-413. <https://doi.org/10.3406/geo.1997.20788>

Callon, M. (1986). Éléments pour une sociologie de la traduction : La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc. *L'Année sociologique (1940/1948-)*, 36, 169-208.

Camagni, R. (2005). *Economía urbana*. Barcelona, España: Antoni Bosch.

Canales, A. I. & Canales Cerón, M. (2013). De la metropolización a las agrópolis : El nuevo poblamiento urbano en el Chile actual. *Polis (Santiago)*, 12(34), 31-56. <https://doi.org/10.4067/S0718-65682013000100003>

Canales, M. (2005). Capítulo 4. La Nueva Ruralidad en Chile : Apuntes sobre la subjetividad y territorios vividos. In PNUD Chile & Gabinete Subsecretario de Agricultura, *Chile Rural. Un desafío para el desarrollo humano* (p. 33-39). Santiago, Chile: Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo y Gabinete Subsecretario de Agricultura.

Caron, A. & Torre, A. (2005). Conflits d'usage et de voisinage dans les espaces ruraux. In M. Filippi & A. Torre, *Proximités et changements socio-économiques dans les mondes ruraux* (p. 297-314). <https://doi.org/10.3917/quae.torre.2005.01.0297>

- Carter, C. A. (2011). Espace. In R. Pasquier, S. Guigner & A. Cole (Éds.), *Dictionnaire des politiques territoriales* (3e éd., p. 230-235). Consulté à l'adresse http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=SCPO_COLE_2011_01_0189
- Casellas, A., Pujol, A. F. T. i, Martín, A. V. & Pallarès-Blanch, M. (2013). Gobernanza local y espacio rural : Un análisis territorial desde la perspectiva de género. *Boletín de la Asociación de Geógrafos Españoles*, (62), 379-402. <https://doi.org/10.21138/bage.1582>
- Cavazza, S. (2002). Territoire et identité. Une perspective italienne. *Etudes rurales*, (163-164), 109-131.
- CE. (2001). *La Gobernanza Europea—Un libro blanco* (No 2001/C 287; p. 29). Consulté à l'adresse <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/ES/TXT/PDF/?uri=CELEX:52001DC0428&from=ES>
- Centelles Portella, J. (2006). *El Buen gobierno de la ciudad: Estrategias urbanas y política relacional*. Madrid, España; La Paz, Bolivia: Instituto Nacional de Administración Pública ; Plural Editores.
- Cerdá Bertomeu, M. J. (2018). Arquitectura de Marcas Destino y Cobranding de Marcas Turísticas : Enfoques de Gobernanza Territorial. *ROTUR: Revista de Ocio y Turismo*, 12(2), 43-59. <https://doi.org/10.17979/rotur.2018.12.2.3452>
- Cervantes Robles, J. J., Zayas Berreras, R. A. & Arámbula, R. E. (2018). La gobernanza en el desarrollo económico territorial. *EDUCATECONCIENCIA*, 18(19), 31-38.
- Champion, T. (1999). Chapter 25. Urbanisation and counterurbanisation. In M. Pacione (Éd.), *Applied geography principles and practice : An introduction to useful research in physical, environmental and human geography* (p. 347-357). London, UK ; New York, NY: Routledge.
- Champion, T. (2001). Chapter 9. Urbanization, Suburbanization, Counterurbanization and Reurbanization. In R. Paddison (Éd.), *Handbook of urban studies* (p. 143-161). London, UK ; Thousand Oaks, CA: SAGE.
- Chapuis, R. (1997). *Géographie. Agrégation-capes d'histoire et de géographie. Crises et mutations des agricultures et d'espaces ruraux*. Vanves, France: Institut de Vanves du CNED.
- Chapuis, R. (2004). Chapitre 10. La géographie agraire et la géographie rurale. In A. S. Bailly (Éd.), *Les concepts de la géographie humaine* (5e éd., p. 149-164). Paris,

France: Armand Colin.

Charmes, É. (2007). Carte scolaire et « clubbisation » des petites communes périurbaines. *Societes contemporaines*, 67(3), 67-94. <https://doi.org/10.3917/soco.067.0067>

Charmes, É. (2009). On the Residential « Clubbisation » of French Periurban Municipalities. *Urban Studies*, 46(1), 189-212. <https://doi.org/10.1177/0042098008098642>

Charvet, J.-P. (2011). Chapitre 7. Agricultures et espaces ruraux : Les dynamiques contrastées. In J.-P. Charvet & M. Sivignon (Éds.), *Géographie humaine. Questions et enjeux du monde contemporain* (2e éd., p. 189-220). Paris, France: Armand Colin.

Charvet, J.-P. & Sivignon, M. (Éds.). (2011). *Géographie humaine. Questions et enjeux du monde contemporain* (2e éd.). Paris, France: Armand Colin.

Chia, E. & Peral, A. (2001). Le devenir des exploitations agricoles périurbaines dans la commune de Lampa (Santiago du Chili). *Cahiers Agricultures*, 10(2), 95-104.

Chia, E., Piraux, M. & Dulcire, M. (2007). Apprentissages et gouvernance territoriale : Quelles relations ? Le cas des CTE à la Réunion. *47ème congrès joint de l'ERSA et de l'ASRDLF*, 1-15. Consulté à l'adresse <https://agritrop.cirad.fr/541091/>

Chia, E., Torre, A. & Rey-Valette, H. (2008). Conclusion : Vers une « technologie » de la gouvernance territoriale ! Plaidoyer pour un programme de recherche sur les instruments et dispositifs de la gouvernance des territoires. *Norois. Environnement, aménagement, société*, (209), 167-177. <https://doi.org/10.4000/norois.2603>

Chia, E., Vitry, C. & Negrete, J. (2016). La producción de sentido y contextualización de los instrumentos de planificación territorial. Los casos de Lunelois (Francia) y Quilpué (Chile). *Revista Geográfica de Valparaíso*, (53), 47-71.

Chisholm, M. (2007). *Rural Settlement and Land Use*. New Brunswick, NJ: Aldine Transaction.

Cimadevilla, G. (2009). De la dicotomía urbano-rural a la emergencia rurbana. Momentos y movimientos. In G. Cimadevilla & E. Carniglia (Éds.), *Relatos sobre la Rurbanidad* (p. 163-183). Río Cuarto, Argentina: Universidad Nacional de Río Cuarto.

CIMGP Chile. (2000). *El Estado al servicio de la gente. Balance 1994-2000*. Santiago, Chile: Comité Interministerial de Modernización de la Gestión Pública. Ministerio

Secretaría General de la Presidencia de Chile.

- Clapson, M. & Hutchison, R. (2010). Introduction : Suburbanization in global society. In *Research in Urban Sociology: Vol. 10. Suburbanization in Global Society* (Vol. 10, p. 1-14). [https://doi.org/10.1108/S1047-0042\(2010\)0000010003](https://doi.org/10.1108/S1047-0042(2010)0000010003)
- Claval, P. (2004). Chapitre 7. Géographie sociale et culturelle. In A. S. Bailly (Éd.), *Les concepts de la géographie humaine* (5e éd., p. 99-109). Paris, France: Armand Colin.
- Clément, C. (2012). *La publicisation des espaces agricoles périurbains : Du processus global à la fabrique du lieu* (Thèse de doctorat, Université Paul-Valéry, Montpellier III). Consulté à l'adresse <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00823363/document>
- Clément, C. & Soulard, C. (2016). La publicisation des espaces agricoles périurbains dans le Lunellois, Languedoc. Un cadre d'analyse en géographie. *Annales de géographie*, 712(6), 590-614.
- Cloke, P. (2006). Chapter 2. Conceptualizing rurality. In P. Cloke, T. Marsden & P. Mooney (Éds.), *The Handbook of Rural Studies* (1re éd., p. 18-28). London, UK: SAGE Publications.
- Clout, H. D. (1977). Chapter 1. Rural geography : An overview. In W. B. Fisher, *Rural geography : An introductory survey* (1 reprinted with corrections, p. 1-7; Par H. D. Clout). Oxford, UK: Pergamon Press.
- CNR Chile & Agrolog Chile Ltda. (1981). *Estudio de suelos del Proyecto Maipo año 1976. Tomo I* (Vol. 1). Santiago, Chile: Comisión Nacional de Riego.
- Collerette, P. (2009). Études de cas (méthodes de). In A. Mucchielli (Éd.), *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines* (3e éd., p. 91-94). Paris, France: Armand Colin.
- Collin-Delavaud, A. (1996). L'évolution de la croissance démographique des villes d'Amérique latine. *L'Information Géographique*, 60(1), 1-9. <https://doi.org/10.3406/ingeo.1996.5781>
- Colom, Y. R. (1999). El poder popular en Chile : 1970-1973. *Revista de la Red Intercatedras de Historia de América Latina Contemporánea - Segunda Época*, 3(3), 79-92.
- Combessie, J.-C. (2007). Chapitre II. L'entretien semi-directif. In *Repères. La méthode en sociologie* (5e éd., p. 24-32). Consulté à l'adresse <https://www.cairn.info/la->

[methode-en-sociologie--9782707152411-page-24.htm](#)

- Conejero Paz, E. (2005). Globalización, gobernanza local y democracia participativa. *Cuadernos constitucionales de la Cátedra Fadrique Furió Ceriol*, (52), 13-31.
- Connell, R. & Dados, N. (2014). Where in the world does neoliberalism come from? *Theory and Society*, 43(2), 117-138. <https://doi.org/10.1007/s11186-014-9212-9>
- Consinschi, M. & Racine, J.-B. (2004). Chapitre 9. Géographie urbaine. In A. S. Bailly (Éd.), *Les concepts de la géographie humaine* (5e éd., p. 123-147). Paris, France: Armand Colin.
- Contreras Alonso, M., Opazo, D., Núñez Pino, C. & Ubilla Bravo, G. (2005). *Informe Final del Proyecto « Ordenamiento Territorial Ambientalmente Sustentable » (OTAS)* (M. Contreras Alonso, Éd.). <https://doi.org/10.13140/2.1.1393.2801>
- Coraggio, J. L. (1994). Capítulo 1. Sobre la Espacialidad Social y el concepto de Región. In J. L. Coraggio (Éd.), *Territorios en Transición; crítica a la Planificación Regional en América Latina* (3e éd., p. 21-85). Consulté à l'adresse http://www.coraggioeconomia.org/jlc/archivos%20para%20descargar/ECONOMIA%20URBANA%20LIBRO/TerritoriosenTransicin_JLC.DOC.pdf
- CORFO Chile. (2013). *Geografía económica de Chile. Tomo III* (R. Sagredo Baeza, Éd.). Consulté à l'adresse <http://biblioteca.cchc.cl/index.asp?param=o%AD%88%92bj%92%8Cvd&Op=3>
- Cousin, G. (2005). Case Study Research. *Journal of Geography in Higher Education*, 29(3), 421-427. <https://doi.org/10.1080/03098260500290967>
- Crossan, M. M., Lane, H. W. & White, R. E. (1999). An Organizational Learning Framework : From Intuition to Institution. *Academy of Management Review*, 24(3), 522-537. <https://doi.org/10.5465/AMR.1999.2202135>
- Crozier, M. & Friedberg, E. (2014). *L'acteur et le système : Les contraintes de l'action collective*. Paris, France: Éditions Points.
- Cruz, H. (2008). Conflictos territoriales y movilizaciones ciudadanas. Algunas reflexiones sobre las formas de gobernanza territorial actuales. *Boletín de la Asociación de Geógrafos Españoles*, (48), 375-387.
- Cruz, M. E. (1983). *La tenencia de la tierra en Chile : 1965-1978*. Santiago, Chile: Grupo de Investigaciones Agrarias / Academia de Humanismo Cristiano.

Cursach, J. A., Rau, J. R., Tobar, C. N. & Ojeda, J. A. (2012). Estado actual del desarrollo de la ecología urbana en grandes ciudades del sur de Chile. *Revista de geografía Norte Grande*, (52), 57-70. <https://doi.org/10.4067/S0718-34022012000200004>

D

Dahlman, C. T. (2009). Chapter 6. Territory. In C. Gallaher, C. T. Dahlman, M. Gilmartin, A. Mountz & P. Shirlow (Éds.), *Key concepts in political geography* (p. 77-86). London, UK ; Los Angeles, CA: SAGE Publications.

Dallabrida, V. R. (2003). Gobernanza y planificación territorial: Para la institucionalización de una práctica de concentración público - privada. *Documentos y Aportes en Administración Pública y Gestión Estatal*, (4), 61-94.

Dartigues, L. (2001). *La notion d'arène. Intérêts pour la recherche en anthropologie politique*. Consulté à l'adresse <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00634920>

Dauphiné, A. (2004). Chapitre 4. Espace terrestre et espace géographique. In A. S. Bailly (Éd.), *Les concepts de la géographie humaine* (5e éd., p. 51-62). Paris, France: Armand Colin.

David, A. (1998). Outils de gestion et dynamique du changement. *Revue française de gestion*, (120), 44-59.

Davies, W. K. D. (1966). The Ranking of Service Centres: A Critical Review. *Transactions of the Institute of British Geographers*, (40), 51-65. <https://doi.org/10.2307/621568>

Davies, W. K. D. (1967). Centrality and the Central Place Hierarchy. *Urban Studies*, 4(1), 61-79. <https://doi.org/10.1080/00420986720080041>

De Koninck, R. (2004). Chapitre 1. La géographie critique. In A. S. Bailly (Éd.), *Les concepts de la géographie humaine* (5e éd., p. 185-198). Paris, France: Armand Colin.

de la Barrera, F. & Henríquez, C. (2017). Vegetation cover change in growing urban agglomerations in Chile. *Ecological Indicators*, 81, 265-273. <https://doi.org/10.1016/j.ecolind.2017.05.067>

de Mattos, C. (2001). Metropolitización y suburbanización. *EURE (Santiago)*, 27(80), 5-8. <https://doi.org/10.4067/S0250-71612001008000001>

- de Mattos, C. A. (1999). Santiago de Chile, globalización y expansión metropolitana : Lo que existía sigue existiendo. *EURE (Santiago)*, 25(76), 29-56. <https://doi.org/10.4067/S0250-71611999007600002>
- de Mattos, C. A. (2002). Santiago de Chile de cara a la globalización : ¿otra ciudad? *Revista de Sociología e Política*, (19), 31-54. <https://doi.org/10.1590/S0104-44782002000200004>
- de Mattos, C. A., Fuentes, L. & Link, F. (2014). Tendencias recientes del crecimiento metropolitano en Santiago de Chile : ¿Hacia una nueva geografía urbana? *Revista INVI*, 29(81), 193-219. <https://doi.org/10.4067/S0718-83582014000200006>
- de Vaujany, F. X. (2006). Pour une théorie de l'appropriation des outils de gestion : Vers un dépassement de l'opposition conception-usage. *Management & Avenir*, (9), 109-126. <https://doi.org/10.3917/mav.009.0109>
- Debarbieux, B. (2004). Chapitre 14. Les problématiques de l'image et de la représentation en géographie. In A. S. Bailly (Éd.), *Les concepts de la géographie humaine* (5e éd., p. 199-211). Paris, France: Armand Colin.
- Decreto Exento No 3.226. (2011). *Promulga Aprobación del Plan Regulador Comunal de Talagante.*
- Decreto Exento No 991. (2010). *Sanciona Acuerdo de Concejo Municipal No 332, de 26 de Abril de 2010, que Aprueba el Plano PSEM-01, denominado « Plano Seccional sector El Maitén de la Ciudad de Melipilla ».*
- Decreto No 1.101. (1960). *Fija el texto definitivo del Decreto con Fuerza de Ley N.O. 2 del año 1959, sobre Plan Habitacional.*
- Decreto No 2.387. (1960). *Aprueba Plan Intercomunal de Santiago y la Ordenanza respectiva.*
- Decreto No 19. (2020). *Aprueba Política Nacional de Desarrollo Rural.*
- Decreto No 43. (1985). *Modifica Plan Regulador Comunal de Talagante.*
- Decreto No 47. (1992). *Fija nuevo texto de la Ordenanza General de la Ley General de Urbanismo y Construcciones.*
- Decreto No 77. (1988). *Aprueba Plan Regulador Comunal de Melipilla.*
- Decreto No 78. (2014). *Aprueba Política Nacional de Desarrollo Urbano y crea Consejo*

Nacional de Desarrollo Urbano.

Decreto No 100. (2005). *Fija el texto refundido, coordinado y sistematizado de la Constitución Política de la República de Chile.*

Decreto No 167. (1986). *Reglamenta sistema de subsidio habitacional para la atención del sector rural.*

Decreto No 271. (1946). *Aprueba Ante Proyecto Plano Oficial de Urbanización de Talagante.*

Decreto No 420. (1979). *Modifica Plan Intercomunal de Santiago y su ordenanza.*

Decreto No 458. (1976). *Aprueba nueva Ley General de Urbanismo y Construcciones.*

Decreto No 481. (1970). *Establece consejos campesinos.*

Decreto No 519. (1972). *Aprueba ampliación Límite Urbano de Buin.*

Delamaza, G. & Thayer, L. E. (2016). Percepciones políticas y prácticas de participación como instrumento para la gobernanza de los territorios. *EURE (Santiago)*, 42(127), 137-158. <https://doi.org/10.4067/S0250-71612016000300006>

Delgado Viñas, C. (2015). Espacio rural. In L. López Trigal, J. A. V. Rio Fernandes, E. S. Sposito & D. Trinca Figuera (Éds.), *Diccionario de geografía aplicada y profesional: Terminología de análisis, planificación y gestión del territorio* (p. 226-228). León, España: Universidad de León.

DFL No 1-3.260. (1981). *Determina límites en la Región Metropolitana de Santiago; crea nuevas comunas, establece y describe sus límites.*

DFL No 1-18.695. (2006). *Fija el texto refundido, coordinado y sistematizado de la Ley No 18.695, Orgánica Constitucional de Municipalidades.*

DFL No 1-18.715. (1989). *Determina los límites específicos de las regiones del país.*

DFL No 1-19.175. (2005). *Fija el texto refundido, coordinado, sistematizado y actualizado de la Ley No 19.175, Orgánica Constitucional sobre Gobiernos y Administración Regional.*

Di Méo, G. (1990). De l'espace subjectif à l'espace objectif: L'itinéraire du labyrinthe. *Espace géographique*, 19(4), 359-373. <https://doi.org/10.3406/spgeo.1990.3020>

Di Méo, G. & Buléon, P. (2005). Chapitre 1. Espaces, temporalités, acteurs. In G. Di Méo

- & P. Buléon, *L'espace social : Lecture géographique des sociétés* (p. 17-42). Paris, France: Armand Colin.
- Di Méo, G., Castaingts, J.-P. & Ducournau, C. (1993). Territoire, patrimoine et formation socio-spatiale (exemples gascons). *Annales de Géographie*, 102(573), 472-502. <https://doi.org/10.3406/geo.1993.21170>
- Díaz del Olmo, F. (2015). Actor local, actor del territorio. In L. López Trigal, J. A. V. Rio Fernandes, E. S. Sposito & D. Trinca Figuera (Éds.), *Diccionario de geografía aplicada y profesional : Terminología de análisis, planificación y gestión del territorio* (p. 25-27). León, España: Universidad de León.
- Diez, J. I. (2014). Estrategias de gobernanza e innovación socioinstitucional para el desarrollo territorial : Análisis del caso Coprodesu (Argentina). *Economía, Sociedad y Territorio*, 14(44), 79-117.
- DiMaggio, P. J. (1988). Interest and agency in institutional theory. In L. G. Zucker (Éd.), *Institutional patterns and organizations : Culture and environment* (p. 3-22). Cambridge, MA: Ballinger Publishing.
- DiMaggio, P. J. & Powell, W. W. (2000). The iron cage revisited institutional isomorphism and collective rationality in organizational fields. In J. A. C. Baum & F. Dobbin (Éds.), *Economics Meets Sociology in Strategic Management* (p. 143-166). [https://doi.org/10.1016/S0742-3322\(00\)17011-1](https://doi.org/10.1016/S0742-3322(00)17011-1)
- Dirven, M., Echeverri, R., Sabalain, C., Candia Baeza, D., Faiguenbaum, S., Rodríguez, A. G. & Peña, C. (2011). *Hacia una nueva definición de "rural" con fines estadísticos en América Latina*. Consulté à l'adresse <http://repositorio.cepal.org/handle/11362/3858>
- DL No 1.317. (1976). *Divide las regiones que indica de las provincias que señala y modifica D.L. 575, de 1974.*
- DL No 3.516. (1980). *Establece Normas sobre División de Predios Rústicos.*
- DL No 575. (1974). *Regionalización del país.*
- Donoso, R. (2004). *Los villorrios semi planificados de la Comuna de Pirque y la rururbanización del campo chileno* (Memoria para obtención título Geógrafo, Universidad de Chile). Consulté à l'adresse <http://www.tesis.uchile.cl/tesis/uchile/2004/donosor/html/index.html>

- Doyon, M. (2009). *La dynamique actorielle dans la construction des espaces périurbains : Les cas de Montpellier (France) et de Montréal (Québec)* (Thèse de doctorat, Université de Montréal). Consulté à l'adresse <http://hdl.handle.net/1866/6522>
- Doyon, M. & Deroo, T. (2014). Développement territorial périurbain, réseau d'acteurs et innovation sociale : Le cas d'une coopérative internet dans la région de Montréal. *Revue Interventions économiques. Papers in Political Economy*, (50), 1-16.
- Dumez, H. (2013a). *Méthodologie de la recherche qualitative : Les 10 questions clés de la démarche compréhensive*. Paris, France: Vuibert.
- Dumez, H. (2013b). Qu'est-ce que la recherche qualitative? Problèmes épistémologiques, méthodologiques et de théorisation. *Annales des Mines - Gerer et comprendre*, 112(2), 29-42. <https://doi.org/10.3917/geco.112.0029>
- Dumez, H. (2018). Décrire pour théoriser. *Revue internationale de psychosociologie et de gestion des comportements organisationnels*, XXIV(57), 75-90. <https://doi.org/10.3917/rips1.057.0075>
- Dumont, G.-F. (2012). *Diagnostic et gouvernance des territoires concepts, méthode, application*. Paris, France: Armand Colin.
- Dupuis, J. (2015). *S'adapter au changement climatique. Analyse critique des nouvelles politiques de gestion de l'environnement. Cas spécifiques de l'agriculture en Inde et du tourisme hivernal en Suisse*. Neuchâtél, Suisse: Editions Alphil-Presses universitaires suisses.

E

- Ebert, A., Banzhaf, E. & McPhee, J. (2009). The influence of urban expansion on the flood hazard in Santiago de Chile. *2009 Joint Urban Remote Sensing Event*, 1-7. <https://doi.org/10.1109/URS.2009.5137601>
- Echebarría, K. (2004, novembre 2). *Objetivar la gobernanza : Funciones y metodología. Una aproximación a la objetivación del análisis institucional a través de indicadores de gobernabilidad*. 32. Consulté à l'adresse <http://www.enap.gov.br/downloads/ec43ea4fObjetivarlagobernanza.pdf>
- Echenique, J. (2001). Ruralidad en Chile : Evolución y proyecciones. In M. Leander Zeise

(Éd.), *Perspectivas para la ruralidad en Chile* (1re éd., p. 51-74). Santiago, Chile: Universidad de Santiago de Chile.

Editor revista Formación universitaria. (2011). La Literatura Gris. *Formación universitaria*, 4(6), 1.

Eggerick, T. & Capron, C. (2001). Rurbanisation et périurbanisation dans le centre de la Wallonie : Une approche socio-démographique. *Espace, populations, sociétés*, 19(1), 123-137. <https://doi.org/10.3406/espos.2001.1981>

Eisenhardt, K. M. (1989). Building Theories from Case Study Research. *Academy of Management Review*, 14(4), 532-550. <https://doi.org/10.5465/AMR.1989.4308385>

Ekers, M., Hamel, P. & Keil, R. (2012). Governing Suburbia: Modalities and Mechanisms of Suburban Governance. *Regional Studies*, 46(3), 405-422. <https://doi.org/10.1080/00343404.2012.658036>

Encyclopædia Universalis France. (s. d.). Définition de déruralisation. In *Dictionnaire de l'Encyclopædia Universalis*. Consulté à l'adresse <http://www.universalis.fr/dictionnaire/deruralisation/>

Escolano Utrilla, S. & Ortiz Véliz, J. (2010). Desarrollo de la viticultura y servicios para la producción en el valle de Copiapó (Chile) en el contexto de la mundialización económica. *Revista de geografía Norte Grande*, (46), 67-84. <https://doi.org/10.4067/S0718-34022010000200004>

Espinoza Lizama, C. (2010). La territorialización de la participación ciudadana en el marco de la elaboración de planes de desarrollo comunales. *Tiempo y Espacio*, (25). Consulté à l'adresse <http://revistas.ubiobio.cl/index.php/TYE/article/view/1773>

Espinoza, O. (2005). Privatización y comercialización de la educación superior en Chile : Una visión crítica. *Revista de la Educación Superior*, XXXIV(135), 41-60.

Ewing, R. (1997). Is Los Angeles-Style Sprawl Desirable? *Journal of the American Planning Association*, 63(1), 107-126. <https://doi.org/10.1080/01944369708975728>

F

Fadda, G., Jirón, P. & Allen, A. (2004). Chapter 13. Views from the Urban Fringe : Habitat, Quality of Life and Gender in Santiago, Chile. In M Jenks & R. Burgess (Éds.), *Compact cities sustainable urban forms for developing countries* (2e éd., p.

- 167-180). London, UK ; New York, NY: Spon Press.
- Farinós Dasí, J. (2008). Gobernanza territorial para el desarrollo sostenible : Estado de la cuestión y agenda. *Boletín de la Asociación de Geógrafos Españoles*, (46), 11-32.
- Farinós Dasí, J. (2015). Gobernanza territorial, geogobernanza. In L. López Trigal, J. A. V. Rio Fernandes, E. S. Sposito & D. Trinca Figuera (Éds.), *Diccionario de geografía aplicada y profesional : Terminología de análisis, planificación y gestión del territorio* (p. 305-306). León, España: Universidad de León.
- Farinós Dasí, J. & Romero, J. (2008). La gobernanza como método para encarar los nuevos grandes retos territoriales y urbanos. *Boletín de la Asociación de Geógrafos Españoles*, (46), 5-9.
- Faure, A. (2010). Gouvernements intercommunaux et ressources politiques : L'identité territoriale pour énoncer des priorités d'action publique ? In M. Denis-Constant (Éd.), *L'identité en jeux : Pouvoirs, identifications, mobilisations* (p. 337-360). Consulté à l'adresse <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00496283>
- Faure, A. (2012). Arène. In I. Casillo, R. Barbier, L. Blondiaux, F. Chateauraynaud, J.-M. Fourniau, R. Lefèbvre, ... D. Salles (Éds.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation* (p. 3). Consulté à l'adresse <https://www.dicopart.fr/fr/dico/arene>
- Faure, A. (2014). Territoires/Territorialisation. In L. Boussaguet, S. Jacquot & P. Ravinet (Éds.), *Dictionnaire des politiques publiques* (4e éd., p. 623-632). Consulté à l'adresse http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=SCPO_BOUSS_2014_01_0623
- Fazio, H. (1997). *Mapa actual de la extrema riqueza en Chile*. Santiago, Chile: ARCIS Universidad : LOM Ediciones : CENDA.
- Fernández, O. (2003). Pierre Bourdieu : ¿Agente o Actor? *Tópicos del Humanismo*, (90). Consulté à l'adresse https://www.academia.edu/6937814/Pierre_Bourdieu_Agente_o_Actor
- Fernández Prajoux, V. (2012). Participación ciudadana en el proceso de elaboración y aprobación del Plan Regulador Comunal. El caso de la Comuna de Cerro Navia, área metropolitana de Santiago, Chile. *Democracia nas Cidades e as Grandes Transformações Urbanas*, 120-149. Consulté à l'adresse http://lproweb.procempa.com.br/pmpa/prefpoa/observatorio/usu_doc/livrooidp-final-versao_de_trabalho_formato_impressao2-20150928.pdf#page=121

- Fernández Prajoux, V. (2015). *Planificación Participativa en la gestión urbana local, identificación de factores claves y nuevas formas de participación? Seguimiento a 13 Alcaldías del Área Metropolitana de Santiago, Chile* (Tesis de doctorado, Universidad Politécnica de Madrid). Consulté à l'adresse <http://oa.upm.es/39340/>
- Fernández Tabales, A., Mercado Alonso, I., Villar Lama, A., Estévez, B. & Victoria, M. (2015). Gobernanza territorial y gestión de espacios turísticos en contextos de fuerte presión inmobiliaria : Análisis de buenas prácticas locales en la costa de Cádiz (España). *Revista de geografía Norte Grande*, (60), 173-194. <https://doi.org/10.4067/S0718-34022015000100010>
- Ferrando, F. (2008). Santiago de Chile : Antecedentes demográficos, expansión urbana y conflictos. *Revista de Urbanismo*, (18), 1-19. <https://doi.org/10.5354/0717-5051.2008.249>
- Ferras, R. (2004). Chapitre 19. La géographie régionale. In A. S. Bailly (Éd.), *Les concepts de la géographie humaine* (5e éd., p. 249-261). Paris, France: Armand Colin.
- Ferrer Regales, M. (1992a). *Los sistemas urbanos*. Madrid, España: Editorial Síntesis S.A.
- Ferrer Regales, M. (1992b). Prólogo. Urbanización y sistema urbano. In *Espacios y sociedades. Serie general: Vol. 14. Los sistemas urbanos* (p. 9-11). Madrid, España: Editorial Síntesis S.A.
- Ferrero, B. G. (2013). La conservación de la naturaleza como arena de acción política. Dos conflictos en la provincia de Misiones. *PUBLICAR-En Antropología y Ciencias Sociales*, (15), 33-54.
- Figueroa, R. & Chia, E. (2016). Introducción al número especial : Gobernanza territorial, conflictos y aprendizajes. *Revista Geográfica de Valparaíso*, 1(53), 1-6.
- Fiol, C. M. & Lyles, M. A. (1985). Organizational Learning. *The Academy of Management Review*, 10(4), 803-813. <https://doi.org/10.2307/258048>
- Fligstein, N. (1997). Social Skill and Institutional Theory. *American Behavioral Scientist*, 40(4), 397-405. <https://doi.org/10.1177/0002764297040004003>
- Florescano, E. (1990). Capítulo 3. Formación y estructura económica de la hacienda en Nueva España. In L. Bethell (Éd.) & N. Escandell & M. Iniesta (Trad.), *Historia de América Latina. 3 : América Latina colonial : Economía* (p. 92-121). Consulté à

l'adresse http://www.bsolot.info/wp-content/pdf/Bethell_Leslie%20-%20Historia de America Latina III.pdf

Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir : Naissance de la prison*. Paris, France: Gallimard.

Foucault, M. (1979). *Microfísica del Poder* (2e éd.; J. Varela & F. Alvarez-Uría, Trad.). Consulté à l'adresse <http://www.inau.gub.uy/biblioteca/seminario/microfisica%20poder.pdf>

Foucault, M. (1988). El sujeto y el poder. *Revista Mexicana de Sociología*, 50(3), 3-20. <https://doi.org/10.2307/3540551>

Foucault, M. (1992). *La verdad y las formas jurídicas* (3e éd.; E. Lynch, Trad.). Barcelona, España: Gedisa.

Foucault, M. (1994). *Dits et écrits, 1954-1988* (Vol. 1-4; D. Defert, F. Ewald & J. Lagrange, Édés.). Paris, France: Gallimard.

Foucault, M. (1999). *Estrategias de poder. Obras esenciales. Volumen II* (F. Álvarez Uría & J. Varela, Trad.). Barcelona, España: Paidós.

Freitas Caetano, S. & del Canto Fresno, C. (2014). Desarrollo territorial, gobernanza y Denominaciones de Origen : El estudio de las « DOs » vitivinícolas de Méntrida, Mondéjar y Uclés. *Anales de geografía de la Universidad Complutense*, 34(2), 65-95.

Fuentes, L. & Sierralta, C. (2004). Santiago de Chile, ¿ejemplo de una reestructuración capitalista global? *EURE (Santiago)*, 30(91), 7-28. <https://doi.org/10.4067/S0250-71612004009100002>

Fung, A. (2006). Varieties of Participation in Complex Governance. *Public Administration Review*, 66, 66-75. <https://doi.org/10.1111/j.1540-6210.2006.00667.x>

G

Gallaher, C. (2009). Introduction. Part II Modes of Power. In C. Gallaher, C. T. Dahlman, M. Gilmartin, A. Mountz & P. Shirlow (Éds.), *Key concepts in political geography* (p. 61-64). London, UK ; Los Angeles, CA: SAGE Publications.

- Garcés, M. & Valdés, A. (1999). *Estado del arte de la participación ciudadana en Chile* (p. 33). Santiago, Chile: OXFAM-GB.
- García Fanlo, L. (2011). ¿Qué es un dispositivo? : Foucault, Deleuze, Agamben. *A Parte Rei. Revista de Filosofía*, (74), 1-16.
- García Ramón, M. D., Tulla i Pujol, A. F. & Valdovinos Perdices, N. (1995a). Capítulo 2. El espacio rural. In *Espacios y sociedades. Serie general: Vol. 10. Geografía rural* (p. 27-51). Madrid, España: Editorial Síntesis S.A.
- García Ramón, M. D., Tulla i Pujol, A. F. & Valdovinos Perdices, N. (1995b). Capítulo 3. Funciones y procesos característicos del espacio rural. In *Espacios y sociedades. Serie general: Vol. 10. Geografía rural* (p. 53-89). Madrid, España: Editorial Síntesis S.A.
- García Ramón, M. D., Tulla i Pujol, A. F. & Valdovinos Perdices, N. (1995c). *Geografía rural*. Madrid, España: Editorial Síntesis S.A.
- Garín Contreras, A. & Ortega Rocha, E. (2009). Transformaciones socioterritoriales, a partir de la implantación del modelo neoliberal, en el espacio rural de la Región de la Araucanía, entre los años 1975-2007. *Anales Sociedad Chilena de Ciencias Geográficas 2008*, 171-177. Santiago, Chile.
- Garreton, M. (2017). City profile : Actually existing neoliberalism in Greater Santiago. *Cities*, 65, 32-50. <https://doi.org/10.1016/j.cities.2017.02.005>
- Garrido Rojas, J., Guerrero Yoacham, C. & Valdés Leal, M. S. (1988). *Historia de la reforma agraria en Chile* (1re éd.; J. Garrido Rojas, Éd.). Santiago, Chile: Editorial Universitaria.
- Gaudichaud, F. (2016). Capítulo 7. Maipú-Cerrillos : Esbozo de las condiciones de una experiencia de clase. In J. Pinto, *Historia. Chile 1970-1973: Mil días que estremecieron al mundo : Poder popular, cordones industriales y socialismo durante el gobierno de Salvador Allende* (1re éd., p. 165-184). Santiago, Chile: LOM Ediciones.
- Geiger, P. P. (1996). Des-territorialização e espacialização. In *Território : Globalização e fragmentação* (p. 233-246). São Paulo, Brasil: Hucitec.
- Giddens, A. (2006). *La constitución de la sociedad: Bases para la teoría de la estructuración* (J. L. Etcheverry, Trad.). Buenos Aires, Argentina: Amorrortu.

- Gil Grandett, N. I. & Gómez Ayola, J. I. (2019). La cartografía participativa como herramienta para la acción política, dos estudios de caso en espacios rurales y urbanos en Colombia. *Cardinalis*, (12), 290-316.
- Giménez, P. & Ugarte, J. R. (Éds.). (2014). *Hacia una Nueva Política Urbana para Chile. Volumen 4 : Política Nacional de Desarrollo Urbano*. Santiago, Chile: Ministerio de Vivienda y Urbanismo.
- Giménez, P. & Zamorano, F. (Éds.). (2013). *Hacia una Nueva Política Urbana para Chile. Volumen 3 : Elementos de diagnóstico*. Santiago, Chile: Ministerio de Vivienda y Urbanismo.
- Girard, N. (2004). La région : Une notion géographique ? *Ethnologie française*, 34(1), 107-112. <https://doi.org/10.3917/ethn.041.0107>
- Girin, J. (1990). L'analyse empirique des situations de gestion : Éléments de théorie et de méthode. In A. C. Martinet & Y. Pesqueur, *Épistémologies et sciences de gestion* (1re éd., p. 141-182). Consulté à l'adresse <http://crg.polytechnique.fr/fichiers/crg/publications/pdf/2009-02-17-1493.pdf>
- Glückler, J., Rehner, J. & Handke, M. (2019). Gobernanza, redes y territorio. *Revista de geografía Norte Grande*, (74), 5-20. <https://doi.org/10.4067/S0718-34022019000300005>
- Gobierno de Chile. (2014). *Política Nacional de Desarrollo Rural : Mejor calidad de vida y más oportunidades 2014-2024*. Consulté à l'adresse <http://www.fao.org/faolex/results/details/es/?details=LEX-FAOC142198>
- Gold, J. R. (1980). *An introduction to behavioural geography*. Oxford, UK: Oxford University Press.
- González Medina, M. (2013). Procesos metropolitanos y planificación estratégica en el sur de Europa : Un enfoque de gobernanza territorial. *Ciudad y territorio: Estudios territoriales*, (177), 487-499.
- GORE RMS, Universidad de Chile & GTZ. (2003). *Carta Uso del Territorio. Región Metropolitana de Santiago* (p. 15). Santiago, Chile.
- Grafmeyer, Y. (2005). *Sociologie urbaine*. s.l.: Armand Colin.
- Grenier, P. (1980). Le Chili du Général Pinochet. *Problèmes d'Amérique Latine*, 58, 9-68.
- Gross, P. (1991). Santiago de Chile (1925-1990): Planificación urbana y modelos

políticos. *EURE (Santiago)*, 17(52-53), 27-52.

Grossman, E. (2014). Acteur. In L. Boussaguet, S. Jacquot & P. Ravinet (Éds.), *Dictionnaire des politiques publiques* (4e éd., p. 31-38). Consulté à l'adresse http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=SCPO_BOUSS_2014_01_0031

Guerrero, R. (1984). L'aménagement du territoire au Chili : Un dialogue heurté entre géographie et économie. *L'aménagement du territoire en Amérique Latine*, (8), 35-55.

Guerrero, Raúl. (1993). Variation de la population communale dans le Chili central (1982-1992). *Mappemonde*, 93(3), 44-45.

Guibert, M. & Jean, Y. (2011). Introduction. In M. Guibert & Y. Jean, *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde* (p. 11-16). Paris, France: Armand Colin.

Guilbe López, C. J. (2012). Capítulo 8. Geografía urbana. In L. Sánchez Ayala (Éd.), *Geografía humana : Conceptos básicos y aplicaciones* (1re éd., p. 99-127). Bogotá, Colombia: Universidad de los Andes, Facultad de Ciencias Sociales-CESO, Departamento de Historia.

Gumuchian, H., Grasset, E., Lajarge, R. & Roux, E. (2003). *Les acteurs, ces oubliés du territoire*. Consulté à l'adresse <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00277391>

Gunderson, L. H. & Holling, C. S. (Éds.). (2002). *Panarchy : Understanding transformations in human and natural systems*. Washington, DC: Island Press.

H

Haggett, P. (1994a). Capítulo 1. En la playa. In R. Ferrer (Trad.), *Geografía : Una síntesis moderna* (p. 3-27; Par P. Haggett). Barcelona, España: Ediciones Omega.

Haggett, P. (1994b). Capítulo 14. Urbanización. In R. Ferrer (Trad.), *Geografía : Una síntesis moderna* (p. 337-367; Par P. Haggett). Barcelona, España: Ediciones Omega.

Haggett, P. (1994c). Capítulo 19. Territorio y conflicto. In R. Ferrer (Trad.), *Geografía : Una síntesis moderna* (p. 477-497; Par P. Haggett). Barcelona, España: Ediciones Omega.

Halfacree, K. (2006). Chapter 4. Rural space : Constructing a three-fold architecture. In P. Cloke, T. Marsden & P. Mooney (Éds.), *The Handbook of Rural Studies* (1re éd.,

- p. 44-62). London, UK: SAGE Publications.
- Halfacree, K. H. (1993). Locality and social representation: Space, discourse and alternative definitions of the rural. *Journal of Rural Studies*, 9(1), 23-37. [https://doi.org/10.1016/0743-0167\(93\)90003-3](https://doi.org/10.1016/0743-0167(93)90003-3)
- Hanlon, B. (2019). Sprawl. In A. M. Orum (Éd.), *The Wiley Blackwell Encyclopedia of Urban and Regional Studies* (p. 1-8). <https://doi.org/10.1002/9781118568446.eurs0318>
- Hardwick, S. W. (2017). Case Study Approach. In D. Richardson, N. Castree, M. F. Goodchild, A. Kobayashi, W. Liu & R. A. Marston (Éds.), *International Encyclopedia of Geography: People, the Earth, Environment and Technology* (1re éd.). <https://doi.org/10.1002/9781118786352.wbieg0186>
- Harris, R. (2010). Meaningful types in a world of suburbs. In *Research in Urban Sociology: Vol. 10. Suburbanization in Global Society* (Vol. 10, p. 15-47). [https://doi.org/10.1108/S1047-0042\(2010\)0000010004](https://doi.org/10.1108/S1047-0042(2010)0000010004)
- Harris, R. (2015). Suburbanization and Suburbanism. In J. D. Wright (Éd.), *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences (Second Edition)* (Vol. 23, p. 660-666). <https://doi.org/10.1016/B978-0-08-097086-8.74044-X>
- Heinrichs, D., Nuissl, H. & Rodríguez Seeger, C. (2009). Dispersión urbana y nuevos desafíos para la gobernanza (metropolitana) en América Latina : El caso de Santiago de Chile. *EURE (Santiago)*, 35(104), 29-46. <https://doi.org/10.4067/S0250-71612009000100002>
- Henman, P. (2011). Governmentality. In K. M. Dowding (Éd.), *Encyclopedia of power* (p. 288-291). Thousand Oaks, CA: SAGE reference.
- Henríquez, C., Azócar, G. & Romero, H. (2006). Monitoring and modeling the urban growth of two mid-sized Chilean cities. *Habitat International*, 30(4), 945-964. <https://doi.org/10.1016/j.habitatint.2005.05.002>
- Henríquez, M. E. (1987). Reforma agraria en Chile. *Revista de geografía Norte Grande*, (14), 61-65.
- Hernández Bonivento, J. (2015). La gobernanza de las ciudades intermedias (aspectos teóricos y prácticos) : Los casos de Copiapó, Talca y Punta Arenas. In F. Maturana Miranda & A. Rojas Böttner (Éds.), *Ciudades intermedias en Chile : Territorios olvidados* (1re éd., p. 203-228). Santiago, Chile: Ril Editores.

- Hernandez, H. & Guerrero, R. (1967). Le secteur Nord de Concepción (Chili) : Les quartiers récents d'une ville chilienne. *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, 44(355), 17-29. <https://doi.org/10.3406/bagf.1967.5829>
- Hernández, S. (1972). El desarrollo capitalista del campo chileno. *Sociedad y Desarrollo*, (3), 25-56.
- Hernández Sampieri, R., Fernández Collado, C. & Baptista Lucio, P. (2010a). Capítulo 5. Definición del alcance de la investigación a realizar. In *Metodología de la investigación* (5e éd., p. 76-116). México, DF: McGraw-Hill.
- Hernández Sampieri, R., Fernández Collado, C. & Baptista Lucio, P. (2010b). Capítulo 8. Selección de la muestra. In *Metodología de la investigación* (5e éd., p. 170-195). México, DF: McGraw-Hill.
- Herrera Jurado, L. (1968). El crecimiento de la superficie y los cambios de densidad en la ciudad de Santiago a través de los tres últimos censos : 1940, 1952, 1960. *Investigaciones Geográficas*, (18-19), 75-89. <https://doi.org/10.5354/0719-5370.1968.32912>
- Herrera, V. (2001). Estudio del crecimiento urbano de la ciudad de Valdivia (Chile) a través del uso integrado de imágenes de satélite, SIG y equipos GPS. *Revista de teledetección*, (15), 1-9.
- Hidalgo, R. (2000). La década de 1950 en Chile. Un periodo clave en la definición de las políticas de vivienda y la planificación urbana contemporánea. *Revista de geografía Norte Grande*, (27), 173-180.
- Hidalgo, R. (2005). Postsuburbia ou posturbia ? Les mégaprojets résidentiels dans la périphérie de Santiago du Chili. *Revue Géographique de l'Est*, 45(3-4), 209-217.
- Hidalgo, R., Borsdorf, A. & Plaza, F. (2009). Parcelas de agrado alrededor de Santiago y Valparaíso : ¿Migración por amenidad a la chilena? *Revista de geografía Norte Grande*, (44), 93-112. <https://doi.org/10.4067/S0718-34022009000300005>
- Hidalgo, R., de Mattos, C. & Arenas Vásquez, F. (Éds.). (2009). *Chile : Del país urbano al país metropolitano*. Consulté à l'adresse <http://geografia.uc.cl/Coleccion-en-linea/chile-del-pais-urbano-al-pais-metropolitano-en-linea.html>
- Hildenbrand, A. (2019). La gobernanza metropolitana y el reto del desarrollo urbano-territorial sostenible : Las experiencias en Alemania. *Ciência & Trópico*, 43, 83-133. [https://doi.org/10.33148/CeTrópico_v.43n.esp\(2019\)p.72-128](https://doi.org/10.33148/CeTrópico_v.43n.esp(2019)p.72-128)

- Hinnewinkel, J.-C. (2005). Chapitre 6.1. Espaces, temporalités, acteurs. In G. Di Méo & P. Buléon, *L'espace social : Lecture géographique des sociétés* (p. 169-187). Paris, France: Armand Colin.
- Hirschman, A. O. (1970). *Exit, voice, and loyalty: Responses to decline in firms, organizations, and states*. Consulté à l'adresse <https://archivocienciassociales.files.wordpress.com/2012/10/a-o-hirschman-exit-voice-and-loyalty.pdf>
- Hirt, S. (2007). Suburbanizing Sofia: Characteristics of Post-Socialist Peri-Urban Change. *Urban Geography*, 28(8), 755-780. <https://doi.org/10.2747/0272-3638.28.8.755>
- Hoggart, K., Black, R. & Buller, H. (1999). *Rural Europe : Identity and change*. London, UK: Arnold.
- Holling, C. S. (2001). Understanding the Complexity of Economic, Ecological, and Social Systems. *Ecosystems*, 4(5), 390-405. <https://doi.org/10.1007/s10021-001-0101-5>
- Holmes, R. M., Miller, T., Hitt, M. A. & Salmador, M. P. (2013). The Interrelationships Among Informal Institutions, Formal Institutions, and Inward Foreign Direct Investment. *Journal of Management*, 39(2), 531-566. <https://doi.org/10.1177/0149206310393503>
- Hölzl, C. & Nuissl, H. (2014). Urban Policy and Spatial Planning in a Globalized City— A Stakeholder View of Santiago de Chile. *Planning Practice & Research*, 29(1), 21-40. <https://doi.org/10.1080/02697459.2013.872895>
- Hurtado-Beca, C. (1980). Les Nouvelles institutions du Chili. *Problèmes d'Amérique Latine*, 58, 78-102.

I

- INE Chile. (1993). *Censo de Población y la Vivienda. Chile 1992*. Consulté à l'adresse http://www.ine.cl/canales/usuarios/cedoc_online/censos/pdf/censo_1992.pdf
- INE Chile. (1995). *Chile : Ciudades, pueblos y aldeas. Censo 1992*. Santiago, Chile: Instituto Nacional de Estadísticas.
- INE Chile. (2003). *Chile : XVII Censo de Población y VI de la Vivienda año 2002*.

Volumen I: población, país—Región (Vol. 1; H. Morales, Éd.). Consulté à l'adresse http://www.ine.cl/canales/usuarios/cedoc_online/censos/pdf/censo_2002_volumen_I.pdf

INE Chile. (2005). *Chile : Ciudades, pueblos, aldeas y caseríos. Censo 2002*. Consulté à l'adresse http://historico.ine.cl/canales/usuarios/cedoc_online/censos/pdf/censo_2002_publicado_junio_2005.pdf

INE Chile. (2014). *Resultados XVIII Censo de Población 2012. TOMO I*. Santiago, Chile: Instituto Nacional de Estadísticas.

INE Chile. (2019). *Chile : Ciudades, pueblos, aldeas y caseríos 2019*. Consulté à l'adresse <http://geoine-ine-chile.opendata.arcgis.com/pages/publicaciones>

Itçaina, X. (2011). Identité. In R. Pasquier, S. Guigner & A. Cole (Éds.), *Dictionnaire des politiques territoriales* (3e éd., p. 271-277). Consulté à l'adresse http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=SCPO_COLE_2011_01_0271

J

James, P. E. (1952). Toward a Further Understanding of the Regional Concept. *Annals of the Association of American Geographers*, 42(3), 195-222. <https://doi.org/10.1080/00045605209352091>

Janoschka, M. (2002). El nuevo modelo de la ciudad latinoamericana : Fragmentación y privatización. *EURE (Santiago)*, 28(85), 11-20. <https://doi.org/10.4067/S0250-71612002008500002>

Jenks, Mike. (2019). Compact City. In A. M. Orum (Éd.), *The Wiley Blackwell Encyclopedia of Urban and Regional Studies*. <https://doi.org/10.1002/9781118568446.eurs0530>

Jepesson, R. L. (2010). Institutions, institutional effects and institutionalism. In W. W. Powell & P. J. DiMaggio (Éds.), *The new institutionalism in organizational analysis* (9e éd., p. 143-163). Chicago, IL: University of Chicago Press.

Jessop, B. (2011). Dispositif. In K. M. Dowding (Éd.), *Encyclopedia of power* (p. 196-197). Thousand Oaks, CA: SAGE reference.

Jonas, A. E. G. (2015). Region : Geographical. In J. D. Wright (Éd.), *International*

Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences (Second Edition) (Vol. 20, p. 117-120). <https://doi.org/10.1016/B978-0-08-097086-8.72042-3>

Jorquera Beas, D. (2011). *Gobernanza para el Desarrollo Local* (Documento técnico No 95; p. 32). Consulté à l'adresse RIMISP – Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural website: http://www.rimisp.org/wp-content/files_mf/1366307608n952011gobernanzaparadesarrollolocaljorquera.pdf

Jorquera Mora, Á. R. & Pineda Novoa, H. D. (2014). El plan de desarrollo comunal como una oportunidad para la participación ciudadana: Creación de Observatorio de Desarrollo Local para la comuna de San Bernardo, Chile. *Revista de Estudios Políticos y Estratégicos*, 1(2), 66-89.

Julien, H. (2008). Content Analysis. In L. M. Given (Éd.), *The Sage encyclopedia of qualitative research methods* (p. 120-121). Los Angeles, CA: Sage Publications.

K

Kay, C. (1975). Réforme agraire et révolution dans le Chili d'Allende (M.-E. Handman, Trad.). *Études rurales*, (59), 51-71. <https://doi.org/10.3406/rural.1975.2053>

Kay, C. (1977). Chapter 5. The development of the chilean hacienda system, 1850-1973. In K. Duncan & I. Rutledge (Éds.), *Land and labour in Latin America: Essays on the development of agrarian capitalism in the nineteenth and twentieth centuries* (p. 103-139). Cambridge, UK; New York, NY: Cambridge University Press.

Kay, C. (1997). Globalisation, Peasant Agriculture and Reconversion. *Bulletin of Latin American Research*, 16(1), 11-24. <https://doi.org/10.1111/j.1470-9856.1997.tb00156.x>

Kay, C. (1999). Mirando hacia atrás : El tiempo de las reformas agrarias. *Revista Envío*. Consulté à l'adresse <http://www.envio.org.ni/articulo/952>

Kay, C. (2015). The Agrarian Question and the Neoliberal Rural Transformation in Latin America. *ERLACS*, (100), 73-83. <https://doi.org/10.18352/erlacs.10123>

Kirat, T. (2005). Les conflits liés au voisinage : L'effet des relations juridiques sur la construction institutionnelle de l'espace. In M. Filippi & A. Torre, *Proximités et changements socio-économiques dans les mondes ruraux* (p. 243-256). <https://doi.org/10.3917/quae.torre.2005.01.0243>

Kooiman, J. (1993). Chapter 4. Governance and governability : Using complexity, dynamics and diversity. In *Modern governance : New government-society interactions* (p. 35-48). London, UK ; Newbury Park, CA: Sage.

L

Labra, M. E. (2002). La reinención neoliberal de la inequidad en Chile. El caso de la salud. *Cadernos de Saúde Pública*, 18(4), 1041-1052. <https://doi.org/10.1590/S0102-311X2002000400010>

Lagos, R. (2008). Concertación de partidos por la democracia. *Quórum: revista de pensamiento iberoamericano*, (20), 33-40.

Lajarge, R. (2012). *Territorialités en développement. Contribution aux sciences territoriales* (Thèse de HDR). Université Joseph-Fourier - Grenoble I, Grenoble, France.

Lang, R. & Knox, P. K. (2009). The New Metropolis : Rethinking Megalopolis. *Regional Studies*, 43(6), 789-802. <https://doi.org/10.1080/00343400701654251>

Larraín, P. & Molina, I. (1986). *Geografía de la Región Metropolitana de Santiago*. Santiago, Chile: Instituto Geográfico Militar.

Lasa López, A. (2013). Gobernanza económica europea y modelo territorial de distribución del poder. *Revista Vasca de Administración Pública. Herri-Arduralaritzako Euskal Aldizkaria*, (96), 153-192.

Lascoumes, P. & Le Galès, P. (2005). Introduction. L'action publique saisie par ses instruments. In P. Lascoumes & P. Le Galès (Éds.), *Gouverner par les instruments* (p. 11-44). Consulté à l'adresse http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=SCPO_LASCO_2005_01_0011

Lascoumes, P. & Le Galès, P. (2014). Instrument. In L. Boussaguet, S. Jacquot & P. Ravinet (Éds.), *Dictionnaire des politiques publiques* (4e éd., p. 325-335). Consulté à l'adresse http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=SCPO_BOUSS_2014_01_0325

Laurens, L. (2003). Le périurbain de Montpellier ou le grand chambardement. *Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales*, 26(2 & 3), 271-282.

- Le Bas, C. (1993). La firme et la nature de l'apprentissage. *Économies et sociétés*, 27(5), 7-24.
- Lévy, J. (1994). *L' espace légitime : Sur la dimension géographique de la fonction politique*. Les Presses de Sciences Po.
- Ley No 4.496. (1928). *De la Caja de Colonización Agrícola y otros*.
- Ley No 15.020. (1962). *Reforma agraria*.
- Ley No 16.625. (1967). *Sindicación Campesina*.
- Ley No 16.640. (1967). *Reforma agraria*.
- Ley No 17.280. (1970). *Introduce modificaciones a los siguientes cuerpos legales : Código de aguas; Leyes 16.465, 16.640, sobre Reforma Agraria y 16.976; Decretos con fuerza de ley 3, de 1967 y 12, de 1968; Decreto Supremo 584, de 1968, de Agricultura*.
- Ley No 18.378. (1984). *Deroga la Ley No 15.020 y el Decreto con Fuerza de Ley No R.R.A. 26, de 1963, y establece sanciones que señala*.
- Ley No 18.755. (1989). *Establece normas sobre el Servicio Agrícola y Ganadero, deroga la Ley No 16.640 y otras disposiciones*.
- Ley No 19.300. (1994). *Aprueba Ley sobre Bases Generales del Medio Ambiente*.
- Ley No 20.417. (2010). *Crea el Ministerio, el Servicio de Evaluación Ambiental y la Superintendencia del Medio Ambiente*.
- Ley No 20.500. (2011). *Sobre asociaciones y participación ciudadana en la gestión pública*.
- Lizama, H., Figueroa Serrano, N., Hani, F., Bórquez, R., Sánchez, M., Shee Smith, Á., ... Lavoz, K. (2018). Instrumentos para la gestión ambiental. In MMA Chile, *Cuarto Reporte del Estado del Medio Ambiente* (p. 237-263). Santiago, Chile.
- Locher, J. L. (2000). *The magic of M.C. Escher* (1re éd.). New York, NY: Harry N. Abrams.
- Logan, J. R. (2000). Suburbanization. In E. F. Borgatta & R. J. V. Montgomery (Éds.), *Encyclopedia of Sociology. Volume 5* (2e éd., p. 3070-3077). New York, NY: Macmillan Reference USA.

- Logan, J. R. & Molotch, H. L. (2007). *Urban fortunes : The political economy of place* (20e éd.). Berkeley, CA: University of California Press.
- Lois González, R. C. & Rio Fernandes, J. A. (2015). Área urbana. In L. López Trigal, J. A. V. Rio Fernandes, E. S. Sposito & D. Trinca Figuera (Éds.), *Diccionario de geografía aplicada y profesional : Terminología de análisis, planificación y gestión del territorio* (p. 51-52). León, España: Universidad de León.
- Longhurst, R. (2010). Chapter 8. Semi-structured Interviews and Focus Groups. In N. J. Clifford, S. French & G. Valentine (Éds.), *Key methods in geography* (2e éd., p. 103-115). Thousand Oaks, CA: Sage Publications.
- Longo, T. (2001). *Philosophies et politiques néo-libérales de l'éducation dans le Chili de Pinochet, 1973-1983 : L'école du marché contre l'école de l'égalité* (Thèse de doctorat). Université Vincennes-Saint-Denis - Paris VIII, Paris; Montréal (Québec); Budapest.
- López Levi, L. & Ramírez, B. R. (2012). La región : Organización del territorio de la modernidad. *Territorios*, (27), 21-46.
- López, M. (1981). Expansión de las ciudades. *EURE (Santiago)*, 8(22), 31-42.
- López Noguero, F. (2002). El Análisis de contenido como método de investigación. *XXI. Revista de educación*, (4), 167-179.
- López, R., Figueroa, E. & Gutiérrez, P. (2013). *La 'parte del león' : Nuevas estimaciones de la participación de los súper ricos en el ingreso de Chile* (No 379; p. 1-32). Consulté à l'adresse Departamento de Economía Universidad de Chile website: <http://www.econ.uchile.cl/es/publicacion/la-parte-del-le-n-nuevas-estimaciones-de-la-participaci-n-de-los-s-per-ricos-en-el-ingreso-de-chile>
- Lorda, M. A. (2008). Lógicas socioespaciales en el espacio periurbano de Bahía Blanca. *Huellas*, (12), 90-112.
- Loudiyi, S. (2008). Le SCoT, instrument de gouvernance territoriale ? La conduite locale de la concertation dans le Pays du Grand Clermont. *Norois. Environnement, aménagement, société*, (209), 37-56. <https://doi.org/10.4000/norois.2615>
- Lovera Aguilar, M. I. L. (2009). La organización creadora de conocimiento : Una perspectiva teórica. *Omnia*, 15(2), 178-193.
- Lozano Valencia, P. J., Latasa Zaballos, I. & Ruiz Vaqueriza, A. (2015). Los procesos de

gobernanza territorial dentro de la ordenación del territorio del País Vasco. Evaluación del grado de eficacia. In J. de la Riva, P. Ibarra, R. Montorio & M. Rodrigues (Éds.), *Análisis espacial y representación geográfica: Innovación y aplicación* (p. 235-244). Zaragoza, España: Departamento de Geografía y Ordenación del Territorio. Universidad de Zaragoza.

Luco, A. (2016). El rol del Colegio de Psicólogos de Chile durante la Dictadura cívico-militar. *Revista de psicología (Santiago)*, 25(1), 1-8. <https://doi.org/10.5354/0719-0581.2016.42246>

Lussault, M. (2003a). Acteur. In J. Lévy & M. Lussault (Éds.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* (p. 39-42). Paris, France: Belin.

Lussault, M. (2003b). Institution. In J. Lévy & M. Lussault (Éds.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* (p. 514-516). Paris, France: Belin.

M

Magasich, J. (2013, septembre). El golpe cívico-militar y el terrorismo. Los orígenes del golpe de Estado del 11 de septiembre de 1973. *Le Monde diplomatique (edición chilena)*, XIV(144), 7-7.

Maillard, J. de & Kübler, D. (2015). *Analyser les politiques publiques* (2e éd.). Grenoble: Presses universitaires de Grenoble.

Manero Miguel, F. (2015). Territorialidad. In L. López Trigal, J. A. V. Rio Fernandes, E. S. Sposito & D. Trinca Figuera (Éds.), *Diccionario de geografía aplicada y profesional: Terminología de análisis, planificación y gestión del territorio* (p. 586-588). León, España: Universidad de León.

Marques-Pereira, B. & Garibay, D. (2011). *La politique en Amérique latine : Histoires, institutions et citoyennetés*. Paris, France: Armand Colin.

Márquez, F. (2003). Identidad y Fronteras urbanas en Santiago de Chile. *Psicología em Revista*, 10(14), 35-51. <https://doi.org/10.5752/181>

Márquez Poblete, M. (2000). Algunas tendencias actuales en el espacio rural chileno. *Revista de geografía Norte Grande*, (27), 139-146.

Marshall, C. (2019). Centralismo y formas fluidas de planificación territorial en Chile— Mecanismos de gobernanza horizontal para la agenda urbana local. *Seminario*

- Internacional de Investigación en Urbanismo*, (11). <https://doi.org/10.5821/siiu.6713>
- Martínez, H., Namdar-Iran, M. & Sotomayor, O. (2014). Capítulo 5. Chile : Más de 50 años de apoyo a la agricultura familiar campesina. In E. P. Sabourin, M. Samper & O. Sotomayor (Éds.), *Políticas públicas y agriculturas familiares en América Latina y el Caribe : Balance, desafíos y perspectivas* (p. 103-123). Consulté à l'adresse http://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/37193/S1420694_es.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- Martínez, N. & Espejel, I. (2015). La investigación de la gobernanza en México y su aplicabilidad ambiental. *Economía, sociedad y territorio*, 15(47), 153-183.
- Martínez Pizarro, J. (1997). Urbanización, crecimiento urbano y dinámica de la población de las principales ciudades de Chile entre 1952 y 1992. *Revista de geografía Norte Grande*, (24), 23-30.
- Maturana, F., Peña-Cortés, F., Carrasco, F. R., Telias, M., Maturana, F., Peña-Cortés, F., ... Telias, M. (2019). Dinámicas urbanas y transición hacia espacios metropolitanos : El caso de Valdivia y la Región de Los Ríos, Chile. *urbe. Revista Brasileira de Gestão Urbana*, 11, 1-16. <https://doi.org/10.1590/2175-3369.011.e20180143>
- Maturana Miranda, F., Rojas Böttner, A. & Salas Cortez, R. (2018). Dinámicas espaciales y transición hacia la articulación de espacios metropolitanos. El caso de Temuco y su hinterland, Chile. *Cuadernos Geográficos*, 57(1), 132-154. <https://doi.org/10.30827/cuadgeo.v57i1.5628>
- Mayorga, F. & Córdova, E. (2007). *Gobernabilidad y gobernanza en América Latina* (p. 18). Consulté à l'adresse NCCR Norte-Sur IP8 website: <http://www.institut-gouvernance.org/bdf/docs/ficha-gobernabilida.pdf>
- Mejía Navarrete, J. (2000). El muestreo en la investigación cualitativa. *Investigaciones Sociales*, 4(5), 165-180. <https://doi.org/10.15381/is.v4i5.6851>
- Mela, A. (2014). Urban Areas. In A. C. Michalos (Éd.), *Encyclopedia of Quality of Life and Well-Being Research* (p. 6826-6828). https://doi.org/10.1007/978-94-007-0753-5_3122
- Melot, R. & Torre, A. (2013). Introduction : Conflits d'usage dans les espaces ruraux et périurbains. *Économie rurale*, 332(6), 4-8.
- Mendras, H. (1977). Bauer Gérard, Roux Jean-Michel, « La rurbanisation ou la ville éparpillée ». *Revue française de sociologie*, 18(1), 147-149.

- Mills, E. (1983). Urbanización y valor de la tierra en países en desarrollo. *EURE (Santiago)*, 10(28), 35-46.
- MINAGRI Chile. (2006). *Lineamientos Programáticos de la Política Agroalimentaria y Forestal Chilena*. Santiago, Chile: Ministerio de Agricultura.
- MINVU Chile. (1979). *Política Nacional de Desarrollo Urbano*. Santiago, Chile.
- MINVU Chile. (1985). *Política Nacional de Desarrollo Urbano*. Consulté à l'adresse http://politicaurbana.minvu.cl/wp-content/uploads/2012/10/Politica_1985.pdf
- Miranda, C. (1997). Expansión urbana intercensal del Gran Santiago 1875-1992. *Estadística y Economía*, (15), 78-104.
- Miranda, E. (1990). Descentralización y privatización del sistema de salud chileno. *Estudios Públicos*, (39), 5-66.
- Molina Betancur, C. M., López De Mesa, J. A. P. & Montes Hincapié, J. M. (2015). Bases para la gobernanza del distrito de ciencia, tecnología e innovación en Medellín, Colombia. *Semestre Económico*, 18(38), 191-214.
- Monnet, J. & Capron, G. (2000). *L'urbanité dans les Amériques: Les processus d'identification socio-spatiale*. Toulouse, France: Presses universitaires du Mirail.
- Montañez Gómez, G. & Delgado Mahecha, O. (1998). Espacio, territorio y región: Conceptos básicos para un proyecto nacional. *Cuadernos de Geografía: Revista Colombiana de Geografía*, VII(1-2), 120-134.
- Montecinos, E. (2005). Antecedentes sobre la relación histórica centralismo y descentralización en Chile. *Revista Venezolana de Gerencia*, 10(31), 443-462.
- Montecinos, E. (2006). Descentralización y democracia en Chile: Análisis sobre la participación ciudadana en el presupuesto participativo y el Plan de Desarrollo Comunal. *Revista de ciencia política (Santiago)*, 26(2), 191-208. <https://doi.org/10.4067/S0718-090X2006000200011>
- Montecinos-Montecinos, E. E. (2007). Limitaciones del diseño institucional para una gestión municipal participativa. El caso chileno. *Revista Economía Sociedad y Territorio*, 6(23), 725-743.
- Montero, D. (2016). La culture démocratique chilienne: Des origines à la crise de légitimité contemporaine. *Problèmes d'Amérique latine*, (102), 35-52. <https://doi.org/10.3917/pal.102.0035>

- Montoya, J. W. (2015). Espacio urbano. In L. López Trigal, J. A. V. Rio Fernandes, E. S. Sposito & D. Trinca Figuera (Éds.), *Diccionario de geografía aplicada y profesional : Terminología de análisis, planificación y gestión del territorio* (p. 229-230). León, España: Universidad de León.
- Morales, P. & Landa, V. (2004). Aprendizaje basado en problemas. *Theoria*, 13(1), 145-157.
- Morange, M. & Schmoll, C. (2016). *Les outils qualitatifs en géographie : Méthodes et applications*. Malakoff, France: Armand Colin.
- Mörner, M. (1990). Capítulo 4. Economía rural y sociedad colonial en las posesiones españolas de Sudamérica. In L. Bethell (Éd.) & N. Escandell & M. Iniesta (Trad.), *Historia de América Latina. 3 : América Latina colonial : Economía* (p. 92-121). Consulté à l'adresse http://www.bsolot.info/wp-content/pdf/Bethell_Leslie%20-%20Historia de America Latina III.pdf
- Morrill, R. (2015). Spatial Equity. In J. D. Wright (Éd.), *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences (Second Edition)* (Vol. 23, p. 148-151). <https://doi.org/10.1016/B978-0-08-097086-8.72061-7>
- Morvan, A. (2013). Recherche-action. In I. Casillo, R. Barbier, L. Blondiaux, F. Chateauraynaud, J.-M. Fourniau, R. Lefèbre, ... D. Salles (Éds.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation* (p. 5). Consulté à l'adresse <https://www.dicopart.fr/fr/dico/recherche-action>
- Moulian, T. (2002). *Chile actual : Anatomía de un mito* (3e éd.). Santiago, Chile: LOM Ediciones.
- Moulis, I. (1997). De l'identité agricole à la ruralité : Le piedmont languedocien. In J.-M. Gastellu & Atelier sur la Ruralité dans les Pays du Sud à la Fin du Vingtième Siècle, Montpellier (FRA), 1996/04/02-03 (Éds.), *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du vingtième siècle* (p. 29-52). Consulté à l'adresse <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010011925>
- Mucchielli, A. (2009). Contextuelle (analyse historique). In A. Mucchielli (Éd.), *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines* (3e éd., p. 52-54). Paris, France: Armand Colin.
- Murdie, R. A. (1969). *Factorial ecology of metropolitan Toronto, 1951-1961 : An essay on the social geography of the city*. Chicago, IL: University of Chicago Dept. of Geography.

N

- Nair, P. K. R. & Nair, V. D. (2014). Chapter 2. Organization of a Research Paper : The IMRAD Format. In *Scientific Writing and Communication in Agriculture and Natural Resources* (p. 13-25). https://doi.org/10.1007/978-3-319-03101-9_2
- Natera Peral, A. (2004). *La noción de gobernanza como gestión pública participativa y reticular* (Documento de Trabajo No 2; p. 33). Consulté à l'adresse Universidad Carlos III de Madrid website: <http://hdl.handle.net/10016/590>
- Nonaka, I. & Takeuchi, H. (1995). *The Knowledge-Creating Company : How Japanese Companies Create the Dynamics of Innovation*. New York, NY: Oxford University Press.
- Nonn, H. (2004). Chapitre 6. Régions, nations. In A. S. Bailly (Éd.), *Les concepts de la géographie humaine* (5e éd., p. 75-97). Paris, France: Armand Colin.
- North, D. C. (1991). Institutions. *Journal of Economic Perspectives*, 5(1), 97-112. <https://doi.org/10.1257/jep.5.1.97>

O

- OCDE & SUBDERE. (2016). *Estudios de Política Rural de la OCDE: Chile*. Paris, France: OECD Publishing.
- ODEPA Chile. (1974). *Chile : Tenencia de la tierra; proceso de reforma agraria 1965-1974* (No 16). Santiago, Chile: Oficina de Estudios y Políticas Agrarias del Ministerio de Agricultura, Gobierno de Chile.
- OECD. (2014). *OECD Rural Policy Reviews : Chile 2014*. Paris, France: OECD Publishing.
- Ogborn, M. (2010). Chapter 7. Finding Historical Sources. In N. J. Clifford, S. French & G. Valentine (Éds.), *Key methods in geography* (2e éd., p. 89-102). Thousand Oaks, CA: Sage Publications.
- Orduz Rodríguez, O. & Pineda Duque, J. A. (2019). Marco analítico para la gobernanza territorial. La política pública de infancia y adolescencia en Colombia. *Revista CS*, (27), 89-116. <https://doi.org/10.18046/recs.i27.2588>

Orellana McBride, A. G., Díaz Zamora, M. M. & Fierro Page, M. T. (2016). De ciudad mediterránea a metrópolis costera : El caso de gran La Serena. *Urbano*, 19(33), 30-43.

Örtenblad, A. (2001). On differences between organizational learning and learning organization. *The Learning Organization*, 8(3), 125-133.
<https://doi.org/10.1108/09696470110391211>

Ortiz, J. (1969). La Reforma Agraria. *Revista Geográfica*, (71), 155-159.

P

Pacheco, D. F., York, J. G., Dean, T. J. & Sarasvathy, S. D. (2010). The Coevolution of Institutional Entrepreneurship : A Tale of Two Theories. *Journal of Management*, 36(4), 974-1010. <https://doi.org/10.1177/0149206309360280>

Padilla, A. M. & Comas-Díaz, L. (1987). Miedo y represión política en Chile. *Revista Latinoamericana de Psicología*, 19(2), 135-146.

Pahl-Wostl, C. (2009). A conceptual framework for analysing adaptive capacity and multi-level learning processes in resource governance regimes. *Global Environmental Change*, 19(3), 354-365.
<https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2009.06.001>

Painter, J. (2015). Chapter 12. Power. In J. A. Agnew, V. Mamadouh, A. J. Secor & J. P. Sharp (Éds.), *The Wiley Blackwell companion to political geography* (2e éd., p. 189-201). Chichester, UK ; Hoboken, NJ: John Wiley & Sons.

Palacios, J. J. (1983). El concepto de Región : La dimensión espacial de los procesos sociales. *Revista Interamericana de Planificación*, 17(66), 56-68.

Palma Herrera, J. (2017, juin). Participación ciudadana como agente real de cambio en la gestión pública. *Le Monde diplomatique (edición chilena)*, XVII(185), 8-8.

Paniagua Mazorra, A. & Hoggart, K. (2002). Lo rural, ¿hechos, discursos o representaciones ? Una perspectiva geográfica de un debate clásico. *Información Comercial Española, ICE: Revista de economía*, (803), 61-72.

Pardo B, M. Á. (2015). Nuevas formas de participación ciudadana en Chile : Hacia una democracia del siglo XXI. *Revista de Estudios Políticos y Estratégicos*, 3(1), 14-41.

- Parrado Díez, S. (2004, novembre 2). *Estrategias para la promoción de la gobernanza en las cuencas hidrográficas : México y España en perspectiva comparada*. 22. Consulté à l'adresse http://www2.uned.es/113016/archivos/clad_parrado_gobernanza_agua_v2.pdf
- Pasquier, R. (2011). Région. In R. Pasquier, S. Guigner & A. Cole (Éds.), *Dictionnaire des politiques territoriales* (p. 423-429). Consulté à l'adresse http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=SCPO_COLE_2011_01_0416
- Pauchard, A., Aguayo, M., Peña, E. & Urrutia, R. (2006). Multiple effects of urbanization on the biodiversity of developing countries : The case of a fast-growing metropolitan area (Concepción, Chile). *Biological Conservation*, 127(3), 272-281. <https://doi.org/10.1016/j.biocon.2005.05.015>
- Pérez Bustamante, L. & Salinas Varela, E. (2007). Crecimiento urbano y globalización : Transformaciones del Área Metropolitana de Concepción, Chile, 1992-2002. *Scripta Nova. Revista electrónica de geografía y ciencias sociales*, XI(251), 229-255.
- Petermann, A. (2006). Capítulo 8. ¿Quién extendió a Santiago ? Una breve historia del límite urbano, 1953-1994. In CEP Chile, *Santiago : Dónde estamos y hacia dónde vamos* (1re éd., p. 205-230). Consulté à l'adresse <https://www.cepchile.cl/capitulo-8-quien-extendio-a-santiago-una-breve-historia-del-limite/cep/2017-03-22/095816.html>
- Pfertzel, J.-P. (1981). Marx et l'espace. De l'exégèse à la théorie. *Espaces Temps*, 18(1), 65-76. <https://doi.org/10.3406/espac.1981.3141>
- Phelps, N. A. & Wu, F. (2011). Chapter 1. Introduction : International Perspectives on Suburbanization : A Post-suburban World? In N. A. Phelps & F. Wu (Éds.), *International perspectives on suburbanization : A post-suburban world?* (p. 1-11). Houndmills, Basingstoke, Hampshire; New York, NY: Palgrave Macmillan.
- Pieretti, G. (2014). Suburbanization. In A. C. Michalos (Éd.), *Encyclopedia of Quality of Life and Well-Being Research* (p. 6468-6470). https://doi.org/10.1007/978-94-007-0753-5_2913
- Pires, A. (1997). Échantillonnage et recherche qualitative : Essai théorique et méthodologique. In J. Poupart & Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives, *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (p. 113-169). Consulté à l'adresse http://classiques.uqac.ca/contemporains/pires_alvaro/echantillonnage_recherche_qu

[alitative/echantillon_recherche_qual.pdf?](#)

- Pizarro, R. (2005). Desigualdad en Chile : Desafío económico, ético, y político. *Polis. Revista Latinoamericana*, (10). Consulté à l'adresse <http://polis.revues.org/7561>
- Plet, F. (2003). La géographie rurale française : Quelques jalons. *Sociétés contemporaines*, 49-50(1), 85-106. <https://doi.org/10.3917/soco.049.0085>
- PNUD Chile. (2008). *Desarrollo humano en Chile rural 2008* (A. Palet & C. Opazo, Éd.). Consulté à l'adresse <http://hdr.undp.org/en/content/desarrollo-humano-en-chile-rural>
- PNUD Chile. (2017a). Capítulo 10. Concentración de los ingresos en Chile. In A. Palet & P. De Aguirre (Éds.), *Desiguales. Orígenes, cambios y desafíos de la brecha social en Chile* (p. 345-370). Consulté à l'adresse https://static1.squarespace.com/static/591a16f0b3db2b9357e5d065/t/59409e771e5b6c2616d47c85/1497407096450/Desiguales_cap10.pdf
- PNUD Chile. (2017b). Capítulo 11. Desigualdades e influencia política. In A. Palet & P. De Aguirre (Éds.), *Desiguales. Orígenes, cambios y desafíos de la brecha social en Chile* (p. 371-398). Consulté à l'adresse https://static1.squarespace.com/static/591a16f0b3db2b9357e5d065/t/59409e87e4fcb5899367a51f/1497407113377/Desiguales_cap11.pdf
- Pouyanne, G. (2014). Théorie économique de la ville discontinue. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, (4), 587-611. <https://doi.org/10.3917/reru.144.0587>
- Precedo, A. (2004a). Capítulo 1. Las respuestas de los territorios locales a la globalización. In *Espacios y sociedades. Serie mayor: Vol. 10. Nuevas realidades territoriales para el siglo XXI: desarrollo local, identidad territorial y ciudad difusa* (p. 13-32). Madrid, España: Editorial Síntesis S.A.
- Precedo, A. (2004b). Capítulo 7. La ciudad regional difusa. In *Espacios y sociedades. Serie mayor: Vol. 10. Nuevas realidades territoriales para el siglo XXI: desarrollo local, identidad territorial y ciudad difusa* (p. 165-180). Madrid, España: Editorial Síntesis S.A.
- Pulgar, C. (2010, juin 16). Reconstrucción con participación : La propuesta del derecho a la ciudad. Consulté 29 décembre 2017, à l'adresse INVITRO website: <http://invi.uchilefau.cl/reconstruccion-con-participacion-la-propuesta-del-derecho-a-la-ciudad/#more-230>

R

- RAE. (2014). *Diccionario de la lengua española* (23e éd.). Madrid, España: Real Academia Española.
- Raffestin, C. & Barampama, A. (2004). Chapitre 5. Espace et pouvoir. In A. S. Bailly (Éd.), *Les concepts de la géographie humaine* (5e éd., p. 63-71). Paris, France: Armand Colin.
- Ramírez Velázquez, B. R. (2015). Región. In L. López Trigal, J. A. V. Rio Fernandes, E. S. Sposito & D. Trinca Figuera (Éds.), *Diccionario de geografía aplicada y profesional: Terminología de análisis, planificación y gestión del territorio* (p. 526-527). León, España: Universidad de León.
- Raulet-Croset, N. (2008). La dimension territoriale des situations de gestion. *Revue française de gestion*, 34(184), 137-150. <https://doi.org/10.3166/rfg.184.137-150>
- Ravetz, J., Fertner, C. & Nielsen, T. S. (2013). The Dynamics of Peri-Urbanization. In K. Nilsson, S. Pauleit, S. Bell, C. Aalbers & T. A. Sick Nielsen (Éds.), *Peri-urban futures: Scenarios and models for land use change in Europe* (p. 13-44). https://doi.org/10.1007/978-3-642-30529-0_2
- Reed, M. S. (2008). Stakeholder participation for environmental management: A literature review. *Biological Conservation*, 141(10), 2417-2431. <https://doi.org/10.1016/j.biocon.2008.07.014>
- Resolución No 13. (1992). *Modificación Plano Oficial de Urbanización de Talagante*.
- Resolución No 13. (1999). *Aprueba Modificación Límite Urbano de Buin*.
- Resolución No 14. (1999). *Aprueba Modificación del Límite Urbano de Buin*.
- Resolución No 20. (1994). *Aprueba Plan Regulador Metropolitano de Santiago*.
- Resolución No 37. (1996). *Aprueba Modificación del Límite Urbano de Buin*.
- Resolución No 39. (1997). *Aprueba Modificación de Plan Regulador Metropolitano de Santiago*.
- Resolución No 57. (1992). *Modifica Límite Urbano de Buin*.
- Resolución No 57. (2000). *Aprueba Modificación al Plano Regulador Comunal de*

Melipilla.

- Resolución No 76. (2006). *Deja sin efecto Resolución No 115, de 2005 y modifica Plan Regulador Metropolitano de Santiago.*
- Resolución No 107. (2003). *Modifica Plan Regulador Metropolitano de Santiago.*
- Revaud, M. (2011). Ruralité. In R. Pasquier, S. Guigner & A. Cole (Éds.), *Dictionnaire des politiques territoriales* (3e éd., p. 429-435). Consulté à l'adresse http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=SCPO_COLE_2011_01_0416
- Reveco Gavilán, C. (2012). *La participación ciudadana en la planificación territorial en el contexto de la elaboración de un PLADECO en la Comuna de Paine, Región Metropolitana, Chile* (Memoria para obtención título Ingeniero en Recursos Naturales Renovables, Universidad de Chile). Consulté à l'adresse <http://repositorio.uchile.cl/handle/2250/113694>
- Reyes Coca, M. A. (1984). Los umbrales del crecimiento de Chillán en cuatro siglos. *Revista Geográfica*, (100), 151-161. <https://doi.org/10.2307/40993140>
- Reyes Figueroa, G. (2013). A cuarenta años del Golpe de Estado en Chile : Un relato puertas adentro. *Revista de Psicología*, 22(2), 128-130. <https://doi.org/10.5354/rdp.v22i2.30862>
- Rey-Valette, H., Chia, E., Mathé, S., Michel, L., Nougaredes, B., Soulard, C.-T., ... Guiheneuf, P.-Y. (2014). Comment analyser la gouvernance territoriale ? Mise à l'épreuve d'une grille de lecture. *Géographie, économie, société*, 16(1), 65-89. <https://doi.org/10.3166/ges.16.65-89>
- Rey-Valette, H., Pinto, M., Maurel, P., Chia, E., Guihéneuf, P.-Y., Michel, L., ... Champrigaud, A. (2011). *Guide pour la mise en œuvre de la gouvernance en appui au développement durable des territoires*. Consulté à l'adresse <http://www.lameta.univ-montp1.fr/ggov/document.pdf>
- Rhodes, R. A. W. (1996). The New Governance : Governing without Government. *Political Studies*, 44(4), 652-667. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9248.1996.tb01747.x>
- Rhodes-Purdy, M. (2017). Participatory Governance in Latin America : Promises and Limitations. *Latin American Politics and Society*, 59(3), 122-131. <https://doi.org/10.1111/laps.12029>

- Rieutort, L. (2011). Chapitre 1. La géographie française et la question rurale. In M. Guibert & Y. Jean, *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde* (p. 19-45). Paris, France: Armand Colin.
- Riffo Rosas, M. (1994). Sub-urbanización del campo y su expresión en los villorrios agrícolas de la VII Región. *Revista INVI*, 9(22), 36-51.
- Riffo Rosas, M. (2008). Impactos espaciales y socioeconómicos de la vitivinicultura en Chile y Argentina. *Revista Geográfica*, (143), 163-209.
- Riffo Rosas, M., Castro Osorio, P., Retamales Villa, C. & Malermo Guajardo, L. (2009). Condiciones físico-ambientales de la localización espacial de los nuevos asentamientos rurales : Región del Maule. *Investigaciones Geográficas*, (41), 83-109. <https://doi.org/10.5354/0719-5370.2009.21900>
- Rivera Agüero, R. & Cruz, M. E. (1984). *Pobladores rurales : Cambios en el poblamiento y el empleo rural en Chile*. Santiago, Chile: Grupo de Investigaciones Agrarias, Academia de Humanismo Cristiano.
- Rivera, P. (2016). Modernización Reflexiva en Chile : Participación Electoral y Confianza de la Ciudadanía en las Instituciones durante la Post Dictadura: Análisis entre los Años 1999-2010. *Políticas Públicas*, 9(2). Consulté à l'adresse <http://www.revistas.usach.cl/ojs/index.php/politicas/article/view/2767>
- Roberts, C. W. (2015). Content Analysis. In J. D. Wright (Éd.), *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences (Second Edition)* (Vol. 4, p. 769-773). <https://doi.org/10.1016/B978-0-08-097086-8.44010-9>
- Rochette, R. (1965). La géographie active, d'après P. George, R. Guglielmo, B. Kaiser et Y. Lacoste. *Revue de géographie alpine*, 53(3), 491-497. <https://doi.org/10.3406/rga.1965.3225>
- Rodríguez, J. & González, D. (2006). Redistribución de la población y migración interna en Chile : Continuidad y cambio según los últimos cuatro censos nacionales de población y vivienda. *Revista de geografía Norte Grande*, (35), 7-28. <https://doi.org/10.4067/S0718-34022006000100002>
- Rodríguez Leiva, S., Flores Medrano, L. & Bottai Espinoza, J. (2017). De la ciudad imaginada a la ciudad en disputa : Análisis desde la gobernanza al rol de los actores y las visiones en torno al desarrollo del puerto de Valparaíso. *Planeo*, (31). Consulté à l'adresse http://revistaplaneo.cl/wp-content/uploads/Arti%CC%81culo_Rodriguez-Flores-Bottai.pdf

- Rojas Böttner, A., Maturana Miranda, F. & Morales S, M. (2015). Evolución histórica de las ciudades intermedias en el siglo XX: crecimiento, jerarquía y funcionalidad. In F. Maturana Miranda & A. Rojas Böttner (Éds.), *Ciudades intermedias en Chile : Territorios olvidados* (1re éd., p. 43-74). Santiago, Chile: Ril Editores.
- Rojas, C., Muñiz, I. & Pino, J. (2013). Understanding the Urban Sprawl in the Mid-Size Latin American Cities through the Urban Form: Analysis of the Concepción Metropolitan Area (Chile). *Journal of Geographic Information System*, 5(3), 222-234. <https://doi.org/10.4236/jgis.2013.53021>
- Romero, J. (2012). Lo rural y la ruralidad en América Latina : Categorías conceptuales en debate. *Psicoperspectivas*, 11(1), 8-31. <https://doi.org/10.5027/psicoperspectivas-Vol11-Issue1-fulltext-176>
- Romero, J. & Farinós Dasí, J. (2011). Redescubriendo la gobernanza más allá del buen gobierno. Democracia como base, desarrollo territorial como resultado. *Boletín de la Asociación de Geógrafos Españoles*, (46), 295-319.
- Ronai, M. (1976). Hérodote, Questions à Michel Foucault sur la géographie. *Hérodote*, (1 : Géographie de la crise, crise de la géographie). Consulté à l'adresse <http://www.ronai.org/spip.php?article35>
- Rosas-Ferrusca, F. J., Calderón-Maya, J. R. & Campos-Alanís, H. (2012). Elementos conceptuales para el análisis de la gobernanza territorial. *Quivera*, 14(2), 113-136.
- Rosental, P.-A. (2004). La notion d'échelles temporelles. *Espace Temps*, 84(1), 164-171. <https://doi.org/10.3406/espat.2004.4248>
- Rouquet, A. (2011). Chapitre 4. Contextualisation interne et externe des outils de gestion : Une « expansion » des travaux d'Albert David. In C. Dominguez-Péry (Éd.), *Valeurs et outils de gestion : De la dynamique d'appropriation à leur pilotage*. Paris, France: Lavoisier : Hermes Science.

S

- Sabatier, P. A. (1986). Top-Down and Bottom-Up Approaches to Implementation Research : A Critical Analysis and Suggested Synthesis. *Journal of Public Policy*, 6(01), 21-48. <https://doi.org/10.1017/S0143814X00003846>
- Sabatini, F. (1989). Participación de pobladores en organizaciones de barrio. *EURE*

(Santiago), 15(46), 47-68.

Sabatini, F. (2000). Reforma de los mercados de suelo en Santiago, Chile : Efectos sobre los precios de la tierra y la segregación residencial. *EURE (Santiago)*, 26(77), 49-80. <https://doi.org/10.4067/S0250-71612000007700003>

Sabourin, E. P., Massardier, G. & Sotomayor, O. (2016). As políticas de desenvolvimento territorial rural na América latina : Uma hibridação das fontes e da implementação. *Mundos Plurales - Revista Latinoamericana de Políticas y Acción Pública*, 3(1), 75-98. <https://doi.org/10.17141/mundosplurales.1.2016.2319>

Sack, R. D. (1986). *Human territoriality : Its theory and history*. Cambridge: Cambridge University Press.

Salas Arellano, B., Hani, F., Bórquez, R., Sánchez, M., Shee Smith, Á., Vergara, R., ... Lavozy, K. (2019). Instrumentos para la gestión ambiental. In MMA Chile, *Quinto Reporte del Estado del Medio Ambiente* (p. 129-262). Santiago, Chile.

Salas-Bourgoin, M. A. (2019). Gobernanza territorial y desarrollo. *Revista Geográfica Venezolana*, 60(1), 134-152.

Salazar, A. (2010). Transformaciones socio-territoriales en la periferia metropolitana : La ciudad periurbana, estrategias locales y la gobernanza en Santiago de Chile. *Scripta Nova. Revista electrónica de geografía y ciencias sociales*, 14(331 (47)). Consulté à l'adresse <http://www.ub.edu/geocrit/sn/sn-331/sn-331-47.htm>

Salinas Messina, R. (1980). Uso del suelo y estructura urbana de Valparaíso. *Revista Geográfica*, (91/92), 153-177. <https://doi.org/10.2307/40992382>

Salinas Varela, E. & Pérez Bustamante, L. (2011). Procesos urbanos recientes en el Área Metropolitana de Concepción : Transformaciones morfológicas y tipologías de ocupación. *Revista de geografía Norte Grande*, (49), 79-97. <https://doi.org/10.4067/S0718-34022011000200006>

Sánchez Ayala, L. (2012a). Capítulo 2. Estudio de la geografía. In L. Sánchez Ayala (Éd.), *Geografía humana : Conceptos básicos y aplicaciones* (1re éd., p. 7-18). Bogotá, Colombia: Universidad de los Andes, Facultad de Ciencias Sociales-CESO, Departamento de Historia.

Sánchez Ayala, L. (2012b). Capítulo 9. Geografía política. In L. Sánchez Ayala (Éd.), *Geografía humana : Conceptos básicos y aplicaciones* (1re éd., p. 129-148). Bogotá, Colombia: Universidad de los Andes, Facultad de Ciencias Sociales-CESO,

Departamento de Historia.

- Sánchez, J. E. (1979). Poder y espacio. *Geo Crítica*. Consulté à l'adresse <http://www.ub.edu/geocrit/geo23.htm>
- Sánchez, J.-E. (1981). *La geografía y el espacio social del poder*. Barcelona, España: A. Romero.
- Sánchez, J.-E. (1992). Capítulo 1. Poder, espacio y geografía política. In *Espacios y sociedades. Serie general: Vol. 23. Geografía política* (p. 17-39). Madrid, España: Editorial Síntesis S.A.
- Sánchez-Sánchez, M. A. & Belmonte-Serrato, F. (2016). Turismo rural en el Valle de Ricote (Sureste de España). Desruralización, desagrarización y pérdida de identidad. In X. M. Santos Solla & P. Taboada de Zúñiga (Éds.), *X CITURDES: Congreso Internacional de Turismo Rural y Desarrollo Sostenible, 2016* (p. 201-210). Consulté à l'adresse <https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=6122066>
- Sandoval Verdugo, G. (2009). *Análisis del proceso de cambio de uso y cobertura de suelo en la expansión urbana del Gran Valparaíso, su evolución y escenarios futuros* (Memoria para obtención título Geógrafo, Universidad de Chile). Consulté à l'adresse <http://www.tesis.uchile.cl/handle/2250/100106>
- Santiago, J. (1977). Urbanisation et sous-développement : Santiago du Chili. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 30(118), 153-177. <https://doi.org/10.3406/caoum.1977.2816>
- Santos, E. & Sayer, A. (1979). The political economy of agrarian reform and spatial organisation in Chile. *Geoforum*, 10(1), 59-80. [https://doi.org/10.1016/0016-7185\(79\)90014-9](https://doi.org/10.1016/0016-7185(79)90014-9)
- Santos, M. (2008). *Técnica, espaço, tempo : Globalização e meio técnico-científico-informacional* (5e éd.). São Paulo, Brasil: EDUSP.
- Sarasa, J. L. A. (2004). El proceso desruralizador de la región de Murcia: Sus consecuencias. *Nimbus: Revista de climatología, meteorología y paisaje*, (13-14), 33-69.
- Schmid, C. (2008). Chapter 2. Henri Lefebvre's Theory of the Production of Space : Towards a Three-Dimensional Dialectic. In K. Goonewardena, S. Kipfer, R. Milgrom & C. Schmid (Éds.), *Space, difference, everyday life : Reading Henri Lefebvre* (p. 27-45). New York, NY: Routledge.

- Schmid, C., Karaman, O., Hanakata, N. C., Kallenberger, P., Kockelkorn, A., Sawyer, L., ... Wong, K. P. (2018). Towards a new vocabulary of urbanisation processes : A comparative approach. *Urban Studies*, 55(1), 19-52. <https://doi.org/10.1177/0042098017739750>
- Schwandt, T. A. & Gates, E. F. (2018). Chapter 14. Case Study Methodology. In N. K. Denzin & Y. S. Lincoln (Éds.), *The Sage Handbook of Qualitative Research* (5e éd., p. 600-630). Los Angeles ; London ; New Delhi ; Singapore ; Washington DC ; Melbourne: SAGE Publications.
- Seawright, J. & Gerring, J. (2008). Case Selection Techniques in Case Study Research : A Menu of Qualitative and Quantitative Options. *Political Research Quarterly*, 61(2), 294-308. <https://doi.org/10.1177/1065912907313077>
- Serbia, J. M. (2007). Diseño, muestreo y análisis en la investigación cualitativa. *Hologramática*, 3(7), 123-146.
- SEREMI Viv. y Urb. RMS & PUC. (2005). *Memoria Explicativa del Análisis y Diagnóstico del Plan Regional de Desarrollo Urbano de la Región Metropolitana de Santiago* (p. 122). Consulté à l'adresse Secretaría Regional Ministerial de Vivienda y Urbanismo Región Metropolitana de Santiago website: http://www.minvu.cl/incjs/download.aspx?gls_cod_nodo=20070427121107&hdd_nom_archivo=13.pdf
- Sereno, C. A., Santamaría, M. & Santarelli, S. (2010). El rururbano : Espacio de contrastes, significados y pertenencia, ciudad de Bahía Blanca, Argentina. *Cuadernos de Geografía: Revista Colombiana de Geografía*, (19), 41-57. <https://doi.org/10.15446/rcdg.n19.16844>
- Sereno, C. A. & Santarelli, S. A. (2012). El rururbano : Un espacio de vulnerabilidad y riesgo. estudio cualitativo en la ciudad de Bahía Blanca, provincia de Buenos Aires, Argentina. *Cuadernos de Geografía: Revista Colombiana de Geografía*, 21(2), 149-165.
- Serna de la Garza, J. M. (2010). Capítulo 2. El concepto de gobernanza. In *Serie Estudios jurídicos: Vol. 158. Globalización y gobernanza : Las transformaciones del estado y sus implicaciones para el derecho público* (1re éd., p. 21-51). Consulté à l'adresse <http://biblioteca.udgvirtual.udg.mx:8080/jspui/bitstream/123456789/1011/1/EI%20concepto%20de%20gobernanza.pdf>
- Sigmund, P. E. (1986). Revolution, Counterrevolution, and the Catholic Church in Chile.

The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science, 483(1), 25-35. <https://doi.org/10.1177/0002716286483001003>

Simian, J. M. (2010). Logros y desafíos de la política habitacional en Chile. *Estudios Públicos*, (117). Consulté à l'adresse <https://www.cepchile.cl/cep/estudios-publicos/n-91-a-la-120/estudios-publicos-n-117-2010/logros-y-desafios-de-la-politica-habitacional-en-chile>

Sinclair, R. (1967). Von Thünen and Urban Sprawl. *Annals of the Association of American Geographers*, 57(1), 72-87. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8306.1967.tb00591.x>

Sivignon, M. (2011a). Chapitre 2. Les notions centrales de la géographie. In J.-P. Charvet & M. Sivignon (Éds.), *Géographie humaine. Questions et enjeux du monde contemporain* (2e éd., p. 35-62). Paris, France: Armand Colin.

Sivignon, M. (2011b). Chapitre 4. Aires culturelles et divisions politiques : Le fractionnement du monde. In J.-P. Charvet & M. Sivignon (Éds.), *Géographie humaine. Questions et enjeux du monde contemporain* (2e éd., p. 91-114). Paris, France: Armand Colin.

Skidmore, T. E. & Smith, P. H. (2005). *Modern Latin America* (6e éd.). New York, NY ; Oxford, UK: Oxford University Press.

Sobrino, J. (2003). Rurbanización y localización de las actividades económicas en la región centro del país, 1980-1998. *Sociológica*, 18(51), 99-127.

Soulard, C.-T., Perrin, C., Jarrige, F., Laurens, L., Nougaredes, B., Scheromm, P., ... Ubilla-Bravo, G. (2018a). Chapitre 7. Les relations entre ville et agriculture au prisme de l'innovation territoriale. In G. Faure, Y. Chiffoleau, F. Goulet, L. Temple & J.-M. Touzard (Éds.), *Innovation et développement dans les systèmes agricoles et alimentaires* (p. 109-119). Consulté à l'adresse <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01856567v1>

Soulard, C.-T., Perrin, C., Jarrige, F., Laurens, L., Nougaredes, B., Scheromm, P., ... Ubilla-Bravo, G. (2018b). Chapter 7. Territorial innovation in the relationships between agriculture and the city. In G. Faure, Y. Chiffoleau, F. Goulet, L. Temple & J.-M. Touzard (Éds.), *Innovation and development in agricultural and food systems* (p. 146-163). Consulté à l'adresse <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02263274>

Stanilov, K. & Sýkora, L. (2014a). Chapter 9. Postsocialist Suburbanization Patterns and

- Dynamics : A Comparative Perspective. In K. Stanilov & L. Sýkora (Éds.), *Confronting suburbanization : Urban decentralization in postsocialist Central and Eastern Europe* (p. 256-295). Chichester, West Sussex, UK: John Wiley & Sons.
- Stanilov, K. & Sýkora, L. (2014b). Chapter 10. Managing Suburbanization in Postsocialist Europe. In K. Stanilov & L. Sýkora (Éds.), *Confronting suburbanization : Urban decentralization in postsocialist Central and Eastern Europe* (p. 296-320). Chichester, West Sussex, UK: John Wiley & Sons.
- Statistique Canada. (2011, mars 1). Les statistiques : Le pouvoir des données. Échantillonnage non probabiliste. Consulté 21 avril 2016, à l'adresse <http://www.statcan.gc.ca/edu/power-pouvoir/ch13/nonprob/5214898-fra.htm>
- Steinberg, J. (1991a). Chapitre I. Définition et essai de délimitation. La situation des zones périurbaines. In B. Dezert, A. Metton & J. Steinberg, *La périurbanisation en France* (p. 21-36). Paris, France: Sedes.
- Steinberg, J. (1991b). Chapitre II. Le développement des banlieues. La croissance périurbaine française et ses caractères. In B. Dezert, A. Metton & J. Steinberg, *La périurbanisation en France* (p. 37-57). Paris, France: Sedes.
- Steinberg, J. (1991c). Chapitre III. Les formes de périurbanisation et leur dynamique. In B. Dezert, A. Metton & J. Steinberg, *La périurbanisation en France* (p. 59-85). Paris, France: Sedes.
- Steinberg, J. (1991d). Introduction. Une nouvelle expression de l'urbanisation : L'idéologie périurbaine. In B. Dezert, A. Metton & J. Steinberg, *La périurbanisation en France* (p. 7-17). Paris, France: Sedes.
- Steinberg, L. (2015). Contextual Studies : Methodology. In J. D. Wright (Éd.), *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences (Second Edition)* (Vol. 4, p. 786-789). <https://doi.org/10.1016/B978-0-08-097086-8.44012-2>
- Storey, D. (2015). Territoriality : Geographical. In J. D. Wright (Éd.), *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences (Second Edition)* (Vol. 24, p. 221-226). <https://doi.org/10.1016/B978-0-08-097086-8.72068-X>
- Strecker, D. (2011). Knowledge and Power. In K. M. Dowding (Éd.), *Encyclopedia of power* (p. 365-366). Thousand Oaks, CA: SAGE reference.
- SUBDERE. (2004). *Participación ciudadana en la gestión de gobiernos regionales y municipios : Diagnóstico y situación actual y propuesta de instrumentos* (p. 75)

[Documento de Trabajo]. Santiago, Chile.

SUBDERE. (2010a). *Bases políticas y marco conceptual de los manuales de participación ciudadana para los instrumentos del Sistema Regional de Planificación*. Consulté à l'adresse http://www.territoriochile.cl/1516/articles-79806_archivo_fuente.pdf

SUBDERE. (2010b). *Manual Guía para la Participación Ciudadana en la elaboración del Plan Regional de Ordenamiento Territorial*. Consulté à l'adresse http://www.subdere.gov.cl/sites/default/files/documentos/articles-79750_recurso_2.pdf

Sýkora, L. & Stanilov, K. (2014). Chapter 1. The Challenge of Postsocialist Suburbanization. In K. Stanilov & L. Sýkora (Éds.), *Confronting suburbanization : Urban decentralization in postsocialist Central and Eastern Europe* (p. 1-32). Chichester, West Sussex, UK: John Wiley & Sons.

T

Tapia Zarricueta, R. (2007). Caracterización de la urbanización y diseño de viviendas en villorrios Agrícolas chilenos. *Revista INVI*, 22(60), 101-118.

Taylor, P. J. (1994). The state as container : Territoriality in the modern world-system. *Progress in Human Geography*, 18(2), 151-162. <https://doi.org/10.1177/030913259401800202>

Teaford, J. C. (2011). Chapter 2. Suburbia and Post-suburbia : A Brief History. In N. A. Phelps & F. Wu (Éds.), *International perspectives on suburbanization : A post-suburban world?* (p. 15-34). Houndmills, Basingstoke, Hampshire; New York, NY: Palgrave Macmillan.

Thoenig, J.-C. (1996). 2. La décentralisation du pouvoir local. *Annuaire des collectivités locales*, 16(1), 17-31. <https://doi.org/10.3406/coloc.1996.1210>

Thomsin, L. (2000). La reprise démographique rurale en Wallonie et en Europe du Nord-Ouest. *Espace Populations Sociétés*, 18(1), 83-99. <https://doi.org/10.3406/espos.2000.1927>

Thomsin, L. (2001a). Périurbanisation et rurbanisation en Wallonie et à Bruxelles : Contenus démographiques, économiques et sociaux (Periurbanization and

- urbanization in Wallonia and Brussels: demographic, economic and social contents). *Bulletin de l'Association de géographes français*, 78(1), 51-65. <https://doi.org/10.3406/bagf.2001.2201>
- Thomsin, L. (2001b). Un concept pour le décrire : L'espace rural rurbanisé. *Ruralia*, (09), 1-15.
- Thwaites Rey, M. (2010). Después de la globalización neoliberal: ¿qué Estado en América Latina? *Observatorio social de América Latina*, XI(27), 19-43.
- Tisdale, H. (1942). The Process of Urbanization. *Social Forces*, 20(3), 311-316. <https://doi.org/10.2307/3005615>
- Torre, A., Aznar, O., Bonin, M., Caron, A., Chia, E., Galman, M., ... Kirat, T. (2006). Conflits et tensions autour des usages de l'espace dans les territoires ruraux et périurbains. Le cas de six zones géographiques françaises. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, (3), 415-453. <https://doi.org/10.3917/reru.063.0415>
- Torre, A., Melot, R., Bossuet, L. L., Cadoret, A., Caron, A., Darly, S., ... Vu Pham, H. (2015). Méthodologie d'évaluation et d'analyse des conflits dans les espaces ruraux et périurbains. *Le Courrier de l'environnement de l'INRA*, 65(65), 37-48.
- Torrent, H. E. (2019). Arica, 1950-80 : La morfología urbana del desarrollo. Estructura y lógica de partes en el crecimiento extensivo. *Seminario Internacional de Investigación en Urbanismo*, (11). <https://doi.org/10.5821/siiu.6761>
- Torres Salcido, G. & Ramos Chávez, H. A. (2008). Gobernanza y territorios. Notas para la implementación de políticas para el desarrollo. *Revista Mexicana de Ciencias Políticas y Sociales*, 50(203), 75-95.
- Torres Salinas, R. & García Carmona, A. (2009). Conflictos por el agua en Chile : El gran capital contra las comunidades locales. Análisis comparativo de las cuencas de los ríos Huasco (desierto de Atacama) y Baker (patagonia austral). *Espacio Abierto*, 18(4), 695-708.
- Touraine, A. (2002, mars). Le sociologue du peuple. *Sciences Humaines*, (hors série).
- Trinca Figuera, D. (2015). Espacio geográfico. In L. López Trigal, J. A. V. Rio Fernandes, E. S. Sposito & D. Trinca Figuera (Éds.), *Diccionario de geografía aplicada y profesional : Terminología de análisis, planificación y gestión del territorio* (p. 224-225). León, España: Universidad de León.

Tulet, J.-C. & Barcet, H. (2006). *Atlas élémentaire du monde rural latino-américain*. Toulouse: Presses univ. du Mirail.

U

Ubilla Bravo, G. (2007). *Diagnóstico y Propuesta de Ordenamiento Territorial para la Comuna de Melipilla, Región Metropolitana de Santiago* (Memoria para obtención título Geógrafo, Universidad de Chile). <https://doi.org/10.13140/2.1.4866.4009>

Ubilla Bravo, G. (2008). Diagnóstico y Propuesta de Ordenamiento Territorial para la Comuna de Melipilla, Región Metropolitana de Santiago-Chile. *Revista geográfica de Chile Terra Australis*, (51-52), 191-215. <https://doi.org/10.13140/2.1.1679.8088>

Ubilla Bravo, G. (2012). Entidades rurales aisladas de la Región Metropolitana de Santiago de Chile - RMS : Localización y vulnerabilidad. *Cuadernos de Geografía: Revista Colombiana de Geografía*, 21(2), 127-147. <https://doi.org/10.15446/rcdg.v21n2.28594>

Ubilla Bravo, G. (2013a). *Análisis de variables clave para el Ordenamiento Territorial. Región Metropolitana de Santiago* (p. 66) [Informe de investigación]. <https://doi.org/10.13140/RG.2.1.1287.7840>

Ubilla Bravo, G. (2013b). *Propuesta de un Sistema Descentralizado de Asentamientos Humanos Sustentables para el Área del Maipo Sur-Poniente* (Trabajo final para optar al grado de Magister, Pontificia Universidad Católica de Valparaíso). Consulté à l'adresse <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01267737>

Ubilla Bravo, G. (2015a). *Hacia una propuesta de Ordenamiento Territorial para Melipilla, Chile*. Consulté à l'adresse <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01265073>

Ubilla Bravo, G. (2015b). *Outils de régulation urbaine et dynamiques spatiales des zones périurbaines. Étude de cas : Buin, Melipilla et Talagante de la Région Métropolitaine de Santiago, Chili* (Mémoire de master 2 recherche, Université Paul-Valéry, Montpellier III). <https://doi.org/10.13140/RG.2.1.2362.9843>

Ubilla Bravo, G., Robles Vargas, R., González, D., Garay, N., Norambuena Vega, P., Sandoval Verdugo, G. & Muñoz Muñoz, F. (2012). *Carta de Cobertura y Uso del Suelo en la Región Metropolitana de Santiago* (p. 117) [Informe de investigación]. <https://doi.org/10.5281/zenodo.48636>

- Ubilla Bravo, G., Robles Vargas, R., Núñez Pino, C., Sepúlveda Miranda, N., Montecinos Concha, T., Mombiela Garrido, M. C. & Contreras Alonso, M. (2009). *Atlas Regional. Región Metropolitana de Santiago* (G. Ubilla Bravo & C. Núñez Pino, Édts.). <https://doi.org/10.13140/2.1.4956.6089>
- Ubilla Bravo, G. & Villegas Salgado, R. (2017). Objetivos de los planes de desarrollo comunal (PLADECO) y ordenamiento territorial regional : Servicios ecosistémicos y el desarrollo de nuevas centralidades para la Región Metropolitana de Santiago. *Revista Geográfica Venezolana*, 58(1), 62-85. <http://epublica.saber.ula.ve/index.php/regeoven/article/view/11286>
- Ubilla-Bravo, G. (2016a, septembre 26). *Gobernanza territorial : Bases, características y la necesidad de su estudio en Chile*. 15. <https://doi.org/10.5281/zenodo.164823>
- Ubilla-Bravo, G. (2016b, septembre 30). *Gobernanza territorial en áreas periurbanas de ciudades intermedias subregionales : Hacia una investigación en Chile*. 18. <https://doi.org/10.5281/zenodo.167730>
- Ubilla-Bravo, G. (2016c, février 18). *Vers l'analyse de la gouvernance territoriale du périurbain : Réflexions, questions et démarches*. 15. <https://doi.org/10.5281/zenodo.46703>
- Ubilla-Bravo, G. (2017a, septembre 28). *Aprendizaje en la gobernanza para el ordenamiento territorial y el desarrollo regional*. 17. <https://doi.org/10.5281/zenodo.1111416>
- Ubilla-Bravo, G. (2017b). Evolución y reflexiones sobre el desarrollo y su relación con el territorio. *SSRN Electronic Journal*, 1-22. <https://doi.org/10.2139/ssrn.2922589>
- Ubilla-Bravo, G. (2018a). Construyendo la Gobernanza Territorial : Experiencias de Trabajo Intermunicipal Mediante un Sistema Regional de Planificación y Ordenamiento Territorial. *Políticas Públicas*, 11(2), 73-92. <http://www.revistas.usach.cl/ojs/index.php/politicas/article/view/2975>
- Ubilla-Bravo, G. (2018b, octubre 22). *Espacio geográfico, territorio y gobernanza : Apuntes conceptuales y metodológicos*. 13. <https://doi.org/10.5281/zenodo.2558442>
- Ubilla-Bravo, G. (2020a). Relaciones de poder entre los actores del periurbano en torno al Plan Regulador Comunal. Analizando la gobernanza territorial. *Cuadernos de Geografía: Revista Colombiana de Geografía*, 29(2), 455-472. <https://doi.org/10.15446/rcdg.v29n2.75249>

- Ubilla-Bravo, G. (2020b). Rururbanización, suburbanización y reconcentración de la tierra : Efectos espaciales de instrumentos rurales en las áreas periurbanas de Chile. *AGER. Revista de Estudios sobre Despoblación y Desarrollo Rural*, 28, 75-106. <https://doi.org/10.4422/ager.2019.07>
- Ubilla-Bravo, G. & Chia, E. (2017, juillet 6). *Rôle du Plan Regulador Comunal dans les relations entre les acteurs du périurbain de Melipilla (Chili) : Leçons sur la gouvernance territoriale*. 18. <https://doi.org/10.5281/zenodo.832007>
- Ubilla-Bravo, G. & Galdámez-Roco, E. (2019). Demandas territoriales de la Región Metropolitana de Santiago en el marco de la planificación regional y ordenamiento territorial. *Cardinalis*, 7(13), 6-31. <https://revistas.unc.edu.ar/index.php/cardi/article/view/27141>
- Université de Lorraine & Centre National de la Recherche Scientifique. (s. d.). Définition : Hameau. In *Le Trésor de la Langue Française informatisée*. Consulté à l'adresse <http://atilf.atilf.fr/dendien/scripts/tlfiv5/advanced.exe?8;s=4010832015;>

V

- Valdivieso, P. (2008). Propuesta para el progreso de la Administración Pública y la gestión local con participación ciudadana : Desde la perspectiva del caso de Chile. *Documentos y aportes en administración pública y gestión estatal*, (11), 89-123.
- Valdivieso, P. (2017). Facilitadores institucionales y sociales para la gobernanza local de los riesgos medioambientales. Análisis empírico con municipios chilenos. *Opinião Pública*, 23(3), 538-579. <https://doi.org/10.1590/1807-01912017233538>
- Valette, E. (2006). Avec et sans la ville : La complexité de l'organisation territoriale rurale périurbaine. L'exemple de l'arrière-pays montpelliérain. In D. Crozat, L. Viala & J.-P. Volle (Éds.), *Villes méditerranéennes d'Europe et leurs périphéries. Mutations territoriales, innovations sociales* (p. 199-214). Montpellier, France: Presses Universitaires de la Méditerranée.
- Vanier, M. (2000). Qu'est-ce que le tiers espace? Territorialités complexes et construction politique. *Revue de géographie alpine*, 88(1), 105-113. <https://doi.org/10.3406/rga.2000.4626>
- Vanier, M. (2002, janvier). *Métropolisation et tiers espace, quelle innovation territoriale?* (F. G. et B. M. Benoît Antheaume, Éd.). Consulté à l'adresse

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00766942>

- Vanier, M. (2003). Le périurbain à l'heure du crapaud buffle : Tiers espace de la nature, nature du tiers espace. *Revue de géographie alpine*, 91(4), 79-89. <https://doi.org/10.3406/rga.2003.2264>
- Vanier, M. (2005). Chapitre 2. Rural / urbain : Qu'est-ce qu'on sait pas ? In S. Arlaud, Y. Jean & D. Royoux (Éds.), *Rural-Urbain : Nouveaux liens, nouvelles frontières* (p. 25-32). Consulté à l'adresse <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00177595>
- Vanier, M. (2008). Préface. In O. Mora (Éd.), *Les nouvelles ruralités à l'horizon 2030* (p. 5-8). Consulté à l'adresse <https://www.cairn.info/les-nouvelles-ruralites-a-l-horizon-2030--9782759202720.htm>
- Vargas, L. M. (1994). Sobre el concepto de percepción. *Alteridades*, 4(8). Consulté à l'adresse <http://www.redalyc.org/resumen.oa?id=74711353004>
- Varró, K. & Lagendijk, A. (2013). Conceptualizing the Region – In What Sense Relational? *Regional Studies*, 47(1), 18-28. <https://doi.org/10.1080/00343404.2011.602334>
- Véliz, C. (2014). Chapter 7. The Survival of Political Centralism. In *Princeton Legacy Library. The Centralist Tradition of Latin America* (p. 141-162). Consulté à l'adresse <http://muse.jhu.edu/chapter/1294578>
- Veliz Cantuarias, G. (1990). Conurbación La Serena-Coquimbo : Tendencias en el Uso del Suelo. *Revista Geográfica*, (111), 219-258. <https://doi.org/10.2307/40992612>
- Venturini, T. (2010). Diving in magma : How to explore controversies with actor-network theory. *Public Understanding of Science*, 19(3), 258-273. <https://doi.org/10.1177/0963662509102694>
- Véron, J. (2006). Introduction. In *Repères. L'urbanisation du monde* (p. 3-6). Consulté à l'adresse <https://www.cairn.info/l-urbanisation-du-monde--9782707148919-page-3.htm>
- Verstraete, M. M. (1986). Defining desertification : A review. *Climatic Change*, 9(1-2), 5-18. <https://doi.org/10.1007/BF00140520>
- Vidal Rojas, R. (2002). Reconfiguración de la periferia del gran Santiago : Previsión de las nuevas tendencias observadas. *Revista de geografía Norte Grande*, (29), 39-55.
- Vinuesa Angulo, J. & Vidal Domínguez, M. J. (1999a). Capítulo 1. Los procesos de

urbanización desde una perspectiva geográfica. In *Espacios y sociedades. Serie general: Vol. 13. Los procesos de urbanización* (p. 9-31). Madrid, España: Editorial Síntesis S.A.

Vinuesa Angulo, J. & Vidal Domínguez, M. J. (1999b). Capítulo 6. La urbanización del territorio. In *Espacios y sociedades. Serie general: Vol. 13. Los procesos de urbanización* (p. 151-175). Madrid, España: Editorial Síntesis S.A.

Vitry, C. & Chia, E. (2016). Contextualisation d'un instrument et apprentissages pour l'action collective. *Management & Avenir*, (83), 121-141.
<https://doi.org/10.3917/mav.083.0121>

Voss, T. R. (2015). Institutions. In J. D. Wright (Éd.), *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences (Second Edition)* (Vol. 12, p. 190-195).
<https://doi.org/10.1016/B978-0-08-097086-8.32076-1>

W

Walsh, K. (2020). Participant Observation. In A. Kobayashi (Éd.), *International Encyclopedia of Human Geography (Second Edition)* (p. 39-42).
<https://doi.org/10.1016/B978-0-08-102295-5.10205-7>

Weber, M. (2002). *Economía y Sociedad: Esbozo de sociología comprensiva* (J. Winckelmann, Éd.; J. Medina Echavarría, J. Roura Farella, E. Ímaz, E. García Máñez & J. Ferrater Mora, Trad.). Madrid, España: Fondo de Cultura Económica de España.

Wehn, U., Rusca, M., Evers, J. & Lanfranchi, V. (2015). Participation in flood risk management and the potential of citizen observatories : A governance analysis. *Environmental Science & Policy*, 48, 225-236.
<https://doi.org/10.1016/j.envsci.2014.12.017>

Wiederhold, E. H. (2004). *Caracterización y Perspectivas de Consolidación de los Villorrios Agrícolas de la Comuna de Romeral, VII Región del Maule* (Memoria para obtención título Geógrafo, Universidad de Chile). Consulté à l'adresse
<http://repositorio.uchile.cl/handle/2250/100504>

Wiener Bravo, E. (2011). *La concentración de la propiedad de la tierra en América Latina : Una aproximación a la problemática actual*. Roma, Italia: Coalición Internacional para el Acceso a la Tierra.

Winkel, T., Bommel, P., Chevarría-Lazo, M., Cortes, G., Del Castillo, C., Gasselin, P., ... Joffre, R. (2016). Panarchy of an indigenous agroecosystem in the globalized market: The quinoa production in the Bolivian Altiplano. *Global Environmental Change*, 39, 195-204. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2016.05.007>

Woodside, A. G. (2010). *Case study research: Theory, methods and practice* (1. ed). Bingley, Washington: Emerald.

Wu, F. & Phelps, N. A. (2011). Chapter 14. Conclusion: Post-suburban Worlds? In N. A. Phelps & F. Wu (Éds.), *International perspectives on suburbanization: A post-suburban world?* (p. 245-257). Houndmills, Basingstoke, Hampshire; New York, NY: Palgrave Macmillan.

Y

Yin, R. K. (2003). *Case study research: Design and methods* (3e éd.). Thousand Oaks, CA: Sage Publications.

Z

Zamorano-Guzmán, C. A. (2008). Centralisme portalien, concepts schmittiens et carences de légitimité de la Constitution chilienne de 1980. *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, (16). Consulté à l'adresse <https://alhim.revues.org/3094>

Zinger, A. & Del Pozo, O. (1990). Bahía Blanca: Análisis de la aptitud del medio natural para la expansión urbana. *Revista Universitaria de Geografía*, 4(1-2), 79-97.

Zoido, F. (1998). Geografía y ordenación del territorio. *Iber: Didáctica de las ciencias sociales, geografía e historia*, (16), 19-31.

Zulaica, L. (2010). Metodología para la determinación de sistemas ambientales en sectores periurbanos. Mar del Plata-Argentina. *Revista Geográfica Venezolana*, 51(2), 269-293.

Zunino, H. M. (2002). Formación institucional y poder: Investigando la construcción social de la ciudad. *EURE (Santiago)*, 28(84), 103-116. <https://doi.org/10.4067/S0250-71612002008400006>

Zunino, H. M. (2004). *Analytical and conceptual framework to study structures of governance and multi-level power relations in urban initiatives. Empirical application in Concepción and Santiago, Chile* (PhD Thesis, University of Arizona).

Consulté à l'adresse
<http://arizona.openrepository.com/arizona/handle/10150/280669>

Zunino, H. M. (2014). Penetración neoliberal en Chile: Posibilidades y restricciones para la participación ciudadana. *Revista de geografía espacios*, 4(7), 71-81.
<https://doi.org/10.25074/07197209.7.360>

Zurbriggen, C. (2011). Gobernanza: Una mirada desde América Latina. *Perfiles latinoamericanos*, 19(38), 39-64.

Zusman, P. (2002). Milton Santos. Su legado teórico y existencial (1926-2001). *Documents d'Anàlisi Geogràfica*, 0(40), 205-222.

* * *

Références bibliographiques

Liste des sigles et d'abréviations

Liste des sigles et d'abréviations

AG	:	<i>Agricultura</i>
AUDP	:	<i>Área Urbanizable de Desarrollo Prioritario</i>
CEPAL	:	<i>Comisión Económica para América Latina y El Caribe</i>
CORA	:	<i>Corporación de Reforma Agraria</i>
CNR	:	<i>Comisión Nacional de Riego</i>
DL	:	<i>Decreto Ley</i>
DOAJ	:	<i>Directory Open Access Journal</i>
GORE	:	<i>Gobierno Regional</i>
INE	:	<i>Instituto Nacional Estadística</i>
ISAM	:	<i>Interés Silvoagropecuario Mixto</i>
LGUC	:	<i>Ley General de Urbanismo y de Construcciones</i>
LU	:	<i>Límite Urbano</i>
MA	:	<i>Medio Ambiente</i>
MINAGRI	:	<i>Ministerio de Agricultura</i>
MINVU	:	<i>Ministerio de Vivienda y Urbanismo</i>
OEA	:	<i>Organización de Estados Americanos</i>
OGUC	:	<i>Ordenanza General de la Ley de Urbanismo y Construcciones</i>
OTAS	:	<i>Ordenamiento Territorial Ambientalmente Sustentable</i>
PAGF	:	<i>Política Agroalimentaria y Forestal de Chile</i>
PNDR	:	<i>Política Nacional de Desarrollo Rural</i>
PNDU	:	<i>Política Nacional de Desarrollo Urbano</i>
PNUD	:	<i>Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo</i>
PRC	:	<i>Plan Regulador Comunal</i>
PRI	:	<i>Plan Regulador Intercomunal</i>
PRDU	:	<i>Plan Regional de Desarrollo Urbano</i>
PRMS	:	<i>Plan Regulador Metropolitano de Santiago</i>
PUC	:	<i>Pontificia Universidad Católica de Chile</i>
RAE	:	<i>Real Academia Española</i>
RMS	:	<i>Región Metropolitana de Santiago</i>
SdG	:	<i>Situation de Gestion</i>
SEREMI VyU	:	<i>Secretaría de Vivienda y Urbanismo</i>

* * *

Liste des figures

Liste des figures

Figure 1	Deux images pour faire une analogie de la dynamique de gouvernance territoriale	5
Figure 2	Composantes de la question générale de la recherche	7
Figure 3	Schéma général de la démarche de la recherche : problématique, hypothèses et méthodologie	8
Figure 4	Schéma général de la démarche méthodologique	10
Figure 5	La table des chorèmes	15
Figure 6	Schéma simplifié de la grille d'analyse de la gouvernance	16
Figure 7	État de la littérature sur les grandes villes au Chili, approche spatiale	18
Figure 8	Terrain d'étude multi-échelle selon les deux composantes d'analyse de la thèse	20
Figure 9	Approches pour aborder le concept de territoire : quatre catégories pour sa compréhension	31
Figure 10	La structure typique de la ville régionale	46
Figure 11	Etapes du processus de la rurbanisation	48
Figure 12	Diagramme des interactions entre les concepts pour illustrer les phénomènes des espaces traditionnels et hybrides	53
Figure 13	Schéma des concepts constituant la gouvernance territoriale*	60
Figure 14	Principales caractéristiques de la gouvernance territoriale (en espagnol) en reposant sur la base des publications scientifiques hispanophones	64
Figure 15	Proportion des publications hispanophones selon les types de recherche sur la gouvernance territoriale	73
Figure 16	Proportion des publications hispanophones selon l'échelle géographique de la recherche en gouvernance territoriale	73
Figure 17	Proportion des publications hispanophones sur la gouvernance territoriale selon le pays	74
Figure 18	Proportion des publications hispanophones sur la gouvernance	75

	territoriale selon le pays analysé	
Figure 19	Proposition d'une grille d'analyse sur l'apprentissage du langage et du processus d'intégration appliqué à la gouvernance territoriale	80
Figure 20	Modèle spatial simplifié des concepts clés de la périurbanisation	86
Figure 21	Structure de la population active rurale en 1992 des communes de <i>Melipilla, Talagante</i> et <i>Buin</i>	94
Figure 22	Structure de la population active rurale en 2002 des communes de <i>Melipilla, Talagante</i> et <i>Buin</i>	94
Figure 23	Distribution de la mobilité de la population active à partir de son lieu de résidence en 2002 pour les communes de <i>Melipilla, Talagante</i> et <i>Buin</i>	95
Figure 24	Distribution de la mobilité de la population active à partir de son lieu de résidence en 2002 pour les communes de <i>Melipilla, Talagante</i> et <i>Buin</i>	96
Figure 25	Croissance spatiale urbaine sur la période 1976-2002 des villes de <i>Melipilla, Talagante</i> et <i>Buin</i>	97
Figure 26	Distribution de la surface des aires urbaines et des aires suburbaines en 2012 des communes de <i>Melipilla, Talagante</i> et <i>Buin</i>	98
Figure 27	Distribution de l'utilisation et de la couverture du sol en 2012 des communes de <i>Melipilla, Talagante</i> et <i>Buin</i>	99
Figure 28	Modèle spatial simplifié de l'aire urbaine et périurbaine des villes de <i>Melipilla, Talagante</i> et <i>Buin</i>	102
Figure 29	Modèle spatial de discontinuité urbaine, modifié à partir des cas des villes de <i>Melipilla, Talagante</i> et <i>Buin</i>	104
Figure 30	Chorèmes des aires urbaines et périurbaines des villes de <i>Buin, Melipilla</i> et <i>Talagante</i> . Projection des tendances	106
Figure 31	Modèle spatial de la dynamique de la périurbanisation fondé sur les cas de <i>Buin, Melipilla</i> et <i>Talagante</i>	108
Figure 32	Unités territoriales d'étude : le Chili (échelle nationale), Région Métropolitaine de <i>Santiago</i> (échelle régionale) et les communes de <i>Buin, Melipilla</i> et <i>Talagante</i> (échelle locale)	113

Figure 33	Situation temporelle des instruments de régulation urbaine selon l'échelle géographique. Schéma appliqué pour la RMS et les communes de <i>Melipilla</i> , <i>Talagante</i> et <i>Buin</i>	115
Figure 34	<i>Plan Regulador Metropolitano de Santiago</i> (PRMS), évolution des communes comprises dans ses modifications. Période 1994-2006	122
Figure 35	<i>Plan Regulador Comunal</i> (PRC) de <i>Melipilla</i> en 1988*	125
Figure 36	Éléments définis par le <i>Plan Regulador Comunal</i> (PRC) et le <i>Plan Regulador Metropolitano de Santiago</i> (PRMS), dans l'aire urbaine et périurbaine de <i>Melipilla</i>	126
Figure 37	<i>Plan Regulador Comunal</i> (PRC) de <i>Talagante</i> en 1992*	127
Figure 38	Éléments définis par le <i>Plan Regulador Comunal</i> (PRC) et le <i>Plan Regulador Metropolitano de Santiago</i> (PRMS), dans l'aire urbaine et périurbaine de <i>Talagante</i>	128
Figure 39	<i>Límite Urbano</i> (LU) de <i>Buin</i> en 1972*	129
Figure 40	Éléments définis par le <i>Límite Urbano</i> (LU) et le <i>Plan Regulador Metropolitano de Santiago</i> (PRMS), dans l'aire urbaine et périurbaine de <i>Buin</i>	130
Figure 41	Synthèse de la trajectoire des relations d'influence des instruments de régulation urbaine selon l'échelle géographique. Modèle appliqué au Chili, à la Région Métropolitaine de <i>Santiago</i> et aux communes de <i>Melipilla</i> , <i>Talagante</i> et <i>Buin</i> . Période 1972-2012	132
Figure 42	Catégories des établissements humains urbains et ruraux au Chili et proposition de reclassement pour l'aire rurale (en espagnol)	142
Figure 43	Localisation du terrain d'étude, communes de <i>Buin</i> , <i>Melipilla</i> et <i>Talagante</i>	143
Figure 44	Trajectoire des instruments ruraux au Chili à partir de la première réforme agraire	146
Figure 45	Évolution de la concentration foncière de <i>Buin</i> , <i>Melipilla</i> et <i>Talagante</i> et de la Région Métropolitaine de <i>Santiago</i> , période 1976-2007	150
Figure 46	Évolution démographique selon la catégorisation officielle de	153

	l'INE Chile (à gauche) et celle proposée par UBILLA-BRAVO (à droite), période 1982-2002	
Figure 47	Évolution spatiale de la localisation des établissements humains, période 1982-2002	154
Figure 48	Catégories de communes selon la transition urbano-rurale au Chili	157
Figure 49	Démarche d'élaboration et/ou modification des <i>Planes Reguladores Comunales</i> selon le nombre d'années d'approbation au Chili	165
Figure 50	Terrain d'étude, aire périurbaine de la commune de <i>Melipilla</i> , Chili	167
Figure 51	Démarche de la dernière modification du <i>Plan Regulator Comunal (PRC)</i> de <i>Melipilla</i> (2013-2015)	172
Figure 52	Type de relation de pouvoir entre acteurs autour du PRC (2013-2015) de <i>Melipilla</i> n° 1 : la direction (liée à la centralisation)	175
Figure 53	Type de relation de pouvoir entre acteurs autour du PRC (2013-2015) de <i>Melipilla</i> n° 2.1 : l'inclusion (liée à la communication et la participation)	176
Figure 54	Type de relation de pouvoir entre acteurs autour du PRC (2013-2015) de <i>Melipilla</i> n° 2.2 : l'inclusion (liée à l'innovation institutionnelle)	177
Figure 55	Type de relation de pouvoir entre acteurs autour du PRC (2013-2015) de <i>Melipilla</i> n° 2.3 : l'inclusion (liée à l'intérêt personnel)	177
Figure 56	Type de relation de pouvoir entre acteurs autour du PRC (2013-2015) de <i>Melipilla</i> n° 3 : l'exclusion	178
Figure 57	Type de relation de pouvoir entre acteurs autour du PRC (2013-2015) de <i>Melipilla</i> n° 4.1 : l'auto-exclusion (échelle locale)	179
Figure 58	Type de relation de pouvoir entre acteurs autour du PRC (2013-2015) de <i>Melipilla</i> n° 4.2 : l'auto-exclusion (échelles nationale et régionale)	180
Figure 59	Type de relation de pouvoir entre acteurs autour du PRC (2013-2015) de <i>Melipilla</i> n° 5 : l'opposition / n° 6 : le refus	181
Figure 60	Terrain d'étude : zone périurbaine de la commune de <i>Melipilla</i> ,	193

	Chili	
Figure 61	Grille de représentation du niveau, portée et relation d'apprentissage dans la gouvernance territoriale	196
Figure 62	Niveau, portée et relation d'apprentissage dans la gouvernance territoriale : processus d'intégration	199
Figure 63	Niveau, portée et relation d'apprentissage dans la gouvernance territoriale : langage technique et nouveau langage	201
Figure 64	Analogie imaginaire de la dynamique de gouvernance territoriale au Chili autour de la construction politique du périurbain	210

* * *

Liste des tableaux et des encadrés

Liste des tableaux

Tableau 1	Questions et réponses pour aborder la recherche	8
Tableau 2	Indicateurs d'analyse des effets socio-territoriaux pour déterminer le périurbain des villes de taille intermédiaire au Chili	12
Tableau 3	Instruments urbains et ruraux à mobiliser pour l'analyse des politiques d'aménagement	12
Tableau 4	Catégories d'acteurs selon leur échelle et leur espace géographique d'intervention et la période du travail du terrain	14
Tableau 5	État de la littérature sur les grandes villes au Chili, approche temporelle	17
Tableau 6	Structure générale de la thèse : chapitres et leurs éléments guidant sa lecture	21
Tableau 7	Lecture du cadre conceptuel et théorique : « <i>de l'espace géographique aux espaces hybrides</i> »	26
Tableau 8	Lecture du cadre conceptuel du sous-titre 2 : « <i>concepts construisant la gouvernance territoriale</i> »	56
Tableau 9	Caractéristiques de la gouvernance territoriale d'après les publications scientifiques hispanophones identifiées	62
Tableau 10	Caractéristiques de la gouvernance territoriale d'après les auteurs de publications scientifiques hispanophones*	64
Tableau 11	État de la recherche concernant la gouvernance territoriale dans la littérature scientifique hispanophone	66
Tableau 12	Relations directes entre la portée et les processus d'apprentissage	77
Tableau 13	Liste des villes de taille intermédiaire de la Région Métropolitaine de <i>Santiago</i> et leurs critères de sélection	89
Tableau 14	Indicateurs d'analyse des effets socio-territoriaux	90
Tableau 15	Entités considérées comme aires urbaines, selon la commune et l'année de recensement	91
Tableau 16	Instruments de régulation urbaine : normes, politiques	114

	publiques et plans	
Tableau 17	Instruments ruraux à analyser dans ce chapitre	144
Tableau 18	Indicateurs d'analyse des effets démographiques et spatiaux	145
Tableau 19	Catégories d'acteurs selon l'échelle à laquelle ils agissent et leur espace géographique d'intervention	169
Tableau 20	Grille d'analyse du système d'acteurs, les types et échelles des relations dans le cadre de la gouvernance territoriale	170
Tableau 21	Position, niveau d'apprentissage et portée pour les étapes du processus d'intégration et de langage dans la gouvernance territoriale	196
Tableau 22	Localisation des chapitres de la thèse en fonction des catégories des échelles	209

Liste des encadrés

Encadré 1	Définition du <i>Plan Regulador Comunal</i> au Chili	164
Encadré 2	Proposition des concepts clés tirés de la thèse, composant les phénomènes spatiaux	214
Encadré 3	Proposition des concepts clés tirés de la thèse, composant la gouvernance territoriale	216

* * *

ANNEXES

Annexe. Guide d'entretien de la première phase du travail de terrain – en espagnol

Lista de preguntas grupo 1. Actores municipalidad

Indicaciones:

- La identidad del entrevistado se mantiene en anonimato
- Las respuestas no son correctas ni incorrectas, buenas ni malas
- Entrevista de tipo semiestructurada (enfoque cualitativo)
- Estudio de carácter exploratorio

Bloque I: en relación con los roles y funciones del entrevistado e institución

1. ¿Cuál es su actividad principal: profesión u oficio?
2. ¿Desde hace cuánto tiempo Usted trabaja aquí y cuál es su rol dentro de la institución donde Usted trabaja?
3. ¿Cuáles son los objetivos y funciones de la institución donde Usted trabaja?

Bloque II: en relación con el plan regulador comunal

4. ¿Cuál/es son el/los instrumentos de planificación territorial que desarrolla su departamento/unidad?
5. ¿Cuál es la relación que existe entre los actores en torno a los instrumentos de planificación territorial que desarrolla su departamento/unidad y los instrumentos de nivel regional? (relación regional-local)
6. ¿Cuál es la relación que existe entre los actores en torno a los instrumentos de planificación territorial que desarrolla su departamento/unidad y los planes reguladores comunales? (relación local-local)
7. ¿Cuáles son los actores que participan en el proceso de formulación del plan regulador comunal?
8. ¿De qué forma se considera la participación en el proceso de formulación del plan regulador comunal? (reuniones, talleres, opiniones, indicaciones, decisiones) ¿Cuáles son las etapas?
9. ¿Cuáles los intereses que existen en las áreas periurbanas (de Melipilla)?
10. ¿Cómo se dirimen los conflictos de interés?
11. ¿Usted ya ha participado en algún taller de formulación del plan regulador comunal?
 - a. Si la respuesta es “sí” Usted: i) ¿sólo escuchó y no opinó? ii) ¿pudo hablar y dar su opinión? iii) si usted opinó ¿su opinión fue tomada en cuenta?
 - b. Si la respuesta es “no” ¿Usted está dispuesto a participar en reuniones o talleres del plan regulador comunal?

Bloque III: pregunta abierta

12. ¿Usted desea agregar algo más que no haya dicho en esta entrevista?

Lista de preguntas grupo 2. Actores servicios públicos regionales

Indicaciones:

- La identidad del entrevistado se mantiene en anonimato
- Las respuestas no son correctas ni incorrectas, buenas ni malas
- Entrevista de tipo semiestructurada (enfoque cualitativo)
- Estudio de carácter exploratorio

Bloque I: en relación con los roles y funciones del entrevistado e institución

1. ¿Cuál es su actividad principal: profesión u oficio?
2. ¿Desde hace cuánto tiempo Usted trabaja aquí y cuál es su rol dentro de la institución donde Usted trabaja?
3. ¿Cuáles son los objetivos y funciones de la institución donde Usted trabaja?

Bloque II: en relación con el plan regulador comunal

4. ¿Cuáles son los instrumentos de planificación / regulación territorial que desarrolla su institución?
5. ¿Cuál es la relación que existe entre los actores en torno a los instrumentos de planificación / regulación territorial que desarrolla su institución y los planes reguladores comunales? (relación regional-local)
6. ¿Cuáles son los actores que participan en el proceso de formulación del plan regulador comunal?
7. ¿Usted ya ha participado en algún taller de formulación del plan regulador comunal?
 - a. Si la respuesta es “sí” ¿En cuáles de estas etapas? i) construcción, ii) validación, iii) difusión.
 - b. Si la respuesta es “sí” Usted: i) ¿sólo escuchó y no opinó? ii) ¿pudo hablar y dar su opinión? iii) si usted opinó ¿su opinión fue tomada en cuenta?

Bloque III: pregunta abierta

8. ¿Usted desea agregar algo más que no haya dicho en esta entrevista?

Lista de preguntas grupo 3. Actores sector regulación urbana

Indicaciones:

- La identidad del entrevistado se mantiene en anonimato
- Las respuestas no son correctas ni incorrectas, buenas ni malas
- Entrevista de tipo semiestructurada (enfoque cualitativo)
- Estudio de carácter exploratorio

Bloque I: en relación con los roles y funciones del entrevistado e institución

1. ¿Cuál es su actividad principal: profesión u oficio?
2. ¿Desde hace cuánto tiempo Usted trabaja aquí y cuál es su rol dentro de la institución donde Usted trabaja?
3. ¿Cuáles son los objetivos y funciones de la institución donde Usted trabaja?

Bloque II: en relación con el plan regulador comunal

4. ¿Cuál es la relación que existe entre los actores institucionales del nivel nacional, regional y local en el proceso de formulación del plan regulador comunal?
 - a. A nivel institucional (Ministerios, SEREMI, GORE RMS).
 - b. A nivel de instrumentos de planificación (de regulación urbana y estratégicos).
5. ¿Cuál es la relación que existe entre los actores institucionales con los actores del nivel local en el proceso de formulación del plan regulador comunal? (habitantes, empresarios agrícolas / industriales, promotores inmobiliarios)
6. ¿Cuáles son los actores involucrados en el proceso de formulación del plan regulador comunal? Específicamente para la última modificación del plan.
7. ¿De qué forma se considera la participación en el proceso de formulación del plan regulador comunal? (etapas) (reuniones, talleres, opiniones, indicaciones, decisiones)
¿Cuáles son las etapas?
8. ¿Cuáles los intereses que existen en las áreas periurbanas?
9. ¿Cómo se dirimen los conflictos de interés?
10. ¿Qué elementos modificaría Usted para mejorar el proceso de formulación del plan regulador comunal? (obstáculos)

Bloque III: pregunta abierta

11. ¿Usted desea agregar algo más que no haya dicho en esta entrevista?

Lista de preguntas grupo 4. Actores área periurbana

Indicaciones:

- La identidad del entrevistado se mantiene en anonimato
- Las respuestas no son correctas ni incorrectas, buenas ni malas
- Entrevista de tipo semiestructurada (enfoque cualitativo)
- Estudio de carácter exploratorio

Bloque I: en relación con la actividad del entrevistado

1. ¿Cuál es su actividad principal: profesión u oficio?
2. ¿Desde hace cuánto tiempo Usted trabaja / vive aquí? (Asociación de empresas / campesinos, habitantes)
3. ¿Cuáles son sus funciones en el territorio? (para la asociación de empresas) ¿Por qué Ud. vive aquí? (campesinos / habitantes)

Bloque II: en relación con el plan regulador comunal

4. ¿Usted conoce el plan regulador comunal?
 - a. Si la respuesta es “sí” ¿Qué puede decir al respecto?
5. ¿Usted sabe cuáles son los actores que participan en el proceso de formulación del plan regulador comunal?
6. ¿Usted ya ha participado en algún taller de formulación del plan regulador comunal?
 - a. Si la respuesta es “sí” ¿Cuántas veces?
 - b. Si la respuesta es “sí” ¿En cuáles de estas etapas? i) construcción, ii) validación, iii) difusión.
 - c. Si la respuesta es “sí” Usted: i) ¿sólo escuchó y no opinó? ii) ¿pudo hablar y dar su opinión? iii) si usted opinó ¿su opinión fue tomada en cuenta?
 - d. Si la respuesta es “no” ¿Usted está dispuesto a participar en reuniones o talleres del plan regulador comunal?

Bloque III: pregunta abierta

7. ¿Usted desea agregar algo más que no haya dicho en esta entrevista?

* * *

Annexe. Guide d'entretien de la deuxième phase du travail de terrain – en espagnol

Lista de preguntas grupo 1. Actores municipalidad y consultora

Indicaciones:

- La identidad del entrevistado se mantiene en anonimato
- Las respuestas no son correctas ni incorrectas, buenas ni malas
- Entrevista de tipo semiestructurada (enfoque cualitativo)
- Estudio de carácter exploratorio

Bloque I: en relación con los roles y funciones del entrevistado e institución

1. ¿Cuál es su actividad principal: profesión u oficio?
2. ¿Desde hace cuánto tiempo Usted trabaja aquí y cuál es su rol dentro de la institución donde trabaja?
3. ¿Cuáles son los objetivos y funciones de la institución donde Usted trabaja?

Bloque II: en relación con el aprendizaje colectivo en torno al plan regulador comunal

4. ¿De qué manera Usted contribuyó en el desarrollo de los talleres?
5. ¿Qué herramientas o materiales se usaron en los talleres?
6. ¿El trabajo se realizó de manera individual, grupal o colectiva?
7. ¿Hubo adaptación o resistencia inicial por parte de los actores locales que participaron en los talleres?
8. ¿Los actores locales aprendieron el lenguaje técnico del PRC? ¿Cómo lo hicieron?
9. ¿Los actores locales crearon un nuevo lenguaje en torno al PRC? ¿Cómo lo hicieron?
10. ¿Los actores locales se coordinaron para efectuar las tareas en los talleres? ¿Cómo lo hicieron?
11. ¿Los actores locales llegaron a acuerdos comunes en los talleres? ¿Cómo llegaron a estos?
12. ¿Qué aprendió Usted con esta experiencia de trabajo en relación con el PRC?

Bloque III: pregunta abierta

13. ¿Usted desea agregar otros elementos que no se hayan preguntado en la entrevista?

Lista de preguntas grupo 2. Actores área periurbana

Indicaciones:

- La identidad del entrevistado se mantiene en anonimato
- Las respuestas no son correctas ni incorrectas, buenas ni malas
- Entrevista de tipo semiestructurada (enfoque cualitativo)
- Estudio de carácter exploratorio

Bloque I: en relación con la actividad del entrevistado

1. ¿Cuál es su actividad principal: profesión u oficio?
2. ¿Desde hace cuánto tiempo Usted trabaja / vive aquí? (Asociación de empresas / campesinos, habitantes)
3. ¿Cuáles son sus funciones en el territorio? (para la asociación de empresas) ¿Por qué Ud. vive aquí? (campesinos / habitantes)

Bloque II: en relación con el aprendizaje colectivo en torno al plan regulador comunal

4. ¿De qué manera Usted contribuyó en el desarrollo de los talleres?
5. ¿Qué herramientas o materiales se usaron en los talleres?
6. ¿El trabajo se realizó de manera individual, grupal o colectiva?
7. ¿Hubo adaptación o resistencia inicial por parte de los actores locales que participaron en los talleres?
8. ¿Ustedes aprendieron el lenguaje técnico del PRC? ¿Cómo lo hicieron?
9. ¿Ustedes crearon un nuevo lenguaje en torno al PRC? ¿Cómo lo hicieron?
10. ¿Ustedes se coordinaron para efectuar las tareas en los talleres? ¿Cómo lo hicieron?
11. ¿Ustedes llegaron a acuerdos comunes en los talleres? ¿Cómo llegaron a estos?
12. ¿Qué aprendió Usted con esta experiencia de trabajo en relación con el PRC?

Bloque III: pregunta abierta

13. ¿Usted desea agregar algo más que no haya dicho en esta entrevista?

* * *

**Annexe. Exemple de fiches et cartes liées à la
régulation et aux normes de l'occupation du sol du
Plan Regulator Comunal de Melipilla – en
espagnol**

Ejemplo de fichas

Fichas sobre cuestionario de diagnóstico participativo en estudio Plan Regulador Comunal de Melipilla. Consulta sobre centralidad

 Estudio Actualización Plan Regulador Comunal de Melipilla
Etapa 2 Revisión, Análisis y Diagnóstico

CUESTIONARIO DE DIAGNÓSTICO PARTICIPATIVO

LOCALIDAD: _____

Integrantes del grupo	
Nombre	Organización

 Estudio Actualización Plan Regulador Comunal de Melipilla
Etapa 2 Revisión, Análisis y Diagnóstico

Pregunta: ¿Existe un centro en su localidad?, ¿dónde se ubica? (Anotar y marcar en el plano usando el color negro):

Fuente: Urbe arquitectos, febrero 2014.

Fichas sobre cuestionario de diagnóstico participativo en estudio Plan Regulador Comunal de Melipilla. Consulta sobre conservación, protección y movilidad

The image shows two identical survey questionnaires. Each questionnaire has a header with logos for Melipilla (Lider de este Distrito) and URBE ARQUITECTOS, and the title 'Estudio Actualización Plan Regulador Comunal de Melipilla Etapa 2 Revisión, Análisis y Diagnóstico'. The first questionnaire asks: 'Pregunta: ¿Cuáles son, a su juicio, los lugares y elementos valiosos que debieran conservarse y protegerse en su localidad? (Anotar y marcar en el plano lugares o elementos históricos, culturales, estéticos, naturales, ambientales, etc. usando el color verde)'. It is followed by ten horizontal lines for writing. The second questionnaire asks: 'Pregunta: ¿Cuáles son los recorridos que realizan con mayor frecuencia entre su localidad y otros puntos de la comuna?, ¿en qué medios de transporte realizan estos recorridos y cuánto demoran? (Anotar y marcar en el plano con color azul)'. It is also followed by ten horizontal lines for writing.

Fuente: Urbe arquitectos, febrero 2014.

Fichas sobre cuestionario de diagnóstico participativo en estudio Plan Regulador Comunal de Melipilla. Consulta sobre esparcimiento, recreación y problemas ambientales

The image shows two identical survey questionnaires from URBE ARQUITECTOS. Each questionnaire is titled 'Estudio Actualización Plan Regulador Comunal de Melipilla Etapa 2 Revisión, Análisis y Diagnóstico'. The first questionnaire asks: 'Pregunta: ¿Cuáles son los principales lugares de esparcimiento y recreación dentro o cerca de su localidad? (Anotar y marcar en el plano usando el color café).' It is followed by ten horizontal lines for writing. The second questionnaire asks: 'Pregunta: ¿Cuáles son los principales problemas ambientales y riesgos naturales que existen en su localidad o alrededores? (Anotar y marcar en el plano usando el color rojo).' It is also followed by ten horizontal lines for writing. Both questionnaires include logos for Melipilla and URBE ARQUITECTOS.

Fuente: Urbe arquitectos, febrero 2014.

Fichas sobre cuestionario de diagnóstico participativo en estudio Plan Regulador Comunal de Melipilla. Consulta sobre infraestructura, equipamiento y mirada prospectiva

  	Estudio Actualización Plan Regulador Comunal de Melipilla Etapas 2 Revisión, Análisis y Diagnóstico
<p>Pregunta: ¿Qué infraestructura o equipamiento, a su juicio, es imprescindible que exista en su localidad a futuro (salud, seguridad, educación, servicios, cultura, entre otros)? Enumere las tres más importantes.</p>	
<hr/>	
  	Estudio Actualización Plan Regulador Comunal de Melipilla Etapas 2 Revisión, Análisis y Diagnóstico
<p>Pregunta: ¿Cómo se imagina su localidad en 20 años más?, ¿qué tipo de cambios le gustaría que ocurrieran en ella, desde la perspectiva del territorio? Anotar a continuación</p>	
<hr/>	

Fuente: Urbe arquitectos, febrero 2014.

Ejemplo de cartas

Síntesis cartográfica sobre la percepción de centralidad basada en cuestionario de diagnóstico participativo en estudio Plan Regulador Comunal de Melipilla



Fuente: Paisaje Vivo Consultores & Urbe arquitectos, febrero 2014.

Síntesis cartográfica sobre la percepción de conservación y protección basada en cuestionario de diagnóstico participativo en estudio Plan Regulador Comunal de Melipilla



Fuente: Paisaje Vivo Consultores & Urbe arquitectos, febrero 2014.

Síntesis cartográfica sobre la percepción de movilidad basada en cuestionario de diagnóstico participativo en estudio Plan Regulador Comunal de Melipilla



Fuente: Paisaje Vivo Consultores & Urbe arquitectos, febrero 2014.

Síntesis cartográfica sobre la percepción de esparcimiento y recreación basada en cuestionario de diagnóstico participativo en estudio Plan Regulador Comunal de Melipilla



Fuente: Paisaje Vivo Consultores & Urbe arquitectos, febrero 2014.

Síntesis cartográfica sobre la percepción de problemas ambientales basada en cuestionario de diagnóstico participativo en estudio Plan Regulador Comunal de Melipilla



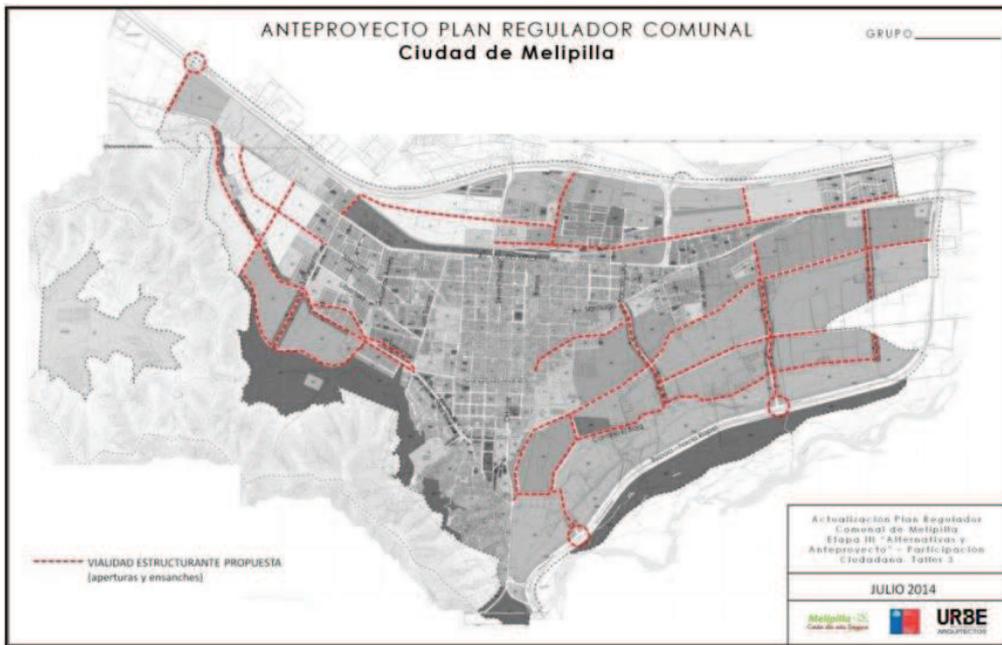
Fuente: Paisaje Vivo Consultores & Urbe arquitectos, febrero 2014.

Material cartográfico sobre de propuesta de usos de suelos en la etapa de Anteproyecto en estudio Plan Regulador Comunal de Melipilla



Fuente: Paisaje Vivo Consultores & Urbe arquitectos, julio 2014.

Material cartográfico sobre propuesta de vialidad estructurante en la etapa de Anteproyecto en estudio Plan Regulador Comunal de Melipilla



Fuente: Paisaje Vivo Consultores & Urbe arquitectos, julio 2014.

* * *

Annexe. Exemple de photos liées aux aires périurbaines

Ejemplo de fotos

Área residencial reciente al lado de un tranque de regadío



Fuente: autor de esta tesis.

Bodega de empresa avícola



Fuente: autor de esta tesis.

Área de uso agroindustrial



Fuente: autor de esta tesis.

Letrero informando sobre venta de terrenos en el área periurbana



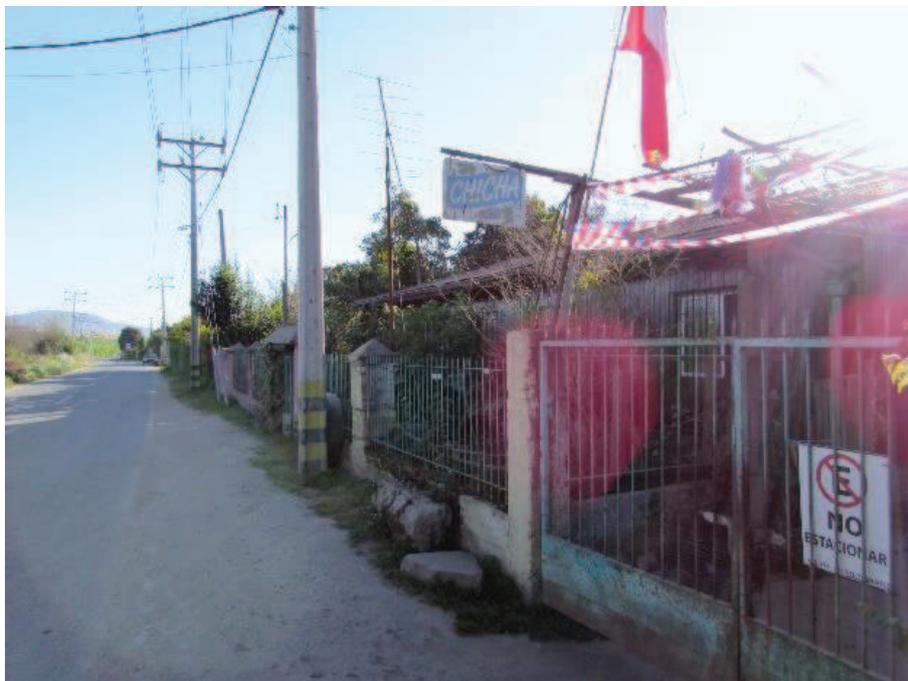
Fuente: autor de esta tesis.

Oficinas de venta y piloto de nuevas viviendas



Fuente: autor de esta tesis.

Viviendas antiguas del área periurbana



Fuente: autor de esta tesis.

* * *

TABLE DES MATIERES

Sommaire.....	ii
Dédicace / Dedicatoria.....	iv
Remerciements & Agradecimientos	v
Résumé	vii
Abstract.....	ix
Resumen	xi
Introduction générale de la thèse.....	1
1. Bref contexte des processus spatiaux au Chili	2
2. Les questions permettant de structurer le contexte de la recherche	3
2.1. Pourquoi analyser la gouvernance territoriale ?.....	3
2.2. Pourquoi analyser les aires périurbaines ?	5
2.3. Pourquoi analyser la gouvernance territoriale des aires périurbaines au Chili ?	6
3. Cadre de recherche	7
3.1. Question centrale de la recherche	7
3.2. Système de questions de recherche et hypothèses.....	8
3.3. Méthodologie générale de la recherche	10
4. Définition du terrain d'étude	16
4.1. Critères de sélection de la composante politiques d'aménagement.....	19
4.2. Critères de sélection de la composante système d'acteurs du périurbain	19
5. Plan de lecture de la thèse	20
1ERE PARTIE. CADRE CONCEPTUEL ET THÉORIQUE SUR L'ESPACE ET LA GOUVERNANCE TERRITORIALE	23
Chapitre 1. Cadre conceptuel et théorique : de l'espace géographique aux espaces hybrides	25
1. Introduction et plan de lecture du cadre conceptuel	26
2. Concepts fondamentaux de la géographie	27
2.1. Espace géographique	27
2.2. Région.....	29
2.3. Territoire et territorialité	30
3. Les espaces traditionnels et leur processus	35
3.1. L'espace urbain et l'urbanisation	35

3.2. L'espace rural et la déruralisation	39
4. Les espaces hybrides et leurs processus	43
4.1. L'espace suburbain et la suburbanisation	43
4.2. L'espace périurbain et la périurbanisation	45
4.3. L'espace rurbain et la rurbanisation	47
5. Réflexions finales : utilisation des concepts et proposition sur les relations	49
5.1. L'utilisation des concepts fondamentaux de la géographie pour cette thèse	49
5.2. L'utilisation des concepts liés aux espaces traditionnels et hybrides pour cette thèse	50
5.3. Une synthèse spatiale sur les relations des concepts mobilisées	52
Chapitre 2. Cadre conceptuel de la gouvernance territoriale	55
1. Introduction et plan de lecture du cadre conceptuel	56
2. Concepts construisant la gouvernance territoriale	57
2.1. Acteur / agent et système d'action	57
2.2. Pouvoir	58
2.3. Institution	59
2.4. Instrument	59
2.5. Synthèse conceptuelle : la gouvernance territoriale	60
3. État de la littérature hispanophone sur la gouvernance territoriale	61
3.1. Grille d'analyse des publications hispanophones sur la gouvernance territoriale	61
3.2. Caractéristiques du concept de gouvernance territoriale : un panorama hispanophone	62
3.3. État de la recherche de la gouvernance territoriale : panorama hispanophone	66
4. Apprentissage collectif et sa contribution à la gouvernance territoriale	76
4.1. L'apprentissage : définition, approche, portée et processus	76
4.2. L'apprentissage dans la gouvernance territoriale : proposition d'une grille d'analyse	78
ZEME PARTIE : POLITIQUES D'AMENAGEMENT DANS LE PERIURBAIN	81
Chapitre 3. Vers un modèle de périurbanisation au Chili. Le cas de trois villes de taille intermédiaire subrégionale	83
1. Introduction	84
1.1. Contexte général de l'étalement urbain en Amérique Latine et au Chili	84
1.2. Concepts clé, questions de recherche et hypothèse de travail	86
2. Méthode : choix du terrain et grille d'analyse	88
2.1. Choix du terrain d'étude	88
2.2. Grille d'analyse : indicateurs, techniques et sources	89
3. Résultats : les transformations socio-spatiales des zones urbaines et rurales	91
3.1. Les dynamiques sociodémographiques	91

3.2. Les dynamiques socioéconomiques.....	93
3.3. Les dynamiques de l'occupation du sol.....	96
4. Résultats : évolution des modèles d'utilisation et de couverture du sol.....	99
4.1. Le cas de l'aire périurbaine de la ville de <i>Melipilla</i>	100
4.2. Le cas de l'aire périurbaine de la ville de Talagante	100
4.3. Le cas de l'aire périurbaine de la ville de Buin	101
5. Discussion.....	102
5.1. Un processus de périurbanisation au Chili ?	102
5.2. Projection des trois cas	104
5.3. Reconnaissance du processus de périurbanisation au Chili : proposition d'un modèle	106
Chapitre 4. Construction du périurbain à travers les instruments de régulation urbaine : cas des villes de taille intermédiaire au Chili.....	109
1. Introduction.....	110
1.1. La tradition centraliste de la planification territoriale et des instruments de régulation urbaine au Chili	110
1.2. Le marché foncier et la périurbanisation au Chili	111
1.3. Problématique.....	112
2. Méthode : sélection du terrain d'étude et des instruments de régulation urbaine	112
2.1. Considérations générales de la méthode.....	112
2.2. Définition du terrain d'étude multi-échelle	113
2.3. Analyse, compilation et structuration des données et des instruments de régulation urbaine	114
3. Résultats : instruments selon l'échelle géographique et leur impact dans la construction du périurbain.....	116
3.1. Les instruments urbains du niveau national au Chili	116
3.2. Les instruments urbains des niveaux régional et intercommunal : le cas de la Région Métropolitaine de <i>Santiago</i>	118
3.3. Les instruments urbains du niveau communal / local et leur relation avec le PRMS : analyse du périurbain à <i>Melipilla, Talagante</i> et <i>Buin</i>	123
3.4. Synthèse de la trajectoire des relations d'influence des instruments de régulation urbaine	130
4. Discussion.....	132
4.1. Construction du périurbain à travers les instruments de régulation urbaine	132
4.2. La nouvelle notion de périurbain administratif subcommunal.....	133
4.3. Limites de la recherche et ouverture vers l'analyse du système acteurs construisant le périurbain.....	134

Chapitre 5. Rurbanisation, suburbanisation et reconcentration foncière : l’impact spatial des instruments ruraux dans les aires périurbaines au Chili	137
1. Introduction.....	138
1.1. Transformations socio-spatiales de l’espace rural chilien	138
1.2. Problématique et hypothèse.....	139
2. Grille d’analyse sur la suburbanisation et la rurbanisation.....	140
2.1. La suburbanisation et la rurbanisation au Chili.....	140
2.2. Proposition d’une nouvelle catégorisation pour l’analyse de la suburbanisation et de la rurbanisation au Chili	141
3. Méthode : sélection du terrain d’étude et des instruments ruraux	142
3.1. Aspects généraux de la recherche	142
3.2. Collecte des données	143
3.3. Analyse des données.....	144
4. Résultats : l’impact spatial des instruments ruraux dans les aires périurbaines au Chili .	146
4.1. La trajectoire des instruments ruraux au Chili à partir de la première loi de réforme agraire de 1962	146
4.2. Reconcentration foncière dans les aires périurbaines des trois communes retenues (1976-2007)	149
4.3. Evolution de la suburbanisation et de la rurbanisation dans les aires périurbaines des trois communes retenues à partir de 1982.....	151
5. Discussion.....	155
5.1. Reconnaissance du processus de rurbanisation et de suburbanisation	155
5.2. L’utilisation des instruments ruraux et le rôle de l’État sur les espaces ruraux	156
5.3. Proposition de catégories de communes selon la transition urbano-rurale au Chili.	157
5.4. Nouvelles questions concernant la déruralisation et la nouvelle ruralité	158
5.5. Conclusion de la deuxième partie de la thèse	158
3EME PARTIE : RELATIONS ET APPRENTISSAGES DES ACTEURS LOCAUX DANS LE PERIURBAIN	161
Chapitre 6. Relations de pouvoir entre les acteurs du périurbain autour du <i>Plan Regulator Comunal</i>	163
1. Introduction.....	164
1.1. Néolibéralisme et ses conséquences au Chili.....	164
1.2. Problématique : relation entre les acteurs du périurbain au Chili.....	166
2. Méthode : choix du terrain et grille d’analyse	166
2.1. Choix du terrain d’étude	166
2.2. Collecte des données	167
2.3. Analyse des données.....	168
3. Résultats : démarche de modification du PRC de <i>Melipilla</i> et relations de pouvoir	171

3.1. Démarche de la dernière modification du PRC de <i>Melipilla</i> (2013-2015)	171
3.2. Relations de pouvoir entre les acteurs autour de la modification du PRC de <i>Melipilla</i> (2013-2015)	174
4. Discussion	181
4.1. Changement du flux du pouvoir descendant dans les relations des acteurs du périurbain	181
4.2. Rapport des résultats de ce chapitre avec d'autres études développées au Chili.....	183
4.3. Utilité des travaux et de la grille d'analyse à partir des résultats	185
4.4. Conclusions et pistes pour les décideurs publics	187
Chapitre 7. Apprentissage collectif des acteurs du périurbain. Enjeux autour du <i>Plan Regulator Comunal</i>	189
1. Introduction.....	190
1.1. Trajectoire de la participation au Chili	190
1.2. Problématique : l'apprentissage collectif.....	191
2. Méthodologie : choix du terrain et présentation de la grille d'analyse	193
2.1. Considérations générales	193
2.2. Collecte des données	193
2.3. Grilles d'analyse des données	194
3. Résultats : l'apprentissage des acteurs dans le cadre de la gouvernance territoriale.....	197
3.1. L'apprentissage autour du processus d'intégration.....	197
3.2. L'apprentissage autour du langage	200
4. Discussion	202
4.1. Difficultés dans l'apprentissage autour du <i>Plan Regulator Comunal</i>	202
4.2. Une nouvelle grille d'analyse pour étudier l'apprentissage dans la gouvernance territoriale	204
4.3. Limites de la recherche et un agenda de recherche sur les apprentissages collectifs au Chili	204
Chapitre 8. Conclusion générale de la thèse	207
1. Retour sur la question générale de la thèse	208
2. Contributions de la thèse	209
2.1. Première contribution : la stratégie générale de recherche et la réponse à la question centrale de la thèse	209
2.2. Deuxième contribution : grilles de lecture et d'analyse méthodologiques	211
2.3. Troisième contribution : proposition des concepts clés tirés de la thèse.....	213
3. Limites de la thèse.....	217
3.1. Limites disciplinaires et nécessités de développer une approche interdisciplinaire. 217	
3.2. L'étude de cas : une première étape de construction de connaissance	218

3.3. Cadrages spatiaux et temporels de cette thèse.....	219
4. Nouvelles perspectives et ouverture de la recherche	219
4.1. L’opérationnalisation de la recherche.....	220
4.2. Projeter cette thèse dans le nouveau contexte : enjeux socio-scientifiques dans un monde d’incertitude	220
Références bibliographiques.....	223
A	224
B.....	227
C.....	231
D	236
E.....	240
F.....	241
G	244
H	247
I.....	250
J	251
K.....	252
L.....	253
M.....	256
N	260
O	260
P.....	261
R.....	264
S.....	267
T.....	273
U	275
V	277
W	279
Y.....	280
Z.....	280
Liste des sigles et d’abréviations.....	283
Liste des figures	285
Liste des tableaux et des encadrés	291
ANNEXES	295
Annexe. Guide d’entretien de la première phase du travail de terrain – en espagnol.....	296
Lista de preguntas grupo 1. Actores municipalidad.....	297

Lista de preguntas grupo 2. Actores servicios públicos regionales.....	298
Lista de preguntas grupo 3. Actores sector regulación urbana	299
Lista de preguntas grupo 4. Actores área periurbana.....	300
Annexe. Guide d’entretien de la deuxième phase du travail de terrain – en espagnol	301
Lista de preguntas grupo 1. Actores municipalidad y consultora	302
Lista de preguntas grupo 2. Actores área periurbana.....	303
Annexe. Exemple de fiches et cartes liées à la régulation et aux normes de l’occupation du sol du <i>Plan Regulador Comunal de Melipilla</i> – en espagnol	304
Ejemplo de fichas	305
Ejemplo de cartas.....	309
Annexe. Exemple de photos liées aux aires périurbaines.....	313
Ejemplo de fotos	314
TABLE DES MATIERES	317

* * *